GUIDE DES RESSOURCES

Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau

GWA GENDER AND WATER ALLIANCE

UNDP

Version 2.1 Novembre 2006

Table de Matières

Préface 5
Remerciements 6
Acronymes et Abréviations 7

Chapitre 1 Introduction au Guide 8

1.1. Quel est ce Guide des ressources? 8
1.2. Pourquoi le Guide a-t-il été développé? 8
1.3. Quels sont ses objectifs? 8
1.4. Comment le Guide a-t-il été développé? 8
1.5. Comment devrait-il être utilisé? 8

Chapitre 2 Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau 10

2.1 Présentation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau 10
2.2 Présentation de l'aspect genre 10
2.3 Définition de l'aspect genre 11
2.4 Le cadre historique de l'aspect genre 12
2.5 Les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et leurs implications sur l'aspect genre 13
2.6 Pourquoi adopter une perspective genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en eau ? 15
2.6.1. Un souci d'efficacité et d'efficience dans les programmes et les projets du secteur de l'eau 15
2.6.2 Durabilité environnementale 16
2.6.3. Le besoin d'une analyse précise de l'utilisation des ressources en eau 17
2.6.4 Egalité, équité et renforcement des rôles 18
2.6.5 Réalisation des engagements internationaux par les gouvernements et les partenaires 18
2.6.6 Le processus participatif dans les initiatives de Gestion Intégrées des Ressources en Eau doivent reconnaître les inégalités et les différences entre les femmes et les hommes 19
2.6.7 Les méthodes participatives utilisées pour présenter les problèmes d'égalité homme/femme 20
2.6.8 Les méthodes participatives illustrent les différentes perception du bien-être 21
2.7 Insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau 21

2.7.1. Adopter une initiative ou un projet de manière correcte 22
2.7.2. Indicateurs de surveillance et d'évaluation soucieux de l'aspect genre 23
Références et Ressources Additionnelles 24

Chapitre 3. Guide au Ressources sur le Genre et les secteurs de l'eau 33

3.1 Introduction 33
3.2 Genre, Gouvernance et gestion des ressources en eau 34
3.3 Genre, Eau et Pauvreté 44
3.4 Genre, installations sanitaires et hygiene 52
3.5. Genre, Distribution d'Eau à usage Domestique et Hygiène 58
3.6 Genre et privatisation de l'eau 67
3.7 Genre, eau à usage agricole et irrigation 74
3.8 Genre, eau et l'environnement 85
3.9 Genre et pêche 92
3.10 Genre et gestion des zones côtières 99
3.11 Genre, variation climatique et catastrophes reliés à l'eau 103
3.12 Genre et renforcement des capacités 111
3.13 La planification et les outils de genre dans le secteur de l'eau 121
3.14 Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes dans les secteurs de l'eau 132

Chapitre 4. L'intégration transversale du genre dans le cycle du projet 139

Chapitre 5. L'intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau 149

Glossaire 155

Annexe: Etudes de Cas 157

L'Afrique: L'eau pour les villes africaines: un partenariat entre le programme des Nations Unies (UN-HABITAT) et l'Alliance Genre et Eau (GWA) 158
Afrique du Sud : Les femmes dans le projet d'assainissement et de fabrication de briques, Village de Mabule 162
Bangladesh: processus d'intégration de l'aspect genre dans la gestion communautaire des risques d'inondation 165
Burkina Faso: Genre et la gouvernance de l'eau. Etude de Cas du Nakambé 168
Egypte: Renforcer la participation de la femme dans la prise de décision au niveau de la communauté et du foyer en matière d'eau et d'assainissement 176
Etats-Unis: Refuser de se dérober 179
Inde: Avantages économiques de l'approche genre dans l'approvisionnement domestique en eau dans les zones semi-arides 181
Inde : Intégrer l'aspect genre dans la gestion participative de l'irrigation. Le cas du Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP) 185
Jordanie: Les femmes rurales assurant l'eau domestique à travers l'installation de réservoirs d'eau dans le village de Rakin 188
Guatemala: Répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'eau dans l'organisation du bassin versant de la rivière « El Naranjo » 191
Kenya : Les différences hommes/femmes dans la gestion communautaire de l'eau à 194

Machakos
Pakistan: Du Purdah à la participation 196
Sénégal: Rôle des femmes dans le modèle de gestion communautaire des ressources halieutiques et des environnements marins à Cayar 198
Togo: Intégrer l'aspect genre dans la promotion de l'hygiène dans les écoles (installations sanitaires) 205
Uruguay: Privatisation sans protestation 208
Zimbabwe: Initiative d'intégration de l'aspect genre dans les projets d'eau et d'assainissement à travers le programme de creusement de puits 210

Préface

A travers le monde développé, le scénario eau et genre est tout ce qu'il y a de plus familier: les femmes travaillent pour ramener l'eau nécessaires pour les besoins du foyer alors que les hommes prennent les décisions concernant la gestion des ressources en eau aux niveaux local et national. Nous pensons que les projets, les programmes et les politiques qui abordent les inégalités entre les deux sexes accroîtront la gestion des ressources en eau et les opportunités de développement humain pour les hommes et les femmes.

Dans plusieurs cas, l'analyse des perspectives du genre en relation avec les ressources en eau doit être abordé dans un contexte spécifique. A titre d'exemple, les problèmes à traiter concerneront l'usage productif de l'eau contre l'usage domestique, l'accès des femmes et des hommes à l'eau et le contrôle de l'eau et de la terre, les crédits et les services liés à la vulgarisation. La documentation abondante sur les relations entre les hommes et les femmes dans la gestion de l'eau a été inventoriée pour que les utilisateurs puissent y accéder facilement. Plusieurs références de valeur ont été alors identifiées et compilées. Mais, une insuffisance de l''information notoire rend nécessaire le besoin d'approfondir la recherché dans ce secteur.

Le Guide initial du PNUD sur les ressources relatives à l'intégration du genre dans la gestion de l'eau a été lancé durant le 3ème Forum Mondial de l'Eau à Kyoto en 2003. Le retour d'information obtenu depuis a façonné cette deuxième version complètement révisée et présentée en mars 2006 durant le 4ème Forum au Mexique. La presente édition d'août 2006 est disponible en 4 langues : Anglais, Français, Espagnol et Arabe. La plupart des sections des trois dernières versions sont des traductions de l'Anglais mais quelques textes sont des originaux spécifiques à la région de la langue en question. Une telle approche donne des perspectives plus larges pour la distribution et l'utilisation du Guide.

Cette édition du Guide des ressources partage les ressources en 13 sous-secteurs de l'eau pour faciliter l'accès aux usages spécifiques de l'eau. Les introductions aux secteurs décrivent les débats actuels et les questions de genre. Les références, les ressources (y compris les manuels et les guides), les études de cas et les sites webs sont groupés par sous-secteur. Les auteurs de 'Alliance Genre et Eau qui ont élaboré ce document ont essayé, tout au long de leur travail, de garder en tête la lecture facile et la catégorisation claire. Toutefois, les lecteurs sont appelés à passer en revue la totalité du Guide lorsqu'ils sont en train de chercher de documents utiles et intéressants.

Avec ce Guide des ressources, le PNUD, GWA, IRC, Cap-Net et GWP visent à aider les professionnels de l'eau, les politiciens, les spécialistes du genre et autres parties concernées dans leurs efforts pour fournir un meilleur accès à l'eau au profit des femmes, enfants et hommes pauvres à travers le monde. Les commentaires, ajouts, études de cas et retour d'informations de la part des utilisateurs du Guide sont les bienvenus pour les éditions futures et pour la mise à jour de la version électronique (site web) du Guide des ressources au www.genderandwater.org/

Olav Kjørven
Directeur
Groupe Energie et Environnement
Bureau de la politique de développeme
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Ethne Davey
Président du Comité de pilotage

Alliance Genre et Eau (GWA)

Remerciements

Nous sommes très fiers des résultats de l'excellente collaboration qui a permis la publication de cette deuxième édition du Guide Ressource pour l'Intégration du genre dans la Gestion de l'Eau. Cette deuxième édition a été considérablement élargie et améliorée. Elle comporte des aperçus sur les sous-secteurs, des ressources et des études de cas supplémentaires, le tout en quatre langues, et certaines des ressources le sont même en cinq langues. La plupart des textes sont traduites de l'anglais, certains de l'espagnol et du français.

plusieurs personnes, des femmes et des hommes, ainsi que des organisations ont considérablement contribué à la réalisation de ce travail, et nous sommes reconnaissants à tout ceux qui ont travaillé dur pour le compléter. Nous remercions tout ceux qui ont consolidé le nouveau contenu en faisant part de leurs avis et suggestions pour introduire des améliorations, à chaque fois qu'ils ont été sollicités pour le faire par le biais des emails sur listservs ou à travers les sites web. L'Alliance Genre et Eau s'est senti honorée d'être chargée de la mise à jour du Guide Ressources par les organisations qui ont offert les fonds nécessaires : l'Agence Suédoise de Développement International (SIDA) et le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD).

Des remerciements bien particuliers s'adressent aux nombreux auteurs, nos partenaires de GWA Prabha Khosla et Sara Ahmed, et leur équipe d'auteurs associés dont Maria Angelica Alegria, Khadouja Mellouli, Mame Dagou Diop, Pauline Ikumi, Noma Neseni et Betty Soto qui ont navigué sur Internet pour trouver de nouvelles ressources se rapportant au sujet, qui ont rédigé, réécrit, lu, et révisé des textes, qui ont analysé et adapté des études de cas. Des remerciements exceptionnels s'adresse aussi à Marcia Brewster, Responsable du Groupe de Travail inter agences au sein de l'ONU chargé de l'aspect Genre et Eau, pour son professionnalisme lors de la révision et de la réédition du présent guide. Esther de Jong a restrucuturé et passé en revue le texte entier en Juin Juillet, et le les liens url one été ainsi corrigés.. Les traducteurs Susana Carrera, Faouzi Chaouch, Hela Gharbi, Nizar Dridi, ont assumé la lourde tâche d'être au bout de la chaîne, en essayant d'achever leurs traductions à temps quand tout le reste est fini. Leur travail est ainsi fortement apprécié.

Plusieurs essais ont été menés pour reconnaître tous les auteurs des études de cas qui ont été sélectionnés pour être introduits en entier dans le Guide Ressource. Si cela n'a parfois pas été approprié, nous demandons auxdits auteurs d'aviser le GWA pour qu'on puisse faire les corrections nécessaires au niveau du site web et de la prochaine version.

Nous remercions les organisations partenaires dans cette tâche pour leurs valeureuses contributions : PNUD, IRC, Cap-Net et GWP. L'IRC s'est chargé de l'aspect technique de production des pages web et du CD-Rom, sans lesquels toutes les contributions n'auraient pas été accessibles. Cap-Net a prodigué les conseils utiles et a pris en main la reproduction.

Le Guide Ressource sera régulièrement mis à jour et sera disponible sur le site web du GWA www.genderandwater.org ainsi que sur les liens des sites web de nos partenaires. Tous les commentaires et tous les ajouts sont les bienvenus.

Joke Muylwijk
Directeur Exécutif
Alliance Genre et Eau

Acronymes et Abréviations

AEG	Alliance pour l'Eau et le Genre
CAPnet	
CIEA	Centre International pour l'Eau et l'Assainissement
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
GWP	Partenariat mondial de l'eau.
IBG	Les Initiatives en matière de Budgétisation prenant en compte le Genre
ITGGIRE	Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
OCB	Organisation communautaire de base
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
O&M	opération et entretien
ONGs	Organisations Non Gouvernementales
PME	Partenariat Mondial pour l'Eau
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable

Chapitre 1 Introduction au Guide

1.1. Que'est ce que le Guide des ressources ?

C'est la deuxième édition du Guide des ressources pour l'intégration du genre dans la gestion de l'eau d'août 2006, qui a été, publié pour la première fois en 2003 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).Le guide est un document de référence pour assister les praticiens et les professionnels de l'eau, ainsi que tout autre personne responsable de l'intégration du genre et individu intéressé par le secteur de l'eau. C'est une compilation des plus récentes ressources: documents, articles, livres, études de cas et outils sur l'intégration de l'aspect genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Il vise à d'appuyer l'action, la lecture et la recherche. De nouvelles vues d'ensemble du secteur sont ajoutées et tout particulièrement celles relatives à des débats et des questions d'actualité. Les liens Url validés dans la seconde moitié de l'année 2006 sont insérés. Cependant, des changements peuvent intervenir, et nous vous suggérons d'essayer et de trouver de nouveaux liens avant de s'adresser aux auteurs.

1.2. Pourquoi le Guide a-t-il été développé ?

Le guide a été développé en réponse à un besoin identifié en matière d'informations sur l'intégration du genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Une grande quantité d'information existe mais elle est dispersée parmi différentes institutions et organisations, ce qui rend difficile la recherche sur des ressources spécifiques sur des aspects particuliers de l'intégration de l'aspect genre dans le secteur de l'eau. Ce guide vient appuyer les efforts des personnes qui essayent d'intégrer dans leurs programmes et projets l'aspect genre et ceux qui cherchent à améliorer leurs connaissances et leurs compétences en matière de genre et de GIRE.

1.3. Quels sont ses objectifs ?

Le guide des ressources vise à:

- Faciliter l'accès aux ressources et à la littérature disponibles portant sur l'aspect genre et la GIRE;
- Améliorer la durabilité et l'efficience des activités relatives à l'eau à travers l'incorporation de l'égalité homme/femme et l'analyse de la diversité ou de l'équité sociale;
- Améliorer la compréhension et la sensibilisation des concepts sur le genre à travers un renvoi facile aux documents existants, aux études et aux outils disponibles et ;
- Améliorer les approches de planification, d'exécution, de gestion et de suivi de la GIRE.

1.4. Comment le Guide a-t-il été développé ?

Le développement du guide des ressources a été un processus interactif qui a impliqué des consultants, des praticiens du secteur de l'eau, des spécialistes de l'aspect genre et des responsables de programmes travaillant dans différents secteurs de l'eau et sur différents continents. La compilation de cette deuxième édition a été coordonnée par l'Alliance Genre et Eau (GWA) avec la contribution technique du Centre International de l'Eau et des Installations Sanitaires (IRC). La GWA, l'IRC, et le CapNet ont pris part à cet effort et le PNUD a fourni le financement nécessaire.

1.5. Comment devrait-il être utilisé ?

Le Guide des ressources n'est pas un ensemble de lignes directrices, ni un outil pas à pas pour l'intégration du genre. C'est une référence qui devrait être utilisé en relation avec les textes et les supports auxquels il renvoie. Il donne un résumé sommaire des questions portant sur les

différents sous-secteurs de la GIRE et est conçu de façon à sensibiliser ses utilisateurs et à promouvoir l'apprentissage et l'analyse en matière d'équité sociale et des questions homme/femme. Les chapitres et sections sont présentés de façon à cerner facilement les thèmes objet de la recherche. Il serait peut plus utile de voir ces sections d'intérêt en premier lieu avant d'essayer de lire le guide en totalité. D'autres sections fournissent aux usagers des ressources supplémentaires qui constituent une matière de valeur lorsqu'on adopte une approche holistique pour la gestion des ressources en eau.

Chapitre 2 Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau

2.1 Introduction à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau est un processus systématique pour le développement durable, l'allocation et le suivi des ressources en eau. Le concept et les principes de la gestion Intégrée des Ressources en Eau ont été exprimés lors de la Conférence Internationale sur l'Eau et L'Environnement en 1992 à Dublin et dans le Chapitre 18 de l'Agenda 21 qui est un document consensuel produit par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) organisée à Rio en 1992.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau est une approche holistique trans-sectorielle en matière de gestion d'eau pour répondre aux demandes de plus en plus grandes et concurrentielles sur l'eau douce dont la quantité est limitée. C'est une approche qui vise à garantir le développement coordonné de l'eau, des terres et des ressources connexes pour optimiser le bien-être économique et social sans compromettre la durabilité des systèmes environnementaux (Partenariat mondial de l'eau, 2000). Les décideurs politiques, les analystes, les organisations internationales et les gouvernements ont cherché un consensus sur les principes pour guider la définition des priorités, des politiques et des initiatives spécifiques en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Les principes clés comprennent:

- L'eau devrait être traitée comme un bien économique, social et environnemental.
- Les politiques relatives à l'eau devraient mettre l'accent sur la gestion de l'eau dans sa globalité et non pas uniquement sur l'approvisionnement en eau.
- Les gouvernements devraient faciliter et permettre le développement durable des ressources en eau en mettant en place des politiques intégrées d'eau et des cadres réglementaires.
- Les ressources en eau devraient être gérées au plus bas niveau possible.
- Les femmes devraient être reconnues en tant qu'élément central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau.

La mise en oeuvre de la Gestion Intégrée de l'Eau en tant que philosophie, politique et guide d'application peut aider à aborder:

- Le besoin d'établir une meilleure gouvernance de l'eau et une plus grande coordination et collaboration parmi les différents secteurs de l'eau comme l'approvisionnement en eau potable, les installations sanitaires, l'irrigation et le maintien des écosystèmes.
- La concurrence et les conflits potentiels parmi les différentes parties concernées dans tous les secteurs et les individus, les communautés et les gouvernements.
- La dégradation environnementale qui menace toute la vie sur notre planète.
- Les disparités sociales et genre en termes d'accès équitable aux ressources et de leur contrôle, de bénéfices, de coûts et de prise de décision entre les hommes et femmes.
- Le besoin d'un développement durable des ressources en eau qui représente la clé pour l'éradication de la pauvreté.

2.2 Introduction du genre

L'intégration du genre est le processus d'évaluation des implications, pour les hommes et les femmes, de toute action planifiée y compris la législation, les politiques et les programmes

dans tous les domaines et à tous les niveaux. C'est une stratégie qui intégre les soucis et les expériences des femmes ainsi que ceux des hommes dans la conception, l'exécution, la supervision et l'évaluation des politiques et des programmes à tous les sphères politiques, économiques et sociales de façon à ce que les femmes et les hommes mettent bénéficient de de l'égalité et que l'inégalité ne soit pas perpétué. Le but final est de réaliser l'égalité du genre (*en transformant le courant dominant* (ECOSOC, 1997).

Dans le domaine de la gestion des ressources en eau, l'approche sectorielle non coordonnée a résulté en une dégradation environnementale à cause de la surexploitation des ressources en eau, les allocations inappropriées au profit des différents usagers, la distribution inéquitable des bénéfices et des charges, le fonctionnement et la maintenance de l'infrastructure. L'implication inadéquate des femmes et des hommes a entravé les programmes et les projets sur la durabilité de la gestion des ressources en eau. La participation de la communauté et les approches de gestion n'ont pas pu aborder ces questions, en grande partie, parce que les communautés sont souvent perçues comme un groupement de personnes ayant un objectif commun.

La réalité est que la communauté n'est pas un groupement de personnes égales vivant dans une région géographique donnée. Elle est souvent composée d'individus et de groupes qui possèdent différents niveaux de pouvoir, de richesse, d'influence et de capacité à exprimer leurs besoins, leurs soucis et leurs droits. Les communautés contiennent des groupes d'intérêts conflictuels. Là où les ressources sont rares, il y a une concurrence sur l'approvisionnement et ceux qui sont au plus bas de l'échelle du pouvoir, tels que hommes et femmes pauvres, n'obtiennent rien. Les relations inégales de pouvoir placent les femmes dans une position défavorisée. Appliquer une analyse genre aidera les agences du secteur de l'eau à mieux allouer les ressources pour répondre aux différents besoins des femmes et des hommes et des groupes marginalisés.

Les approches populaires ne garantissent pas toujours la prise en considération des perspectives genre. Une stratégie spécialement conçue pour intégrer l'aspect genre peut donc être utile pour s'assurer que les questions qui s'intéressent aux femmes et aux hommesfassent partie de la planification des analyses, des programmes et des projets, leur exécution et leur évaluation. De manière plus importante, l'intégration du genre peut surtout aider à provoquer le changement institutionnel et organisationnel nécessaire pour assurer l'égalité homme/femme en tant qu'engagement continu.

2.3 Définition du concept de genre

Le genre se refère aux différents rôles, droits et responsabilités des hommes et des femmes et la relation entre eux. Le genre ne signifie pas simplement les femmes ou les hommes, mais la façon par laquelle leurs qualités, comportements et identités sont déterminés à travers le processus de socialisation. Le genre est généralement associé à l'inégalité du pouvoir et de l'accès aux choix et aux ressources. Les rôles différents des hommes et des femmes sont influencés par les réalités historiques, religieuses, économiques et culturelles. Ces rôles et responsabilités peuvent changer à travers le temps.

Dans ce guide, l'utilisation du terme genre englobe aussi l'intersection de l'expérience des femmes en matière de discrimination et de violations des droits de l'homme sur la seule base de leur sexe ainsi que d'autres relations de pouvoir résultant des facteurs race, ethnie, caste,

classe sociale, âge, capacité/incapacité, religion et plusieurs autres facteurs y compris si elles sont indigènes ou non.

Les femmes et les hommes sont définis de différentes manières dans les différentes sociétés. Les relations qu'ils partagent constituent les relations entre les deux sexes. Les relations entre les deux sexes constituent et sont composées par une panoplie d'institutions comme la famille, les systèmes juridiques ou le marché. Les relations entre les deux sexes sont des relations hiérarchiques de pouvoir entre les femmes et les hommes et ont tendance à défavoriser la femme. Ces hiérarchies sont souvent « naturellement » acceptées mais sont déterminées par la société et se basent sur la culture et peuvent donc changer avec le temps. Les relations entre les deux sexes sont dynamiques, caractérisées par le conflit et la coopération ; la médiation se fait à travers d'autres axes de stratification y compris la caste, la classe sociale, l'âge et l'état civil ou la position dans la famille.

Les différences entre les sexes comme la capacité d'enfanter sont des différences biologiques tout à fait différentes des rôles prescrits par la société.

En reconnaissant cela, une analyse genre fait référence à la manière systématique de considérer les différents impacts du développement sur les femmes et les hommes. L'analyse dugenre nécessite la ventilation des données par sexe et la compréhension de la division et de l'appréciation. L'analyse du genre doit être effectuée à tous les niveaux du processus de développement; il faut toujours se demander comment une activité donnée, une décision ou un plan vont-ils affecter les femmes de manière différente des hommes (Parker, 1993).

2.4 Historique du genre

Les femmes et les approches genre en matière de développement ont évolué à travers les décennies écoulées.

Jusqu'au début des années 1970, les politiques de développement se sont penchées sur les besoins des femmes pauvres dans le contexte de leur rôle en tant qu'épouse et mère. Connue maintenant comme l'approche du « bien-être », l'accent portait sur la santé de la mère et de l'enfant, l'assistance à l'enfance et la nutrition. L'on considérait alors que les avantages des stratégies macro-économiques orientées vers la modernisation et la croissance vont toucher les pauvres et que les femmes pauvres qui allaient bénéficier de l'amélioration de la situation économique de leurs maris. Les femmes étaient des réceptionnaires passives de ces avantages. Les services sanitaires et de l'eau étaient définis dans le contexte de l'hygiène et des soins sanitaires qui faisaient partie de la responsabilité des femmes.

A partir des années 1970 et 1980, l'approche des Femmes dans le Développement a visé à intégrer les femmes dans le processus de développement existant en les ciblant, souvent dans des activités spécifiques aux femmes. Généralement,lLes femmes ont, , été des réceptionnaires passives dans les projets des Femmes dans le Développement qui mettaient souvent l'accent sur l'amélioration des revenus des femmes. Mais malgré le fait que plusieurs projets ont amélioré la santé, les revenus ou les ressources à court terme, ces projets n'ont pas transformé les relations déséquilibrées et plusieurs de ces projets ont périclité. Un défaut commun à ces projets était le fait qu'ils ne prenaient pas en considération les multiples rôles de la femme ou qu'ils calculaient mal l'élasticité du temps et du travail de la femme.

Depuis la fin des années 1980, l'approche Genre et Développement a été développé dans le but de faire disparaître les disparités sociales, économiques et politiques entre les femmes et les hommes pour pouvoir atteindre un développement global. aujourd'hui, une grande partie de ce travail dans le secteur de l'eau est véhiculé à travers cette approche. Néanmoins, plusieurs perspectives existent dans cette approche et mais sans aucun schéma directeur pour permettre l'égalité et l'équité dans la gestion des ressources en eau.

Les deux approches "Femmes dans le Développement" et " Genre et Développement" sont encore utilisées.

Récemment, une approche genre et renforcement des rôle a essayé de transformer les relations existantes entre les deux sexes en mettant l'accent sur l'auto-renforcement des rôles des femmes par les femmes elles mêmes.

2.5 Les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et leurs implications sur l'aspect genre[1]

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau offre une occasion pour créer un changement paradigmatique dans la gestion des ressources de l'eau. La crise environnementale mondiale, la pauvreté grandissante dans les zones rurales et urbaines et les inégalités entre les deux sexes montrent tous le besoin d'une approche différente en matière de gouvernance de l'usage et de la gestion d'eau.

Mettre en application cette approche nécessite une cohérence parmi les différentes institutions, la politique, le cadre réglementaire et les mesures réfléchies qui prennent en considération la durabilité environnementale et une analyse intersections. L'aspect genre dans cette approche n'est pas un point d'analyse suffisant sans prendre aussi en compte les considérations de race, de classe sociale, de caste, d'ethnie, d'âge, d'aptitude et d'emplacement géographique.

- **L'eau devrait être traitée comme un bien économique, social et environnemental.**
  - L'eau douce est d'une grande valeur et sa quantité est limitée. Les services et l'infrastructure d'approvisionnement en eau sont des activités économiques et l'accès à un approvisionnement de base en matière d'eau constitue aussi un droit humain. L'utilisation de l'eau pour les tâches domestiques et les besoins sanitaires, qui tend à être la responsabilité de la femme, devrait être incorporée dans les évaluations des valeurs économiques de l'usage de l'eau. Les femmes n'ont souvent aucun droit sur l'eau et la terre et les efforts de développement peuvent affecter de manière négative leurs moyens d'existence.
  - Même si l'approvisionnement en eau doit être un service payant, il est aussi importqnt de prendre en considération la capacité de paiement des gens. Les intérêts des femmes et les relations entre les deux sexes sont souvent négligés. Si les frais de l'approvisionnement domestique en eau doivent être réglés, les hommes aussi bien que les femmes devraient être impliqués dans la détermination des taux. Même si les femmes ne contrôlent souvent pas l'argent, elles sont comme même appelées, plus que les hommes, à payer en contre partie de l'eau et des installations sanitaires parce

[1] Adapté de: Wijk-Sijbesma, 1998 et Thomas et al,, 1997.

que ces domaines sont considérés comme étant sa responsabilité à elle. Une analyse des demandes abordant l'aspect genre et équité sociale est nécessaire.
  - L'accès à des quantités basiques d'eau en tant que bien social et droit humain devrait être inclus dans les politiques et les plans. Les frais élevés de l'eau ne devraient pas s'appliquer quand il s'agit de répondre aux besoins humains de base et ne devraient pas non plus réduire la consommation d'eau pour faire la cuisine et pour l'hygiène.

- **Les politiques en matière d'eau devraient mettre l'accent sur la gestion de l'eau et non pas uniquement sur l'approvisionnement en eau.**
  - Les gouvernements et les communautés locales doivent être les acteurs clés dans la gestion des resources en eau
  - Pour plus d'efficacité, le secteur privé peut jouer un rôle dans les services d'approvisionnement en eau. Les gouvernements doivent garder la responsabilité de contrôle de la qualité de l'eau et pour réglementer et superviser les opérateurs privés. Le gouvernement est aussi responsable de garantir la réponse à tous les besoins en eau pour toute la population. Les entreprises qui ne sont intéressées que par le gain n'ont aucun intérêt à couvrir les ménages à revenu limité, les usagers domestiques et ceux qui utilisent des sources et des captages d'eau pour les utilisations quotidiennes de base. Les femmes sont très présentes au sein de ces groupes.
  - Avec la privatisation qui prend de l'ampleur, le renforcement des compétences des communautés locales devient plus important et l'on devrait s'assurer que les femmes et les hommes profitent de manière égale de cet effort à partir des initiatives de renforcement descapacités.

- **Les gouvernements devraient faciliter et permettre le développement durable des ressources en eau à travers des politiques intégrées des ressources en eau et des cadres réglementaires.**
  - La gestion holistique de l'eau est nécessaire parce que les actions entreprises dans un secteur donné de l'eau ont des impacts sur la durabilité de l'eau, sa qualité et sa quantité dans d'autres secteurs. De tels impacts sont différents pour les hommes et pour les femmes d'un ménage à un autre et même au sein des ménages, et selon le sexe, l'âge et le statut civil.
  - A des niveaux plus élevés, la coordination au sein des pays et des ministères est nécessaire y compris la coordination à l'échelle sub nationale, et les intérêts et les droits des femmes doivent être pris en compte.

- **Les ressources en eau devraient être gérées au plus bas niveau possible.**
  - La participation de toutes les parties concernées donne une meilleure gestion de l'eau. A cause de ses rôles traditionnels dans la gestion des ressources en eau, la femme possède des connaissances qui devraient être incluses dans les planifications et les pratiques.
  - Le plus bas niveau est le plus important pour garantir que les décisions ont l'appui de ceux qui exécutent les projets sur le terrain. Ce sont souvent les femmes qui sont chargées de cette tâche. Les ménages gérés par des femmes ont souvent moins de poids dans les communautés que les ménages ayant à leurs têtes des hommes. Un effort spécifique est nécessaire pour les inclure.

- **Aussi bien les femmes que les hommes devraient être reconnues en tant qu'élément central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau.**
  - Des campagnes pour réduire le gaspillage de l'eau devraient cibler les hommes et les femmes et surtout les industries et les institutions qui gaspillent l'eau.
  - Les connaissances et les compétences des femmes sont cruciales pour la gestion efficace et efficiente de l'eau.
  - Plus d'attention devrait être portée au contrôle de la pollution et à l'amélioration de la qualité de l'eau et des installations sanitaires au profit des femmes qui collectent l'eau à usage domestique et pour améliorer la santé.

2.6 Pourquoi adopter une perspective genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en eau ?

Une perspective genre dans la gestion Intégrée des Ressources en eau est nécessaire pour une multitude de raisons comme exposé dans la section suivante.

2.6.1. Un souci d'efficacité et d'efficience dans les programmes et les projets du secteur de l'eau

Impliquer les hommes et les femmes dans les initiatives intégrées portant sur les ressources en eau peut l'efficacité et l'efficience d'un projet donné. La participation des hommes et des femmes améliore la performance du projet et sa chance de durabilité. En d'autres termes, un projet est plus apte à atteindre les objectifs escomptés à travers sa mise en œuvre si les hommes et les femmes (riches et pauvres) sont des participants actifs et des décideurs.

En plus des preuves multiples et évidentes, trois études spécifiques ont abordé cette question:

La voix et le choix des femmes – Liaisons avec la demande, l'aspect genre et la pauvreté à partir de 44 plans d'eau en Asie et en Afrique. Projet de recherche du Programme PNUD/Banque Mondiale sur l'eau et les installations sanitaires.

Les résultats préliminaires semblent valider l'hypothèse selon laquelle les services de l'eau seront mieux appuyés et utilisés par les communautés si les institutions et les politiques permettent aux communautés (hommes et femmes, riches et pauvres) d'initier le service, d'être informées sur les décisions relatives à la gestion du service et aux systèmes de financement et de renforcer les capacités pour maintenir le service et le gérer de façon à ce que ses charges et ses bénéfices soient partagés équitablement .

Revue de la Banque Mondiale de 121 projets d'approvisionnement rural en eau
Cette revue a trouvé que la participation des femmes constitue l'une des variables les plus associées à l'efficience et à l'efficacité du projet. En plus, la revue a mis en évidence que lorsque le projet ne réussit pas à prendre en considération les différences et les inégalités homme/femme, il risque de péricliter. En Inde, par exemple, des fosses de compost en dehors des villages sont inutilisées et les femmes continuent à déposer les ordures tout près de chez elles même lorsqu'elles sont condamnées à une amende parce qu'elles ne veulent pas être vues en train de transporter des ordures à la périphérie du village. S'il y a eu des consultations avec les femmes, ce problème aurait pu être évité (Narayan, 1995).

Etude IRC des projets communautaires d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires
Une étude effectuée par le Centre International de l'Eau et des Installations Sanitaires (IRC) sur des projets communautaires d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires dans 88 communautés à travers 15 pays a montré que les projets conçus et dirigés avec la participation des femmes sont plus viables et plus efficaces que ceux qui n'impliquent pas les femmes en tant que partenaire à part entière (Wijk-Sijbesma, 2001).

La recherche tend à mettre l'accent sur le secteur de l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires, mais cette même tendance peut être remarquée aussi dans les autres secteurs de l'eau. L'impact positif de la prise en considération des questions genres peut être ressenti dans le Projet Communal pour le Développement de l'irrigation aux Philippines. Ce projet dépasse les objectifs de développement physique et les évaluations de l'intensité de l'irrigation et des productions de riz brut. La réussite du projet a été attribuée à la participation des bénéficiaires présumés. Le projet fait partiellement appel à une tradition agricole de systèmes d'irrigation et répond à un contexte culturel dans lequel les femmes exercent des droits fonciers indépendants. La réussite du projet dans la communauté a été expliqué par le recrutement d'organisateurs au sein de la communauté, deux tiers d'entre eux sont des femmes ; la garantie de l'adhésion du mari et de la femme aux associations des utilisateurs d'eau et l'encouragement des femmes pour assumer des rôles de leadership. Il a aussi été remarqué que l'adhésion des femmes facilitait le paiement des cotisations parce que les femmes contrôlent le budget de la famille (Quisuimbing, 1994).

2.6.2 Durabilité environnementale

Les femmes et les hommes à travers le monde jouent des rôles distincts dans la gestion des plantes et des animaux, dans l'utilisation des forêts, des terres, des marécages et de l'agriculture. En plus, les rôles de l'homme et de la femme sont différenciés pour la collecte de l'eau, des combustibles et du fourrage à usage domestique et pour générer des revenus. A cause de leurs engagements distincts vis-à-vis de l'environnement naturel, l'expérience des femmes et leurs connaissances sont très importantes pour la gestion environnementale (PNUE, 2004). En adoptant une perspective genre et en permettant l'intégration de la connaissance environnementale des femmes, les chances de durabilité de l'environnement sont augmentées.

Un projet pour la gestion d'une ligne de partage d'eau a été initié dans une zone fragile tropicale à Mindanao aux Philippines. Un lac utilisé pour générer l'électricité s'envasait à cause de la déforestation et de l'érosion du sol. Il y avait un besoin de réduire la perte du sol et d'engager les institutions locales dans le contrôle de la perte du sol et de sa récupération. Le projet a, au début, invité les jeunes hommes à superviser l'eau pour déterminer si les techniques utilisées pour la conservation du sol sont en train de réduire l'envasement. Mais les hommes n'étaient pas cohérents dans la supervision. Les cultivatrices ont aussi été impliquées dans la supervision de l'eau sans grand succès. Le projet a alors conclu que les femmes étaient plus intéressées par les questions portant sur la santé que sur la perte du sol. Lorsque les femmes ont appris comment la qualité de l'eau affecte la santé de leurs familles et que le programme s'est étendu pour comprendre la supervision de la bactérie *e coli*, l'attention des femmes a pu être attirée et elles ont, ainsi, pris part à sa mise en œuvre. Ceci a permis plus d'engagement dans plusieurs autres activités environnementales. En définitive, l'engagement de la communauté a donné des résultats positifs comme l'adoption des

techniques de conservation du sol par les cultivateurs et les cultivatrices (Diamond, et al., 1997).

2.6.3. Le besoin d'une analyse précise de l'utilisation des ressources en eau

Les analyses économiques et sociales ne sont pas complètes sans comprendre les différences et les inégalités sociales homme/femme. Avec une analyse de l'aspect genre, les planificateurs arrivent à une image plus fidèle des communautés, des usages des ressources naturelles, des ménages et des usagers de l'eau. Comprendre les différences entre les femmes et les hommes (qui fait quel travail, qui prend quelle décision, qui utilise l'eau et pour quel usage, qui contrôle quelles ressources, qui est responsable des différentes obligations familiales, etc.)fait partie d'une bonne analyse et peut contribuer à atteindre des résultats plus efficaces.

Au Bengladesh, malgré la perception répandue selon laquelle les questions d'aspect genre ne sont pas pertinentes à l'impact des inondations et aux plans de prévention des inondations, il y a plusieurs façons pour les lier aux différences et aux inégalités entre les hommes et les femmes. Les femmes sont responsables de la production et du traitement des produits agro-alimentaires et de la préparation des aliments dans les ménages ruraux du Bengladesh. Les dangers d'origine hydrique, comme, par exemple, les crues subites, peuvent endommager non seulement les cultures mais aussi les stocks d'aliments et les équipements de traitement augmentant ainsi les prix des produits alimentaires de base. Toute rupture dans l'approvisionnement en produits alimentaires a un impact sur la capacité des femmes à vivoter sur les ressources existantes. La mobilité limitée des femmes limite aussi les stratégies de remplacement pour gérer le manque des ressources familiales, particulièrement, quand la femme est à la tête de son foyer à cause de la migration de l'homme ou de sa désertion (Thomas et al, 1993).

Les différences et les inégalités entre les femmes et les hommes influencent la manière dont les individus réagissent aux changements dans la gestion des ressources en eau. Comprendre les rôles des hommes et des femmes, leurs relations et les inégalités entre eux peut aider à expliquer les choix des gens et leurs différentes options.

A Alto Piura au Pérou, les cultivatrices se plaignaient du fait qu'elles devaient toujours irriguer de nuit malgré la règle officielle qui stipulait que les quotas de nuit doivent être distribués de manière égale entre les agriculteurs. Étant donné que les agriculteurs hommes entretiennent de bonnes relations avec le Comité d'irrigation et avec le commissaire de l'eau, ils arrivent facilement à négocier les quotas de jour (Zwarteveen 1997). Si un projet vise à fournir à tous les agriculteurs et les irrigateurs un accès équitable aux ressources en eau, les stratégies doivent donc aborder cette difficulté spécifique à laquelle les femmes font face.

Les relations homme/femme et les inégalités influencent les réactions collectives aux questions relatives à la gestion des ressources en eau. Les femmes et les hommes ont tendance à s'organiser de manière différente. Les femmes font souvent face à des obstacles spécifiques pour participer à des projets, à rejoindre un comité d'utilisateurs d'eau ou à contribuer aux consultations.

Les femmes pauvres ont moins de chances d'être élues dans des comités d'eau ou des comités de développement du village. Lors d'interviews au Zimbabwe sur la question relative aux critères adoptés pour l'élection des gens aux postes de responsabilité du le village, deux

qualifications ont mentionné: i) quelqu'un qu'ils peuvent respecter (pour son rang, son influence, son travail ou sa capacité à atteindre un consensus concernant des problèmes difficiles), et ii) quelqu'un qui a des ressources comme par exemple une bicyclette ou de l'argent pour pouvoir représenter le village au siège du district quand nécessaire. Les femmes pauvres ne répondent pas à ces qualifications et ont généralement plus de contraintes de travail et de temps que les autres femmes ou les hommes. Ces femmes pauvres et leurs enfants sont souvent dans des conditions précaires de santé et pourraient donc profiter plus que d'autres des améliorations qui résulteraient de l'approvisionnement en eau tout près de chez eux. Paradoxalement, c'est eux qui ont le moins de chances à participer à la prise collective de la décision qui provoquerait ce changement (Cleaver, 1998).

2.6.4 Egalité, équité et renforcement des rôles

Sans attention particulière accordée aux questions et initiatives d'aspect genre, les projets risquent de renforcer l'inégalité entre les femmes et les hommes et même augmenter les disparités entre eux. Plusieurs initiatives semblent à première vue neutres au niveau genre, mais c'est rarement le cas. Les projets et les programmes ramènent souvent de nouvelles ressources (formation, outils, technologie, etc.). Etre un homme ou une femme peut influencer le fait que l'homme ou la femme profite de ces opportunités. Les programmes doivent permettre aux femmes aussi bien qu'aux hommes de bénéficier des initiatives dans le secteur de l'eau. Les écarts entre les riches et les pauvres peuvent souvent prendre plus d'ampleur suite à des interventions de développement.

Une initiative donnée peut aussi renforcer les inégalités même s'il peut y avoir des opportunités pour appuyer les efforts des gens pour construire des sociétés et des économies équitables. L'importance de l'attention spécifique apportée à l'aspect genre et les questions de diversité est d'autant plus critique à cause du profil généralement bas de ces questions auprès de plusieurs professionnels.

2.6.5 Réalisation des engagements internationaux par les gouvernements et les partenaires

Les gouvernements et les agences de développement se sont engagés à appuyer l'égalité entre les femmes et les hommes et à adopter une perspective genre dans tous les programmes et les projets, y compris ceux relatifs à l'eau et à l'environnement. Les engagements spécifiques comprennent:

- Les résultats et le suivi de la Décennie Internationale de l'approvisionnement en eau potable et des installations sanitaires (1981-1990) ont été discutés dans les consultations de New Delhi à 1990. Bien que ces consultations soient limitées à la discussion des questions relatives au genre, il y a eu un appel clair pour rehausser la prise de décision par les femmes et la gestion des ressources en eau.
- La déclaration de *Dublin* (1992) approuvée par plus 100 pays, reconnaît que les femmes jouent un rôle central dans la prestation, la gestion et la sauvegarde des ressources en eau. Elle reconnaît le rôle crucial des femmes en tant pourvoyeurs et utilisateurs de l'eau et gardiennes de l'environnement vital et que cette réalité doit être traduites en dispositions institutionnelles pour le développement et la gestion des ressources en eau.
- Le principe 20 de la Déclaration de Rio (1992) stipule ce qui suit, "les femmes ont un rôle vital dans la gestion et le développement environnemental. Leur participation entière est donc essentielle pour réaliser un développement durable" L'Agenda 21 (1992) contient un chapitre sur les femmes et le développement durable (chapitre 24) et un chapitre sur la gestion de l'eau (chapitre 18).

- La Plateforme d'action de Pékin (1995) a mis en exergue les questions environnementales comme secteur d'intérêt critique:" les inégalités entre les deux sexes dans la gestion et la sauvegarde des ressources naturelles et dans la sauvegarde de l'environnement ". Trois objectifs stratégiques ont été approuvées: (1) impliquer activement les femmes dans la prise de décision environnementale à tous les niveaux; (2) intégrer les aspects et les perspectives genre dans les politiques et les programmes de développement durable; et (3) renforcer ou établir des mécanismes d'évaluation de l'impact du développement et des politiques environnementales sur les femmes.
- Le plan de Johannesburg pour la mise en oeuvre du Sommet mondial sur le développement durable 2002, paragraphe 25 (a) comprend l'engagement des gouvernements à : "… appuyer le renforcement des capacités pour le développement de l'infrastructure sanitaire et les services d'eau garantissant qu'une telle infrastructure et de tels services répondent aux besoins des pauvres et soient soucieux de l'aspect genre."
- En décembre 2003, l'Assemblée Générale a proclamé (résolution 58/217), la période 2005 -2015 décade internationale pour l'action « Eau pour la vie" et a appelé à mettre l'accent sur la mise en oeuvre des programmes et projets relatifs à l'eau, "tout en oeuvrant pour la participation et l'implication des femmes dans les efforts de développement portant sur l'eau… ».
- Les objectifs de développement du Millénium qui entrent dans le même cadre que la décade "l'eau pour la vie"comprennent 2015 objectifs portant sur l'égalité homme/femme et le renforcement du rôle de la femme ainsi que l'eau saine et les installations sanitaires.

2.6.6 Le processus participatif dans les initiatives de Gestion Intégrées des Ressources en Eau doivent reconnaître les inégalités et les différences entre les femmes et les hommes

L'expérience a démontré que les processus participatifs et les 'tentatives pour impliquer les gens pauvres' n'incluent pas automatiquement les femmes. Une attention doit être portée aux différences et aux inégalités entre les deux sexes si l'on veut que les initiatives de développement participatif impliquent les femmes aussi bien que les hommes. Les questions spécifiques comprennent :

*Les relations de pouvoir dans les communautés***.** Les communautés ne sont pas des groupes harmonieux ayant des priorités et des intérêts communs. Il y a souvent de fortes divisions le long des lignes d'âge, de religion, de classe sociale et de genre. Ces différences de pouvoir font que certaines personnes n'arrivent pas à exprimer les opinions qui sont en contradictions avec celles des gens au pouvoir. Les différences de détention de pouvoir peuvent même affecter ceux qui participent dans des réunions spécifiques. Les responsables externes peuvent n'inviter que les « leaders des communautés » (généralement des hommes) pour les consultations.

Les relations au sein du ménage et au sein de la famille. Certaines femmes peuvent avoir des difficultés à s'exprimer devant leurs maris ou pères. Elles peuvent aussi croire que les discussions d'ordre familial (même celles portant sur les charges de travail) ne doivent pas être étalées en public.

Différentes contraintes à la participation. Les hommes et les femmes ont des responsabilités et des charges de travail différentes. Les femmes ont moins de temps à allouer à de nouvelles activités. Assister à certaines réunions peut poser des problèmes pour les femmes si l'horaire n'est pas compatible avec leurs charges domestiques et familiales. En plus, les normes

d'adhésion formelle et informelle aux institutions de la communauté peuvent aussi refuser à la femme le droit de participer.

*Les différentes aptitudes à la participation***.** Etant donné les discriminations homme/femme en matière d'éducation, les hommes et les femmes ont souvent des niveaux d'éducation différents. Les hommes peuvent aussi avoir plus d'expérience dans l'argumentation de leurs points de vue et sont plus confiants que les femmes pour s'entretenir avec les autres.

*Les avantages de la participation***.** Les femmes et les hommes peuvent faire des calculs différents concernant les coûts et les bénéfices de leur implication dans les processus participatifs. Etant donné la grande occupation des femmes par les tâches quotidiennes, elles ne trouvent pas suffisamment de temps pour participer pleinement. Les méthodes participatives ne peuvent pas donner des résultats sans l'implication réelle des gens qui y prennent part, la participation n'est pas une simple série d'exercice.

Les défis posés aux processus participatifs

Compétences	Les organisations ont besoin de développer les compétences pour faciliter les processus participatifs soucieux de l'aspect genre. Ceci nécessite de l'expérience, des compétences et la capacité de gérer les conflits s'ils ont lieu.
Temps	Les processus participatifs peuvent prendre beaucoup de temps et peuvent nécessiter un appui sur plusieurs années.
Flexibilité et adaptabilité	La sélection et le classement des outils pour les processus participatifs devraient être basés sur des circonstances spécifiques. Répondre de manière adéquate à des contextes spécifiques nécessite une flexibilité.
Appui	Les participants, hommes et femmes, ont besoin d'un appui lorsqu'ils sont en train d'explorer de nouveaux sujets. Il serait irresponsable de la part des organisations externes de faire remonter à la surface des problèmes d'inégalités homme/femme et de ne pas continuer à assumer les conséquences d'un tel débat.
Suivi	L'organisation peut-elle répondre aux questions remontées à la surface? Si les organisations de coopération en matière de développement sont sérieuses dans leurs processus participatifs, elles doivent être préparées à agir sur les priorités identifiées et les problèmes qui apparaissent.

2.6.7 Les méthodes participatives utilisées pour présenter les problèmes d'égalité homme/femme

A son début en 1992, l'agence allemande de coopération en matière de développement GTZ a assisté le Ministère Zambien de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche pour intégrer une approche participative dans son service de vulgarisation. Les responsables utilisaient des méthodes participatives pour évaluer les priorités des agriculteurs, chose qui a mené à l'adoption d'une approche multisectorielle pour le programme. Ils ont utilisé des calendriers saisonniers pour planifier les activités de vulgarisation dans des périodes qui conviennent aux agriculteurs. Ils ont commencé par impliquer les agriculteurs dans la supervision et l'évaluation des résultats des efforts de vulgarisation. Toutefois, une évaluation a révélé que les femmes ne bénéficiaient pas de l'approche participative dans les prestations des services de vulgarisation. L'équipe a commencé à faire des efforts pour aborder ce problème et impliquer les femmes dans le programme. Avec la prise de conscience, 2 ateliers de 3 jours

ont aidé les couples à analyser les relations homme/femme au sein de leurs ménages. L'étude de cas relève plusieurs points clés:

- Le genre n'est pas toujours un sujet sensible comme certains le croient et le disent. Avec les bonnes méthodes, attitudes et approches, les populations locales et le personnel chargé du projet ont très bien accepté d'en parler.
- Le genre n'est pas un concept étranger et théorique ; les hommes et les femmes sont en mesure d'en discuter.
- Le genre devrait être inhérents aux approches participatives mais il n'est pas automatiquement abordé sans des efforts spécifiques (Frischmuth, 1998).

2.6.8 Les méthodes participatives illustrent les différentes perception du bien-être

Le recours à des méthodes participatives soucieuses de l'aspect genre à Darko au Ghana a identifié des différences entre les femmes et les hommes dans leur compréhension de la notion de pauvreté. Ces méthodes ont relevé les perceptions des gens quant aux relations au sein du ménage et ont donné une bien meilleure compréhension de la situation et des changements en cours que ce qu'aurait pu donné une collecte classique des données sur la base d'indicateurs décidés de l'extérieur de la communauté. Les hommes et les femmes ont préparé des cartes sociales séparées du village et ont effectué des classements de la richesse et du bien-être. Les différences dans les deux discussions ont été analysées et les résultats sont exposés ci-dessous.

- Les critères des hommes pour définir la richesse tournaient autour des avoirs comme la maison, la voiture, le bétail et le type de ferme. Ils prennent en considération les récoltes cultivées par les hommes mais pas celles cultivées par les femmes. A début, ils n'ont pas classé ceux qui sont dépourvus d'avoirs et de biens. Ils sont ensuite passés de la richesse à la discussion du bien-être, utilisant le critère de la piété.
- Les femmes ont commencé avec des indicateurs comme la maison, le terrain et le bétail et sont passées à l'analyse de la base de la production agricole. Elles prennent en considération les récoltes « féminines » et ne mentionnent pas le cacao ou les autres récoltes prévues pour la vente cultivées par les hommes. Contrairement aux perceptions communes, les femmes ont mis l'accent sur les récoltes commercialisées et non sur les récoltes vivrières.
- Le critère des femmes pour classer les plus pauvres avait une relation avec l'état de destitution et la privation des droits individuels et en relation avec la santé. Les hommes ont mis l'accent sur l'absence des avoirs et des biens.
- Chaque groupe avait sa propre perception du bien-être. Les femmes tendent à identifier les facteurs pour les femmes alors que les hommes mettent l'accent sur les hommes. Aucun des groupes n'a considéré le ménage comme une unité pour l'analyse du bien-être.
- Pour les femmes aussi bien que les hommes, être riche ne signifie pas toujours avoir plus. Selon l'analyse des hommes, aucun des riches n'est pieux Quant aux femmes, les plus grands producteurs de légumes (indicateur de richesses) ne sont pas parmi les catégories les plus riches (Shah, 1998).

2.7 Intégration du genre dans la gestion de l'eau

L'intégration du genre est le processus d'évaluer les implications, pour les hommes et les femmes, de toute action planifiée y compris la législation, les politiques ou les programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux (global, national, institutionnel, communauté et ménage).C'est une stratégie pour intéger les soucis et les expériences des femmes et des hommes dans la conception, de la mise en application, et de l'évaluation des politiques et des programmes et à toutes les sphères politiques, économiques et sociales de façon à ce que les

femmes et les hommes tirent profit de manière égale et de ne plus perpétuer les inégalités. Le but ultime consiste à réaliser l'égalité homme/femme en transformant le courant (UNESCO,dans GWA 2003a).

Mettre en oeuvre l'intégration du genre implique:

- Comprendre les systèmes qui différencient les hommes et les femmes lors de l'accès aux ressources, au travail, à l'usage de l'eau, aux droits à l'eau et à la distribution des bénéfices et de la production. Les données et les documents ventilés selon le sexe sur le travail non rémunéré sont importants.
- Mettre l'accent sur les relations hommes/femmes et non pas sur les femmes uniquement. Bien que plusieurs analyses attirent l'attention sur les femmes (puisque, en général, c'est les femmes qui sont défavorisées et c'est les points de vue des femmes qui sont négligés) une analyse genre se penche sur les relations (différences, inégalités, déséquilibres de pouvoir, accès inégal aux ressources, etc) entre les femmes et les hommes et comment ces questions sont-elles négociées. La situation des femmes ne peut pas être comprise loin des relations élargies entre les femmes et les hommes.
- Comprendre que le genre constitue un facteur qui influence la réaction des gens soit individuellement ou collectivement. Les femmes et les hommes font face à différents obstacles et ont recours à différentes ressources lorsqu'ils essaient de prendre part à un comité d'eau, confrontent un responsable local ou assistent à une session de formation.
- Comprendre les dimensions genre des institutions à tous les niveaux de la société (au sein du ménage, les organisations basées dans la communauté, les associations des utilisateurs d'eau, les gouvernements locaux, les services civils nationaux, etc.). Ces institutions formelles et informelles jouent des rôles fondamentaux dans la gestion des ressources en eau, pourtant elles possèdent des dimensions genre : qui prend quelles décisions ? est- ce que la structure facilite la participation des femmes ou l'entrave t-elle ? Contiennent-elles la capacité de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes ? Comment les différents besoins et perspectives sont-ils négociés à l'intérieur de l'institution ? Les politiques institutionnelles sont-elles développées d'une manière soucieuse de l'aspect genre?
- Confirmer ou infirmer les hypothèses dans chaque contexte spécifique utilisant, idéalement, les méthodologies participatives. Les hypothèses d'un pays ou d'un projet ne peuvent pas être utilisées pour une autre région ou initiative. En plus, les relations de pouvoir, les dispositions de travail et la disponibilité des ressources peuvent changer à travers le temps. La spécificité de chaque situation doit être examinée.

2.7.1. Adopter une initiative ou un projet de manière correcte

Pour garantir que l'analyse rehausse les impacts positifs des programmes de l'eau et que l'objectif global d'appui aux femmes soit traduit dans toutes les initiatives de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, les points suivants doivent être pris en considération:

- Incorporer les aperçus de l'analyse dans la conception du projet. Par exemple, il n'est pas suffisant de documenter les priorités des femmes. Leurs points de vue devraient influencer les priorités et les objectifs de l'initiative.
- Accorder de l'importance et reconnaître les responsabilités et les points de vue des femmes. Par exemple, les utilisations de l'eau par les femmes sont souvent reléguées à un second plan par rapport aux utilisations des hommes (ces utilisations ne sont pas documentées, ne sont pas prioritaires, ne sont pas visibles aux planificateurs, etc.).
- Faire des liens avec les résultats escomptés de l'initiative. Il doit y avoir une analyse genre qui lie l'analyse genre avec les objectifs globaux. Si le projet met l'accent sur le

contrôle des inondations, la dimension genre devrait examiner comment les femmes sont-elles consultées, impliquées et affectées par les différentes options pour le contrôle des inondations (plutôt qu'une initiative parallèle sur les crédits de petite taille pour les femmes).

- Identifier des objectifs concrets. Durant la phase de conception du projet, les objectifs relatifs à l'égalité entre les deux sexes devraient être spécifiés clairement (plutôt que de les formuler de manière générale comme par exemple 'incorporer les questions d'égalité entre les deux sexes dans le projet').
- Développer des indicateurs pour suivre la réalisation des objectifs. Les indicateurs généraux devraient être ventilés selon le sexe (au lieu du nombre total des gens consultés, il doit y avoir une ventilation hommes et femmes).

2.7.2. Indicateurs de surveillance et d'évaluation soucieux de l'aspect genre

Les interventions des programmes et des projets n'ont pas conduit à un développement soutenu et durable. Les bénéfices et les coûts d'une intervention donnée ne sont pas non plus toujours ventilés selon le sexe et la classe socio-économique. Par conséquent, il devient difficile de comprendre les effets de ces interventions sur les différents groupes. Un processus de surveillance et d'évaluation muni d'indicateurs soucieux de l'aspect genre qui implique les hommes et les femmes, en tant que participants et pas en simples informateurs, permettra de mieux cerner qui en sont les bénéficiaires, qui sont les personnes qui supportent les frais est quelles sont les motivations des différents groupes pour agir. En plus, un processus de surveillance qui implique les hommes et les femmes garantit que la surveillance devient un outil d'auto-gestion plutôt qu'un instrument de maintien de l'ordre pour aboutir à une action collective.

Si les données collectées ne sont pas ventilées selon le sexe, il serait difficile d'évaluer les impacts positifs ou négatifs du programme ou du projet sur les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres. Par exemple, si l'approvisionnement en eau dans un quartier urbain pauvre décharge les femmes et les filles de la corvée de collecte d'eau, les filles peuvent trouver le temps pour aller à l'école. Ce résultat positif ne peut être relevé et évalué si les données ne sont pas ventilées selon le sexe. L'étendu de cet impact peut aussi être mesurée, i.e. le nombre élevé d'inscriptions des filles dans les écoles. les services d'approvisionnement d'eau dégagent du temps au profit des femmes pauvres qui peuvent, alors se consacrer à des activités génératrices de revenus. Sans des données ventilées par sexe, l'impact positif n'aura pas de preuve empirique et restera au niveau anecdotique.

En plus, les questions suivantes ne peuvent pas être mesurées ou surveillées sans indicateurs orientés genre:

- L'impact/ efficience des activités ciblant les besoins pratiques des femmes et des hommes i.e. nouvelles compétences, connaissances, ressources, opportunités ou services dans le cadre des rôles actuels;
- L'impact/efficience des activités conçues pour augmenter l'égalité des opportunités, de l'influence et des bienfaits pour les deux sexes, par exemple, les actions qui ciblent la contribution de la femme dans la prise de décision ; créer de nouvelles opportunités pour les femmes/hommes dans les domaines des compétences non conventionnelles;
- L'impact/efficience des activités conçues pour sensibiliser les responsables politiques, le personnel chargé de la gestion et de l'exécution à l'aspect genre;
- L'impact/efficience des activités pour promouvoir une plus grande égalité homme /femme dans la dotation en personnel et culture organisationnelle des

organisations de développement, par exemple l'impact des politiques de discrimination positive (Derbyshire, 2002:28).

L'Agence Canadienne de Développement International a développé un guide approfondi sur cette question, son histoire et son évolution, ses implications et comment développer des indicateurs soucieux de l'aspect genre pour les organisations et aussi au niveau des projets (CIDA, no date).[2]

Références

Agence Canadienne de Développement International (CIDA), No date. *Guide to Gender-Sensitive Indicators.* Disponible au: www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/En/8525711600526F0A8525711900618E1C?OpenDocument

Cleaver, F., 1998. 'Incentives and informal institutions: Gender and the management of water', *Agriculture and Human Values*, 15:347-360.

Diamond, N. et al, *A Working Session on Communities, Institutions and Policies: Moving from Environmental Research to Results*. WIDTECH (finance par le Bureau des femmes dans le développement, programmes internationaux, Appui sur terrain et recherché, Agence américaine pour le développement international), Washington, D.C, 1997. Cited in Working Party on Gender Equality, OECD-DAC, *Reaching the Goals I the S-21: Gender Equality and the Environment*, 1998. Disponible à: http://www.oecd.org/dataoecd/46/36/1895624.pdf

Firschmuth, C., 1997. *Gender is not a Sensitive Issue: Institutionalising a gender-oriented participatory approach in Siavonga, Zambia*. ID21 Report (www.id21.org). International Institute for Environment and Development Gatekeep series no. 72.

Narayan, D., 1995. Contribution of People's Participation: Evidence from 121 Rural Water Supply Projects, The World Bank, Washington, D.C., 1995

Quisuimbing, A. R. *Improving Women's Agricultural Productivity as Farmers and Workers*, World Bank Discussion Paper Series No. 37, 1994. Quoted in FAO, *SEAGA Sector Guide: Irrigation,* 1998. disponible au www.fao.org/sd/seaga

Shah, M. K., 1998. "Gendered Perceptions of Well-being in Darko, Ghana," in Guijt and Shah (eds.) *The Myth of Community: Gender Issues in Participatory Development*

Thomas, H.1993. "Building Gender Strategies for Flood Control, Drainage and Irrigation in Bangladesh". In Proceeding of the Workshop on Gender and Water Resources Management.

[2] Agence Canadienne de Développement International (CIDA), No date. *Guide to Gender-Sensitive Indicators.* Disponible au: www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/En/8525711600526F0A8525711900618E1C?OpenDocument

Lessons Learned and Strategies for the Future, 1994. Two Volumes. (Report from a seminar held in Stockholm, 1-3 December 1993, SIDA).

United Nations Environment Programme (UNEP), 2004. Women and the Environment. Policy Series.

Wijk-Sijbesma, C.A. van, Mukherjee, N. and Gross, B., 2001. *Linking sustainability with demand, gender, and poverty: A study in community-managed water supply projects in 15 countries.* International Water and Sanitation Reference Centre, Washington, D.C. and Delft, the Netherlands.

Zwarteveen, M., 1997. 'Water: From Basic Need to Commodity: A Discussion on Gender and Water Rights in the Context of Irrigation,' *World Development*, 25(8): 1335-1349.

Ressources Additionelles

Mame Dagou DIOP, 2003. « Pour un document cadre axé sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 12-15. Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à: http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Maria Ace, 2003. Etablir les bases pour un plan d'action Africain. *Running water n 11*, pp 17-19 Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à: http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Joséphine Ouédraogo, 2003 : « Femmes et gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 20-23, Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à: http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

D. Allély, O. Drevet, J. Etienne, J. Francis, A. Morel-à-l'Huissier, G. Verdelhan Cayre, P. Chappé (1999). Eau, genre et développement durable. Expériences de la coopération française en Afrique subsaharienne

> Basé sur l'expérience de la coopération française, cet ouvrage présente les évolutions majeures survenues depuis les années 1970 en matière de rencontres internationales, recherche, terminologie, d'approches spécifiques visant à intégrer les femmes aux processus de développement.

Alan Gelb, 2001. « Genre et développement : Un potentiel occulté en Afrique ». *Development Outreach, Vol. 3, N°2*, printemps 2001. Institut de la Banque Mondiale. Disponible à: www.worldbank.org/devoutreach; www.genreenaction.net

OCDE, 1995. Le rôle des femmes en Afrique dans la gestion des ressources en eau : le regard de l'OCDE. Document de travail de l'OCDE d'après séminaire.www.guiness.net

Élizabeth Côté, Les femmes et les défis de la gestion de l'eau à Bamako, Mali. Disponible à: http://www.ceci.ca/fra/information/histoires/popup/eaufem.htm

Ressources Anglaises

Abu-Ata, Nathalie., 2005. *Water, Gender and Growth in the MENA region or the Cost of Gender Exclusion,* World Bank MENA development report on water.

The purpose of this background paper is to provide an analytical framework and illustrative cases on the linkages between water, gender and poverty alleviation in the MENA region in preparation for the forthcoming flagship MENA development report on water. This paper argues that it makes economic sense to make sure that women and female farmers and small-scale entrepreneurs have the same access to water as men and male farmers both for domestic and irrigation purposes, while at the same time highlighting the challenges and limits of doing so.

Ahmed, S. (Ed.), 2005. *Flowing Upstream – Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Centre for Environment and Education, Ahmedabad. Foundation Books, New Delhi.

Alléy, D. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel À L'Huissier, P. Chappé, G. Verdelhan Cayre, 2002. *Water, gender and sustainable development : Lessons learnt from French co-operation in sub-Saharan Africa*. pS-Eau, Ministère des Affaires étrangères, Agence française de développement and World Bank.

Aureli, A. and C. Brelet, 2004. *Women and Water: an ethical issue*. UNESCO series on Water and Ethics, Essay 4. UNESCO, Paris, France.

Examines the ethical issues arising from the special role of women in water use, including the role of women in natural resource management, and fresh water as a fundamental human right.
Disponible au: http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001363/136357e.pdf

Bennett, V., Davila-Poblete, S. and M. Nieves Rico (Eds.), 2005.*Opposing Currents: The Politics of Water and Gender in Latin America*, University of Pittsburgh Press, Pittsburg.

Boelens, R. and P. Hoogendam (Eds), 2002. *Water Rights and Empowerment*, Assen (the Netherlands), Koninklijke Van Gorcum.

CapNet, No date. *Tutorial on Integrated Water Resources Management*.

This is a brief and succinct introduction of the rational for IWRM and the key principles behind it. The on-line tutorial provides arguments and examples to make the case for IWRM and to counter those who may oppose it on institutional or sectoral grounds.
Disponible au: http://www.cap-net.org/iwrm_tutorial/mainmenu.htm

CEDARE, 2004. Status of Integrated Water Resources Management (IWRM) Plans in the Arab Region. Disponible au: http://www.arabwatercouncil.org/firstmeet/IWRMstudy.pdf

Cleaver, F. and D. Elson, 1995. *Women and Water Resources: Continued Marginalisation and New Policies*, London, International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No. 49.

Cleaver, F, 2000. 'Analysing gender roles in community natural resource management: Negotiation, life courses and social inclusion', *IDS Bulletin*, vol. 31, no. 2, pp. 60-67.

Coles, Anne and Tina Wallace, 2005. *Gender, Water and Development.* Oxford, Berg.

Crow, B, 2001. *Water, gender and material inequalities in the global South*, Centre for Global, International and Regional Studies, WP No. 5, Santa Cruz, University of California. Disponible au: http://www2.ucsc.edu/cgirs

D'Cunha, J, 2002. 'Gender and water', *Water Resources Journal*, no. 32, pp. 75-85.

Davila-Poblete, Sonia, 2004. *Women's Participation in Lake Basin Management from a Gender Perspective.* Disponible au: http://www.worldlakes.org/uploads/Women's%20Participation%2022Jun04.pdf

Department for International Development (DfID), 2002. *Gender Issues in the Management of Water Projects.* Final Report, April. Disponible au: http://www.wateraid.org/documents/g_gender_issues.pdf

Division for the Advancement of Women (DAW), United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA), 2005. *Women 2000 and Beyond: Women and Water.* United Nations, New York. Disponible au: http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Feb05.pdf

Eglal Rached , Rathgeber, Eva, Brooks, David, Rathgeber, Eva, 1996. *Water Management In Africa And The Middle East: Challenges And Opportunities,* IDRC.

In this book, scientists take stock of the crisis, identify key issues and trends, and map out strategies for further research and action. They take a close look at the problems that beset different regions: from drought-prone East Africa to the Middle East — where water is a major factor in regional conflicts — to tropical areas — where water quality is a concern and water-borne diseases are endemic. They examine the roles of governments, international agencies, NGOs, and community organization, and look at the costs and effects of large-scale projects for irrigation and drinking water supply. Finally, they identify means to affect closer cooperation between governments and communities, and to bring more attention to water conservation, without which strategies to manage water in Africa and the Middle East will be neither sustainable nor equitable. The contributors are, for the most part, scientists who live and work in Africa and the Middle East, and who deal on a daily basis with the water crisis in those regions of the world.
Disponible au: http://www.idrc.ca/en/ev-9334-201-1-DO_TOPIC.html

Fong, M.S., W. Wakeman and A. Bhushan, 1996. *Toolkit on Gender in Water and Sanitation*, Gender Toolkit Series No. 2, Gender Analysis and Policy, Poverty and Social Policy Department, UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, TWUWS, The World Bank, Washington, D.C.

Gender and Water Alliance (GWA), 2002. *The Gender Approach to Water Management. Lessons Learnt Around the Globe.*

Findings of an electronic conference series convened by the Gender and Water Alliance. It provides very useful and insightful discussions and contributions by members on the challenges to gender mainstreaming in the water sectors as well as examples of successful and difficult experiences in doing so. Discussions were held in English, French, Spanish and Portuguese.
Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/300

GWA, 2003. *The Gender Approach to Management: Lessons learned around the globe*. Gender and Water Alliance. Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/156

GWA, 2003. *The Gender and Water Development Report: Gender perspectives on policies in water sector*. Published by WEDC for the GWA, Loughborough University, Leicestershire, UK.

This report is a first step in examining the development of gender-sensitive policies. It looks at how the fine rhetoric on gender mainstreaming that won favour in the Hague is being translated into policy by governments and donors two years later. GWA members have looked critically at changes in water legislation, policies and programmes around the world, to assess whether they respond to the gender messages.

Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/156

GWA, 2003. *Tapping into Sustainability: issues and trends in gender mainstreaming in water and sanitation.* A background document for the Gender and Water Session, 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan. March.

This document gives a glimpse of the work that has taken shape in gender mainstreaming at all levels through shared knowledge and action with a range of stakeholders including governments, NGOs, research centers, universities, and community based organisations'. It also provides an analysis of the remaining gaps for enhancing gender mainstreaming. Despite some progress, there is a continued sense that not enough is being done, and that there has not been effective translation of theoretical concepts about gender into tangible action and measurable changes on the ground. How can we identify and seize opportunities both to strengthen and consolidate current work, while continuing to push and expand the gender agenda? How do we become more strategic, more powerful in linking the important issues of gender with development, and in truly integrating and mainstreaming these issues into out daily work?

GWA. 2003. *Gender Mainstreaming in IWRM. Training of Trainers Modules.* Gender and Water Alliance.

These are six training modules. They cover the ABCs of gender, gender and IWRM, and gender mainstreaming project cycles and institutions. They are useful for a wide range of constituencies and are also adaptable for use either together or as individual training modules.

Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/766

Global Water Partnership (GWP), 2004. 'Integrated Water Resources Management', *TAC Background Paper No. 4*. GWP, Stockholm. Disponible au: http://www.gwpforum.org/gwp/library/IWRM at a glance.pdf

GWP, 2003. 'Poverty Reduction and IWRM'. *TEC Background Paper No. 8*, GWP, Stockholm.

Green, Cathy with Sally Baden, 1994. *Water Resources Management: a macro-level analysis from a gender perspective.* An issues paper prepared for the Gender Office, Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). Institute of Development Studies, Brighton, UK.

Drawing on the wider body of research concerning gender and the environment, this paper suggests some ways in which the conceptual framework adopted by the World Bank is deficient in terms of gender analysis. This paper summarises the approach embodied in water resources management policy and then provides a critical look at some of the key themes and policy directions from a gender perspective.

Disponible au: http://www.bridge.ids.ac.uk/reports.html

Green, C. and Sally Baden, 1995. "Integrated Water Resources Management: A Gender Perspective", *IDS Bulletin*, Vol. 26, No. 1.

Hamdy, Atef, 2005. Gender Mainstreaming in the Water Sector: Theory, Practices, Monitoring and Evaluation. CIHEAM.

Lahiri-Dutt, Kuntala, 2006. (ed.) *Fluid Bonds: Views on Gender and Water.* Stree Publications, Kolkata, India.

Khosla, Prabha, 2002. *MAMA-86 and the Drinking Water Campaign in the Ukraine, for the Gender and Water Alliance.* Asian Development Bank, Dhaka Workshop on Water and Poverty, September.

The paper describes the water sector organising of MAMA-86 in the Ukraine. It outlines their various campaigns and successful strategies in water provision, water quality and quantity, pricing and access and control over water resources.

Disponible au:
http://www.genderandwateralliance.org/english/mainstreaming_Dhaka.asp

Khosla, Prabha. Christine van Wijk, Joep Verhagen, and Viju James, 2004. *Gender and Water. Technical Overview Paper.* IRC International Water and Sanitation Centre.

A fundamental principle of any gender-sensitive approach is that it does not just focus on changing the role of women. It is natural that many of the advocacy messages and policy recommendations should emphasise the need to enhance women's involvement in decision making and management of water programmes. Almost always though there is an implicit change in the established role, behaviour and practices of men. Gender equality does not mean that men and women have to do the same things. It means that the strengths and attributes of both sexes should be used to full advantage. That applies at all levels, from the household to the highest levels of management. Usually it means that power structures, working practices, timings of meetings, legislation and financing systems need to be reviewed to create greater opportunities for women's talents and skills to be mobilised, but without adding to their existing heavy workloads. This paper revisits some of the arguments that have led to the international pressure for gender equity in human and social development. It provides a refresher course for those whose commitment to the gender cause has been frustrated by inaction at government or agency level, and a primer for those coming new to the topic of gender and water.

Disponible au: http://www.irc.nl/page/15499

Kunst, Sabine and Tanja Kruse, 2001. *Integrating Gender Perspectives: Realising New Options for Improved Water Management.* Cross-Cutting Thematic Background Paper. International Conference on Freshwater, Bonn, Germany.

MAMA-86, 2002. *Drinking Water in Ukraine: Communication and Empowerment for Local and International Action.* 3rd Edition. Kyiv.

Maharaj, Niala et al. 1999. *Mainstreaming gender in water resources management: Why and How*. Background Paper for the World Vision Process, Paris, France. World Water Vision Unit. Disponible au:
http://www.worldwatercouncil.org/Vision/Documents/GenderBackgroundPaper.pdf

Mehta, L, 2000. *Water for the Twenty-first Century: Challenges and Misconceptions*, Working paper no. 111, Institute of Development, Sussex.

Meinzen-Dick, R. S., Brown, L.R., Feldstein, H.S. and A.R. Quisumbing., 1997. 'Gender, Property Rights and Natural Resources', *World Development*, Vol. 25, No. 8, pp. 1303-1316.

Meinzen-Dick, R. and Zwarteveen, M, 1998. 'Gendered participation in water management: Issues and illustrations from water users' associations in South Asia', *Agriculture and Human Values*, Vol. 15, pp 337-345.

Mishra, R. and F. van Steenbergen, 2001. *Legacy in Distress: Weaving Community Alliances for Integrated Water Management.* Facilitators' report on a methodological perspective. Centre for the Development of Human Initiatives (CDHI), Pandapara, Bowbazar, Jalpaiguri – 735101, West Bengal, India

Murshid, Sharmeen, 2000. *Water Discourses: Where Have All the Women Gone?* Disponible au: http://www.iiav.nl/nl/ic/water/water_vision.html

Naser I. Faruqui, Asit K. Biswas, and Murad J. Bino, 2001. *Water Management In Islam*, IDRC/UNU Press.

The book explores the Islamic perspective on a number of proposed water management policies, such as lifeline water tariffs, water conservation, wastewater reuse, community-based water management, fair pricing, and water markets. These measures are generally accepted, with certain provisos, to lead to more equitable, efficient, and sustainable water management. By studying these issues in the context of Islam, workshop participants were able to derive Islamic water management principles that were in harmony with currently accepted principles of sustainable water management.
Disponible au: http://www.idrc.ca/openebooks/924-0/

NEDA, 1997. *Rights of Women to the Natural Resources Land and Water*, The Hague: Netherlands Development Assistance, Ministry of Foreign Affairs.

Rathgeber, Eva M, 1996. Women, Men, and Water-Resource Management in Africa, *Water Management In Africa And The Middle East: Challenges And Opportunities,* IDRC.

This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is general recognition of the needs of "communities" for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and needs of women and men with respect to water access and use have been given little focused attention by environmental planners and water-resource managers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increase water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water-resource planning.
Disponible au: http://www.idrc.ca/fr/ev-31108-201-1-DO_TOPIC.html

Schreiner, Barbara., Ndileka Mohapi, and Barbara van Koppen. *Strategies for Gender-Inclusive Integrated Water Resources Management in South Africa.* Paper presented at the 3rd WATERNET/WARFSA Symposium: Water Demand Management for Sustainable Use of Water Resources IWRM; Arusha, 30 – 31 October 2002. Disponible au: http://www.waternetonline.ihe.nl/docs/Papers2003/Warfsa-WaterNet%20Theme%203/Strategies%20for%20Gender-inclusive%20Integrated%20Water%20Resources%20M.pdf

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), 1997. A *Gender Perspective in the Water Resources Management Sector: Handbook for Mainstreaming,* (Helen Thomas, Johanna Schalkwyk & Beth Woroniuk prepared in close cooperation with the Department for Natural Resources and the Environment), Publications on Water Resources, No. 6.

United Nations Environment Programme (UNEP), 2003. *Empowering Women in Water Management and other Development Initiatives. A Training Manual: Focusing on Rainwater Harvesting.* EarthCare Africa Monitoring Institute, Nairobi, Kenya.

Water and Sanitation Program. *Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty. A study in community-managed water supply projects in 15 countries.* World Bank and IRC International Water and Sanitation Centre, January 2001.

Women for Water, Water for Women. 2004. *The Clash between Principles and Practices.* The Hague, Netherlands.

A short and concise paper developed for the Commission on Sustainable Development (CSD) meeting of 2004. It provides a very useful analysis that links international commitments to gender equality and IWRM to their practical application on the ground. Also see: www.womenforwater.org

World Resources Institute, 2003. *Women, water and work: The success of the Self-Employed Women's Association.* A series of short bulletins on SEWA's Water Campaign. Disponible au: http://governance.wri.org/pubs_content_text.cfm?ContentID=1869

Ressources Espagnoles

Género y Agua, Informe de Desarrollo sobre Género y Agua 2003. *Perspectivas de Género en las Politicas del Sector de Agua.* Gender and Water Alliance. Publicado para la Alianza de Género y Agua.

El análisis del manejo sostenible de los recursos hídricos y la equidad de género en el campo del manejo del agua, provee de argumentos para afirmar que: i) Involucrar a hombres y mujeres en roles influyentes en los diferentes niveles de decisión puede acelerar la consecucion de la sosteniblidad en el manejo de los escasos recursos hidricos, ii) La gestion del agua realizada de una manera integrada y sostenible, puede contribuir significativamente a mejorar la equidad de género porque aumenta el acceso a los recursos hidricos y a los servicios relacionados con el agua, tanto de mujeres y hombres para cubrir las necesidades basicas. Asi se aborda el propgreso que los gobiernos y las agencias de cooperación han logrado en la aplicación de estos argumentos.
Disponible en: www.es.genderandwater.org

IDRC - CIED PERU, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano.*

Presenta diferentes experiencias sobre conceptos, metodologías y actividades que permiten la implementación de los proyectos de agua y saneamiento y de riego en las zonas andinas de Latinoamérica, resaltando las experiencias exitosas en la búsqueda de incorporar la perspectiva de género. Disponible en: http:www.ciedperu.org/Publicaciones/frapublica.htm

UICN y HIVOS, *La Fuerza de la Corriente. Cuestión de cuencas hidrográficas con equidad de género.* Disponible en:
http://www.aprchile.cl/pdfs/La%20Fuerza%20de%20la%20corriente.pdf

WSP – GWA, 2005. *Construyendo una Visión para la Acción. Avances y desafios de la transversalización del Enfoque de Género en la Gestión Integrada de los recursos Hidricos en America latina.* Bolivia.

Ofrece recomendaciones importantes para la construcción de una visión común en América Latina sobre la transversalización del enfoque de género en la gestión integrada de los recursos hídricos, visión que puede servir como un conjunto de lineamientos orientadores para las instituciones y organizaciones interesadas en contribuir a la construcción de una sociedad más justa, donde hombres y mujeres gocen del beneficio de una mejor calidad de vida.

Disponible en: http://www.es.genderandwater.org/page/2209
http://aprchile.cl/pdfs/lac_construyendo.pdf

Chapitre 3 Guide au Ressources sur le Genre et les secteurs de l'eau

3.1 Introduction

Ce chapitre se compose de treize revues sectorielles qui examinent brièvement l'aspect genre et son intersection avec l'eau dans des secteurs spécifiques. L'objectif de ces revues sectorielles est de souligner les liens et les connexions entre la diversité, l'aspect genre et l'eau dans le secteur de l'eau. Chaque revue sectorielle est accompagnée par une liste de ressources pour plus de lecture et de recherches dans le secteur spécifique. En addition, des études de cas suivent chacune des revues sectorielles et de la liste des ressources. Ces études corroborent la relation de l'aspect genre avec chaque thème sectoriel.

Les revues sectorielles integrant les themes suivants :

- 3.2 Genre, Governance et gestion des resources en eau
- 3.3 Genre, Eau et Pauvreté
- 3.4 Genre, installations sanitaires et hygiene
- 3.5. Genre, Distribution d'Eau à usage Domestique et Hygiène
- 3.6 Genre et privatisation de l'eau
- 3.7 Genre, eau à usage agricole et irrigation
- 3.8 Genre, eau et environnement
- 3.9 Genre et pêche
- 3.10 Genre et gestion des zones côtières
- 3.11 Genre, variation climatique et catastrophes reliés à l'eau
- 3.12 Genre et renforcement des capacités
- 3.13 La planification et les outils de genre dans le secteur de l'eau
- 3.14 Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes dans les secteurs de l'eau

3.2. Genre, Gouvernance et gestion des ressources en eau

Introduction

Depuis les années 90, la communauté internationale a reconnu le fait que la bonne gouvernance joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des peuples. Une mauvaise gestion des ressources en eau a des impacts négatifs sur les populations pauvres à cause des services non fiables, d'un coût élevé pour des prestations non efficaces et non performantes et qui souvent bénéficie aux riches Une meilleure gouvernance en matière d'eau peut donner lieu à un développement équitable des ressources en eau et permettre l'accès de tout le monde à ces ressources. Des problèmes persistants de développement, ainsi que les crises d'eaux actuelles et prévues traduisent des défaillances de gouvernance (PNUD, 2002). Il semblerait donc qu'il existe une corrélation entre la mauvaise gouvernance en matière d'eau, la pauvreté persistante et l'accès inadéquat des groupes défavorisés à l'eau ce qui mène à un retard de développement.

Une bonne gouvernance peut avoir des impacts positifs sur les inégalités entre les deux sexes, ce qui permet de:

- Garantir le respect des droits et des libertés fondamentales des pauvres pour permettre à ces hommes et à ces femmes de vivre dans la dignité;
- Introduire des règles, des institutions et des pratiques justes et globales gouvernant les interactions sociales et améliorer la couverture des classes vulnérables comme les hommes, les femmes pauvres et les jeunes et vieilles générations;
- Garantir que les femmes tout comme les hommes deviennent des partenaires égaux dans la prise de décision en matière de développement, d'utilisation, de choix technologique, de financement et bien d'autres aspects de la gestion de l'eau;
- Garantir que les besoins environnementaux et sociaux des générations futures sont reflétés dans les politiques et les pratiques actuelles; et
- Orienter les politiques de développement des eaux vers l'éradication de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie des femmes et des hommes.

Etant donné que l'eau représente un élément clé pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire, la solution ne se limite pas à développer de nouvelles technologies et à rehausser l'offre mais aussi à gérer les ressources disponibles de manière efficace et équitable. Cela entraîne aussi une évaluation rationnelle des demandes en eau et en répartition équitable sur la base d'une liste des priorités qui prennent en considération les besoins de toutes les parties concernées.

C'est sur la base de ces données et de cet historique que les réformes dans le secteur des eaux ont été envisagées dans le but d'améliorer la gestion des ressources en eau. Lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable qui a eu lieu à Johannesburg en 2002, les leaders mondiaux ont défini un objectif pour tous les pays qui consiste à développer pour 2005 des plans efficaces pour la gestion des ressources en eau. Les questions de l'égalité, de l'accès et de la création d'un environnement favorable peuvent, justement, être abordées à travers le processus de planification de la gestion des ressources en eau en concertation avec les différentes parties concernées. Le défi majeur étant l'implication significative des femmes et des hommes à la base.

Les défis des approches de genre dans la gouvernance en matière d'eau

La gouvernance en matière d'eau fait référence à la panoplie des systèmes politique, social, économique et administrative qui sont mis en place pour régler le développement et la gestion

des ressources en eaux et les prestations de services aux différents niveaux de la société. L'implication des femmes utilisatrices d'eau dans les consultations et les forums avec les parties concernées exige une attention spéciale et des approches spécifiques. Les outils utilisés actuellement dans de telles consultations conviennent à des groupes instruits et doivent être adaptés à l'usage local. Par exemple, dans le contexte de société conservatrice, beaucoup de femmes font face à des contraintes culturelles qui les empêchent de prendre la parole en public ; tandis que les femmes pauvres font face à des contraintes économiques qui les empêchent d'exprimer leurs besoins.

L'eau est classée comme un bien économique et son prix dépend de son niveau de développement, de distribution, de fonctionnement et de maintenance. Alors que le principe de payer pour avoir l'eau est justifié, et est quelques fois nécessaire, les femmes pauvres ne peuvent souvent pas se permettre les tarifs définis pour ce bien. L'accès à une eau saine et abordable est aussi un droit de base et ce droit devrait aussi influencer les débats sur la valeur économique de l'eau. Il a été déjà reconnu que ceux qui ne peuvent pas payer devraient, au moins, payer ce bien en nature, mais pour les gens pauvres ceci implique un coût d'opportunité puisque leur temps aurait pu être consacré à gagner un peu d'agent. Souvent, quand un travail non rémunéré est demandé, ce sont les femmes qui le fournissent mais quand le travail est payé, il est normalement attribué aux hommes.

L'efficacité de la gestion des ressources en eau puise dans les cadres institutionnels qui dégagent une capacité suffisante pour gérer les ressources en eau. L'on présume que les institutions seront responsables et transparentes. Toutefois, les structures et les processus de gouvernance en matière d'eau accorde très peu d'attention aux soucis et aux questions de la variété sociale homme/femme. Ce problème doit être abordé et les entraves à l'intégration du facteur genre dans les institutions concernées par l'eau doivent être identifiées. Les institutions se fondent sur les normes, la culture, les systèmes du marché et les politiques qui perpétuent souvent les inégalités entre les deux sexes (Odgaard, 2002). La connaissance pratique et locale des hommes et femmes pauvres est rarement reconnue ou exploitée et les compétences pour prendre part aux comités font défaut à plusieurs d'entre eux. Pour la majorité de ces gens, le temps est une ressource inestimable et l'utiliser pour des réunions doit être équilibré avec les activités internes qui leur génèrent des revenus.

Les relations de pouvoir ont aussi une influence sur la façon d'affecter l'eau et le choix de la technologie. Un pipeline d'irrigation est généralement associé à un usage productif de l'eau et les hommes sont plus influents que les femmes quand il s'agit de l'utilisation des ressources. par contre, un puits creusé à la main est associé à l'usage domestique de l'eau par les femmes. Aussi productif soit-il, et malgré les avantages qu'il offre aux femmes et aux hommes, un tel usage peut ne pas être considéré prioritaire. Les mécanismes de prise de décision et les politiques associées à la répartition de l'eau ont des implications différentes pour les hommes et les femmes.

L'environnement naturel détermine la manière dont les gens pauvres accèdent à l'eau et la manière par laquelle ils entretiennent des rapports avec les structures de gestion de l'eau. Les sécheresses fréquentes ou les pénuries continues d'eau signifient que les pauvres n'ont pas accès à l'eau ou qu'ils accèdent à une eau de qualité médiocre. Les hommes et les femmes qui vivent dans les zones défavorisées et marginalisées en manque d'infrastructure accèdent à l'eau à travers différents systèmes locaux plutôt que par des services organisés assurés par le gouvernement. Cette situation compromet plus leur niveau de participation à la prise de décision par rapport aux habitants des zones centrales.

Un défi qui a émergé récemment en matière de gouvernance est la question du droit des filles et des garçons. En Afrique Sub-Saharienne, la pandémie du VIH/SIDA a provoqué une hausse dans le nombre des ménages dirigés par des enfants. La prise de décision en matière de gouvernance a toujours supposé la présence d'un homme adulte (et quelques fois une femme) à la tête des ménages. Les enfants qui dirigent des foyers sont très jeunes et peuvent être dans l'incapacité d'exprimer en public leurs choix à cause de leur jeune âge et de leur statut social défavorable. La gouvernance en matière d'eau doit prendre en considération les besoins et les rôles des filles et garçons dans les services d'approvisionnement d'eau.

La gestion communautaire a été identifiée comme étant un mécanisme pouvant assurer la bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux, particulièrement pour les ressources en propriété commune. On assume généralement que les institutions locales sont inclusives et assurent la distribution équitable des ressources. Cependant, en réalité, les communautés sont constituées de plusieurs catégories d'hommes et de femmes ayant des situations sociales différentes en matière d'autorité, qui cherchent tous à améliorer leurs propres situations. Une gouvernance efficace de l'eau doit incorporer une analyse différenciée de la communauté et de la gestion communautaire.

Comment progresser

Une bonne gouvernance de l'eau conçue pour assurer une gestion efficace des ressources en eau, et qui permet la pise de décision de la part de toutes les parties prenantes, dont les hommes et les femmes pauvres, doit assurer l'accès à une eau potable saine et abordable, et à une hygiène de base pour tous, et aussi à répondre aux besoins en eau pour améliorer la qualité de vie des populations. Elle devrait aussi permettre l'émergence d'un environnement favorable avec des politiques de soutien, des instruments légaux et des structures de tarification équitable.

Il y a actuellement peu d'indices pour affirmer que la gestion de l'eau a adressé en toute connaissance et conscience les aspects liés au genre. Une gestion de l'eau qui prend en considération l'aspect genre doit donc nécessite:

- Un effort pour consulter les hommes et les femmes au cours des processus de planification; ceci peut être réalisé à travers l'utilisation d'outils participatifs impliquant l'aspect genre, conçus pour engager les hommes et les femmes à la base ;
- L'intérêt porté à l'aspect genre par dans la gestion intégrée des ressources en eau ne doit pas seulement s'adresser à la société civile, mais doit aussi s'adresser à toutes les structures et toutes les institutions concernées par la gestion de l'eau, reconnaissant les différentes contraintes auxquelles font face les hommes et les femmes, et s'assurant de l'égalité des chances ;
- Renforcer les capacités à tous les niveaux est une composante vitale pour la gouvernance de l'eau, et pour l'incorporation des sujets liés à l'aspect genre ;
- Les problèmes de l'aspect genre et de gestion de l'eau ne doivent pas être perçus comme des problèmes de femmes seulement, mais doivent être considérés comme des problèmes globaux de rapports de force, de contrôle et d'accès aux ressources par les groupes défavorisés, qui peuvent être les femmes, ou les hommes ;
- L'importance des aspects sociaux de la gestion de l'eau doit aussi être prise en considération. Les femmes jouent un rôle central dans la gestion de l'eau en terme d'utilisation liée aux besoins sociaux, à l'hygiène, à la santé et à la production.

Quatre phases clés de l'approche genre en matière de gouvernance[3]

Information

Des informations spécifiques au contexte concernant les différentes expériences, les problèmes et les priorités des hommes et des femmes, sont essentielles pour la vulgarisation de l'aspect genre. Des informations statistiques doivent régulièrement être incorporées dans les expériences des femmes et des hommes, en associant l'analyse du genre dans l'analyse de la situation. Ceci aidera à identifier les inégalités là où elles existent, et à en faire une composante dans le développement des politiques qui se préoccupent de ces inégalités.

Consultation, plaidoirie et prise de décision

Il est important que les femmes et les groupes marginalises aient une voix forte pour s'assurer que leurs avis sont pris en compte. Ceci veut dire le renforcement de l'implication des hommes et des femmes dans la consultation et dans la prise décision, à partir de la communauté jusqu'aux plus hauts niveaux de gestion.

Action pour promouvoir les groupes bénéficiaires sensible au genre

Une action pour promouvoir une meilleure égalité dans la prise de décision et des opportunités pour les hommes et femmes pauvres doivent être basée sur des données spécifiques au contexte et des informations analytiques de l'aspect genre, qui ne soient pas partiales.

Action pour promouvoir les organisations concernées par l'aspect genre

Les approches liées au genre en matière de gouvernance de l'eau dépendra des compétences, du savoir et de l'engagement du personnel impliqué dans la mise en place et la gestion. Le développement des compétences appropriées chez le personnel et le traitement des différences et inégalités liées au genre au sein des organisations sont des facteurs essentiels pour créer des organisations inclusives dans le secteur de gestion de l'eau.

La gouvernance de l'eau ne peut pas être bonne s'il n' y a pas une volonté explicite d'adresser les institutions, les politiques, les cadres légaux et les instruments technologiques qui perpétuent les inégalités en matière de genre. Une approche genre en matière de gouvernance doit constituer une partie intégrante pour la mise en place de structures et de mécanismes de gouvernance.

Références

Beltrán, Elizabeth Peredo 2004. *Water, Privatisation and Conflict: The Women of Cochabamba Valley.* Heinrich Böll Foundation.

Anna Grossman A, N. Johnson, et al, 2003. *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatisation.*

This publication is a resource guide for policymakers, and human rights, environmental, and economic and gender justice advocates working on global policy, to examine the impact that the privatisation of goods and services like water has on the livelihoods of women, particularly poor women.

Disponible au: http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf

[3] Adapté de Derbyshire, 2002.

Aguilar, Lorena. 2004. *Fact sheet: Gender Indicators,* IUCN - Community Conservation Coalition.

Fact sheets about the linkages of the gender equity approach and gender indicators, supported in lessons learned in international initiatives.

Disponible au: http://www.iucn.org/themes/spg/portal/seminar/background_papers/iucn_documents/gender/protected_areas.pdf

Begum Shamsun Nahar et al, 2002. *Workshop Report on Pro Poor Water Governance*, Gender and Water Alliance.

This is a summary of a workshop hosted by GWA and gives an overview of the important elements of gender and governance. This report will be of particular use to practitioners, government officials and policy makers.

Disponible au: www.genderandwater.org/page732

Cap-Net (2002) *The Importance of Local Ownership, Partnership and Demand Responsiveness*.

This is a brief and succinct introduction to water governance issues giving the rational for water management and key principles for it. It is useful for those wanting o advocate for governance and convincing those who are still opposed to the principles. There are other documents on this site that give a background to IWRM in clear simple language easily understood by all. It is useful for academics, researchers, policy makers, NGOs, Government officers, water managers and utilities.

Disponible au: http://cap-net.org/FileSave/65_Capacity_building_ofr_IWRM_3_principles.pdf

Derbyshire, H, 2002. *Gender Manual: Practical Guidelines for Development Policy Makers*, DFID

A practical handbook that outlines the concepts of gender, aiming at assisting non-gender specialists with addressing gender issues .It gives key areas for gender mainstreaming. The book is useful for policy level NGO staff, government officers, researchers and academics.

Disponible au: http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/gendermanual.pdf

Cleaver, Frances, 1998. *Moral ecological rationality, institutions and the management of communal resources*.

This thesis gives a conceptual overview of water resources management at the local level giving practical examples from working with a local community. It is useful for researchers, academics and policy makers.

Disponible au: http://www.indiana.edu/~iascp/Final/cleaver.pdf

Cleaver Frances and D. Elson, 1995. *Women and Water Resources: Continued Marginalization and New Policies*, London: International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No 49.

The article gives and insight into some of the gender issues that need to be considered when introducing IWRM. It is a useful publication that looks at IWRM from a gender perspective throwing caution to the commoditization of the resource. It is useful for practitioners, policy makers, researchers, academics and water managers.

Global Water Partnership (GWP), no date, *Catalyzing Change: a Handbook for Developing integrated water resources management (IWRM) and Water Efficiency Plans*, Technical Committee

This succinct booklet gives the principles of IWRM and how to carry out water efficiency plans. The document can be downloaded from the web page making it easy to access. The book is useful for water managers, utilities, government officers, NGOs and policy makers.
Disponible au: http://www.gwpforum.org/gwp/library/Handbook.pdf

Global Water Partnership, no dated. *Sharing Knowledge for Equitable Efficient and Sustainable Water Resources Management: Tool Box*

The toolbox gives the principles of IWRM, guiding the use to the key principles as well as justification for the necessity of IWRM. It is good way of understanding the principles and useful for convincing those who may be opposed to IWRM.
Disponible au: www.gwptoolbox.org/

MAMA-86, 2002 *Drinking Water in Ukraine: Communication and Empowerment for Local and International Action.* 3rd Edition. Kyiv.

Allély, D, O. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel à l'Huissier, P. Chappé, and G. Verdelhan Cayre, (2002). *Water Gender and Sustainable Development: Lessons learnt from French co-operation in sub-Saharan Africa.* Paris, France : Drevet-Dabbous Groupe de recherche et d'échanges technologique.

Schreiner, Barbara, Barbara van Koppen and Kathy Eales, 2003. *'Gender Mainstreaming in Water Policy and Legislation: the Case of South Africa'.* Paper developed for the Gender in Court Session at the 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan.

A paper that gives an overview of progress in water reforms in South Africa from a gender perspective. It is useful as a case study example.
Disponible au: http://www.dwarf.org.za

United Nations Development Programme (UNDP), 2002. *Deepening Democracy in a fragmented World*, Human Development Reports various years.

These are a series of global reports that show progress in human development and are generally useful in understanding growth trends. The reports have growth indexes from around the world and some data may have sex-disaggregated information.
Disponible au: http://hdr.undp.org/reports/global/2002/en/pdf/overview.pdf

United Nations Development Programme (UNDP), 2002, *Dialogue on Effective Water Governance, Update.*

The dialogue gives an insight into the governance debate, defining key principles of water governance and helps in clear understanding of the subject. It is a useful document for advocacy and assisting those who may still not be convinced about integrated water management.

WEDO, 2003. *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatisation.* Women's Environment and Development Organization, New York.

A useful resource for analysing the rights of women and vulnerable groups within the context of privatisation. The book enhances understanding of issues related to water rights, policies and legislation. It is particularly useful to government officials, water managers, utilities, academics and NGOs.
Disponible au: http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf

Murshid, Sharmeen, 2000. *Water Discourse: Where Have All the Women Gone?*
Disponible au: www.iiav.nl/nl/ic/water/water_vision.html

Ressources Espagnoles

Mujeres de la Alianza Social Continental, 2004. *Las Mujeres en la defensa del Agua como Derecho Fundamental.* Disponible en: REBRIP / CUT – Rua Caetano Pinto. 575 – Brás CEP 03041-000 Sáo Paulo – SP – Brasil Tel: (55) 11 2108 9129 e-mail: secr.asc@cut.org.br

La presente publicación presenta dos estudios realizados por el Comité de Mujeres de la Alianza Social Continental, para contribuir a la elaboración de una propuesta de estrategia de acciones y políticas desde la visión de las mujeres, en defensa de uno de los recursos más importantes y preciados para la vida: el agua. Se presenta los resultados y problemáticas surgidas de los estudios de caso de Bolivia y Brasil llevadas a cabo el 2003.

El conflicto generado por la privatización del agua en Cochabamba, Bolivia en el 2000, es un caso que ejemplifica claramente los procesos de privatización del agua, muestra los grados de impacto y la diversidad de factores y tensiones en las que desarrolla la problemática. Además evidencia una contradicción que existe en torno al agua en el mundo de hoy: privatización versus bien común.

El otro estudio de caso analiza los impactos de la privatización de servicios relativos al agua sobre los derechos de las mujeres, a través de un proyecto realizado en las represas del río Xingu de la región amazónica del Brasil. El proyecto fue el motivo por el que las mujeres de Altamira y de la Transa masónica en Pará, se movilizaron durante muchos años para impedir su construcción

Las propuestas de acciones pretenden contribuir a la lucha de las organizaciones de mujeres en el mundo para evitar que las políticas neoliberales sigan trabajando con el agua, profundicen los impactos negativos, impulsen la no valoración los saberes locales para la gestión del agua y las implicaciones negativas de la privatización en los derechos de las mujeres,

Gender and water Alliance, 2003. *Género y Agua, Informe de Desarrollo sobre Género y Agua. Perspectivas de Género en las Politicas del Sector de Agua.* Gender and Water Alliance.

El contenido es un aporte al análisis de los avances en políticas de género y agua en diferentes países. Un documento que es un primer paso en el proceso central de la promoción de género que se está traduciendo en políticas por los gobiernos y donantes en los últimos años.

Comentarios:

El análisis del manejo sostenible de los recursos hídricos y la equidad de género en el campo del manejo del agua, provee de argumentos para afirmar que: i) Involucrar a hombres y mujeres en roles influyentes en los diferentes niveles de decisión puede acelerar la consecucion de la sosteniblidad en el manejo de los escasos recursos hidricos, ii) La gestion del agua realizada de una manera integrada y sostenible, puede contribuir significativamente a mejorar la equidad de género porque aumenta el acceso a los recursos hidricos y a los servicios relacionados con el agua, tanto de mujeres y hombres para cubrir las necesidades basicas. Asi se aborda el propgreso que los gobiernos y las agencias de cooperación han logrado en la aplicación de estos argumentos.

Soto, Betty, María Esther Udaeta, Gloria Lizárraga, 2004. *Políticas Públicas de Género*, *Auditoria de Género: Sectores de Saneamiento Básico y* Riego *de Bolivia*.

El libro presenta una investigación que muestra los avances y el desarrollo de la incorporación de la perspectiva de género y equidad en las políticas públicas, coadyuvando a la lucha contra la pobreza, la superación de la marginalidad y el impulso al capital social.

Comentario:

Las políticas publicas según el texto son las posiciones que toma un gobierno respecto a un problema determinada y su importancia radica en que define medidas concretas que orientan las acciones y recursos para la solución del problemas, para lo cual es importante la participación ciudadana, que las políticas respondan a las demandas y necesidades de la mayoría.

Los resultados de la investigación muestran a nivel bisectorial que las políticas de género en el país han desarrollado los macro lineamientos que fueron la base para la formulación de políticas sectoriales. Los enfoques de género sectoriales no dejan visualizar la integración de equidad de género en sus políticas.

Permite identificar los efectos en hombres y mujeres de la población de las políticas sectoriales, a nivel de las y los profesionales operativos a través de la ejecución de programas, proyectos que han generado diversas experiencias, que no se encuentran sistematizadas. Las y los usuarios de los sistemas de agua y riego demuestran una gran sensibilización por el tema de genero y una practica de la equidad a nivel comunal y familiar, por lo que se hace necesario tomar en cuenta esos avances en la formulación de políticas a partir de las diferencias existentes a nivel local entre hombres y mujeres ricos y pobres de ámbito rural y urbano

El instrumento metodológico ha permitido analizar y llevar adelante la auditoria con objetividad, lo que se demuestra por los resultados claros y concretos y permite concluir que existe un estancamiento de la Transversalización del género en los sectores auditados.

BID, no date, *Plan de Acción del BID para la integración de Género*

This Gender Mainstreaming Action Plan seeks to reactivate efforts and generate new energy around the advances achieved to date. The Plan builds on accumulated experience indicating that promoting gender equality and investing in women's capabilities are fundamental for improving the impact of development interventions in Latin America and the Caribbean. Investing in women - in their access to information, resources, opportunities and spheres of political decision making - contributes to poverty reduction, economic growth and good governance at the local and national levels.

The Action Plan brings together the commitments of all operations divisions and relevant departments of the Bank in the development of actions that aim to improve equality between men and women. The likelihood of success implementing this Plan is high because it represents a collaborative agreement and shared commitment between different members of the institution, including the high levels of the Administration, professional staff and assistants involved in the design, supervision, monitoring and evaluation of operations supported by the Bank.

Disponible en:
http://www.aprchile.cl/pdfs/Plande%20Accion%20para%20Integracion%20generoSbid.pdf

Villalobos, Guiselle Rodríguez, Montserrat Blanco Lobo y Francisco Azofeifa Cascante. 2004. La Diversidad Hace La Differencia. UICN y HIVOS.

This book intends to highlight the importance of biodiversity in the broadest sense of the term, by making visible and illustrating the differentiated relations that women and men establish with nature and the consequences thereof in regard to development promotion. This document is basically focused on the recognition of the Convention on Biological Diversity (CBD) and the National Biodiversity Strategies (NBS), as participation and awareness-raising mechanisms of our societies to build a new form of relation between human beings and their environment.

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/biodiversidad.pdf (Spanish)

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/BIODIVERSITY.pdf (English)

Berrón Sañudo, Linda, ed. 2005. *Everything Counts! Valuing Environmental Initiatives with a Gender Equity Perspective in Latin America.*

Compilation of a selection of thirty experiences from Brazil, Chile, Costa Rica, Cuba, Ecuador, El Salvador, Mexico, Peru and two international experiences about the outcomes in making the linkages between gender and environment, as people working in social sciences include ecological considerations, and the inclusion of the gender equity approach in all technical processes of conservation and management of the resources.

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/EVERYTHING%20COUNTS.pdf (English)

UICN. 2004. *Everything Counts! Valuing environmental initiatives with a gender equity perspective in Latin America*

El objetivo de este documento es reconocer los esfuerzos que se realizan desde diversos lugares de mundo por mejorar las condiciones de vida de mujeres y hombres, y en especial, de las relaciones que establecen entre ellos, en el uso y beneficio que proporcionan los recursos naturales del medio en que viven. Muestra, este conjunto de 30 experiencias, el avance en la vinculación entre ambiente y género, tanto por la apropiación de la dimensión ecológica por parte de las personas que trabajan en los temas sociales, como también por la redimensión de los procesos técnicos de conservación y uso de los recursos

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/Todo-cuenta.pdf (Spanish)

R.Meinzen-Dick, M. Zwarteveen. 1997. *Gendered participation in water management: issues and illustrations from water users' associations in South Asia.*

Este documento se preparó para el Taller Sobre Agua y Mujer, del Instituto Internacional del Manejo de la Irrigación15-19 Septiembre 1997, Sri Lanka

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/agua__agua_1.pdf (English)

Kunst, Sabine, Tanja Kruse, 2001. *Integrating gender perspectives : realizing new options for improved water management. Cross-cutting thematic background paper.*

El llamado a un enfoque holístico y sensible al género para el manejo hídrico debe ser reiterado como punto inicial del desarrollo sostenible. Los esfuerzos deben buscar objetivos paralelos: el mejoramiento de la vida diaria y de las condiciones de vida, y el planeamiento a largo plazo para un futuro ambientalmente sostenible. La transversalidad de género en relación con el agua es definida por la Visión Mundial del Agua (World Water Vision).

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/gender3.pdf (English)

Green, C. and S. Baden. 1994. *Water Resources Management: A Macro-level Analysis from a Gender Perspective.*

Este reporte argumenta que la nueva política requiere urgentemente asegurar que los aspectos relacionados con el género no se sobreestimen en el manejo del agua.

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/water_resources_management.pdf (English)

Ruijgh-van der Ploeg, Martinez. 2000. *Water and conflict : the role of women and men. Presentation of good practices two perspectives on the importance of decision-making and (gender) equity for sustainable water management.*

Las mujeres y los hombres pueden trabajar juntos hacia la equidad de género en la toma de decisiones sobre el manejo sostenible del recurso hídrico. Esto requiere cambios en las reglas del juego de los procesos de toma de decisiones, cambios en al forma en que se selecciona, presenta y distribuye la información sobre el manejo del agua. Si tenemos un conocimiento más amplio acerca de las contribuciones que las mujeres hacen y pueden hacer en el manejo del agua, será mucho más sencillo efectuar los cambios que se sugieren y evaluar su efectividad.

http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/309_7_18_18_coope.pdf (English)

Etude de cas

Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources

- L'Afrique: L'eau pour les villes africaines: un partenariat entre le programme des Nations Unies (UN-HABITAT) et l'Alliance Genre et Eau (GWA)

- Burkina Faso: Genre et la gouvernance de l'eau. Etude de Cas du Nakambé
- Pakistan: Du Purdah à la participation

3.3. Genre, Eau et Pauvreté

Introduction

L'eau est essentielle aux êtres humains et à toutes les formes de vie. Mais la pollution et l'absence d'accès à une eau propre font proliférer le cycle de la pauvreté, les maladies hydriques et les inégalités de genre (Khosla and Pearl, 2003). L'eau est un point d'entré lau développement durable, de l'éradication de la pauvreté, des droits de l'homme, de la santé reproductive et maternelle, de la lutte contre le HIV/SIDA, de la production d'énergie, de l'éducation améliorée pour les filles et de la réduction de la morbidité et de la mortalité. On compte encore jusqu'à aujourd'hui 1,1 milliard d'individus n'ayant pas accès à une eau propre et potable et 2,6 milliards n'ayant pas accès à un réseau d'assainissement adéquat. Cette situation a un impact négatif énorme sur les femmes et les enfants.

La pauvreté gagne du terrain dans le monde entier, mais les groupes les plus vulnérables restent les femmes et les enfants. Les femmes perçoivent la pauvreté et la vivent d'une manière différente par rapport aux hommes, car elles sont généralement victimes d'un traitement inégalitaire. On estime que sur les 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté à travers le globe, 70% sont des femmes. Les femmes accomplissent les deux tiers des heures de travail effectuées, assurent la moitié de la production alimentaire mondiale; mais elles ne gagnent que 10% du revenu mondial et ne possèdent que moins de 1% des biens (Plan de campagne des Nations Unies pour le millénaire 2005).

Pourquoi le genre, l'eau et la pauvreté ?

En 1997, le Rapport sur le Développement Humain avait révélé que les pays ayant les indices de développement genre les plus médiocres (Sierra Leone, Niger, Burkina Faso et Mali) avaient également les taux de pauvreté les plus élevés et n'ont qu'un accès limité à l'eau, à la santé et à l'éducation. D'autres pays présentant de forts taux de pauvreté (Bolivie, Colombie, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Paraguay) sont également affligés de taux élevés en termes d'inégalités sociales, d'inégalité entre les hommes et les femmes et de disparités interethniques (Schreiner, 2001).

Liens entre le genre, l'eau et la pauvreté

- L'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante réduira l'incidence des maladies dues à l'ingestion ou à l'utilisation d'une eau contaminée pour les ablutions, améliorera la santé et la productivité pour les femmes et la présence scolaire pour les enfants.
- Lorsqu'une compétition s'établit autour des ressources en eau, les femmes et les personnes les plus vulnérables en viennent souvent à perdre leurs droits.
- Les priorités de développement des femmes en termes de ressources en eau pourraient concerner les sources proches de leur domicile de manière à pouvoir concilier leurs rôles productif et reproductif. Si elles ne sont pas consultées, ces priorités ne seront pas prises en considération.
- L'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des femmes et des personnes défavorisées dépend également de l'accès à des ressources en eau suffisantes.
- La participation à la gestion de l'eau peut également promouvoir la dignité des femmes en leur donnant une voix et un choix. Elle améliore aussi l'efficience et le ciblage.

Les femmes sont plus vulnérables que les hommes à la pauvreté chronique due aux inégalités entre les sexes au niveau des différentes institutions sociales, économiques et politiques. Ces inégalités ont pour origine la répartition inégal des revenus, l'appropriation du revenu et des biens, l'accès aux intrants de la production (tels que le crédit), la prise des décisions concernant les ressources et notamment les ressources en eau, ainsi que les droits et les

avantages qui sont l plus souvent en faveur de l'ho—e pqr oppposition à la femme. Les femmes sont également victimes de l'exclusion sociale et de préjugés tenaces au niveau du marché de l'emploi.
Selon le Programme des nations unis pour le développement (PNUD), cinq ans après l'engagement formel pris par les dirigeants de la planète de faire reculer la pauvreté, «le hiatus entre les ODM visant à réduire de moitié la pauvreté, et les résultats prévus va se traduire par l'équivalent d'une masse supplémentaire de 380 millions d'individus dans les pays en développement ne disposant pour vivre que moins d'un dollar par jour» (2005).

Concept et definitions
La pauvreté est un phénomène aux dimensions multiples et spécifiquement local qui varie avec l'age, la culture, le sexe et autres paramètres socio-économiques. La perception de la pauvreté diffère aussi selon que l'on a affaire à des femmes ou à des hommes : par exemple, au Ghana, les hommes définissent la pauvreté par l'incapacité à générer des revenus, alors que les femmes l'assimilent à l'insécurité alimentaire (Narayan, 2000).

La pauvreté ne se ramène pas au seul dénuement matériel. Elle englobe également l'incapacité à faire entendre sa voix ou l'absence de pouvoir, la vulnérabilité aux crises et autres situations défavorables et l'aptitude limitée à remédier à ces vulnérabilités. Si les ressources en eau se trouvent à un point éloigné du domicile, les femmes et les filles seront obligées de parcourir une plus grande distance pour aller chercher cette eau, ce qui réduit d'autant le temps disponible pour faire un travail productif. La gestion efficiente de l'eau crée des réseaux sociaux en faveur des femmes par le truchement des comités de gestion , mais ces femmes se trouvent trop souvent astreintes à des taches non qualifiées et non rémunérées en relation avec la gestion de l'eau. S'obstiner à relier la pauvreté au bien-être matériel revient à masquer d'autres dimensions de la pauvreté, comme l'impuissance et l'exclusion de la prise des décisions.

Mesurer la pauvreté : le dilemme de la question du genre
Les méthodes classiques de mesure de la pauvreté se fient exclusivement aux statistiques relatives au PIB ou au revenu des ménages, occultant et laissant ainsi dans l'ombre les différences et les disparités entre les sexes au sein d'un même foyer. Les évaluations Participatives de la Pauvreté (PPA) sont un outil qui permet d'intégrer les points de vue des hommes et des femmes démunis dans l'analyse de la pauvreté et dans les stratégies destinées à faire reculer cette pauvreté au moyen des interventions politiques publiques (Norton, 2001).

Genre, Pauvreté et Environnement : Une triple interaction.
Alors que l'on a assigné des Objectifs de Développement du Millénaire distincts à la pauvreté, au genre et à l'environnement (englobant l'eau et l'assainissement), il n'en demeure pas moins vrai que tous ces aspects sont interconnectés et interagissent de trois manières différentes. L'eau est essentielle au bien-être des humains, vitale pour le développement économique et constitue une exigence fondamentale pour la bonne santé des écosystèmes. L'eau propre pour les besoins domestiques est une denrée essentielle à la survie et à la bonne santé des humains. Combinée à un assainissement et à une hygiène améliorés, elle réduit la morbidité et la mortalité, notamment parmi les enfants. L'eau est tout aussi vitale pour d'autres facettes du développement durable comme la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes, l'éducation des filles et la réduction des pertes de productivité dues à la maladie. L'eau est également un puissant catalyseur pour les pays en développement dans leur lutte contre la pauvreté et la faim, de même que pour la sauvegarde de la santé humaine, la réduction de la mortalité infantile, la promotion de

l'égalité entre les sexes et la protection des ressources naturelles (Groupe de Travail des Nations Unies sur l'Eau et l'Assainissement, 2005).

La pandémie HIV/SIDA, qui est à la fois la cause et la conséquence de la précarité qui caractérise la pauvreté, a poussé certains pays à opter pour des approches locales en termes de soins de santé, vu que les institutions sanitaires classiques se sont avérées incapables de répondre à la demande. L'approche locale en matière de santé implique de fournir de l'eau en qualité et en quantités suffisantes pour éviter les infections secondaires mais aussi pour alléger le fardeau qui pèse sur les épaules des prestataires de soins traditionnels, qui sont le plus souvent les femmes et les filles.

Quelques Implications Politiques

Dans la gestion Intégrée des l'eau, l'eau est appréhendée comme étant tout à la fois un bien économique, environnemental et social. Il est donc considérée à ce titre comme une matière première obéissant à la loi de l'offre et de la demande. Elle possède donc une valeur marchande bien déterminée pour certains usages particuliers (Thomas, Schalkwyk et Woroniuk, 1996). Le secteur de l'eau est souvent compartimenté et scindé en deux volets distincts, à savoir les utilisations productives et les utilisations non productives. Les utilisations non productives de l'eau (santé, corvées ménagères et assainissement) tendent à être l'apanage des femmes et ne sont pas prises en compte dans les évaluations économiques. Pourtant, ce dernier paramètre devrait être dûment pris en considération dans l'estimation des valeurs économiques relatives des ressources en eau pour nous permettre de bien comprendre le lien d'interdépendance entre eau productive et eau domestique.

En tant que matière première, l'eau implique que le développement des ressources hydriques est régi par la demande. Toutefois, les femmes pauvres sont généralement incapables d'exprimer leurs demandes de services pas plus qu'elles n'ont la possibilité de défendre leurs droits, surtout quand elles possèdent des droits sur l'eau reconnaissables et transférables. De plus, les enfants chef de foyers ont moins de capacités pour exprimer leurs demandes et pour défendre leurs droits.

Dans le but de répondre aux besoins des pauvres femmes en terme de la demande en eau, les gouvernements doivent recueillir des données décomposé par sexe et élaborer des indicateurs sensibles au genre dans tous les secteurs, y compris l'eau, l'assainissement, l'agriculture et l'irrigation. L'utilisation d'outils participatifs est également importante pour impliquer les sans voix et les moins éduqués qui pourraient éprouver quelque difficulté à décrypter les textes écrits. C'est à ce prix et seulement à ce prix que les priorités des homes, femmes, jeunes et filles pauvres auront une chance d'être entendues et comprises.

Références

Khosla, P. and Pearl, R., 2003. *"Connections inexploitées : genre, eau et pauvreté"* Women's Environment and Development Organization (WEDO), New York.

Donnant un aperçu de la relation entre genre, eau et pauvreté, ce rapport évoque le rôle central des femmes dans la gestion et la distribution de l'eau. Il examine comment l'accès à l'eau et à l'assainissement a des implications sur la santé, les activités économiques des femmes et le développement durable dans son ensemble.

Disponible au: http://www.wedo.org/files/untapped_eng.pdf [en anglais]

Narayan, D., 2000. *Voices of the poor: Can Anyone Hear Us?* Disponible au: http://www1.worldbank.org/prem/poverty/voices/reports/canany/vol1.pdf (accessed on 29 june 2006). Washington, D.C., World Bank.

Norton, A., 2001. *A Rough Guide to PPAs - Participatory Poverty Assessment: An introduction to theory and practice.* Disponible au: http://www.odi.org.uk/pppg/publications/books/ppa.pdf (accessed on 8 February 2006). UK Department for International Development (DFID).

Norton, A., 2005. *A Rough Guide to PPA's,* DFID, United Nations Development Programme, 2005. *International Co-operation at a Crossroads: Aid, Trade and Security in an Uneven World*, Human Development Report. Disponible au: http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_overview.pdf

Robb, C, 1998. *Can the Poor Influence Policy? Participatory Assessments in the Developing World.* Washington D.C.: World Bank. Disponible au: http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1999/07/22/000094946_99040105542482/Rendered/PDF/multi_page.pdf

Schreiner, Barbara, 2001. *Key Note Address at the International Conference on Freshwater*, Bonn. Disponible au: http://www.water-2001.de/days/speech8.asp

SIDA, undated. *A Gender Perspective in Water Resources Management Sector*, Publications on Water Resources No. 6. Available at: Swedish International Development Co-operation, Department of Natural Resources and the Environment, S-105 25 Stockholm.

UN Millennium Task Force on Water and Sanitation, 2005. *Health Dignity and Development: What Will it Take*. Disponible au: http://www.unmillenniumproject.org/documents/WaterComplete-lowres.pdf (accessed on 29 june 2006). Stockholm International Water Institute (SIWI).

United Nations Development Programme (UNDP), 2005. *Human Development Report.* Disponible au: http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_complete.pdf

United Nations Development Programme, 2001. *Human Development to Eradicate Poverty*, *Human Development Report*.

United Nations Millennium Campaign, 2005. Dsiponible á: http://www.millenniumcampaign.org/site/pp.asp?c=grKVL2NLE&b=186382

Ressources principales

Abrams L, 1999. *Poverty, Water Supply and Sanitation Services.* Paper presented in a Regional workshop on Financing Community water supply and sanitation services. Disponible au: http://www.thewaterpage.com/Documents/Poverty_and_sustainability.PDF

Abu-Ata, Natahlie, 2005. *Water, Gender and Growth in the MENA region or the Cost of Gender Exclusion,* World Bank MENA Development Report on Water.

The purpose of this background paper is to provide an analytical framework and illustrative cases on the linkages between water, gender and poverty alleviation in the MENA region in preparation for the forthcoming flagship MENA development report on water. This paper will attempt to argue that it makes economic sense to make sure that women and female farmers and small-scale entrepreneurs have the same access to water as men and male farmers both for domestic and irrigation purposes, while at the same time highlighting the challenges and limits of doing so.

Asia Development Bank, 2004. *Water and Poverty: Fighting Poverty through Water Management*,

The publication outlines a framework for action linking poverty to water security and introducing related issues of governance, water quality issues, livelihood opportunities, capacity building and empowerment

Disponible au: http://www.adb.org/doc/books/water

Beall J , and N. Kanji, no date. *Urban Governance, Partnership and Poverty: Households Livelihoods and Urban Poverty.*

Butterworth, J.A, P.B. Moriarty and B. van Koppen, 2003. "Water, poverty, and productive uses of water at the household level: practical experiences, new research, and policy implications from innovative approaches to the provision and use of household water supplies." In: *Proceedings of an International Symposium held in Pretoria, South Africa*, January 21-23, 2003.
Disponible au: http://www.irc.nl/content/view/full/2715 (summary);
http://www.irc.nl/themes/management/prodwat/ (full text) (only with password)

CTA, 1999. *Reducing poverty through agricultural sector strategies in Eastern and Southern Africa*

This is a workshop report that gives a summary of the strategies in Eastern and Southern Africa of the poverty reduction strategies.

Disponible au: http://www.cta.int/pubs/redpov/report.pdf

Dayal, R, C. van Wijk and N. Mukherjee, 2001. *Methodology for participatory assessments, with communities, institutions, and policy makers.*

This publication is suitable for those wishing to carry out participatory assessments that look at gender poverty and sustainability indicators within the context of water and sanitation.

Disponible au:
http://www.schoolsanitation.org/Resources/Readings/global_metguideall.pdf

Federal Ministry of Economic Co-operation, 2001. *Poverty reduction- a global responsibility*. Disponible au: http://www.gtz.de/de/dokumente/en-action-program-2015.pdf

Goyder H, R. Davies and W. Williamson, 1998. *Participatory Impact Assessment.* London: Action Aid.

This gives research methods and indicators for measuring the impact of poverty reduction. Four country studies from India, Bangladesh, Ghana, and Uganda are presented. The report describes the research process and summarises key findings. Incorporates gender perspectives and gives some interesting examples and analysis of gender differences. Raises some questions about the importance of quantitative indicators to communities and describes the use of meta-indicators.

Gross B, C. van Wijk, and N. Murkherjee, 2001. *Linking sustainability with demand, gender and Poverty: A study in community managed water supply projects in 15 countries*. Disponible au: http://www.wsp.org/publications/global_plareport.pdf

IRC, 2004. *Linking water supply and poverty alleviation. The impact of women's productive use of water and time on household economic and gender relations in Banaskantha District, Gujarat, India*
Disponible au: http://www.irc.nl/content/download/9405/140380/file/OP36_LWSPA.pdf

IWMI, 2000. *From bucket to basin.: Managing Rivers Basins to Alleviate water Deprivation*. Disponible au: http://www.iwmi.cgiar.org/pubs/WWVisn/PovGender.htm

IWMI, 2000. *Pedaling out of Poverty: Social Impact of a Manual Irrigation Technology in South Asia*

This research report offers an assessment of the social impact of the treadle pump technology for manual irrigation. The treadle pump can be a useful tool for poverty reduction.
Disponible au: http://www.iwmi.cgiar.org/pubs/Pub045/Report45.pdf

Kabeer, Naila, 2003. *Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: A Handbook.*

The handbook is useful for policy makers and other stakeholders designing gender sensitive projects.
Disponible au: www.idrc.ca/en/ev-28774-201-1-DO_TOPIC.html.

Kanji, N, 1995. *'Gender, poverty and economic adjustment in Harare.* Disponible au: http://eau.sagepub.com/cgi/reprint/7/1/37

Kwale, G.O.K, 1999. *Participatory Learning and action: participation, gender, demand responsiveness and Poverty Focus* in: creating linkages and sustainability report. Available at: Kwale, Kenya

Masika, R, et all, 1997. *Urbanisation and Urban Poverty: A Gender Analysis.* Disponible au: www.bridge.ids.ac.uk/reports/r54urbw2.doc

Nunan F, and D. Satterthwaite, 1999. *Urban governance, partnership and poverty: the urban environment*.

This is a working paper and there are a series of them looking at the urban environment. They focus on the effects of diseases, vectors and chemical hazards and are meant for policy makers and practitioners.

Rodenberg, Birte, 2003. *Integrating gender into national poverty reduction strategies (PRSPs). The example of Ghana.*
Disponible au: http://www.gtz.de/de/dokumente/en-integrating-gender-prsp-ghana-summary.pdf

Roy, J. and B. Crow, 2004. "*Gender Relations and Access to Water: What we want to know about social relations and women's time allocation,"* Centre for Global, International and Regional Studies, WP 2004-5, University of California, Santa Cruz

Saleth R.M, M. Samad, D. Molden, 2003. "Water poverty and gender: an overview of issues and policies", In *Water Policy 5*, pp. 538-398, International Water Institute

The paper examines the methodological and policy issues and suggests strategies for using water as a key instrument to address poverty and gender concerns.

Abstract Disponible au: http://www.iwaponline.com/wp/00505/wp005050385.htm

SIDA, 1997. *Economic Reform and Poverty: A Gender Analysis*.
The report contains discussion of the gender mainstreaming debates on economic reform and poverty. It highlights the importance of gender to economic reforms and poverty linkages. It concludes with a look at the implications for policy and practice.
Disponible au: http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/re50.pdf

Short C, undated. *Tackling Water Poverty*. Disponble á:
http://www.ourplanet.com/imgversn/122/short.html

Stamm-Berg, Helga, Henni Heise and Christophe Kohlmeyer, 2004. *Combating world hunger through sustainable agriculture.*

UNEP, 2002. *Water for the Poor*
This report presents a road map for delivering water services to the poor. It shows how business has begun providing an enabling environment needed to accelerate progress.

UNEP, 2002. *Where are the poor? Experience with the development and use of Poverty Maps*
This publication shows how international, national and local decision making bodies to direct investments can use road maps.
Disponible au: http://pdf.wri.org/wherepoor.pdf

United Nations, 2002. *A World Summit on Sustainable Development TYPE 2 PARTNERSHIPS*, UN, Johannesburg. Disponible au:
www.johannesburgsummit.org/html/documents/crps/a_conf199_crp5.pdf

Upadhyay, B, 2003. *Water poverty and gender review of evidence from Nepal, India and South Africa.* Abstract Disponible au:
http://www.iwaponline.com/wp/00505/wp005050503.htm

Valfrey Bruno, Christophe Le Jallé and Pierre-Marie Grondin, undated. *Gender, Water and Poverty in West Africa: Move on to Action.*

Ressources Espagnoles

Khosla, P, y Rebecca Pearl, 2003. *Conexiones claves. Genero, agua y pobreza.,* Organización de las Mujeres para el Medio Ambiente y Desarrollo (WEDO).
This paper presents an overview of the relationship between gender, poverty and water. The first section explores how, in every corner of the globe, women play a central role in managing water supply and distribution. It also examines how access to water and sanitation has implications for women's health and economic activities. Case studies highlight water projects and initiatives that have succeeded in elevating women's status.
Disponible en:
http://www.aprchile.cl/pdfs/genero%20agua%20y%20pobreza%20en%20el%20mundo.pdf

Soto, Betty y Virginia Chumacero, 2000. *Rol de la mujer en los sistemas de provisión de agua* – Potosí – Bolivia. Dirección: The World Bank.
Esta publicación revela el papel de la mujer en las actividades que realiza en forma cotidiana, haciendo hincapié su relación con un sistema de agua potable, el uso y consumo del agua, su participación en la organización que administra el servicio, el aporte de su fuerza de trabajo, el nivel de decisión y su

cosmovisión. Resultados obtenidos a través de un estudio que muestra datos estadísticos y un análisis de genero, como un aporte para estimular el debate en torno a la participación de la mujer en los sistemas de agua.

Espejo, Norah y Ineke van der Pol, 1994. *"Mejor, cuando es de a dos"* – Guía de campo – La Haya Holanda, IRC - CINARA. Primera Edición,

Guía de campo, orientada a promover y desarrollar la perspectiva de género en cada una de las fases del ciclo de un proyecto de agua y saneamiento. Presenta ideas, conceptos, listas de verificación, técnicas grupales, casos, cuadros, etc. Información producida en un Taller Latinoamericano.

Hermosa, Yenny Melgar, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano.*

Este esfuerzo editorial, cuenta con el apoyo del Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo - IDRC, y presenta las ponencias y experiencias presentadas en el Encuentro Internacional: "Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la Gestión de los Recursos Hídricos en el Altiplano Latinoamericano", realizado en marzo del 2002 en la ciudad de Chucuito - Puno en el Sur del Perú.

Sites web

UNDP, Human Development Reports

This site has various human development reports with development index from around the globe. It is relevant for all levels within the development sphere and gives good reference statistics

http://hdr.undp.org/

Etude de cas

Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources

- Inde: Avantages économiques de l'approche genre dans l'approvisionnement domestique en eau dans les zones semi-arides
- Jordanie: Les femmes rurales assurant l'eau domestique à travers l'installation de réservoirs d'eau dans le village de Rakin

3.4. Genre, installations sanitaires et hygiène

Introduction

L'approvisionnement en eau, la promotion des installations sanitaires et de l'hygiène et l'éducation doivent être perçus comme une unité intégrée si l'on veut réaliser un vrai progrès dans l'amélioration de la santé et du bien-être des pauvres. Les installations sanitaires et la santé constituent des sujets qui ont été associés aux femmes et à l'approvisionnement en eau ou sa pénurie. En général, les gens ont plus accès à l'eau qu'aux installations sanitaires. Selon le programme de supervision commun OMS/UNICEF, vers la fin de 2002, 1.1 milliards de personnes n'avaient pas accès à une eau potable saine et 2.6 milliards de personnes, soit 40% de la population mondiale, n'ont pas accès à des installations sanitaires. Par conséquent, chaque année plus de 2.2 millions de personnes dans les pays en voie de développement meurent de maladies associées au manque d'eau potable saine, à des installations sanitaires inadéquates et à une mauvaise hygiène. Les coûts sociaux et environnementaux de la non prise en compte de la question sanitaire (y compris l'hygiène, la collecte et le traitement des eaux usées) sont beaucoup plus élevés que les coûts d'incorporation de l'éducation sanitaire et d'hygiène dans les programmes d'approvisionnement en eau.
Mettre l'accent sur les différences homme/femme s'avère très important en matière d'initiatives sanitaires et d'hygiène et les approches équilibrées au niveau du genre devraient être encouragées dans les plans et les structures de mise en application. L'accès à des latrines adéquates et sanitaires est une question de sécurité, d'intimité et de dignité humaine surtout pour les femmes. Toutefois, même dans les lieux qui offrent une couverture adéquate en latrines, la disponibilité des installations sanitaires n'est pas traduite nécessairement en un usage effectif à cause des tabous, des normes culturelles et des croyances.

La promotion de l'hygiène et l'éducation sont souvent absentes entre la construction et l'usage durable des latrines. Comme les hommes contrôlent, en général, le revenu du ménage, la promotion de l'hygiène et l'éducation doit être orientée vers eux pour qu'ils mettent à disposition les ressources pour la construction et la maintenance des installations sanitaires. Pour que les programmes soient durables, les stratégies de recouvrement des coûts engagés pour les projets sanitaires peuvent être liées à des activités génératrices de revenus pour les pauvres.

Les femmes sont profondément affectées par l'absence des latrines sanitaires :

- Lorsqu'elles doivent attendre qu'il fasse noir pour faire leurs besoins en plein air, elles ont tendance à boire moins durant la journée ce qui provoque chez elles plusieurs problèmes de santé comme les infections urinaires.
- Les femmes sont agressées sexuellement ou attaquées lorsqu'elles se rendent en plein air pour déféquer ou uriner.
- Les conditions d'hygiène sont souvent médiocres dans les zones publiques de défécation provoquant des vers et d'autres maladies d'origine hydrique.
- Les filles, surtout après la puberté, ne vont pas à l'école à cause de l'absence d'installations sanitaires appropriées.

Politique générale

Au niveau politique, la question sanitaire traîne loin derrière les ressources en eau et dans plusieurs interventions, les installations sanitaires et l'hygiène environnementale sont ajoutées après coup. Lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu en 2002 à Johannesburg, la question sanitaire a été élevée à un niveau sans précédant de priorité

politique. Pour la première fois, les leaders du monde ont convenu d'un objectif qui consiste à réduire de moitié, à l'horizon de 2015, la proportion des gens qui ne disposent pas d'installations sanitaires de base. Par conséquent, la question sanitaire a été ajoutée à l'approvisionnement en eau comme partie des objectifs de développement du Millennium. En réponse, le Gouvernement du Bangladesh, à titre d'exemple, a initié une campagne pour atteindre un taux de couverture de 100% à l'arrivée de 2010. Néanmoins, l'hygiène ne reçoit pas encore l'attention qui doit lui être accordée dans les politiques.

Dans le secteur sanitaire, des efforts encourageants sont faits pour intégrer la question genre dans les programmes sanitaires de l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. Les politiques sectorielles actuelles sont complétées par des stratégies spécifiques pour refléter l'aspect genre. Ces pays sont en train de mettre en œuvre des programmes pour intégrer la question genre dans le secteur de l'eau et des installations sanitaires y compris des programmes de formation pour différents types d'audiences.

Au Ghana, une politique environnementale nationale a été formulée en 1999 par le Ministère des collectivités locales. Le document a mentionné que les installations sanitaires constituent un bien public et sont donc la responsabilité de tous les citoyens, des communautés, du secteur privé, des ONG et des institutions publiques. Après le Sommet Mondial sur le Développement Durable, le Sénégal a été un des premiers pays à créer un ministère directement responsable de la promotion sanitaire et de l'hygiène (le Ministère de la Santé et de l'Hygiène actuellement). Alors que les rôles des hommes et des femmes peuvent ne pas être spécifiés dans ces politiques nationales, les responsabilités des ménages et des organisations communautaires y sont incluses.

Les principaux acteurs du secteur

Au niveau du gouvernement national, les ministères de première ligne comme les ministères de la santé, des ressources en eau et des affaires sociales sont des acteurs clés et jouent des rôles importants pour garantir que les installations sanitaires, la promotion de l'hygiène, l'éducation et l'aspect genre sont incorporés dans les politiques relatives à la santé et aux ressources en eau. Les ministères en charge de la question devraient être motivés et disposés à aborder l'aspect genre dans les politiques sanitaires et les législations.

Au niveau de la communauté, l'hygiène et les installations sanitaires sont considérées comme étant des questions spécifiques aux femmes avec des impacts sur l'homme et la femme. Et pourtant, les barrières établies par la société limitent en continue l'implication des femmes dans les décisions relatives aux programmes d'amélioration des installations sanitaires. Il est donc très important de percevoir la promotion de l'hygiène et des réseaux sanitaires comme une question qui concerne les hommes, les femmes et les enfants et pas uniquement les femmes. Les canaux de communication, les supports et les approches doivent être développés de façon à atteindre les hommes et les garçons. Il est aussi important de cibler les leaders des communautés pour les sensibiliser à l'aspect genre pour faciliter son insertion dans les activités de promotion sanitaire et d'hygiène.

Les efforts et les fonds devraient se concentrer sur la promotion sanitaire et d'hygiène dans les écoles afin de réduire la transmission des maladies d'origine hydrique et mettre en oeuvre l'éducation en matière d'hygiène et de santé. Les écoliers constituent des agents clés de changement parce qu'ils peuvent influer sur leurs parents et parce qu'ils seront les adultes de demain. Lorsqu'ils apprennent des comportements sanitaires favorables, comme se laver les

mains par exemple, ils peuvent apporter des changements au sein de leurs familles et leurs communautés contribuant aux des améliorations sanitaires et à une meilleure présence des filles dans les écoles. Il est primordial que les programmes sanitaires à l'école s'adressent aux filles et aux garçons.

Un problème a été relevé et consiste en la forme des latrines qui sont conçues par des maçons de sexe masculin et ce, tout particulièrement dans les écoles primaires et secondaires. Il y a donc une tendance à construire des latrines qui ne répondent pas aux besoins des filles. Par conséquent, les filles restent chez elles lorsqu'elles ont leurs règles même si l'école est équipée de latrines. Dans le cas des tous petits enfants, les urinoires sont souvent très hauts.En plus, il est important de construire des latrines séparées pour les garçons pour les empêcher de fréquenter celles réservées aux filles. Et les blocs de toiletts pour garçons et filles ne devraient pas être construits côte à côte. Le disign des toilettes devraient aussi être sensisible aux changements physiques des filles et des garçons.

Une étude effectuée au Sénégal dans plus de 5000 écoles a montré que 53% des écoles n'étaient pas approvisionnées en eau et 46% ne comportaient pas de sanitaires. Seule la moitié des écoles avait des installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons (République du Sénégal et UNICEF, 2002). En Inde, une enquête effectuée parmi des écoliers a révélé que la moitié des affections identifiées avaient une relation avec les conditions sanitaires et le manque d'hygiène personnelle (UNICEF et IRC, 1998).

Insertion de l'aspect genre dans le secteur

En assurant la promotion d'une approche intégrée pour la gestion des ressources en eau, des stratégies sanitaires et d'hygiène séparées devraient être conçues pour répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'améliorations sanitaires et hygiéniques.

Vu l'importance des questions genre en matière d'hygiène, des dispositions institutionnelles spécifiques sont nécessaires pour garantir la prise en considération de l'aspect genre comme une partie intégrante de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et des programmes. Le financement constitue l'une des contraintes majeures à l'expansion des services sanitaires parce que la plupart des politiques délèguent le problème du financement aux gouvernements locaux. Les gouvernements, les ONGs, les petits fournisseurs, les partenaires au développement et les leaders des communautés sont des acteurs importants qui devraient s'assurer de l'insertion de l'aspect genre lors de la formulation des politiques et de faire une revue orientée genre des législations et des arrêtés avant leur adoption.

Aussi, il est vital de prendre les besoins des femmes en considération lors de la planification et de l'exécution des projets sanitaires. En Afrique du Sud, par exemple, l'utilisation de l'Aqua Privy a laissé de côté les besoins des femmes. Les toilettes faisaient face à la rue, ce qui provoquait beaucoup de gêne et de tracas. Lorsque les réservoirs des toilettes se remplissaient c'est une femme qui devait les vider; les femmes chargées de ce travail avaient des difficultés pour se marier.

Fournir des installations sanitaires urbaines à des habitations informelles constitue un défi unique. Les problèmes urbains sont plus complexes et impliquent plusieurs problèmes au delà des aspects traditionnels de l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires de base. Beaucoup de gens, par exemple, dans les quartiers pauvres n'ont pas de titre de propriété pour le terrain qu'ils occupent et n'ont aucun pouvoir politique. Par opposition à ceux dans

les zones rurales, la plupart des habitants urbains pauvres doivent payer en contre partie des services d'eau et des services sanitaires et peuvent donc choisir de se contenter des quelques installations inadéquates dont ils peuvent se permettre tous.

Les résultats des enquêtes et des études peuvent être très significatifs. A titre d'exemple, une recherche conduite par NETWAS International au Kenya (2003) a montré que le niveau d'éducation des femmes est lié à leurs pratiques en matière d'hygiène. Les femmes dont l'éducation est de niveau primaire ont certaines connaissances de l'hygiène mais les femmes dont le niveau d'éducation est plus élevé connaissent l'importance de se laver les mains, possèdent certaines compétences et pratiques ainsi qu'un usage régulier des latrines. On peut donc avoir recours aux femmes et filles qui sont éduquées comme agent de changement.

Il faut noter que l'amélioration des installations sanitaires est un processus qui affecte les individus et les ménages et non pas une directive de haut en bas. Les femmes et les hommes doivent être consultés et impliqués dans la planification, l'exécution et le suivi des programmes sanitaires et d'éducation en matière d'hygiène.

Références

Appleton, B. and I. Smout, (eds.), 2003. *The gender and water development report: Gender perspectives on policies in the water sector,* Gender and Water Alliance (GWA)
Disponble á:
http://www.genderandwater.org/content/download/307/3228/file/GWA_Annual_Report.pdf

Shordt, Kathleen and Sandy Cairncross, 2004. *Sustainable hygiene behaviour and the effectiveness of change interventions: Findings of a multi-country research study and implications of water and sanitation programmes,* Booklet 2. International Water Sanitation Centre (IRC). Disponible au: publications@irc.nl

Wegelin-Schuringa, Madeleen and Pauline Ikumi, 1997. *Report on sanitation and communication situation analysis in per-urban and rural areas in Zambia,* IRC.
Disponible au: publications@irc.nl

IRC, 1994. *Working with women and men on water and Sanitation:An African Field Guide.*
This field guide defines concepts and then works through the programme planning cycle. Concepts discussed include Gender, Gender awareness, Gender policy, Partnership, Integrated water supply projects, Environmental problems and Sustainability. The Guide looks at the general stages of a water supply and sanitation project and offers concrete suggestions to involve women and men and ensure their needs and perspectives are included. The document was produced in Africa and was developed through a process that explicitly aimed to draw on the experiences and expertise of Africans. Concrete examples from various countries are provided.
Disponible au: http://www.irc.nl/page/1858

Wijk Sijbesma, C.A, 1998. "Cinderella and the Missing slipper: Sanitation and Gender" in *Gender in Water Resources Management, Water Supply and Sanitation: Roles and Realities Revisited*, Delft: IRC.

Ressources Additionelles

Coates, S, 1999. *A Gender and Development Approach to Water, Sanitation and Hygiene Programmes*, a WaterAid Briefing Paper. Disponible au: http://www.wateraid.org/documents/a_gender_development_approach.pdf

Eales, Kathy, 2005. *Bringing pit emptying out of the darkness: A comparison of approaches in Durban, South Africa, and Kibeira, Kenya.* London: Building Partnerships for Development (BPD), Sanitation Partnership Series.

> Much attention has been focused in recent years on partnerships in the water and sanitation sector. However, as is often the case when sanitation is bundled with water, much of the spotlight has been on water. Consequently, while we increasingly understand the circumstances in which partnerships to provide drinking water are successful, much less is really known about sanitation. One often encounters the false assumption that what applies to 'water' partnerships (or solid waste partnerships) will hold true for those catering specifically for sanitation. In order to gain a better understanding of where partnerships fit in the debates around sanitation, BPD set out in 2004 to work with a series of sanitation-specific case studies. The first challenge was to find such partnerships, less easy than first supposed; eventually Dar es Salaam, Durban, Maputo, Maseru and Nairobi were chosen.
>
> This paper is one of a series that looks at sanitation partnerships in poor urban communities, and questions when and why partnership may be appropriate or inappropriate to the delivery of on-site sanitation services.

IRC/SEU, 1996. *The community managed sanitation programme in Kerala: Learning from experience.* Delft: IRC and Kerala: Socio-Economic Unit.

Khan, Mohammad Taimur Ali, 2005. *Livelihoods and gender in sanitation, hygiene and water services among the urban poor,* London: DFID.

Mathew, T, 1998. "New Skills, New Lives: Kerala's Women Masons", *Waterlines*, 17(1), pp. 22-24.

NETWAS, 2003. *Iguacu Action Plan: Key findings for the rapid study for the WASH programme in Soweto & Korogocho villages in Nairobi, Kenya.* Network for Water and Sanitation, NETWAS

Schordt, Kathleen and Sandy Caincross, 2004. *Sustainability of hygiene behaviour and the effectiveness of change interventions,* Booklet 2, Delft: IRC.

> The booklet is on findings and implications for water and sanitation programmes from a multi-country research study. The research was to see the link of sustainability of hygiene behaviour after a hygiene promotion intervention. Countries in the research included Ghana, Kenya, Sri Lanka, India, Nepal and Uganda with guidance from IRC and London School of Hygiene. The booklet describes how the study was conducted and its findings. Booklet 1 outlines the methodological lessons learnt.
>
> Disponible au: publications@irc.nl

SIDA, 1997. *Health – Sanitation: Handbook for mainstreaming a gender perspective in the Health Sector.* Disponible au: http://www.sida.se/shared/jsp/download.jsp?f=HDD1997.8%5B1%5D.pdf&a=2512

Simpson, Mayling, Ron Sawyer and Lucy Clark, 1997. *The PHAST initiative: Participatory Hygiene and Sanitation Transformation, a new approach to working with communities,* UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, WHO Geneva

This is an information document to the water and sanitation sector. It is a participatory hygiene and sanitation transformation, an innovative approach designed to promote hygiene behaviours, sanitation improvements and community management of water and sanitation facilities using specifically developed participatory techniques. The document describes the underlying principles of the approach, the development of the specific participatory tools and results of the field tests done in four African countries.

UASNET (Uganda Water and Sanitation NGO Network) and WaterAid Uganda, 2002. *Mainstreaming Gender in Sanitation and Hygiene in Uganda.*

Paper presented at sanitation and hygiene conference held in South Africa. The theme of this paper is the mainstreaming of gender in sanitation with a purpose to facilitate incorporation of gender. The paper focuses on the concept of mainstreaming and the status of sanitation in Uganda, the progress made in this field, gaps and lessons learnt.
Disponible au: http://www.wateraid.org/documents/ugnangender.pdf

Voorden, Carolien Van der and Kathy Eales, 2002. *Mainstreaming Gender in South African Sanitation Programmes: A Blind Spot or Common Practice?*
Paper prepared for the AfricanSan Conference, South Africa 2002.

WHO, UNICEF, UNIHABITAT, UN/DESA, UNEP, 2004. *The sanitation challenge: Turning commitment into reality.*

This document looks at international sanitation development targets, legislation and commitments, building capacity, gender and equity issues, and progress on monitoring.
Disponible au:
http://www.who.int/water_sanitation_health/hygiene/sanchallengecomp.pdf

Wright, Albert M, 1997. *Toward a Strategic Sanitation Approach: Improving the Sustainability of Urban Sanitation in Developing Countries*. UNDP/World Bank Water and Sanitation Programme. Disponible au: wsp@worldbank.org
or http://www.wsp.org/publications/global_ssa.pdf

WSSCC and WHO, 2005. *Sanitation and Hygiene Promotion: Programming Guidance*. Geneva: Water Supply and Sanitation Collaborative Council (wsscc@who.int) and the World Health Organisation (bookorders@who.int).

This document is a collaborative productive, based on an earlier UNICEF Handbook, which looks at setting in place a process whereby people (women, children and men) can develop and sustain a hygienic and healthy environment for themselves. It argues that the objective of policy-makers should be to establish a consistent set of rules under which all sanitation and hygiene promotion projects and investments can be made, such that they all work towards an agreed long-term vision for improved health and dignity for the entire population, particularly women and adolescent girls.

Etudes de cas

Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources

- Egypte: Renforcer la participation de la femme dans la prise de décision au niveau de la communauté et du foyer en matière d'eau et d'assainissement
- Togo: Intégrer l'aspect genre dans la promotion de l'hygiène dans les écoles (installations sanitaires)

3.5. Genre, Distribution d'Eau à usage Domestique et Hygiène

Introduction

Toues les personnes, les hommes, les femmes et les enfants ont besoin d'eau pour subvenir à leurs besoins en eau potable, baignade, préparation de repas et assainissement (voir 3.4) ainsi qu'assurer un linge et des maisons propres. Pour assurer une disponibilité suffisante d'eau pour tous, dans la maison, les femmes, partout dans le monde assurent cette responsabilité majeure. Les femmes assurent traditionnellement la gestion des sources d'eau, et avec leurs filles ; elles cherchent l'eau sur de longues distances. Elles sont les utilisatrices primaires de l'eau à la maison, puisqu'elles prennent en charge la plupart des tâches domestiques. Cependant, les hommes et plus particulièrement les chefs de familles contrôlent souvent ces sources et prennent les décisions importantes en relation avec les localisations et les structures disponibles. Les rôles différenciés de genre sont souvent accentués par les efforts officiels fournis en vue d'améliorer les distributions d'eau; ceci se fait malgré la preuve générale selon laquelle les systèmes d'eau fonctionnent mieux lorsque les femmes autant que les hommes sont activement impliqués dans toutes les étapes de gestion des structures d'eau et des sources : la planification, la construction, le suivi de fonctionnement et de maintenance. Seule une participation adéquate des femmes peut aider à rendre compte de leurs besoins ainsi que des solutions les plus appropriées et durables. De plus, inclure les femmes dans le processus de gestion des eaux à usage domestique a le potentiel de rendre compte des inégalités de genre dans la société et d'assurer plus d'équité.

Les approches conventionnelles de gestion de la distribution dans le secteur de l'eau ne sont généralement pas sensibles à la dimension du genre et ont sous évalué les besoins et les contributions des femmes dans le secteur. Les connaissances des femmes en terme de sources d'eau et de leurs usages multiples ne sont pas reconnues de manière significative. Lorsque les femmes ont plus de contrôle sur l'accès à l'eau, elles peuvent consacrer plus de temps à s'occuper de leurs enfants et de leurs activités économiques, ce qui pourra contribuer à améliorer la qualité de vie de leurs familles, de leurs propres santé et bien-être.

Une bonne hygiène est essentielle pour assurer une distribution d'eau saine et durable; la moitié des contaminations de l'eau se font après l'avoir collectée. L'eau peut être stockée dans des pots sales ou les sources d'eau peuvent être polluées car les personnes donnent à boire au bétail des mêmes sources. Cependant, tandis que la promotion de l'hygiène et de l'éducation cible en particulier les femmes et les filles, elle n'atteint pas les hommes qui sont souvent ceux qui prennent les décisions les plus importantes du foyer. Tous les membres de la famille doivent être conscient des questions relatives à l'hygiène pour que cela fonctionne. Par conséquent, et dans la mesure où les hommes et les garçons sont souvent élevés au rang de modèles, ils devraient être intégrés dans les programmes de promotion de l'hygiène et d'éducation. Afin d'être plus sensibles aux questions du genre, de tels programmes devraient cibler les hommes et les garçons à travers des canaux culturels appropriés.

Genre et le secteur de l'approvisionnement d'eau potable

Du fait de la visibilité des femmes dans le transport d'eau sur de longues distances dans plusieurs pays, le secteur de la distribution d'eau potable a une longue histoire dans l'analyse du leur rôle. L'effort d'extension de l'accès à la distribution d'eau a aussi mené au moyen de faire évoluer les approches sensibles à la dimension de genre qui prennent en considération le changement des structures sociales, ainsi que sur comment les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources en eau. Des succès considérables ont été accomplis dans

l'incorporation des analyses de genre dans les programmes de distribution d'eau potable. Un grand nombre de kits d'outils ont été élaborés en conséquence.

Cependant beaucoup reste à faire :

- Le genre n'a pas été intégré dans la mise au point technique et structurelle des systèmes de distribution d'eau ni dans la gestion du secteur à tous les niveaux ;
- Les employés dans les départements en ligne sont rarement sensibilisés aux besoins des femmes et préfèrent œuvrer avec leur contrepartie masculine dans les villages et les quartiers pauvres ;
- Une partie disproportionnée des investissements est allouée à des schémas larges de multi villages qui offrent des opportunités de participation, en particulier pour les femmes (GWA 2003) ;
- Les différentes compétences et connaissances des femmes et des hommes en relation avec la situation locale des ressources en eau doivent être exploiter pour une gestion efficace et durable des ressources en eau ;
- Les conclusions de l'analyse de genre ont rarement été intégrées dans la conception des projets et dans les pratiques de maintenance et de suivi de fonctionnement;
- Les femmes à l'échelle locale font souvent face à une concurrence féroce avec les hommes qui préfèrent utiliser les eaux distribués prioritairement pour l'agriculture et pour le bétail;
- L'hygiène est habituellement considérée comme un domaine réservé aux femmes même si les hommes ont un rôle important à jouer en temps que décideurs et modèles ; et
- Plus d'attention devait être donner aux intérêts, et besoins des groupes marginalisés, tel que les femmes te hommes pauvres, les indigènes, les minorités ethniques, et les réfugiées des conflits.

Le développement et provision d'infrastructures, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement peut constituer une différence notable sur le bien être économique des ménages, dans la mesure où les femmes gagnent du temps et de l'énergie dans leurs activités économiques et personnelles.

Les gains économiques de la distribution d'eau à usage domestique
l'Association des Femmes Travailleuses Indépendantes en Inde (SEWA), IRC Centre International de l'Eau et de l'Assainissement et Foundation of Public Interest (FPI) ont entrepris un projet de recherche sur le genre et les bénéfices économiques de la distribution d'eau à usage domestique ; il en a découlé que l'amélioration de la distribution d'eau combinée au développement de la micro entreprise et le renforcement des capacités des programmes pour les femmes a davantage de potentiel pour contrecarrer la pauvreté dans les zones semi arides. Les calculs ont été faits en terme de réduction des coûts induits par le temps investi pour la collecte d'eau, et les gains potentiels d'une réduction de ce temps.

Au sein des communautés et des ménages, les hommes, les femmes et les enfants sont responsables de différentes tâches en relation avec l'eau et l'hygiène. Les relations de pouvoir inégales façonnent les pratiques journalières. Au sein des ménages, différentes catégories de femmes détiennent des responsabilités différentes. Du fait de l'ignorance de ce qui attrait à l'hygiène dans certaines cultures, les belles-filles qui accomplissent le plus du travail de cuisine sont empêchées de se laver les mains ou d'utiliser les toilettes dans la mesure où c'est perçu comme un luxe qu'elles ne méritent pas.

Aperçu politique
Certes, de nombreuses politiques sont parvenues à communiquer le rôle des femmes, ou encore le partage des responsabilités entre femmes et hommes ; or elles sont démunies d'une orientation genre consistante et complète. Malgré tout, le genre n'est toujours pas transcrit dans la base des politiques et des législations (GWA, 2003).

Dans une perspective d'équité sociale, on peut observer que les inégalités constituent un problème majeur au sein des différents groupes (socio-économique, religieux, ethnique, caste), et parmi les femmes et les hommes appartenant à ces groupes. Peu de politiques formulées considèrent les deux combinaisons d'inégalité de genre et d'inégalité sociale, et ne les communiquent pas d'une manière détaillée.

Les réformes dans le secteur de l'eau ont crées dans de nombreux pays beaucoup de nouvelles institutions, dont certaines incluent une cellule de genre, sans pour autant qu'elles aient eu un effet sur la manière dont les institutions fonctionnent. En Ouganda, une Stratégie de Genre dans le Secteur de l'Eau a été introduite en 2003 qui dresse un ensemble d'objectifs pour permettre l'intégration des femmes à tous les niveaux du processus de gestion de l'eau. Bien qu'il s'agisse d'une initiative louable, il reste difficile de mesurer les effets de cette stratégie sur le terrain. Il faut en effet accorder davantage de considération aux rôles et aux positions occupées par les hommes et savoir dans quelles mesures ils pourraient ou non soutenir les mesures pour l'amélioration de l'égalité des genres dans le secteur.

D'autres exemples positifs tels que les politiques d'actions affirmatives dans les régulations des ministères d'eau à Lesotho, Ouganda et en Afrique du Sud, spécifient le pourcentage des femmes qui devraient être employées parmi le personnel des ministères. La constitution Sud Africaine de 1996 stipule explicitement que tous les citoyens ont le droit d'avoir accès à une quantité minimum d'eau potable et à l'assainissement, et reconnaît l'égalité entre hommes et femmes. En République Dominicaine, il y a une régulation de l'Autorité Nationale pour l'Eau qui encourage la représentation des femmes dans les comités pour l'eau à hauteur de 40%.

Les acteurs clés dans le secteur
Dans de nombreux pays, l'Etat s'est écarté du champ de l'approvisionnement en eau, et se concentre essentiellement sur les mesures de réduction de la pauvreté et la création d'un environnement plus favorable à d'autres acteurs pouvant fournir l'eau et l'assainissement. Les entreprises du secteur privé, et plus particulièrement (non seulement) les fournisseurs de petite taille de services locaux ont un rôle important à assumer. Cependant le cadre dans lequel ils opèrent devrait être clairement décrit. Cela est particulièrement le cas lorsque le secteur privé prend la relève dans les systèmes de distribution de l'eau en zone urbaine ou péri urbaine, et par conséquent là où les intérêts des communautés à faible revenu nécessitent une attention particulière. Des pratiques journalières qui nous parvenaient des membres de l'Alliance Genre et Eau montrent que les femmes pauvres sont les plus affectées de la privatisation de l'approvisionnement en eau.

L'implication des communautés locales dans le processus de planification, de mise en place, de suivi de fonctionnement et de maintenance (O&M) de la distribution d'eau potable est essentielle pour assurer la qualité et la durabilité des systèmes. Cependant, les hommes au sein des communautés ont tendance à dominer dans le système de prise de décision même si

les femmes sont les principales utilisatrices d'eau. Les ONGs et les Communautés à base Communautaire (CBOs) ont à assumer des rôles clés dans la facilitation de la planification, de la mise en place, du suivi de fonctionnement et de la maintenance d'une manière équitable et sensible à la dimension du genre. Pour cela soutenir des activités de renforcement de capacités est crucial.

L'intégration transversale du genre dans le secteur
Le genre est un facteur critique pour garantir de la durabilité, et par conséquent le succès des projets de l'eau. L'intégration du genre est un moyen d'assurer une représentation adéquate des hommes et des femmes dans la mise en oeuvre, la maintenance et le fonctionnement ainsi que la gestion des programmes et des projets.

Certains des défis à relever pour l'intégration du genre dans le secteur de l'eau sont les suivants:

- Un besoin d'adopter une approche intégrée et holiste en ce qui concerne les réformes de développement urbain et rural, afin d'autonomiser les femmes et leur ouvrir l'accès à la conception et la localisation des services en vue de répondre à leurs attentes économiques et domestiques ainsi qu'utiliser leur expertise spécialisé.
- Un besoin d'associer les expériences des Organisations à base Communautaires CBOs et des ONGs à celles des communautés et gouvernements locaux pour assurer une distribution de l'eau, et pour soutenir le développement des micro entreprises dans la reformulation des politiques en vigueur.
- La promotion pour le développement du secteur privé dans le domaine des ressources naturelles devrait prendre en considération les connaissances des femmes ainsi que les activités de subsistance pour le développement économique.
- La nécessité de renforcer les capacités des secteurs professionnels dans le but d'intégrer le genre parmi les ONGs, CBOs, et les gestionnaires.
- Dans le but de faciliter la gestion d'une eau saine, les services d'eau et d'assainissement devraient être fournis moyennant un impôt juste et raisonnable. Les systèmes de paiement devraient être flexibles afin de montrer que les femmes et les hommes dans différents groupes économiques se caractérisent différemment en fonction de leurs sources de revenus et de leur mobilité.

Références

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *The Gender and Water Development, Gender Perspectives on Policies.* Delft, Netherlands: Gender and Water Alliance. Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/287

Gender and Water Alliance, 2003. *Tapping into sustainability: Issues and trends in gender mainstreaming in water and sanitation. A background document for the Gender and Water Session, 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan.* Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/156/offset/10

International Water and Sanitation Centre (IRC), 1994. Occasional Paper series. *Working with women and men on water and sanitation: An African Field Guide.*
Disponible au: http://www.irc.nl/page/1858

Maharaj, Niala, 2003. *The Global Approach to water management: Lessons learnt around the globe.* Findings of an electronic conference series convened by the Gender and Water Alliance, Delft, Netherlands. Examines emerging lessons from 82 case studies on gender mainstreaming in the water sector. Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/725

WEDC, 2004. *The Gender Millennium Development Goal: What Water, Sanitation and Hygiene Can Do*. Briefing Note 4, London Water Engineering & Development Centre (WEDC) Disponible au: http://www.lboro.ac.uk/well/resources/Publications/Briefing%20Notes/BN%20Gender.htm

Wijk-Sijbesma, C. van, 1998. *Gender in water resources management: Roles and realities revisited,* Technical series 33-E, The Hague: International Reference Centre for Water and Sanitation.

Ressources Additionelles

ADB, *Gender Checklist for water and sanitation*

This publication starts by discussing why gender is important in water supply and sanitation projects and goes on to list key questions and action points in the project cycle, and to explain gender analysis from project design to a policy dialogue.
Disponible au:
http://www.adb.org/Documents/Manuals/Gender_Checklists/Water/gender_checklist_water.pdf

Ahmed, S. 2002. "Mainstreaming gender equity in water management: institutions, policy and practice in Gujarat, India," in *Natural Resources Management and Gender: A Global Source Book*. Amsterdam: KIT (the Royal Tropical Institute) and Oxford: Oxfam.

Alter, R. C. 2001. *Water for People: Stories about People and Development in the Himalayas*, New Delhi: Orient Longman.

This is the story of a Himalayan community and their struggle for a better quality of life both for themselves and the environment which shelters them. Women in these mountain villages play a critical role in developing and maintaining community (piped) water supply schemes as well as addressing local health and education needs.

Colleen Lowe, Morna, 2000. *Mainstreaming gender in water and sanitation: Literature review for the South African Department of Water and Sanitation*, Gender Links.

This paper is a review of international, regional and national literature on mainstreaming gender in the water and sanitation, forms part of the study on gender mainstreaming. Commissioned by the South African Department of Water Affairs and Forestry (DWAF).
The review is divided thematically as follows:
Key gender concepts
Key lessons of gender mainstreaming in water and sanitation
Best practices of gender mainstreaming in water and sanitation
Disponible au: http://www.gdrc.org/uem/water/gender/genderinwatersanitation.pdf

Danida, 1999. *Gender and Water Supply and Sanitation: Guiding Questions Working Paper.*

This document provides 'guiding questions' for the water supply and sanitation sector, including, health and hygiene promotion, and water resource assessment and promotion. It contains questions, actions and examples to include gender dimensions into various topics, including key areas in programme planning and implementation and in monitoring and evaluation.
Disponible au: UM Information Office, Ministry of Foreign affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhagen. E-mail: info@um.dk

DFID, 2002. *Gender issues in the management of water projects.*

DFID, WSP, India Case, Community Management field notes: *Sustainable community management of a multi-village water supply in Kolhapur, Maharashtra, India: Small Private Initiatives (SPI) in the water and sanitation in India.*

This is a series of field notes on small private initiatives in the water and sanitation sector in India. It is designed to document a few successful urban and rural experiences focusing on the poor.

DFID, 1998. *Guidance manual for water supply and sanitation programmes.*

A manual prepared by Water and Environmental Health at London and Loughborough and published by the Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK.
Disponible au: Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK

FINNIDA, 1993. *Looking at gender, water supply and sanitation.* Finnish International Development Agency (FINNIDA), Helsinki

FINNIDA, 1994. *Looking at gender, water supply and sanitation.* Finnish International Development Agency (FINNIDA), Helsinki

IRC, International Water and Sanitation Centre, *Abstracts on women, water and sanitation.*

Annual annotated listing of new publications and resources (journal, articles, books, research publications and reports) that goes beyond sanitation issues and also gender and water. From 1998 it has become a web-based resource.
Disponible au: http://www.irc.nl/page/6130/offset/20.

InterAgency Taskforce on Gender and Water, The UN Commission on Sustainable Development, 13th Session. *A gender perspective on water resources and sanitation: Background Paper 2, 2005.*

Paper covers issues such as equitable access to resources, participation, resources mobilisation, pricing and privatisation, water resources and conflict. It also includes recommendations for actions by governments, communities and civil society as well as donors and international organisations.
Disponible au:
http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd13/documents/bground_2.pdf

Khosla, Prabha, Christine Van Wijk, Joep Verhagen, and Viru Jmes, 2004. *Gender and Water,* Technical Overview Paper, IRC. Disponible au: http://ww.irc.nl/page/15499

Makule, Diana, 1997. *Water and Sanitation for all: Partnerships and Innovations: Gender Perspective.* Ministry of Water, Tanzania.

The paper was presented in the 23rd WEDC Conference on gender issues in water and sanitation, the case of Tanzania. It provides an overview on the situation of water and sanitation to enable the reader to comprehend the reality of what Tanzanian women are going through. The paper does not go into detail on the reason that sum up to the actual situation of water and sanitation in Tanzania.
Disponible au: Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK.

pS-Eau, 2003. *L'intégration du genre dans la gestion de quatre infrastructures Hydrauliques du Programme d'Appui Institutionnel au secteur Eau (PAI-Eau) dans la région de Sikasso, au Mali.* Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, mars 2003. Disponible en: http://www.pseau.org/outils/biblio/

pS-Eau, 2003. *Projet hydraulique villageoise au Togo.* Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, Mars 2003.
Disponible en: http://www.pseau.org/outils/biblio/ouvrages/genre_cas3_eau_togo.doc

pS-Eau, 2003. *Projet Eau et Assainissement en milieu Rural (PADEAR) au Bénin*. Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, Mars 2003,

Le Programme d'Appui au Développement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Milieu Rural PADEAR est un programme basé sur un modèle participatif. Dans le cadre de ce programme, l'implication des femmes à toutes les étapes de décision (depuis l'identification des besoins, la conception du projet jusqu'à la réalisation et à l'organisation de la gestion du projet) est une des stratégies privilégiées
Disponible en: http://www.pseau.org/outils/biblio/

Rathgeber, Eva M, n.d. *Women, men, and water resource management in Africa,* IDRC.

This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is a general recognition of the needs of "communities" for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and the needs of women and men with respect to water access and use have been given little focussed attention by environmental planners and water resource mangers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increasing water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water resource planning.
Disponible au: http://www.idrc.ca/en/ev-31108-201-1-DO_TOPIC.html

Regmi, S.C and B Fawcett, 1999. "Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal," in C. Sweetman (ed.) *Women, Land and Agriculture,* Oxford: Oxfam.

Regmi, S.C and B. Fawcett, 2001. "Men's roles, gender relations, and sustainability in water supplies: Some lessons from Nepal", in C. Sweetman (ed.) *Men's involvement in gender and development policy and practice: Beyond Rhetoric.* Oxford: Oxfam working papers

Regmi, S.C. and B. Fawcett, 2001. *Gender implications of the move from supply-driven to demand-driven approaches in the drinking water sector: A developing country perspective.*

The paper was presented at the first South Asia Forum on Water, Kathmandu, November 2001. The article argues that lack of gender in the international water policies can marginalise poor rural women in the developing countries from the benefits of improved water services. Water supply improvements

implemented under such policies neither empower women, a prerequisite for development, nor do they achieve sustainable practical benefits for women and men.

Sidibe, M. and S. Dembele, 1990. *Collaboration au niveau du pays dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : une étude de cas République du Mali-Bamako DNHE*, CREPA, Ouagadougou.

Singh, N, G. Jacks and P. Bhattacharya, 2005. "Women and community water supply programmes: An analysis from a socio-cultural perspective," *Natural Resources Forum*, Vol. 29, pp. 213-23.

Singh, N, P. Bhattarcharya, G. Jacks and J. E. Gustafsson, 2004. "Women and modern domestic water supply systems: Need for a holistic perspective," *Water Resources Management*, Vol. 18, pp. 237-248.

UNICEF, 1998. *A Manual on Mainstreaming Gender in Water, Environment and Sanitation (WES) Programming.* Water, Environment and Sanitation Technical Guidelines Series, No 4.

The manual represents gender policies & strategy frameworks based on UNICEF principles, details current issues in WES Programmes illustrates how gender issues relate to the sector using case studies, best practices and lessons learnt.

Disponible au: wesinfo@unicef.org

UN DESA, DAW, 2005. *Women 2000 and beyond: Women and Water. Gender perspective, Natural resources, Rights, Access, Sanitation, Health, Economics.* Disponible au: http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Feb05.pdf

WEDC, 2004. *The Environmental Sustainability Millennium Development Goal, What Water, Sanitation and Hygiene Can Do: Briefing Note 6,* Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Disponible au: http://www.lboro.ac.uk/well/resources/Publications/Briefing%20Notes/BN%20Environmental%20Sustainability.htm

WEDC, 2004. *The HIV/AIDS Millennium Development Goal, What water, sanitation and hygiene can do: Briefing note 5,* Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Disponible au: http://www.lboro.ac.uk/well/resources/Publications/Briefing%20Notes/BN%20HIV%20AIDS.htm

WEDC, 2004. *The Child Health Millennium Development Goal, What water, sanitation and hygiene can do: Briefing note 3,* Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Disponible au: http://www.lboro.ac.uk/well/resources/Publications/Briefing%20Notes/BN%20Child%20Health.htm

White paper on Water Policy, South Africa, 1997.

Paper represents the policy of the South African Government. It focuses on important part of the review and reform of the water law in South Africa.

Disponible au: http:/www.policy.org.za/html/govdocs/white_paper.htlm#contents

World Bank/Water and Sanitation Program Toolkit for Gender in WatSan Projects

This webpage provides some checklists of important gender issues to consider when developing projects and sectoral programs. It also has indicators and checklists to help address key gender issues throughout a project cycle. Additional resources including briefing notes on Gender and Development, Toolkits, GenderStats, and training material are provided as weblinks and downloadable (pdf) files.
Disponible au: http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/toolkit.pdf

World Bank, 1999. *Rural Water Supply and Sanitation in India*. New Delhi: Allied Publishers.

Ressources Espagnoles

Espejo, Norah and Dr. Betty Soto, sin dato. *Género en el sector agua y saneamiento de la Región Andina: Hallazgos, Recomendaciones y Propuesta Estratégica*, Programa de Agua y Saneamiento Región Andina (PAS-AND), World Bank Office, Lima

Diagnosis of Gender in the Water Supply and Sanitation Area in Bolivia and Perú, to allow institutions and other organisations of the sector to mainstream gender effectively in WSS projects in the Region.
Disponible en:
http://www.aprchile.cl/pdfs/Genero%20en%20el%20sector%20saneamiento%20andino.pdf

Guzmán Esaine, Jessica Niño de, y Mercedes Zevallos Castañeda, sin dato, *Construyendo la Equidad: Metodología e Instrumentos para su inclusión en Proyectos de Agua y Saneamiento.* Programa de Agua y Saneamiento, América Latina y el Caribe, World Bank Office, Lima. Disponible en: http://www.aprchile.cl/pdfs/and_genero.pdf

Etudes de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Egypte: Renforcer la participation de la femme dans la prise de décision au niveau de la communauté et du foyer en matière d'eau et d'assainissement
- Pakistan: Du Purdah à la participation
- Zimbabwe: Initiative d'intégration de l'aspect genre dans les projets d'eau et d'assainissement à travers le programme de creusement de puits

3.6. Le Genre et la Privatisation du secteur de l'Eau

Introduction

La récession économique globale de la fin des années 1970 et du début des années 1980, a entraîné une révision des politiques de prêts par les donateurs internationaux tels que le Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire Internationale (FMI). Ces derniers ont exigé aux pays candidats aux prêts des ajustements macro économiques, une stabilisation économique et de mettre en œuvre des politiques de développement par les marchés. La crise économique du début des années 1980 ainsi que l'évolution mondiale du début des années 1990 vers un système d'économie de marché, ont montré l'inefficience des entreprises publiques et le rôle à considérer du secteur privé dans le développement et la croissance économique. Ceci a été le point de départ de la vague actuelle des privatisations des entreprises nationalisées, des sociétés publiques et de leurs services.

Il a été discuté le principe selon lequel les financements et investissements privés devaient être combinés aux efforts du gouvernement afin de répondre aux défis considérables que constitue la croissance demande en eau potable et d'assainissement durant la prochaine décennie de la En prenant le cas d'une société traditionnelle du Sud, 40% à 60% de l'eau est perdue du fait des fuites et des « vols ».Il était donc attendu les privatisations viennent à bout de ces pertes et d'accroître l'efficience du système de distribution de l'eau. Dans une perspective d'accroissement rapide de la population urbaine, il est important de comprendre dans quelle mesure la privatisation peut affecter les pauvres, et plus particulièrement les femmes en situation de pauvreté, et comment les effets négatifs peuvent être communiqués.

Le Droit Fondamental d'Accès à l'Eau

En Novembre 2002, la Commission des Nations Unis pour les Droits Economiques, Sociaux, et Culturels a stipulé dans son Commentaire Général 15que l'accès à une quantité adéquate d'eau propre pour les usages personnels et domestiques est un droit fondamental propre à tous. Ce Commentaire statue également sur l'obligation des Etats d'œuvrer progressivement vers la proclamation de ce droit, et cela sans discrimination. Ceci doit garantir un accès physique pour tous d'une quantité minimale d'eau, qui soit à la fois suffisante et sécuritaire, dans le but d'en faire usage dans des tâches personnelles et domestiques. L'eau est à considérer comme un bien culturel et social, et non pas uniquement comme un bien économique - communément reconnu comme étant sa fonction primaire. Par conséquent, les pays ne devraient pas dépendre des marchés, du secteur privé ou encore prendre des mesures de réduction des subventions, mais devraient fournir un accès universel à des quantités minimales d'eau potable et à des structures d'assainissement.

Les coûts induits par la privatisation

Bien que la privatisation ait toujours été employée pour assurer un transfert des services en eau du secteur publique vers le secteur privé, que les gouvernements devraient prendre parallèlement de nouvelles mesures de régulation des entreprises privées ou devraient compenser la sécurité sociale - domaine qui était antérieurement considéré comme faisant partie de ses fonctions régaliennes. Par ailleurs, les entreprises du secteur privé peuvent chercher à récupérer leurs investissements, sans vision à long terme au delà de la période contractuelle, ou se retirer du marché s'ils ne parviennent pas à dégager les marges prévues. Dans ce cas, le fonctionnement et la maintenance sont susceptibles d'en être affectés, et les gouvernements factureraient cette négligence.

Malgré tout ce qui a été écrit et dit sur la privatisation des services essentiels tels que la distribution d'eau potable et l'assainissement, il y a peu d'information quantitative disponible mesurant l'impact réel des privatisations sur les femmes, à la différence des hommes. Cependant, il existe une grande disponibilité d'informations sur les capacités des femmes à résister à l'expropriation privée de leurs droits fondamentaux.

Les impacts de la privatisation sur le genre
Les expériences évoquées généralement soulignent trois impacts sur le genre :

- La privatisation peut avoir un impact plus négatif sur les femmes qui travaillent dans le services étatiques privatisés.
- La privatisation signifie entre autres un accroissement du tarif lié à l'utilisation d'eau et par conséquent affecte les personnes en situation de pauvreté, et plus particulièrement les femmes pauvres et les femmes dirigeant leur foyer.
- La privatisation ne parvient pas à prendre en compte les expériences de gestion de l'eau dans les communautés, ni à adopter une perspective de genre.

Afin de maximiser les profits, les entreprises privées essaient de recouvrir leur capital de départ le plus rapidement possible en augmentant les tarifs sur l'utilisation d'eau, en réduisant les salaires et les employs. Ces mesures touchent en premier plan les femmes et les travailleurs non qualifiés. Ceci se produit particulièrement dans les pays où les gouvernements n'ont pas renforcé les droits du travail ni entrepris d'autres régulations, et où le pouvoir de négociation des syndicats et autres associations demeure faible. Ainsi, , les gouvernements devraient entreprendre des analyses plus approfondies de l'impact de la privatisation sur les personnes qui travaillaient dans des entreprises publiques d'assainissement et d'eau dans le but de prévenir l'apparition de ces situations

La privatisation des services de distribution d'eau peut avoir un effet fortement négatif sur le niveau des services aux familles pauvres, et plus particulièrement sur des femmes dirigeant leur foyer. Ceci est due à :

- la maximisation des retours sur investissement. Les entreprises privées favoriseraient davantage les investissements dans des zones qui pourraient s'en passer, négligant ainsi les quartiers pauvres et habitats illégaux en particulier ;.
- Un accroissement dans les tarifs reliés à l'eau peut engendrer une interruption des services rendus aux foyersdéfavorisés. Les jardins potagers, quicontribuent aux revenus aux femmes et à l'alimentation mais aussi servent à leur famille, sont également affectés lorsque les tarifs liés à l'utilisation de l'eau augmentent ;
- Les schémas de privatisation qui accordent aux entreprises privées la possibilité de fournir les services de distribution d'eau potable peuvent gravement affecter le système d'eau potable des communautés, dans lesquels les femmes contribuent de manière significative en terme de travail. Il s'agit d'une forme d'expropriation des sources d'eau péri-urbaines et dans les communautés rurales.

Le coût réel des services de distribution d'eau et l'augmentation des tarifs sur l'utilisation de l'eau résultant de la privatisation

Au Chili, des recherches ont été menées sur la variation moyenne des tarifs d'utilisation de l'eau imposé par les entreprises d'eau et d'assainissement à travers le pays depuis que les services en eau et assainissement ont été privatisés en 1990. L'étude révèle que 68% des recettes des tarifs de l'eau n'ont pas été investit dans des actions d'amélioration des systèmes et/ ou des services qui favorisent la réduction des pertes tels que , l'introduction de technologies, le renouvellement des équipements, etc. .Selon les chiffres et les résultats, les entreprises privées se sont engagées à en faire autant comme le soulignent les indicateurs et les statistiques du corps de régulation.. L'étude a également montré que les tarifs d'utilisation de l'eau ont augmenté entre 1983 et 2003, à savoir de 314% en 14 ans.
Si l'on considère qu'un foyer sur trois a sa tête une femme, l'impact est dramatique sur plus de cinq millions de personnes dans la mesure où ils comptent sur les femmes pour assurer leur subsistance.
(Source: Alegría & Celedón 2005).

Cette situation prend également en compte l'impact négatif d'une consommation d'eau de mauvaise qualité ou contaminée sur la santé, ce qui entraîne une augmentation des maladies en relation avec l'eau. Ceci est particulièrement crucial pour les femmes âgées et les enfants qui sont à la tête de ménages dans des zones infectées par le Sida en Afrique. Enfin, lorsque les tarifs d'utilisation de l'eau croissent, les femmes sont dans l'obligation d'allouer une forte part des revenus de leurs ménages pour payer les factures, au détriment de la nourriture, la santé, l'habillement et l'éducation. La combinaison de tous ces facteurs risque de fortement affecter les femmes en situation de pauvreté.

La Guerre pour l'Eau à Cochabamba, Bolivia, en 2000

Cette importante manifestation, au cours de laquelle les femmes ont joué un rôle majeur dans la défense des droits d'accès à l'eau, ne concernait pas uniquement les questions liées aux utilisateurs urbains d'eau qui luttaient contre la hausse des tarifs liées à l'utilisation d'eau. Le combat allait bien au-delà de cela :En effet, la Bolivie compte approximativement 40% de sa population rurale vivant essentiellement d'une agriculture de subsistance, et prés de 70% de la population indigène vivant dans des communautés pauvres ayant une notion traditionnelle de la gestion communautaire de l'eau. La privatisation du secteur de l'eau dans ce pays – est allé à l'encontre des droits d'accès à l'eau pour la population indigène. De plus, elle a affecté leur système de gestion autonome, système alternatif qu'ils ont mis au point du fait de l'incapacité du gouvernement à leur fournir ce service. Ce qui a d'autant plus alimenté cette lutte a été le vote par le gouvernement de la loi autorisant la privatisation de ce secteur sans avoir consulté son peuple au préalable.
(Source: Peredo Beltrán, 2003).

Conclusion

Telle que mentionnée dans le cas ci-dessus, la privatisation peut avoir des conséquences néfastes sur les populations indigènes, et les femmes vivant autant en milieu péri urbain que rural, qui sont d'habitude tenues de fournir l'eau et la nourriture à leurs foyers. Par conséquent, les femmes sont les plus fortement affectées par la dégradation des ressources en eau causant par la suite une destruction de l'écosystème.

Certes, les personnes, y compris les hommes et les femmes pauvres, sont disposées à débourser une somme raisonnable et juste afin de pouvoir bénéficier d'un service de qualité. Cependant, des règles et des régulations claires sont nécessaires pour assurer que la privatisation n'ait pas d'impact négatif sur les ménages pauvres, et plus particulièrement sur les femmes et celles détenant une position de chef de foyer.

Références

African Women's Economic Policy Network (AWEPON), 2003. *Study on the Privatisation of Water.* Disponible au: http://www.awepon.org/report_docs/reports_page.htm

Alegría, María Angélica and Eugenio Celedón, 2004. *Analysis of the Privatization Process of the Water and Sanitation Sector in Chile.* Project: Commercialisation, Privatisation and Universal Access to Water, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).
Disponible au:
http://www.unrisd.org/unrisd/website/projects.nsf/(httpAuxPages)/B9983741A6570E17C1256F41003D599A?OpenDocument&category=Case+Studies
or
http://www.unrisd.org/80256B3C005BB128/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentunid=B9983741A6570E17C1256F41003D599A&parentdoctype=projectauxiliarypage&netitpath=80256B3C005BB128/(httpAuxPages)/B9983741A6570E17C1256F41003D599A/$file/dcalvo.pdf

Alegría, María Angélica, & Celedón, Eugenio, 2005. 'Privatizacion de los sistemas de agua potable y saneamiento urbanos en Chile', *REGA, Revista de Gestión del Agua en América Latina*, Global Water Partnership South America, Vol. 2.

Alegría, María Angélica, 2003. 'Privatización de las Empresas Sanitarias en el Mundo: Lecciones Aprendidas', *Octavas Jornadas CONAPHI CHILE, La Serena.* Disponible au: http://www.aprchile.cl/pdfs/privatizacion%20sanitarias.pdf

Amenga-Etego, R., 2003. *Water privatisation in Ghana: women under siege.* ISODEC, Integrated Social Development Centre, Accra, Ghana, 2003.
Disponible au: http://www.isodec.org.gh/Papers/water_women%27srights.PDF

Comité de Mujeres de la Alianza Social Continental, 2004. *Las Mujeres en Defensa del Agua como Derecho Humano Fundamental.* Disponible au:
http://www.comitemujeresasc.org/publicaciones/Cartilha_del_Agua.pdf

Gender and Water Alliance, Gender and Water Development Report 2003: Gender Perspectives on Policies in the Water Sector, ISBN Paperback 1 84380 021 7. Pp. 10-11.
Disponible au:
http://www.genderandwater.org/content/download/307/3228/file/GWA_Annual_Report.pdf

International Labour Office (ILO), 2001. *The Impact of Decentralization and Privatization on Municipal Services.* Discussion Paper for the Joint Meeting on the Impact of Decentralization and Privatization on Municipal Services, Geneva, October 2001.
Disponible au: http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/techmeet/jmms01/jmmsr.pdf

Kikeri, Sunita and Aishetu Fatima Kolo (2005) "*Privatization: Trends and Recent Developments"*, World Bank Policy Research Working Paper 3765, November 2005. Disponible au: http://wdsbeta.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2005/11/08/000016406_20051108153425/Rendered/PDF/wps3765.pdf or http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/11/08/000016406_20051108153425/Rendered/PDF/wps3765.pdf

Peredo Beltrán, Elizabeth, 2003. *Mujeres del Valle de Cochabama: Agua, privatización y conflicto*. Global Sigue Papers Nº.4, Spanish Version.

Safo, Amos, 2003. *The effects of water privatization on women.* Great Lakes Directory. Disponible au: http://www.greatlakesdirectory.org/articles/0603_women.htm

Stinson, Jane, *"Privatization of Public Services: What does it Mean for Women?"*, The Canadian Union of Public Employees (CUPE), 2004. Disponible au: http://www.cupe.ca/updir/Privatization_of_Public_Services_-_What_does_it_Mean_for_Women.pdf

UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 2002. *Substantive Issues Arising in the Implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. General Comment No. 15. The Right to Water (Arts. 11 and 12)*. Twenty-ninth session. Geneva, November 11-29.
Disponible au: http://www.unhchr.ch/html/menu2/6/gc15.doc

White, Melissa, 2003. *Gender, Water and Trade.* International Gender and Trade Network. Disponible au: http://www.igtn.org/pdfs/149_waterfs03.pdf

Ressources Additionelles

Bennett. Vivienne, 2005. "Gender, Class, and Water: The Role of Women in the Protests Over Water," in *The Politics of Water: Urban Protest, Gender, and Power in Monterrey, Mexico.* University of Pittsburg Press, 1995, ISBN: 0822939088, Pub. Date: 11/1/1995 Publisher(s): Univ of Pittsburgh Pr (Tx).

Evans Barbara, Joe McMahon and Ken Caplan, 2004. *The Partnership Paperchase: Structuring Partnership Agreements in Water and Sanitation in Low-Income Communities*, publication of Building Partnerships for Development, www.bpdws.org
Disponible au: http://www.bpd-waterandsanitation.org/english/docs/paperchase.pdf

Green, Joanne, © Tearfund and WaterAid, 2003, *Advocacy Guide: private sector involvement in water services*

To inform and equip NGOs and other civil society organisations to engage with water policy reform processes that involve the private sector.
Disponible au: http://www.tearfund.org/webdocs/Website/Campaigning/Policy%20and%20research/Advocacy%20guide%20to%20private%20sector%20involvement%20in%20water%20services.pdf

Heinrich Böll Foundation, 2003. *"Water Privatisation from a Gender Perspective"*. Heinrich Böll Foundation, Thailand and South East Asian Regional Office. Disponible au: http://www.hbfasia.org/southeastasia/thailand/downloads/water_privatization.pdf

Jiyad, Ahmed M., 1996. *The social balance sheet of privatization in the Arab countries*, Centre for Developments Studies, Universitas Bergensis, Chapter: Gender Issues under Privatization. Disponible au: http://www.fou.uib.no/fd/1996/f/712004/index.htm

Meinzen-Dick, Ruth, et al., 1997. *Gender, Property Rights, and Natural Resources.* Food Consumption and Nutrition Division, FCND Discussion Paper No. 29.
Disponible au: http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/dp29.pdf

Ndow, Sirra, No date. *Access to Water as a Basic Human and Gender Right: The EU Position at the WTO.* Network of African Women Economists.
Disponible au: http://www.wtoconference.org/Sirra%20Ndow%20Brussels%209.11.2005.pdf

Ninan, Ann, 2003. "Private Water, Public Misery," India Resource Centre, e-publication.
Disponible au: http://www.indiaresource.org/issues/water/2003/privatewaterpublicmisery.html

Public Citizen. *Gendered Perspectives on Water Privatization: Case Studies from around the World.* Disponible au: http://www.harmonizationalert.org/cmep/Water/gender/index.cfm

Samson, Melanie, 2003. *Dumping on women: Gender and privatisation of waste management.* Municipal Services Project (MSP) and the South African Municipal Workers' Union (SAMWU).
Disponible au: http://www.queensu.ca/msp/pages/Project_Publications/Books/DOW.pdf

SAMWU, Municipal Services Project, 2002. *Privatization is a Gender Issue!* Report Back, Gender and Local Government Research and Capacity Building Project National Workshop, Durban, South Africa.
Disponible au: http://www.queensu.ca/msp/pages/Conferences/Gender.htm

Shiva, V., 2002. *Water Wars: Privatisation, Pollution and Profit*, New Delhi: India Research Press.

UNIFEM at a Glance: Women and Water (privatisation case studies):
Disponible au: www.unifem.org/attachments/stories/at_a_glance_water_rights.pdf

Women's Environment and Development Organization (WEDO), 2003. *Diverting the Flow: a Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatization.*
Disponible au: http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf

World Bank, 2004. Draft book: *Approaches to private participation in water services-A toolkit,"*, funded by the Public–Private Infrastructure Advisory Facility, the World Bank, and the Bank-Netherlands Water Partnership. Disponible au:
http://www.indepen.co.uk/panda/docs/water_services_toolkit.pdf

Ressources Espagnoles

Peredo Beltrán, Elizabeth, 2003. *Mujeres del Valle de Cochabama: Agua, privatización y conflicto*. Global Sigue Papers Nº.4, Spanish Version.
Disponible en:
http://www.boell.de/downloads/global/Agua,%20privatizacion%20y%20conflicto.pdf

Rivera, Mariela Rivera, 2003. *El libre comercio y la privatización de los servicios básicos: Privatización del agua en Colombia: Impactos en mujeres, niñas, niños y familias* ponencia presentada en el Foro de las Mujeres frente a los acuerdos comerciales, Cancún. Disponible en: http://www.radiofeminista.net/sept03/notas/priv_agua.htm

White, Marceline, 2001. *Como afectará el ALCA a la mujer?* Women's EDGE. Available at:
http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/ftaa/noticias_nl/mujer.htm

Sites Web

Women's Human Rights Net. *Women and Water Privatisation.*
http://www.whrnet.org/docs/issue-water.html

Etudes de cas

Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Etats-Unis: Refuser de se dérober
- Uruguay: Privatisation sans protestation

3.7. Genre, eau à usage agricole et irrigation

Pourquoi l'aspect genre est-il important en agriculture?
Les systèmes agricoles et les rôles, les relations et les responsabilités des hommes et femmes engagés dans l'agriculture diffèrent selon les contextes agro-écologiques et culturels.,Dans les pays en voie de développement, l'agriculture représente environ 70 à 80% de la récolte vivrière en Afrique Sub-Saharienne, 65% en Asie et 45% en Amérique Latine (Banque Mondiale, 1996). Dans ce secteur, les femmes jouent un rôle critique gérant la terre, les ressources en eaux et le bétail, souvent seule en l'absence des hommes, bien qu'elles ne soient souvent pas reconnues comme « agricultrices ».[4] Les normes sociales, les dispositions institutionnelles et la libéralisation grandissante des marchés agricoles (Baden 1998) ont un impact sur les disparités reposant sur l'aspect genre.

Dans la plupart des pays en voie de développement, les femmes n'accèdent pas à la propriété des terres soit comme propriété privée (héritage), soit comme droits d'usufruit sur les ressources communes ou l'achat/location directe sur le marché, ce qui influe sur leurs stratégies de subsistance, sur leur sécurité alimentaire et leur statut social (Agarwal 1994). La jouissance indépendante ou jointe de la terre peut permettre aux femmes d'accéder à des crédits agricoles auprès des banques en leur propre nom ou d'accéder à des services de vulgarisation agricole et des systèmes d'information qui ciblent typiquement les hommes. Quoique importantes pour les pauvres et les gens qui ne possèdent pas des terres, les réformes agraires, dans plusieurs pays, ne ciblent que les chefs de famille de sexe masculin excluant les femmes de la propriété de la terre, ce qui affecte plus tard leurs prétentions à l'eau d'irrigation et à la participation aux institutions communautaires (Deere et Leon 1998, van Koppen 1998).

Genre et accès à l'irrigation
L'agriculture irriguée fournit environ 40% de la nourriture à travers le monde et consomme 75% des ressources mondiales renouvelables en eau (GWA 2003: 30). Alors que la plupart des agriculteurs comptent sur les systèmes traditionnels d'irrigation, les investissements en irrigation à travers le monde ont tendance à mettre l'accent sur les projets de grande envergure (barrages, canaux) profitant aux agriculteurs riches souvent au dépend des petits agriculteurs marginaux qui sont délogés, expulsés ou expropriés (www.fao.org/sd). Ces projets associés à la micro-irrigation privée utilisée de façon intensive (sondages, puits profonds) ont provoqué des dégâts environnementaux sérieux comme l'exploitation des eaux et l'invasion d'eau salée ainsi que la compétition pour la disponibilité et la qualité de l'eau à usage domestique. La surexploitation des eaux souterraines et la pollution grandissante à cause de l'infiltration des engrais et des pesticides obligent les femmes (et les filles) à aller plus loin pour ramener une eau saine qu'elles utilisent dans leurs tâches domestiques.

Généralement, les plans et les politiques d'irrigation ne prennent pas en considération les besoins et les priorités qui différent entre hommes et femmes. Ils mettent l'accent sur la construction et la maintenance des systèmes, la bonne distribution de l'eau et une meilleure récolte agricole plutôt que sur la nature des cultures ou l'impact de l'irrigation sur les

[4]Bien que la vue d'ensemble de ce secteur met l'accent principalement sur l'eau d'irrigation, la contribution de l'eau à l'élevage de bétail est importante (Hoeve et van Koppen 2005).Les relations homme/femme en matière de bétail varient selon les différents contextes culturels ; les femmes prennent, en général, soin du bétail et ont besoin d'accéder à l'eau pour effectuer plusieurs tâches y compris la culture du fourrage, le lavage des buffles, l'entretien de la laiterie, les mises bas et le nettoyage des abris (Upton 2004).

marchés du travail ou la co-existence d'usages productif et d'autres de consommation d'eau (Cleaver 1998). Par exemple, les petites cultivatrices dans les zones agricoles pluvieuses d'Afrique utilisent moins d'eau pour les cultures vivrières que les systèmes agricoles des hommes qui cultivent un ou quelques produits de cultures « sèches » comme le sucre et riz. Mais de plus en plus, le choix des cultures, surtout en période de sécheresse prolongée, dépend d'autres facteurs comme l'accès à la main d'œuvre (plusieurs hommes migrent) et l'énergie des bêtes de trait qui sont affectées par la rareté de l'eau (manque de fourrage et d'eau pour abreuver et pour laver les bêtes).

Les tentatives récentes pour déléguer la gestion de l'irrigation au niveau local, comme par exemple les politiques de gestion participative de l'irrigation, ne ciblent que les propriétaires terriens et plus spécialement les chefs de familles de sexe masculin membres des Associations d'usage d'eau qui prennent les décisions en matière de distribution et de gestion d'eau. Le ménage rural est perçu comme une unité d'intérêts conformes plutôt que conflictuels et les femmes dans ce modèle sont considérées comme étant des bénéficiaires indirectes à travers les droits de leurs maris sur l'eau.

Néanmoins, les femmes peuvent partager avec leurs maris des besoins en eau similaires pour le lopin de terre familiale, c'est à dire suffisamment d'eau pour cultiver un ou plusieurs produits par an mais, elles peuvent avoir un avis différent quant au moment le plus favorable pour l'accès à l'eau (Zwarteveen 1997). Les femmes doivent souvent allier tâches domestiques et irrigation et elles font souvent face à des difficultés pour irriguer pendant la nuit surtout quand elles sont célibataires à cause des normes sociales définissant la mobilité et les soucis de sécurité. Les ménages dirigés par des femmes doivent souvent employer un homme pour apporter son aide en matière d'irrigation ou dépendent des réseaux sociaux de la famille ou des amis durant la haute saison. En plus, les cultivatrices qui cultivent les mêmes produits que les hommes ont des difficultés à revendiquer ce droit surtout en période de sécheresse, alors que normalement elles ont le droit d'accéder à la même quantité d'eau. .

Quelquefois, l'irrigation peut , causer une insécurité alimentaire à cause du passage à des cultures de rent, accentuant la dépendance du ménage au marché et dévaluant les systèmes de connaissances indigènes. En Gambie, par exemple, les pratiques et les connaissances traditionnelles de culture du riz dans les marais sont en perte à cause de l'utilisation de plus en plus des terres pour la culture des fruits et des légumes destinés à l'exportation (www.fao.org/gender). Une recherche effectuée au Malawi a montré que les enfants des fermiers s'adonnant aux cultures de rent sont moins bien nourris que les enfants des petites fermières.

L'irrigation a aussi un impact sur la participation de la main d'oeuvre féminine offrant aux femmes des opportunités de travail sur les terres de leurs maris (travail supplémentaire et non rémunéré) ou comme ouvrières agricoles dans les terres appartenant à de grands propriétaires terriens. En même temps, l'introduction de l'irrigation dans les zones sèches ou pluvieuses peut réduire la migration, surtout féminine, puisqu'elle permet de cultiver une deuxième ou même une troisième récolte (Ahmed 1999). Les femmes ont aussi recours à l'eau d'irrigation pour d'autres utilisations, comme l'abreuvage du bétail, la lessive et le lavage des ustensiles dans les canaux ou l'arrosage des potagers.

La technologie sensible à l'aspect genre est un autre facteur important, mais souvent négligé, pour rehausser l'accès de la femme à l'irrigation. Dans une étude sur l'agriculture périurbaine

à Nairobi qui est un moyen grandissant pour générer des revenus, plusieurs femmes ont trouvé que les pompes à eau sont très coûteuses et difficiles à gérer et à manipuler (Hide et Kamani 2000). Les femmes se trouvent exclues des réseaux masculins, faisant la queue pour les réparations et les pièces de rechange (Chancellor et al. 1999). Par contre, dans les zones riches en eau à l'Est de l'Inde, l'organisation à but non lucrative « International Development Enterprise (IDE) » a changé sa stratégie marketing basée sur l'étude du marché ciblant l'acquisition et la maintenance de pompes à commande au pied au profit des petites fermières marginalisées (Prabhu 1999).

Intégrer l'aspect genre dans les institutions communales de gestion de l'irrigation

Malgré la reconnaissance grandissante des différents besoins des femmes qui pratiquent l'irrigation, leur participation aux associations de gestion de l'eau est limitée ou inférieure à celle des hommes pour plusieurs raisons sociales et institutionnelles. L'adhésion à ces associations est souvent limitée aux propriétaires de terres irriguées ou aux chefs de familles ou quelques fois, une combinaison de ces deux critères. Ces deux catégories englobent plutôt des hommes et les cultivatrices ne sont pas éligibles à l'adhésion bien qu'elles gèrent les terres et les cultivent en l'absence des hommes qui ont immigré. En Inde, Les changements de politique en matière d'irrigation stipulent, de plus en plus, des quotas réservés à des femmes dans le Comité Exécutif des Associations d'utilisateurs d'eau (WUA) même si elles ne sont pas officiellement membres. Une telle situation ne donne pas le droit de vote aux femmes mais elle leur permet d'exprimer les soucis des fermières et des cultivatrices comme, par exemple, les horaires de disponibilité de l'eau. Les femmes célibataires, les veuves et les femmes des foyers marginalisés se sentent plus à l'aise en abordant des membres femmes du Comité pour exprimer leurs problèmes et les femmes sont ,en plus, plus efficaces pour la collecte des contributions pour l'usage de l'eau et pour résoudre les conflits au sein du WUA.

Toutefois, les croyances dominantes concernant les comportements masculins et féminins appropriés, par exemple prendre la parole dans une réunion publique devant des mâles plus âgés, limitent la participation active des femmes dans le contexte agraire sud asiatique. Dans le plan d'irrigation Chhattis Mauja au Népal, les femmes ont déclaré qu'elles n'ont jamais participé aux réunions de l'Association d'utilisateurs d'eau pour exprimer leurs soucis et leurs besoins. Plusieurs de ces femmes trouvent plus de facilités à « voler » l'eau plutôt qu'à participer à des structures institutionnelles formelles (Zwarteveen et Neupane 1996). Les usagers urbains de l'irrigation dans plusieurs villes africaines préfèrent ne pas officialiser leurs activités parce que, pour plusieurs d'entre eux, il s'agit d'une activité opportuniste et pour d'autres (dont une majorité de femmes) c'est une activité illégale. Des femmes urbaines pauvres en Gambie et en Zambie cultivant des jardins de groupe sur des terrains dont elles ne possèdent pas la propriété (récupérés sur des lits de rivières) ont un accès limité aux robinets d'eau et utilisent donc les eaux usées rejetées par les usines de traitement.

Alors que l'accès à l'irrigation constitue clairement une source de pouvoir et de conflit, le rôle des facilitateurs externes, qui sont sensibles à l'aspect genre, dans le renforcement des capacités et des processus de communication afin d'encourager l'articulation des obligations et des droits, est quant à lui très critique. Des exemples de «la construction sociale» de l'irrigation dans la communauté des Andes de l'Equateur illustrent l'importance de la prise de décision impliquant divers groupes sociaux (Boelens et Appolin 1999). Les Outils du secteur de l'irrigation développés par la FAO (2001) ont mis à la disposition des ingénieurs, des agences gouvernementales, des ONGs et des cadres de planification participative qui peuvent améliorer la performance des plans d'irrigation tout en renforçant la position des femmes

rurales et des groupes défavorisés. En plus, plusieurs organisations de la société civile commencent à utiliser les « modèles » des associations d'eau dans lesquels la participation des femmes et d'autres groupes marginalisés a fait la différence dans la gestion durable de l'eau pour l'agriculture et dans les négociations sur les changements à apporter aux législations, essentiellement, pour ne plus lier l'accès à l'eau à la propriété de la terre.

Références

Agarwal, B, 1994. *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia,* Cambridge: Cambridge University Press.

Ahmed, S, 1999. "Changing gender roles in irrigation management: Sadguru's lift-irrigation co-operatives, "*Economic and Political Weekly*, 34(51), pp. 3596-3606.

Boelens, R. and F. Appolin, 1999. *Irrigation in the Andean Community: A Social Construction*. An audio-visual resource published in English and Spanish by IWMI, Colombo. Disponible au: iwmipublications@cgiar.org

Chancellor, F., Hasnip, N. and D. O'Neill, 1999. Gender-sensitive Irrigation Design (Part 1), OD143, HR Wallingford Ltd., OX10 8BA, UK.

Cleaver, F, 1998. "Incentives and informal institutions: Gender and the management of water," *Agriculture and Human Values,* 15, pp. 347-360.

Deere, C.D. and M. Leon, 1998. "Gender, land and water: From reform to counter-reform in Latin America," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 375-386.

FAO 2001. Irrigation Sector Guide Socio-Economic and Gender Analysis Programme (SEAGA), Disponible au: http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/IrrigationEn.pdf

Hide, J. and J. Kamani, 2000. Informal Irrigation in the Peri-Urban Zone of Nairobi, Kenya, OD/TN 98, HR Wallingford, OX10 8BA, UK.

van Hoeve, E. and B. van Koppen, 2005. *Beyond fetching water for livestock: A gendered sustainable livelihood framework to assess livestock-water productivity*. (iwmi@cgiar.org).

van Koppen, B, 1998. "Water rights, gender and poverty alleviation: Inclusion and exclusion of women and men smallholders in public irrigation infrastructure development," *Agriculture and Human Values,* 15, pp. 361-374.

Prabhu, M, 1999. "Marketing Treadle Pumps to Women Farmers in India," *Gender and Development*, 7(2), pp. 25-34.

Upton, M. 2004. *The role of livestock in economic development in poverty reduction.* Pro Poor Livestock Policy Initiative. Working Paper no. 10, FAO

World Bank, 1996. *Toolkit on Gender in Agriculture*, Washington DC: World Bank Gender Analysis, Poverty and Social Policy Department. Disponible au: http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2000/02/24/000094946_99031910562625/Rendered/PDF/multi_page.pdf

Zwarteveen, M, 1997. "Water: from basic need to commodity: A discussion on gender and water rights in the context of irrigation", *World Development*, (25) 8.

Zwarteveen, M. and N. Neupane, 1996. '*Free-riders or victims: women's non-participation in irrigation management in Nepal's Chhattis Mauja Irrigation Scheme'*, Colombo: International Water Management Institute, Research Report no. 7.

Ressources Additionelles

Adato, M. and Meinzen-Dick, R. 2002. *Assessing the impact of agricultural research on poverty using the sustainable livelihoods framework.* FCND Discussion Paper 128. APTD Discussion Paper 89. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Ahlers, R. and S. Vlaar, 1995. *Up to the Sky: A Study on Gender Issues in Irrigation in Cambodia in the Provinces of Takeo and Pre Veng*, Ede (Netherlands): SAWA.

Babaker, B. and Abderrahmane, 1997. *Gender and participation in agricultural development planning: Lessons from Tunisia*, FAO.
Disponible au:http://www.fao.org/GENDER/Static/CaseSt/Tun/tuntoc-e.htm#TopOfPage

Bastidas, E.P, 1999. *Gender Issues and Women's Participation in Irrigated Agriculture: The Case of Two Private Irrigation Canals in Carchi, Ecuador*. (iwmi@cgiar.org)

By considering women as a heterogeneous group among the different water user groups, this report seeks to understand the factors that influence the involvement of *mestizo* (mixed race) women in irrigated agriculture in two private irrigation canals in the province of Carchi, Ecuador. After an introduction to the study area, this report describes the users, their needs, and the different water uses of the two irrigation systems. Further, the degree of women's involvement in irrigated agriculture is defined. Finally, factors that limit women's involvement in irrigated agriculture and their participation in water user associations are identified. A typology based on "household life stage" and household composition is used to explain women's involvement in irrigated agriculture. Water user's relation to the resource and women's previous rural/urban background are analysed for the different types of households. Women's participation in agriculture was higher in female-headed households. In households where the couple had small children, women's participation in agriculture was limited by family obligations. In households where an old couple lived by themselves, women were either too old or too sick to participate as they used to in agricultural activities. Finally, in households where the couple had no small children, women preferred to engage in other activities where they could control their income. It was also found that women with a rural background are more likely to participate in agricultural activities than those with an urban background. The study suggests that it is only by taking a closer look at the intra-household dynamics and urban/rural background that affect women in each of the different types of households, that we can properly explain women's involvement in irrigated agriculture.

Bell, C, 2002. *Water for Production: An Overview of the Main Issues and Collection of Supporting Resources*, BRIDGE Report No. 64, Brighton: Institute of Development Studies.

This report provides key considerations and recommendations for development organisations working on water management issues. Further areas of research are also outlined. It also provides supporting resources to help agencies increase gender awareness in this sector and related sectors, including best practices, lessons learned, check lists produced by a variety of development organisations to aid gender awareness in the water sector.
Disponible au: http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/water.pdf

Bernal, V, 1988. L*osing ground: women and agriculture in Sudan's irrigated schemes: Lessons from a Blue Nile village*, in J. Davidson (ed.) *Agriculture, Women and Land. The African Experience*, pp 131-156, Boulder: Westview.

Beyani, C, 2001. Key Issues; background papers. In: UNIFEM (eds.) *Women's land and property rights in situations of conflict and reconstruction.* A reader based on the February 1998 Inter-Regional Consultation in Kigali, Rwanda, New York: UNIFEM.

Boelens, R. and F. Appolin, 1999. *Irrigation in the Andean Community: A Social Construction*. An audio-visual resource published in English and Spanish by IWMI, Colombo.

This training kit and video provide insights into participatory processes used in gender-balanced, community-based rural development. The kit documents detailed steps involved in the inclusive planning of a technical irrigation project, and highlights how initial investments in infrastructure determine water rights for both women and men. Although the documentation notes that there are no blanket prescriptions, it does point out that: "an irrigation system is much more than a physical facility; it is a social construction. Therefore it is indispensable to undertake processes of research, capacity building and communication that will make it possible to inter-relate the participatory construction of infrastructure with the creation and consolidation of their organisation, and with the system of rights and obligations."

Disponible au: iwmipublications@cgiar.org

Boelens, R. and M. Zwarteveen, 2002. "Gender dimensions of water control in Andean irrigation," in Boelens, R. and P. Hoogendam eds. (2002) *Water Rights and Empowerment*, Assen (the Netherlands): Koninklijke Van Gorcum.

Bravo-Baumann, H, 2000. *Gender and livestock; Capitalisation of experiences on livestock projects and gender*. Working document, Swiss Agency for Development and Cooperation, Berne.

Chancellor, F., Hasnip, N. and D. O'Neil, 2000. Gender Sensitive Irrigation Design. Oxford: H R Wallingford Consultants (for DFID).

These six reports detail the findings of a research project into smallholder irrigation in southern Africa. The objective was to improve smallholder irrigation through greater gender-sensitivity in design and operation. The approach employed was to identify the gender-based constraints and opportunities in existing irrigation developments, investigate their origins and formulate strategies to reduce negative impacts and increase positive ones.

Cipollini, E, 2005. Rapport d'évaluation sur la Performance de certains Groupements d'Intérêt Collectif d'irrigation en Tunisie, Projet de développement agricole et rural intégré Siliana – Tunisie, Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Easton, P, and R. Margaret, 2000. "Seeds of Life: Women and Agricultural Biodiversity in Africa," in *Indigenous Knowledge Notes*, World Bank, August 23rd.

FAO, 1997. *Gender and Participation in Agricultural Development Planning: Key Issues from Ten Case Studies.*

Wide ranging case study examples from Africa, Asia and Latin America including national policy making, local level planning and projects focusing on livestock, forestry and conservation. The document covers entry points, tools and methods, capacity building, gender information, linkages and institutionalisation. Summarises key lessons learned and gives a list of best practice guidelines.

Disponible au: http://www.fao.org/docrep/X4480E/x4480e04.htm#TopOfPage

FAO, 1999. *Participation and Information: The Key to Gender Responsive Agricultural Policy.*

This document is a synthesis of several documents (including 10 case studies) which gives an overview of issues including: types of agricultural planning; tools and methods to analyse diversity; social and economic trends - impact on rural women's livelihoods and work. This document can be considered as a good introduction to the debate around policy making and planning.
http://www.fao.org/sd/seaga/index_ar.htm
Disponible au: www.fao.org/docrep/x2950e/x2950e00.htm

FAO, 2001. *Socio Economic and Gender Analysis* (SEAGA) *Irrigation Sector Guide*

The purpose of the guide is to support participatory planning of irrigation schemes and the integration of socio-economic and gender issues in the planning process. The ultimate aim is to improve irrigation scheme performance, while strengthening the position of rural women and disadvantaged groups. SEAGA is an approach to development based on an analysis of the socio-economic factors and participatory identification of women's and men's priorities and potentials. The objective of the SEAGA approach is to close the gaps between what people need and what development delivers.

The SEAGA approach has three guiding principles:
1) Gender roles are key;
2) Disadvantaged people are priority;
3) Participation is essential.

The Irrigation Sector Guide Irrigation is just one piece of the complete SEAGA Package. Three Handbooks are available that describe specific tools. The "Field-level Handbook" is written for development practitioners who work directly with local communities. The "Intermediate-level Handbook" is for those who work in institutions and organisations that link macro-level policies to the field level, including government ministries, trade associations, educational and research institutions and civil society groups. The "Macro-level Handbook" is for planners and policy makers, at both national and international levels. All three handbooks draw upon the concepts and linkages described in detail in the "SEAGA Framework and Users Reference".
Disponible au: http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/IrrigationEn.pdf

Hamdy A, 2002. *Role of Gender Issues in Water Resources Management and Irrigated Agriculture,* Proceedings of the CIHEAM/MAI.BARI Special Session in the First Regional Conference on Perspectives of Arab Water Cooperation: Challenges, Constraints and Opportunities, Cairo.

Jackson C, 1998. "Gender, irrigation and environment: Arguing for agency," *Agriculture and Human Values,* 15, pp. 313-324.

Kabeer, N. and Tran Thi Van Anh, 2000. *Leaving the Ricefields but not the Countryside: Gender Livelihood Diversification and Pro-Poor Growth in Rural Vietnan*, Occasional Paper No. 13, Geneva: UNRISD.

Khadouja, M, 2005. *Law, Gender and Irrigation Water Management*, Faculté des Sciences Juridique, Politiques et Sociales, Ariana, Tunisia.

Van Koppen, B, 1998. *More Jobs per Drop: Targeting Irrigation to Poor Women and Men.* Amsterdam: The Royal Tropical Institute (KIT).

This book analyses the role of governmental and non-governmental irrigation agencies in including or excluding poor men and especially poor women as right holders, using a review of literature from across the world plus two in-depth filed studies on irrigation support for rice cultivation. In Southwest Burkina Faso, where rice cultivation is a female cropping system, a state-financed rice valley development project is studied. In Bangladesh, where irrigated rice cultivation is a male cropping

system, the focus is on NGO-supported ownership of private pumps by groups of functionally landless women who sell the water as well as using it to irrigate their own household land. This empirical basis is then used to identify factors that are critical to effective targeting of organisational, technical and financial support by agencies.

van Koppen, B, 1999. *Sharing the Last Drop: Water Scarcity, Irrigation and Gendered Poverty Eradication*, International Water Management Institute, Colombo, Sri Lanka.

van Koppen, B, 1999. "Targeting irrigation support to poor women and men," *International Journal of Water Resources Development*, 15(1/2), pp.121-140.

van Koppen, B, 2002. *A Gender Performance Indicator for Irrigation: Concepts Tools and Applications*, IWMI Research Report 59, Colombo: IWMI. Disponible au: http://www.iwmi.cgiar.org/pubs/pub059/Report59.pdf

van Koppen, B, 2003. *Towards a Gender and Water Index***,** Colombo: IWMI, E-Conference Paper, Disponible au: http://www.generoyambiente.org/

van Koppen, B. and S, Mahmud, 1996. *Women and Water Pumps in Bangladesh: The impact of participation in irrigation groups on women's status*. London: Intermediate Technology Publications.

Koopman, J., Kweka, R., Mboya, M. and S.M. Wangwe, 2001. *Community participation in traditional irrigation scheme rehabilitation projects in Tanzania: Report of a collaborative research project*. Dar es Salaam: Irrigation Section, Ministry of Agriculture and Cooperatives.

This report presents the results of a collaborative research project involving Irrigation Section staff, the Economic and Social Research Foundation of Dar es Salaam, and villagers in three research sites in Tanzania. The research aimed at learning how government and NGOs can better support community participation in the rehabilitation projects and in the formation of irrigators' organisations. The research found compelling evidence that the participation of many different groups (men, women, owners, tenants) in the planning and implementation of rehabilitation projects and in the formation of irrigators' organisations enhances the technical, social, economic and environmental sustainability of irrigation schemes. It also found that the costs and benefits of rehabilitation are very unevenly distributed among farmers, but village-led efforts to increase equity, especially by giving landless groups more secure access to land, can significantly increase participation in the rehabilitation and the operation of schemes, which in turns improves the prospects for their sustainability.

Lorenzo Cotula, 2002. *Gender and Law: Women's Rights in Agriculture,* FAO Legislative Study No. 76.

This study analyses the gender dimension of agriculture-related legislation, examining the legal status of women in three key areas: rights to land and other natural resources; rights of women agricultural workers; and rights concerning women's agricultural self-employment activities, ranging from women's status in rural cooperatives to their access to credit, training and extension services.
Disponible au:
http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/Y4311E/Y4311E00.HTM

Lokur-Pangare, V, 1998. *Gender Issues in Watershed Development and Management in India*. Agricultural Research and Extension Network, Paper 38, London: Overseas Development Institute. Disponible au: http://www.odi.org.uk/agren/papers/agrenpaper_88.pdf

Merrey, D. and S. Baviskar, 1998. (eds.), *Gender Analysis and Reform of Irrigation Management: Concepts, cases and gaps in knowledge*, Colombo: IWMI.

Nirundon, Tapachai, 1990. *Women's participation in irrigation management: A case study of housewives in Huay Aeng Tank Irrigation Project, Thailand*. (unpublished thesis)

Housewives have played important role in the irrigation management particularly in vegetable and dry season cropping. Housewives have an opportunity to manage irrigation water only when their husbands were absent. Recommendations were: To provide education and information to the farmer housewives on objectives of the irrigation project and importance of the role of farmers. The RID official should encourage the farmer housewives to participate more in the meeting on irrigation water use. Opportunity should be given to housewives to participate in decision making on irrigation management.

Disponible au: (Wageningen UR Library)
http://sfx.library.wur.nl:9003/sfx_local?sid=SP:AR&id=pmid:&id=&issn=&isbn=&volume=&issue=&spage=&pages=&date=1990&title=&atitle=Women%20participation%20in%20irrigation%20management%3a%20A%20case%20study%20of%20housewives%20in%20Huay%20Aeng%20Tank%20irrigation%20project%2e&aulast=Nirundon-Tapachai&pid=%3CAN%3E96079951%3C%2FAN%3E%3CAU%3ENirundon%20Tapachai%3C%2FAU%3E%3CDT%3EMonograph%3bNumerical%20Data%3bThesis%20or%20Dissertation%3bSummary%3bNon%20Conventional%3C%2FDT%3E

Patcharin, Laphanum, 1992. "Role of women in Northeast Thailand on water management: A case study at Banphua, Tambon Phralap, Amphoe Muang, Khon Kaen province, *Khon Kaen University Journal,* pp. 3-4. Disponible au: (Wageningen UR Library)
http://sfx.library.wur.nl:9003/sfx_local?sid=SP:AR&id=pmid:&id=&issn=&isbn=&volume=&issue=&spage=&pages=&date=1997&title=&atitle=%5bRole%20of%20women%20in%20Nort%20East%20of%20Thailand%20on%20water%20management%3a%20A%20case%20study%20at%20Banphua%2c%20Tambon%20Phralap%2c%20Amphoe%20Muang%2c%20Khon%20Kaen%20province%5d%2e&aulast=Patcharin Laphanun&pid=%3CAN%3E2000064268%3C%2FAN%3E%3CAU%3EPatcharin%20Laphanun%3C%2FAU%3E%3CDT%3EMonograph%3bSummary%3bNon%20Conventional%3C%2FDT%3E

Pulley, T.A., Lateef, S. and A. Shrestha, 2003. *Building Gender Responsive Water User Associations in Nepal*. Manila: ADB. Available at: http://www.adb.org/Gender/aip-nep-2003.pdf

Razavi, S. (ed.) 2003. *Agrarian Change, Gender and Land Rights*, Oxford: Blackwell Publishing and Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.

Sarkar, S, 2001. "Water Women" *NewsReach*, the in-house journal of PRADAN. Available from: PRADAN: 3, Community Centre, Niti Bagh, New Delhi 110 049, India,
E-mail: pradanho@ndb.vsnl.net.in [also revised version in Ahmed, S. (ed.) 2005, *Flowing Upstream: Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Delhi: Foundation Books and Ahmedabad: Centre for Environment Education.

Schenk-Sandbergen, L. and O. Choulamany-Khamphoui, 1995. *Women in Rice Fields and Offices: Irrigation in Laos – Gender-specific case studies in four villages*, Heiloo.

Shah, A, 1998. "Developing Rainfed Agriculture: Implications for Women,' in C. Datar (ed.) *Nurturing Nature: Women at the Centre of Natural and Social Regeneration*, Bombay: Earthcare Books.

Sims-Feldstein, H. and Jiggins, J, 1994. (eds.), *Tools for the Field: Methodologies Handbook for Gender Analysis in Agriculture.* West Hartford: Kumarian Press.

Svendsen, M., Merrey, D.J. and T. Shah, no date. *Hydro-politics in the developing world: A Southern Africa perspective***.**
Disponible au:
http://www.iwmi.cgiar.org/Assessment/files/Synthesis/River%20Basins/River%20basin%20management%20reconsidered%20WESTER.pdf

van der Vleuten, N, 2001. "(Up)lifting water and women or lip service only? The gender dimension of a lift irrigation programme," in R. K. Murthy (ed.) *Building Women's Capacities: Interventions in Gender Transformation*, New Delhi: Sage Publications.

Wilde V., 1999. "*The Responsive Planner: A Framework for Participatory Gender Responsive Agricultural Development.*

This document is part of FAO work based on analysis of lessons learned and the key weaknesses identified - that gender responsive agricultural planning is still limited to short term pilot projects with a strong focus on field level staff and methods. Policy makers and planners at macro levels have been neglected on the whole. The framework (draft) is based on best practices from public and private sectors.
Disponible au: http://www.fao.org/docrep/X4480E/x4480e05.htm#P1_15

Woroniuk, B. and J. Schalkwyk, 1998. *Irrigation and Equality between Women and Men.* Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA).

This short 'tip sheet' or 'briefing note' highlights issues to look for when bringing a gender perspective to irrigation initiatives. It points out that a gender equality perspective is important in irrigation initiatives for at least three reasons:
1) Ensuring success of the initiative;
2) Ensuring environmental sustainability;
3) Ensuring that women benefit as well as men.
It documents a series of false, yet common, assumptions in irrigation planning and provides two concrete examples that demonstrate why attention to gender equality issues in important.

Zwarteveen, M. 1997. *A Plot of One's Own: Gender Relations and Irrigated Land Allocation Policies in Burkina Faso*. Disponible au:
http://www.iwmi.cgiar.org/pubs/pub010/REPORT10.PDF

Zwarteveen, M. and R. Meinzen-Dick, 2001. "Gender and property rights in the commons: examples of water rights in South Asia," *Agriculture and Human Values*, vol. 18, pp. 11-25.

Zwarteveen, M.Z. 2006. *Wedlock or Deadlock?: Feminists' attempts to engage irrigation engineers*. Wageningen UR, Wageningen.

Ressources Espagnoles

17 casos de experiencias exitosas de mujeres productoras usuarias de INDA, Chile,

> This report is about successful experiences of women in agriculture and productive development as farmers, producers and exporters, supported by a governmental agency, which enabled them to overcome poverty and get a worthier life.

Arroyo, A. and R. Boelens. 1997. Mujer campesina e intervencion en el riego Andino. Sistemas de riego y relelaciones de genero, caso Licto, Ecuador. Quito: Servicio Holandes de Cooperacion al Desarrollo (SNV), Central Ecuatoriana de Servicios Agricolas (CESA) and Sistema de Capacitacion en el Manejo de los Recursos Naturales Renovables (CAMAREN).

Participación y Género en la Planificación del Desarrollo Agrícola. preparado por Jeanne Koopman, Consultora, Servicio de la Mujer en el Desarrollo (SDWW), Dirección de la Mujer y la Población de la FAO. Disponible en: http://www.fao.org/sd/SPdirect/WPre0060.htm

FAO, Oficina Regional para America Latina y El Caribe. *La mujer en el desarrollo rural, various resources.* Disponible en: http://www.fao.org/sd/spdirect/wpre0080.htm

Etude de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Inde : Intégrer l'aspect genre dans la gestion participative de l'irrigation. Le cas du Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP)
- Kenya : Les différences hommes/femmes dans la gestion communautaire de l'eau à Machakos

3.8. Genre, eau et l'environnement[5]

Introduction

Les différents rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans l'utilisation et la gestion des ressources en eau sont étroitement liés au changement environnemental et au bien-être. Ceci est vrai pour la manière dont les hommes et les femmes affectent l'environnement à travers leurs activités économiques et ménagères et comment les changements environnementaux qui en résultent affectent le bien-être des gens. Comprendre ces différences constitue une partie essentielle des politiques qui visent à de meilleurs résultats aux niveaux de l'environnement, de la santé et du bien-être.

Les relations et les défis homme/femme dans la gestion environnementale

Les femmes jouent un rôle critique dans le domaine de l'environnement et surtout dans la gestion des plantes et des animaux dans les forêts, les régions arides et les marécages (voir l'encadré ci-dessous). Les femmes rurales maintiennent une relation étroite avec les ressources naturelles, la collecte et la production des produits alimentaires, la biomasse combustible, la médecine traditionnelle et les matières premières. Les femmes et les enfants pauvres peuvent faire la collecte des sauterelles, des larves, des œufs et des nids de oiseaux pour nourrir leurs familles. (Van Est, 1997). Au Burkina Faso, par exemple, les femmes rurales dépendent des fruits, des feuilles et des racines des plantes locales pour nourrir leurs familles en complément aux graines comme le millet et le sorgho. Plus de 800 espèces de plantes sauvages comestibles ont été cataloguées à travers la zone du Sahel seulement (Easton etRonald, 2000, PNUE, 2004).

Les femmes et les zones humides en Afrique de l'Ouest

Les zones humides constituent des écosystèmes fondamentaux pour la vie en Afrique de l'Ouest. Pendant des siècles, les gens ont compté sur les zones humides pour des services tels que la nourriture, l'eau, les ressources naturelles et le transport. Pour les femmes, les écosystèmes de zones humides et leurs produits constituent des sources de revenu dans les zones rurales. Les principales activités économiques entreprises par les femmes dans les zones humides sont :

Les ressources sauvages constituent des matériaux pour les ustensiles et la construction et contribuent à améliorer le régime alimentaire et la santé, la sécurité alimentaire, la génération de revenus et l'expérimentation génétique.

La pêche est pratiquée tout le long de l'année utilisant différents équipements pour les différentes saisons. L'inondation des zones humides à cause des barrages, des diversions et du changement climatique réduit les revenus de la pêche.

L'agriculture comprend la culture sèche du sorgho et du millet, la culture saisonnière inondée du riz, la culture du retrait des eaux (principalement le dolique) et la culture irriguée. Le riz étant le produit le plus important cultivé dans les zones inondées saisonnièrement.

Le pâturage de saison sèche pour les moutons, les chèvres et les bovins, qui a lieu lorsque l'arrivée dans une zone déterminée se fait durant la saison sèche.

[5] Ce chapitre analyse les interconnexions entre l'aspect genre, l'eau et l'environnement en insistant spécifiquement sur les défis et le moyen d'intégrer la diversité homme/femme dans le processus de gestion environnementale.

Dans les centres urbains, les femmes traitent les produits de la pêche. Elles procèdent surtout au fumage du poisson et à l'élevage des huîtres. Plusieurs organisations féminines ont, récemment, commencé à s'impliquer dans l'agriculture urbaine (potagers).
Source: Diop, M. D., 2004.

Etant donné que leurs connaissances sont transmises à travers les générations, les filles et les femmes acquièrent souvent une compréhension approfondie de leur environnement et plus particulièrement de sa biodiversité. Leur expérience leur donne les compétences pointues nécessaires à la gestion de l'environnement. Les femmes ont un rôle très important à jouer dans la préservation de l'environnement et dans la gestion des ressources naturelles pour réaliser une production écologiquement durable (PNUE, 2004).

Malgré les relations spéciales qu'on attribue aux femmes avec la nature, l'on devrait se rappeler que tout le monde dépend de l'environnement et tout le monde devrait être responsable de l'usage durable de l'eau et d'autres ressources naturelles.

Les défis

Participation publique à la prise de décision

La participation publique à la gestion environnementale est considérée, de plus en plus, comme une composante vitale des politiques environnementales. Plusieurs conférences internationales qui ont eu lieu dans les années 90 y compris la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio de Janeiro, 1992) et la 4ème Conférence Mondiale sur les Femmes (Pékin, 1995) ont reconnu la contribution de la femme à la gestion environnementale et ont suggéré des actions pour renforcer le rôle de la femme dans la prise de décision. Toutefois, les femmes ont été impliquées de manière limitée dans la formulation, la planification et l'exécution des politiques environnementales et ce, aussi bien au niveau local qu'international. Lorsque les femmes contribuent effectivement à la gestion environnementale, cela se fait souvent au niveau local. Par exemple, les femmes au Bengladesh, au Mexique, en Russie et en Ukraine sont impliquées dans la planification et la gestion des ressources en eaux douces à travers les groupes et les coopératives des femmes. Elles mobilisent les communautés et les ressources pour protéger et conserver les stocks d'eau propre et accessible.

Vulnérabilité de l'environnement

Les impacts de la dégradation environnementale sur la vie quotidienne des gens ne sont pas les mêmes pour les hommes que pour les femmes. Lorsque l'environnement se dégrade, les activités quotidiennes des femmes comme la collecte des combustibles et de l'eau nécessitent plus de temps leur laissant moins de temps pour des activités productives. Lorsque l'eau devient rare, les femmes et les enfants dans les zones rurales doivent faire des distances plus longues pour trouver l'eau. Dans les zones urbaines, ils doivent faire la queue pendant de longues heures dans les points d'eau communaux.

Malgré leurs efforts, les femmes qui vivent dans les zones arides ont tendance à être classées parmi les plus pauvres et n'ont absolument aucun moyen pour entraîner de vrais changements. Elles sont souvent exclues et ne peuvent participer aux projets de développement et de conservation de la terre, aux activités agricoles et aux politiques affectant directement leur subsistance. Les hommes prennent la plupart des décisions relatives à l'élevage et au bétail et même dans les ménages dirigés par des femmes, les

hommes interviennent dans le processus de prise de décision à travers les membres de la famille étendue. Néanmoins, à cause de l'importance de la contribution des femmes, la lutte contre la dégradation des zones arides nécessite une approche qui inclut l'homme et la femme.

Accès et contrôle des ressources
Dans plusieurs pays, les droits sont liés à l'état civil de la femme, les veuves ou les femmes divorcées perdent souvent leurs droits. Même dans les pays où la loi garantit l'accès égal à la terre pour l'homme et la femme, les femmes peuvent ignorer leurs droits, les coutumes peuvent aussi exclure les femmes d'une propriété effective. Au Burkina Faso, au Cameroun et au Zimbabwe, par exemple, les femmes ont le droit d'être propriétaire de terre et d'arbres mais, en pratique, les hommes contrôlent presque tout en matière de propriété.

Une telle propriété incertaine influe sur l'utilisation des ressources naturelles par différents groupes. Les femmes, les pauvres et autres groupes marginalisés sont moins enclins à investir du temps et des ressources ou à adopter des pratiques agricoles durables eu niveau environnemental dans des terres qui ne leur appartiennent pas. A l'est de la République Démocratique du Congo, les chercheurs ont trouvé que les hommes plantent, en général, des arbres dont la récolte est permanente comme le café dans les terres dont la propriété et sûre. Les cultures vivrières des femmes sont reléguées aux terres louées, en pente raide et sous l'effet de l'érosion. A cause de la propriété incertaine, les femmes ne sont pas du tout encouragées à s'investir dans la conservation du sol.

Ces restrictions aux droits fonciers des femmes entravent leur accès à d'autres ressources et informations. Comme elles ne peuvent pas utiliser la terre comme garanti pour obtenir des crédits, les femmes ont des difficultés à adopter les nouvelles technologies et à employer des gens quand nécessaire. En plus, les femmes risquent de ne pouvoir accéder à d'autres services comme les programmes de vulgarisation et de formation. Les agents de vulgarisation agricole ont toujours mis l'accent sur les agriculteurs de sexe mâle même quand les hommes travaillent loin des champs et que les femmes sont les principales cultivatrices. (Population Reference Bureau, 2002).

Gestion de la ligne de partage des eaux
Les femmes participant, quelques fois, à la gestion de la ligne de partage des eaux par exemple en préservant la forêt pour réduire l'érosion du sol, en inondant et en ensablant les réservoirs et les voies d'eau. Toutefois, les programmes de formation sur les aspects techniques et scientifiques du développement de la ligne de partage des eaux s'adressent, généralement, aux hommes. En définitive, ceci signifie que les femmes ne possèdent pas les compétences nécessaires ni la connaissance et surtout pas la confiance pour participer à la prise de décision au niveau de la communauté et pour assumer des rôles de leader dans la gestion et le développement de la ligne de partage d'eau (Pangare 1998, FAO 2003). L'analyse homme/femme ne fait pas partie de la plupart des projets de développement des lignes de partage d'eau.

De même, l'impact du déplacement des populations locales pour entreprendre de grands projets de barrage a été rarement analysé en adoptant une perspective genre (Baruah 1999, FAO 2003). Dans certains cas, les planificateurs sont, en fait, conscients des coûts engendrés par le fait d'occulter l'aspect genre lors de la conception des plans de relogement mais agissent rarement en conséquence. Pour le projet du barrage Narmada à Gujarat en Inde, des

populations ont été délogées de la zone inondée. Les femmes font face, aujourd'hui, à des difficultés pour collecter les ressources forestières et de la biomasse dont elles ont besoin pour leur subsistance. Toute l'eau disponible a été canalisée vers le barrage et les terres attenantes sont devenues inaccessibles aux populations locales (FAO, 2003).

Vers l'intégration de l'aspect genre

La position de la femme dans la conservation de la biodiversité peut être rehaussée à travers les types suivants d'actions pour intégrer l'aspect genre dans la planification environnementale:

- Améliorer la collecte des données sur l'utilisation, la connaissance, l'accès et le contrôle des ressources par les hommes et par les femmes. Faire une collecte d'informations réparties selon le sexe constitue la première étape vers le développement de programmes et de politiques réceptifs à l'aspect genre.
- Former les employés et les directeurs sur la relation étroite entre les questions homme/femme, les ressources en eau et les conséquences environnementales.
- Etablir des procédures pour incorporer une perspective genre dans la planification, la supervision et l'évaluation des projets environnementaux.
- Offrir des opportunités aux femmes pour qu'elles participent à la prise des décisions relatives aux politiques et programmes environnementaux à tous les niveaux, y compris la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation. Les femmes ont besoin des canaux officiels pour exprimer leurs soucis environnementaux et contribuer aux décisions politiques. Plusieurs pays ont adopté des mesures de discrimination positives à cet effet.
- Renforcer l'engagement à tous les niveaux: local, national et international pour intégrer l'aspect genre dans les politiques et les programmes qui mèneront vers un développement plus équitable et plus durable. Au niveau international, l'Organisation Féminine pour l'Environnement et le Développement (WEDO) a initié "Action Femmes 21" lors de la conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio, 1992), ainsi qu'une version plus récente, "Action 2015 – les femmes pour une planète plus saine et plus pacifique » à l'occasion du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002).
- Incorporer une perspective genre dans les politiques environnementales nationales à travers une déclaration qui démontre l'engagement de l'Etat, un document de référence pour le personnel technique travaillant sur les programmes nationaux et un cadre d'action pour développer la capacité des femmes et des hommes à aborder les questions d'aspect genre.

Références

DIOP, Mame Dagou, 2004. Les femmes dans les zones humides oust africaines. Document interne. Wetlands International, Africa Office Dakar.

Economic Commission for Africa (CEA), 1999. *Evaluation Report: Women and Environment*. Sixth Regional Conference on Women: Half-way evaluation concerning the implementation of recommendations of Dakar platform and Beijing Action Plan.

Population Reference Bureau, 2002. *Women, men, and environmental change: the gender dimensions of environmental policies and programs*. Washington, DC. Disponible au: http://www.prb.org/Template.cfm?Section=PRB&template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=5473

Rathgeber, Eva, 2003. *Dry Taps…Gender and Poverty in Water Resource Management*. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Disponible au: http://www.fao.org/DOCREP/005/AC855E/AC855E00.HTM

United Nations Environment Program (UNEP); 2004. *Women and the Environment: Policy series briefing*. DEP/0527/NA, May 2004/03-63959. Disponible au: http://hq.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=468&ArticleID=4488&l=en

Van Est, D., 1997 : The changing use and management of the floodplain environment by Mousgoum women in North Cameroon. In: M. De Bruijn, I. van Halsema and H. van den Hombergh (eds.), Gender and Land Use; Diversity in Environmental Practices. Thela Publishers, Amsterdam, pp. 9-26

Women and Development Commission, 2004. *Gender and Environment*. Disponible au: http://www.dgcd.be/documents/fr/themes/gender/CFD%20300mmA-environnement%20FR.pdf (French)

Ressources Additionelles

Baruah, Bipasha. .The Narmada Valley Project: displacement of local populations and impact on women, . Natural Resources Forum 23 (1999): 81-84.

Braidotti, Rosi, Charkiewics, Ewa, Haüsler, Sabine and Saskia Wierenga, 1994. *Women the Environment and Sustainable Development: Towards a Theoretical Synthesis*. London: Zed Books.

Dankelman, Irene, 2003. *Gender, Environment and Sustainable Development: Theoretical Trends, Emerging Issues and Challenges*. Review Paper. Santo Domingo: INSTRAW.

FAO, 2003. *The State of Food Insecurity in the World*. Disponible au: http://www.fao.org/docrep/006/j0083e/j0083e00.htm

IUCN, 2003. *Maximizing conservation in protected areas: guidelines for gender consideration*. IUCN San José and Population Reference Bureau, Washington, D.C.

Lin, Carol Yong Ooi, 2001. "Gender impact of resettlement: The case of Babagon Dam in Sabah, Malaysia," *Gender, Technology and Development*, 5(2), pp. 223-244.

The resettlement of the Kadazandusun indigenous community of Kampung Tampasak in Penampang, Sabah, to construct the Babagon dam has altered the lives of the community. Women, men and children in the resettled community have begun to experience increased social, economic, cultural and psychological stresses, which are accentuated by the compulsory acquisition of their ancestral lands and resources. Resettlement has resulted in a restructuring of gender relations, livelihoods, value

systems and culture. The study shows that the burden of change is far greater for women who have even less access to the benefits of 'development' than do men. There is need for greater involvement of indigenous communities in resettlement efforts supported by more adequate state and community resources.

Maathai, W, 2004. *The Green Belt Movement*. Disponible au: http://www.lanternbooks.com/detail.html?id=159056040X

Mame Dagou DIOP, 2004: Les femmes dans les zones humides oust africaines. Document interne. Wetlands International, Africa Office Dakar, 5 pages

Nierenberg, Danielle, 2002. *Correcting Gender Myopia: Gender Equity, Women's Welfare and the Environment*. Worldwatch Paper 161, Washington, DC: Worldwatch Institute.

Rocheleau, D., Thomas-Slayter, B. and D. Edmunds, 1995. "Gendered Resource Mapping: Focusing on Women's Spaces in the Landscape," *Cultural Survival Quarterly*, 18(4), pp. 62-8.

UNEP, 2000. *Success Stories: Gender and the Environment*. Nairobi: United Nations Environnent Programme.

UNEP, 2004. *Report of the Global Women's Assembly on Environment.* First Meeting, United Nations Environment Programme, UNEP/DPDL/WAVE/1. Nairobi: United Nations Environment Programme.

Pangare, Vasudha Lokur. Gender issues in watershed development and management in India. Network Paper 88. Agren. ODI Agricultural Research and Extension Network. July 1998.

WEDO, 2003. *Untapped Connections: Gender, Water and Poverty*. New York: WEDO. Disponible au: http://www.wedo.org/files/untapped_eng.pdf

WEDO, 2003. *Common Ground: Women's Access to Natural Resources and the United Nations Millennium Development Goals*. New York: WEDO.

Zhou, Wei Wen, 1996. "Water resources and development of women in arid regions in northern China," *Natural Resources Forum*, 20(2), pp. 105-109.

The paper describes the difficult situation faced by women living in arid areas of China, based on field research in Hebei and Shanxi provinces. The causes and effects of poverty in the targeted areas are described, and the roles women could play to alleviate poverty and improve the environment in arid areas is outlined. In addressing policies which could lead to sustainable development, improved education in a number of areas is discussed; public policies aimed at improving women's conditions; ways to involve women in environmental protection; encouraging migration to reduce environmental degradation; and improving child-bearing conditions.

Disponible au: (Wageningen Library URL): http://sfx.library.wur.nl:9003/sfx_local?sid=SP:CABI&id=pmid:&id=&issn=01650203&isbn=&volume=20&issue=2&spage=105&pages=105109&date=1996&title=Natural%20Resources%20Forum&atitle=Water%20resources%20and%20development%20of%20women%20in%20arid%20regions%20in%20northern%20China%2e&aulast=Brewster&pid=%3CAN%3E19971804058%3C%2FAN%3E%3CAU%3EZhou%20WeiWen%3bBrewster%2c%20M%3C%2FAU%3E%3CDT%3EJournal%20article%3C%2FDT%3E

Sites web

UNIFEM'S Experience in Sustainable Development UN conferences and summits have underlined the contribution of women to sustainable development, with clear gender perspectives in environmental management incorporated.
http://www.unifem.org/

'Gender and Environment' is IUCN's learning community dedicated to research, documentation, and exchanges of experiences that promote the mainstreaming of gender equity perspectives in the environmental management initiatives.
http://www.genderandenvironment.org/

WEDO is an international advocacy organization that seeks to increase the power of women worldwide as policymakers at all levels to achieve economic and social justice, a healthy and peaceful planet, and human rights for all.
http://wedo.org/

Etudes de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Guatemala: Répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'eau dans l'organisation du bassin versant de la rivière « El Naranjo »

3.9. Genre et pêche[6]

Introduction

L'engagement des femmes des pays en voie de développement dans les moyens d'existence à base de ressources naturelles et dans la gestion des ressources est reconnu depuis longtemps mais il a été rarement considéré comme un rôle égal à celui des hommes. En matière de pêche, les femmes ont traditionnellement pris en charge le traitement des produits de la mer avant et après la pêche et la commercialisation des produits de la pêche.

Les hommes et les femmes entreprennent des activités de pêche complémentaires. Dans la plupart des régions, les grands bateaux de pêche qui pêchent au large emploient des équipages composés d'hommes alors que les femmes dirigent des bateaux de plus petite taille et des pirogues. De plus en plus de femmes entreprennent la pêche avec un équipement rudimentaire, se frayant un chemin le long de la côte pour collecter les crustacés et les algues. Dans les communautés vivant traditionnellement de la pêche, les femmes sont chargées des tâches qui nécessitent des compétences et du temps et qui ont lieu sur la terre ferme comme la fabrication et la réparation des filets, le traitement du produit de la pêche et sa commercialisation.

Les aspects genre de la pêche

Dans plusieurs pays, c'est surtout les femmes qui entreprennent la pêche dans les eaux intérieures. En Afrique, elles pêchent sur les rivières et les étangs. En Asie, là où les poissons et les crustacés font partie intégrante du régime alimentaire de plusieurs cultures, les femmes travaillent dans la pêche artisanale et commerciale. Dans certaines parties sud de l'Inde, les femmes pratiquent la pêche des crevettes dans les eaux arrêtées. Au Laos et en Thaïlande, les femmes pratiquent la pêche dans les canaux. Aux Philippines, les femmes empruntent des pirogues pour pêcher dans les lagunes côtières. Les femmes ont aussi assumé un rôle clé dans la croissance rapide de l'aquaculture. Elles effectuent souvent la plus grande partie du travail en nourrissant et en récoltant les poissons et les crustacés, elles traitent aussi les produits de la récolte. Les femmes au Lesotho et dans d'autres pays sud africains ont participé au programme de la FAO " L'aquaculture pour le développement de la communauté locale" et sont devenues à la tête de petits bassins familiaux. Les poissons produits dans ces bassins sont soit consommés par la famille ou vendus pour acheter d'autres produits alimentaires. Les femmes âgées et les enfants font souvent la collecte des crustacés le long des côtes pour augmenter les revenus de la famille et améliorer son alimentation (FAO, 2004).

Dans certaines régions, les femmes sont devenues de grandes promotrices dans le secteur de la pêche. Au sein de l'Union Européenne, par exemple, les femmes contrôlent 39 % de l'industrie de la pêche, gérant et contrôlant des sommes d'argent importantes et générant des bénéfices substantiels pour leurs ménages et leurs communautés (Aguilar, 2002).

Questions clés concernant l'aspect genre et la pêche

Le manque de documents et références sur le rôle des femmes dans la pêche peut être expliqué par plusieurs facteurs. D'abord, les objectifs de la production continuent de dominer

[6] Au delà de l'apparente égalité entre hommes et femmes dans le domaine de la pêche (accès et travail), la plus grande partie du travail et de l'espace occupé par les femmes est encore invisible aux décideurs et aux politiciens. Les mesures soucieuses de l'aspect genre nécessitent le développement d'opportunités et l'appui des réseaux et de la recherche.

les politiques nationales. Ainsi, la recherche continue d'être dirigée vers la composante prise de poissons (à dominance mâle) plutôt que vers la composante traitement et commercialisation (à dominance féminine). Ensuite, la recherche est souvent insensible à l'aspect genre et n'arrive pas à se figurer un tableau réel des moyens d'existence. Cette situation est aggravée par des chercheurs qui sont souvent incapables d'inclure les femmes dans les entretiens et les discussions pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont persuadés que les hommes sont les mieux placés pour parler au nom de la famille. Et enfin , au niveau national, les données sur la pêche sont souvent fusionnées avec le secteur de l'agriculture et il n'existe pas de données réparties par sexe ce qui rend le travail d'extraction des informations relatives à la pêche particulièrement compliqué et celui relatif au genre encore plus difficiles.

La division du travail dans le secteur de la pêche selon le sexe signifie que les femmes sont principalement dominqntes dans les activités en aval (y compris les activités de préfinancement de la pêche), mais elles sont rarement présentes dans l'activité principale qu'est la pêche proprement dite. Néanmoins, la baisse des prises et la dégradation de la situation économique des communautés vivant de la pêche ont des impacts sur les femmes actives dans le secteur de la pêche.

Le problème de l'accès direct aux ressources est complexe. Très souvent, il n'y a pas de vraie raison culturelle qui empêche les femmes de pratiquer la pêche à part le fait qu'elle soit une activité physique et difficile et est par conséquent jugée plus adaptée aux hommes. Il serait aussi déplacé et inconfortable aux femmes de se trouver pendant des jours d'affilée sur un chalutier de pêche dominé par des hommes. Il est possible de trouver des femmes actives dans certaines pêcheries côtières ou sur des lagunes comme à Sao Tomé, en Gambie et au Sénégal. Mais même si elles sont propriétaires de pirogues, les femmes peuvent employer des hommes pour pêcher afin de compléter leurs réserves de poissons lors de la saison basse. Ceci pose donc le problème de comment contrôler les hommes qui essaient, quelques fois, de les escroquer en déchargeant leurs prises sur d'autres plages ou en abandonnant leurs pirogues ou filets dans d'autres lieux. Des exemples de la communauté Tanji en Gambie et les communautés Ipata-Jebba au Nigéria montrent que les femmes ont exprimé leur besoin d'avoir une jetée pour obliger les hommes à décharger le poisson dans les points désignés (Horemans et Jallow, 1997).

Bennett et al. (2004) ont noté la différenciation homme/femme quant au contrôle de la propriété et des biens lorsque les femmes gagnent plus que les hommes. Ces femmes réinvestissent souvent leurs ressources dans le secteur de la pêche non seulement parce qu'elles considèrent ces ressources comme un patrimoine familial mais aussi parce qu'elles espèrent devenir les premiers destinataires des prises de poissons. Mais l'expérience a montré que les femmes se trouvent souvent dans une situation de non gain à cause de leur manque de contrôle et leur absence des postes de prise de décision.

Les chercheurs (Bennett et al., 2004) ont dégagé le problème de la capacité d'influencer la gestion de ces ressources. Les femmes accèdent rarement au processus de gestion bien que leurs activités en aval dépendent aussi de ces ressources. Effectivement, les femmes sont rarement représentées dans les institutions officielles de gestion de la pêche ou dans les conseils locaux des villages qui gèrent les ressources de la pêche. Dans le cas du Niger, suite à un projet pour l'égalité entre les hommes et les femmes, deux femmes ont été finalement admises dans le Conseil des sages du village. Cela a démontré que l'accès aux ressources et

aux finances est d'importance secondaire par rapport à l'accès aux structures du pouvoir et de l'information. Un tel accès peut s'avérer un outil très puissant pour les personnes qui entreprennent des activités commerciales. Au Sénégal, plusieurs femmes pêcheurs occupant une position ostensiblement plus puissante que celle des hommes. Elles possèdent souvent les capitaux et les moyens de production et les hommes sont leurs employés. Les problèmes surgissent au niveau de la capacité des femmes à exercer leur pouvoir d'une façon fructueuse et d'accéder aux structures du pouvoir qui influencent les processus de prise de décision relatifs à la gestion de la pêche aux niveaux local, régional et national.

Mesures soucieuses de l'aspect genre dans le secteur de la pêche

Depuis le début de la Décennie Internationale de la Femme en 1975, des efforts ont été déployés pour améliorer les conditions de vie des femmes et corriger les déséquilibres entre hommes et femmes. Cette approche a mis l'accent sur:

- Apporter une éducation formelle, des cours d'alphabétisation et des services de formation et de vulgarisation;
- Apporter une éducation informelle en matière de l'éducation des enfants, des installations sanitaires et de l'alimentation;
- Introduire des technologies et des méthodes améliorées pour soulager les femmes et augmenter leur efficience;
- Développer des opportunités pour plus d'activités génératrices de revenues et d'accès aux crédits; et
- Encourager les femmes à s'engager dans les activités de la communauté, dans la prise de décisions, la mise en œuvre et le contrôle des projets.

De telles activités d'appui ont été dirigées vers les projets de pêche au profit des femmes dans les communautés vivant de la pêche. Les projets de pêche ont contribué au développement des femmes et leur contribution au leadership et à la prise des décisions qui affectent leur futur et celui de la communauté.

Améliorations dans l'infrastructure

Une partie de l'assistance a été dirigée vers l'amélioration de la technologie et des installations disponibles aux femmes. L'amélioration de l'infrastructure routière et du marché dans plusieurs pays africains a soulagé les femmes lors de la commercialisation et la distribution des produits de la pêche. Une partie du développement de l'infrastructure a été dirigée spécialement vers les femmes. Les améliorations ont raccourci les distances et les délais des transactions, ce qui rend les opérations effectuées par les femmes plus efficaces et dégage du temps pour que les femmes puissant s'occuper de leurs familles. Cette efficacité a augmenté les revenus des femmes qui sont dépensés principalement pour les denrées alimentaires et autres besoins du ménage. Les appuis techniques et financiers sont des éléments très importants pour les activités domestiques, sociales et économiques. L'appui peut être sous forme de recherché technologique, de formation et de vulgarisation, de services bancaires ou de facilités de crédit.

Initiatives de gestion

Un autre moyen pour impliquer activement les pêcheurs femmes consiste à introduire des initiatives de gestion dans les zones de la pêche utilisées spécifiquement par les femmes. Par exemple, mettre en œuvre des stratégies de gestion dans les palétuviers, les plages sableuses et les lagunes le long de la côte peut aider les femmes dans l'identification des types d'espèces disponibles, les changements qui les affectent et comment faire face à ces

problèmes. Elles seront capables de contribuer à la résolution des problèmes identifiés en prenant des actions individuelles.

Construction de réseaux
Les femmes peuvent aussi contribuer activement aux réseaux nationaux et régionaux des praticiens qui travaillent dans le domaine de la gestion communautaire. A travers un tel forum, il peut y avoir des voies pour l'échange des informations et des expériences gagnées sur le terrain.

Recherche
Les domaines de recherche qui pourraient contribuer à l'amélioration de l'équilibre homme/femme dans le secteur de la pêche sont :

- Evaluation des besoins du pays et particulièrement dans les aspects genre de la gestion des activités de la pêche;
- Documentation de la connaissance traditionnelle, des institutions et des compétences sur la participation des femmes au secteur de la pêche;
- Evaluation et documentation des systèmes de gestion d'usage et comment ces systèmes ont été modifiés;
- Les tendances de la pêche et les modèles de consommation des produits de la mer dans les communautés rurales côtières;
- Développement d'indicateurs de réussite à partir de projets de gestion déjà mis en oeuvre
- Un inventaire des espèces cibles et modèles de distribution au niveau local; et
- Evaluation des facteurs qui affectent l'abondance des poissons, la distribution et la façon de régler les problèmes identifiés.

Références

Aguilar, L, 2002. *Fisheries and Aquaculture in Coastal Zones: Gender makes the Difference.* Geneva: IUCN Briefing Notes.

FAO, 2004: Gender and food security. Fisheries. Disponible au: http://www.fao.org/Gender/en/fish-e.htm

Horemans, B.W, and A.M. Jallow (eds.), 1997. *Report of the Workshop on Gender Roles and Issues in Artisanal Fisheries in West Africa*, December 11-13 1996, Lomé. Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa. IDAF/WP/97.
Disponible au: http://www.fao.org/DOCREP/x0205e/x0205e00.htm

Veitayaki, Joeli and Irene Noaczek, 2003. Filling the Gaps: Indigenous Researchers, Subsistence Fisheries and Gender Analysis*, SPC Women in Fisheries Information,* Bulletin #13, Disponible au: http://www.spc.int/coastfish/News/WIF/WIF13/Veitayaki.pdf

Bennett, Elisabeth. Valette, Hélène Rey Mäiga, Kassoum Yacouba. and Modesta Medard, 2004. *Room to maneuver: gender and coping strategies in the fisheries sector*. Disponible au: http://www.onefish.org/servlet/BinaryDownloaderServlet?filename=1114519604671_English version_report.doc&refID=247648

Ressources Additionelles

Aramanza Mandanda, 2003. *Commercialization and Gender Roles among Lake Victoria Shore Fishing Communities of Uganda*. Department of Women and Gender Studies Makerere University, Kampala, Uganda. Disponible au: http://www.wougnet.org/Documents/CommercialisationGenderRolesLakeVictoria.doc#_Toc59246071

Houndékon, B.R., Tempelman, D.E. and A.M. Ijff, 1990. *Report of round table meeting on women's activities and community development in artisanal fisheries* (projects) in West Africa. IDAF Working Paper #30, Cotonou: Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa (IDAF) Project.

ICSF, 1997. *Women First: Report of the Women in Fisheries Programme of ICSF in India – vol. 1,* Chennai: International Collective in Support of Fishworkers (Samudra Dossier, Women in Fisheries Series No. 2).

Rathgeber, Eva, 2003. *Dry Taps. Gender and Poverty in Water Resource Management*. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). Disponible au: ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/AC855E/AC855E00.pdf

Satia, B.P. and C.Z. Wétohossou, (eds.) 1996. *Report of the Working Group on Women's Key Role and Issues Related to Gender in Fishing Communities*. IDAF Working Paper # 79, Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa (IDAF).

Siar, S. V. and L. M. Caneba, 1998. "Women and the question of sustainable development in a Philippine fishing village," *International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, 5(1), pp. 51-58.

Touray, I, 1996. *Study on Women's Organisations in Brufut and Gunjur Communities and the Factors that Favour or Impede their Sustainability in the Gambia*. IDAF Working Paper # 88, Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa.

Ressources Espagnoles

En una situación precaria. Las Mujeres que trabajan en las plantas procesadoras de pescaso chilenas afrontan condiciones de trabajo adversas y un futuro incierto (no date, author)

In this report it is explained in a quantitative way how workers, especially women, have bad working conditions in an industry that has grown extensively in the last years mainly in their production for exports.

Disponible en:
http://www.icsf.net/jsp/publication/samudra/pdf/spanish/issue_22/art09.pdf

Trabajadoras versus modelo exportador: Las estrellas sin Brillo (no date, author)

La agroindustria y la salmonicultura son los sectores más dinámicos de la economía chilena. Sus utilidades alcanzan cifras que hipnotizan a los promotores del libre mercado. Sin embargo, sus cuantiosos retornos se explican por el bajo costo de la mano de obra que utilizan. Sus empleados,

principalmente mujeres, son sometidos a tratos inhumanos, que vulneran los derechos más básicos consagrados en el Código del Trabajo.
Disponible en:
http://www.clasecontraclase.cl/scripts/documentos-descargar.php?id=108

El papel de la mujer en la pesca. Comisión Europea. (no date)

The study addressed the promotion of equal opportunities and rights for men and women. The rationale for the study was to analyse gender mainstreaming in fisheries development by:

- Examining the roles of women in the fisheries sector of the communities dependent on fisheries
- Providing an analysis of the obstacles and the potential related to women's contribution to the socio-economic development and diversification of these communities; and
- Identifying ways and means for the promotion of equal opportunities for women in the fisheries sector.

Disponible en:
http://europa.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/summary_es.pdf
http://europa.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/index.htm
(English)

"Diagnóstico sobre la situación del trabajo femenino en el sector pesquero y acuícola argentino - Región Patagónica". Disponible en**:**
http://mujeres.infopesca.org/publicaciones/pdf/pub_argentina.PDF

"Informe Preliminar de la Segunda Reunión de Puntos Focales de la Red Latinoamericana de las Mujeres del Sector Pesquero - Acuícola". Disponible en:
http://mujeres.infopesca.org/publicaciones/pdf/pub_informe_final.pdf

"Primera Reunión de Puntos Focales de la Red Latinoamericana de las Mujeres del Sector Pesquero - Acuícola" - Informe Final - 5 y 6 de octubre del 2000. Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/novedades/nov_1_resumen.htm

Ayala Galdós, María Estela. *Situación de la mujer peruana en la pesca* Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/articulos/art002.htm

Beltrán Turriago, Claudia Stella *El rol de la mujer colombiana en la pesca y la acuicultura.* Disponible en:
http://www.laneta.apc.org/cgi-bin/WebX?230@229.G0WiaPGuxlc^0@.ee738e8

Fernández, Sonia. *La mujer en el sector pesquero uruguayo* **.** Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/articulos/art001.htm

Morales Flood de Ramos, Dra. María Esther, *La mujer en la industria pesquera y acuicola ecuatoriana*. Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/articulos/art003.htm

Sites web

FAO The Food and Agriculture Organization of the United Nations leads international efforts to defeat hunger. The gender and food security page offers information on diverse subjects: agriculture, division of labor, environment, forestry, nutrition, fisheries, rural economies, population, and education. www.fao.org/Gender/

ICSF-Women Program The International Collective in Support of Fish Workers (ICSF) is an international non-government organization that works towards the establishment of equitable, gender-just, self-reliant and sustainable fisheries, particularly in the small-scale, artisanal sector. ICSF draws its mandate from the historic International Conference of Fish Workers and their Supporters (ICFWS), held in Rome in 1984, parallel to the World Conference on Fisheries Management and Development organised by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).
www.icsf.net

Red Latinoamericana de las mujeres del sector pesquero.
This website promotes the sharing of information, experiences, knowledge and aims to develop specific projects related with women participation in this sector. http://mujeres.infopesca.org/articulos.htm

Études de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Sénégal: Rôle des femmes dans le modèle de gestion communautaire des ressources halieutiques et des environnements marins à Cayar

3.10 Genre et gestion des zones côtières [7]

Introduction

La conservation et la gestion durable de la zone marine côtière nécessitent une compréhension claire des différences et des inégalités entre les femmes et les hommes qui ont souvent des besoins et des intérêts différents dans leur relation avec les ressources aquatiques. L'accès à ces ressources et leur contrôle, les avantages qui en découlent et la prise de décision associée sont différenciés selon le genre.

Les problèmes d'égalité homme/femme relatifs aux zones côtières

Sur les côtes comme dans plusieurs autres environnements, l'homme et la femme jouent des rôles économiques et sociaux importants mais différents. Il y a, effectivement, des différences dans les modes d'utilisation des ressources, d'accès à la terre, des ressources naturelles, des équipements, du travail, du capital, des revenus extérieurs, de l'éducation et du contrôle que les hommes et les femmes exercent sur ces ressources (Anon, 1998 in van Ingen et al., 2002).

Une des différences les plus décrites et traitées entre le travail des femmes et des hommes dans les zones côtières est l'aspect ségrégationniste de l'industrie de la pêche. Les études montrent que les hommes ont tendance à pratiquer la pêche au large ou dans les eaux fluviales alors que les femmes pratiquent la pêche tout près des côtes. Les femmes sont plus impliquées que les hommes dans les activités qui suivent la pêche elle-même et particulièrement dans les pêcheries de petite taille. Ces différences sont importantes puisque les tâches effectuées par les femmes ont souvent été occultées par les analyses économiques et n'ont pas bénéficié du même niveau d'investissements (par exemple en termes d'appui technologique, de crédits ou de formation). Les activités économiques de la femme sont aussi peut être plus difficiles à classer par catégories par rapport aux activités effectuées par les hommes. Les femmes tendent à jongler avec des activités multiples (comme le fait de combiner l'aquaculture, la culture d'un potager et le fumage des poissons) alors que les travail des hommes est souvent axé sur un seul groupe d'activités reliées entre elles.

Les femmes et les hommes ont aussi un accès et un contrôle différent à la terre et aux ressources en eau dans les zones côtières. Il peut y avoir des conflits sur les droits d'usufruit, des droits légaux ou sur l'occupation informelle et l'occupation officielle. Les femmes accèdent, en général, à la terre à travers les membres de leur famille de sexe masculin (mari, père ou frère), plutôt que de détenir un titre de propriété à leur propre nom. L'occupation est un élément très important puisqu'il est déterminant en matière de prise de décisions officielles relatives à l'utilisation de la terre, du droit de consultation pour la conception des plans de développement et d'accès aux services d'appui comme les crédits.

Les décisions en matière de gestion des zones côtières sont souvent prises sans la perspective des parties prenantes féminines et des spécialistes. Les femmes sont encore minoritaires dans les processus de prise de décisions politiques pace qu'elles ont tendance à accéder moins que les hommes aux autorités officielles et aux structures locales de prise de décisions y compris les instances de gestion côtière.

[7] Résumé: Une perspective de l'aspect genre dans la gestion côtière aide à comprendre les différences entre le travail de la femme et celui de l'homme dans les zones côtières en termes de contrôle, de gestion et d'accès aux ressources.

En termes de risques environnementaux, il est important de souligner la vulnérabilité grandissante des zones côtières, surtout pour certaines femmes, par exemple le tsunami de l'Océan Indien qui a eu lieu en décembre 2004 a eu des effets différents sur les hommes et les femmes à cause de la division trop prononcée du travail et des activités productives et reproductives dans la zone touchée. Les hommes sont, traditionnellement, chargés de la pêche et de la commercialisation alors que les femmes sont responsables de la transformation des poissons. C'est pour cette raison que plus d'hommes se trouvaient dans l'eau alors que les femmes se trouvaient sur les côtes ce qui a engendré un très grand nombre de décès parmi les femmes et les enfants. Et pourtant, les efforts d'aide et de réhabilitation continuent d'être orientés vers les hommes plus que les femmes. Pour trouver une réponse efficace, il est important de comprendre et de mesurer les différences entre les deux sexes. Une analyse de la composition des survivants dissociée de l'âge et du genre homme/femme ainsi que des contraintes de réhabilitation des moyens de survie aussi bien des hommes que des femmes facilitera l'obtention d'une réponse durable (AFPIC, 2005).

Vulgarisation de l'aspect genre

Améliorer la gouvernance et la planification

- Les planificateurs peuvent emprunter des outils de l'analyse du genre afin de travailler avec les femmes et les hommes sur la collecte des informations relatives la différence entre les deux sexes dans l'utilisation des ressources, l'accès à la prise de décision et aux priorités de la communauté. Il est important de ne pas stéréotyper les intérêts des hommes et des femmes. Les informations dissociées du genre homme/femmes doivent être collectées et incorporées dans les plans et les projets côtiers. Quand les priorités des femmes ne sont pas incluses dans les projets ou les programmes, elles arrêtent très souvent d'y prendre part.
- Il est également important d'étendre l'accès de la société civile à la gouvernance côtière. Les problèmes démographiques et les problèmes hommes/femmes apportent de nouveaux partenaires de la société civile dans le cercle de la gouvernance côtière aux niveaux local, national et international. Néanmoins, le renforcement des compétences peut s'avérer nécessaire pour bien utiliser cet accès. A titre d'exemple, le Centre de Développement Tambuyog à Palawan aux Philippines a organisé des sessions de formation sur le leadership, la prise de parole en public, les plaidoyers et la sensibilisation environnementale au profit des femmes rurales engagées dans des activités de gestion côtière.

Changer l'utilisation et la gestion des ressources

- Afin d'anticiper les impacts d'une politique donnée, il est nécessaire de disposer d'une analyse politique et d'informations relatives à la question de la variété sociale homme/femme en matière d'usage et d'accès aux ressources, de statistiques sur la structure démographique des ménages, de la migration, des marchés, de l'emploi et de la prise de décision. Avec de telles informations, il est peu probable que les politiques des zones côtières aient un impact négatif sur les femmes en général et sur les ménages dirigés par des femmes.
- Les connaissances en matière de variété sociale homme/femme devraient être utilisées pour la gestion des ressources côtières. Les femmes, dans leur usage des ressources, possèdent souvent des connaissances sur la biodiversité marine, côtière et des estuaires différentes de celles des hommes. Dans plusieurs pays, ce sont plutôt les femmes qui sont engagées dans la pêche fluviale. En Afrique, les femmes pratiquent la pêche dans les rivières et les étangs. Dans certaines parties de l'Inde, les femmes pratiquent la

pêche des crevettes dans les eaux arrêtées. Au Laos et en Thaïlande, les femmes pratiquent la pêche dans les canaux. Aux Philippines, les femmes empruntent des pirogues pour pêcher dans les lagons côtiers. La collecte des crustacés, des algues marines et des plantes côtières comestibles pour les hommes et le bétail incombe aux femmes, aux enfants et aux femmes âgées qui possèdent une connaissance biologique très utile.

Projets de restauration des habitats

Etant des utilisatrices quotidiennes des ressources, les femmes peuvent aussi identifier facilement les changements des habitats, l'abondance et la distribution des espèces et peuvent même identifier les facteurs relatifs à ces changements. Les femmes peuvent aussi contribuer à toutes les formes de restauration des habitats. Le point initial pour la plupart des initiatives de gestion a été l'introduction d'activités pratiques dans lesquelles la communauté est impliquée. Ceci est ensuite étendu pour couvrir d'autres initiatives de gestion. La restauration des habitats peut comprendre la replantation des palétuviers, la replantation du corail, la replantation de la végétation des rives et d'autres activités dans ce genre. La restauration à ce niveau peut alors inciter l'implication dans des questions de gestion plus larges. Dans la zone côtière sénégalaise, plusieurs initiatives concernant la restauration du palétuvier ont été effectuées avec des villageoises en coopération avec des organisations régionales et internationales comme l'IUCN et Wetlands International. L'implication des femmes dans la restauration et la maintenance des marécages en utilisant leurs connaissances en matière de biodiversité dans les écosystèmes côtiers concernés va aussi être bénéfique à tous les ménages vivant sur les côtes et va permettre une gestion durable de la zone côtière.

Références

Diamond, N., Squillante, L. and Hale, L. Z. Cross, 2004. *Currents: Navigating Gender and Population Linkages for Integrated Coastal Management*. The University of Rhode Island's. Coastal Resources Center. Disponible au: www.crc.uri.edu/download/WIL_0051.PDF

FAO, 1998. "Integrated Coastal Area Management and Agriculture, Forestry & Fisheries." *Environment and Natural Resources Service*. Disponible au: http://www.fao.org/sd/epdirect/epre0048.htm .

van Ingen, T, Kawau, C. and S. Wells, 2002: *Gender Equity in Coastal Zone Management: Experiences from Tanga, Tanzania*. IUCN Eastern Africa Regional Programme.

Woroniuk, B. and J. Schalkwyk, 1998. *Coastal zone management and equity between men and women*. Canadian International Development Agency (CIDA). Disponible au: www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUImages/Policy/$file/12zones.pdf

Ressources Additionelles

Aguilar, L. and Castañeda, I, 2001. *About Fishermen, Fisherwomen, Oceans and Tides: A Gender Perspective in Marine-coastal Zones*. San José, Costa Rica: IUCN-ORMA.

FAO, 2004. *Gender and food security*. Fact sheet on Fisheries. Disponible au: http://www.fao.org/Gender/en/fish-e.htm

Macalister, E, 2002. *"The Role of Women in Fisheries"*. DG Fish. European Union. TENDER FISH/2000/01-LOT No 1 Final report 1443/R/03/D. Disponible au: www.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/index.htm

Mheen-Sluijer, van der J. and S. Sen, 1994. *Meeting Information Needs on Gender Issues in Aquaculture*. Field Document No. 33. ALCOM. Harare, Zimbabwe. Disponible au: http://www.fao.org/fi/alcom/alcompub.htm

Sites Web

The **Women's Aquatic Network** is a private, non-profit organisation incorporated in 1985 in the District of Columbia to bring together women and men with interests in marine and aquatic policy, research, legislation, and other areas. WAN facilitates the interaction of women and men with interests in marine and aquatic affairs in an atmosphere that encourages information exchange; identifies individuals, groups, organisations, programs, and/or employment opportunities that could benefit members in their field(s) of interest and expertise and provides a forum for discussion of topical issues in marine and aquatic affairs.
www.womensaquatic.net/

The Coastal Resources Center at the University of Rhode Island is dedicated to advancing coastal management worldwide. In addition to assisting in the development and implementation of coastal management programs in Rhode Island and the United States, the Center is active in countries throughout the world promoting the sustainable use of coastal resources for the benefit of all.
www.crc.uri.edu

Etude de cas

Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Sénégal: Rôle des femmes dans le modèle de gestion communautaire des ressources halieutiques et des environnements marins, Cayar

3.11. Genre, variation climatique et catastrophes reliés à l'eau

Introduction

Les variations climatiques naturelles à travers le monde engendrées par les changements climatiques induits par l'Homme ont placé les sociétés, et plus particulièrement les femmes, les pauvres et les personnes vulnérables dans une situation de risque élevé[8]. Dans la mesure où la sécheresse de même que les inondations sont perçues comme des manifestations fréquentes et normales de notre climat, leur impact est aggravé du fait des interventions humaines tels que la surexploitation des nappes phréatiques, ou la constructions de digues dans les zones sujettes aux inondations ; ceci a pour conséquence d'accroître la densité de la population et de changer le propriétés des terres du fait d'une agriculture intensive, la déforestation, ainsi que les installations des hommes dans des zones propices aux situations aléatoires. Dans les zones fréquemment frappées par les inondations et la sécheresse, les femmes et les hommes ont développé des stratégies complexes d'adaptation, différenciées par genre, afin de faire face aux changements climatiques saisonniers, telles que la mobilité spatiale, les migrations ainsi que des mesures institutionnelles de gestion des ressources d'eau, des terre, des récoltes ainsi que des mesures de diversification du cheptel (Moench et Dixit 1994, Yamin et al. 2005).

Comprendre le genre, la vulnérabilité et les catastrophes

Bien que la pauvreté fasse partie intégrante de la vulnérabilité –toutes les personnes en situation de pauvreté sont vulnérables- la réciproque n'est pas vérifiée (ActionAid 2005: 7). La vulnérabilité est un concept plus dynamique que la pauvreté dans le sens qu'elle prend en compte le degré de changement de la probabilité de perte causée par une exposition aux catastrophes, ou l'inégalité des risques encourus par les individus, les communautés et les systèmes. L'élaboration du contexte de changement climatique *au quotidien*, en dépassant « la géographie des vulnérabilités » (Fordham 1999) prend en considération le rôle pré défini, et l'imbrication des systèmes d'espaces naturels et sociaux dans la structuration de la vulnérabilité. Ceux-ci incluent la localisation et la nature des habitations, les systèmes d'information et de communication, les schémas de capital social et la capacité des différents groupes ou des individus à sécuriser les revenus alternatifs et de garantir un flux de ressources- financières, sociales et politiques- afin de maintenir un revenu de sécurité (Twigg 2001)

Les femmes en situation de pauvreté à travers le monde, les enfants ainsi que les personnes âgées portent de manière disproportionnée le poids de leur vulnérabilité, ce qui les place dans des catégories à haut risque, et ce même parmi les communautés marginalisées par caste, groupe ethnique, race ou religion (Wisner et al. 2004). Le travail différentiel des femmes, leur manque de contrôle sur les ressources productives ainsi que le manque d'accès aux mécanismes communs tels que les systèmes de crédit, la (micro) assurance, ou les aptitudes de survie (tels que nager dans les zones prédisposées aux inondations), de même qu'une mobilité restreinte (tels que la pratique du *purdah* ou l'obligation de vivre retirée du monde) accroît sur leur personne l'impact de la catastrophe. Aussi, les droits des femmes sont souvent violés dans les processus de catastrophes lorsque les efforts de réhabilitation, de secours et d'allègement ne prennent pas en compte les effets différentiels du dégât causé, les capacités

[8] La variation naturelle du climat se réfère aux variations des quantités et la distribution des précipitations, tandis que les changements induits par l'homme peuvent être causés par l'émission de gaz à effet de serre, à l'origine du réchauffement de la planète.

et les besoins à travers les diverses catégories sociales (Ariyabandu and Wickramasinghe 2003: 45).

L'impact différentiel des inondations et des sécheresses sur les relations de genre

Les sécheresses ont un impact direct sur les revenus des ruraux tels que l'incapacité de cultiver et la réduction des résidences, ce qui mène à l'exode rural, la famine et des cas extrêmes de déshydratation. il existe aussi des conséquences indirectes qui peuvent survenir, telles que dans un cas de pénurie en eau, où se manifestent des propagations de maladies et des eaux non potables et donc non adaptables à la consommation humaine, l'assainissement et l'hygiène. Par ailleurs, les inondations sont un phénomène fréquent dans de nombreuses parties du monde, et certaines d'entres elles, telles que les inondations périodiques d'origine fluviales, peuvent avoir un impact positif : le maintien des écosystèmes et de la biodiversité dans les deltas et les plaines inondables, assurant la migration des poissons, le remplissage des nappes phréatiques, le transport fluvial et l'accès aux sols fertiles. Au cours des dernières décennies, les effets de la croissance démographique, l'absence de plans d'urbanisation, la déforestation, l'élimination des zones humides, et de nombreuses mesures inadéquates ont entraîné des inondations –et plus spécialement dans des inondations rapides en zone urbaine- qui ont eu des conséquences désastreuses sur les revenus, l'utilisation des terres, les maisons ainsi que les infrastructures publiques dans les pays en développement au même titre que dans les pays développés. Malgré l'absence de données décomposées par sexes en matière d'impact des inondations et des sécheresses, on observe actuellement une augmentation des matériaux aussi bien qualitatifs qu'empiriques en terme d'impact différentiel de genre, qui peut être résumé comme suit :

Les impacts économiques :

Accroissement du temps investi dans le travail impayé

- Les femmes passent davantage de temps et dépensent plus d'énergie dans l'approvisionnement en l'eau dans les zones propices aux inondations, ce qui affecte leur disponibilité en temps pour travailler (Enarson 2000).
- La charge de travail des femmes est accrue suite aux inondations car elles doivent aider dans l'accomplissement des tâches domestiques, les réparations, le nettoyage, la maintenance, et cela en sus de leur travail quotidien (Nasreen 2000).

Perte en actifs et en droits :

- Les agricultrices perdent en sécurité alimentaire lorsque les inondations détruisent leurs terres, leur stock ainsi que leur bétail.
- Les familles peuvent être contraintes de vendre leurs actifs ou mettre en gage les bijoux des femmes.
- Les schémas de consommation alimentaire et l'accès aux nourritures peuvent être différenciés en fonction du genre.

Réduction des opportunités disponibles pour accomplir un travail productif

- En zone rurale autant qu'en milieu urbain, et tous deux sujets aux inondations, les ouvrières peuvent perdre en terme de rémunération de leur travail car les champs et leurs lieux de travail ne sont pas accessibles (Enarson et Morrow 1998).
- Les femmes qui ne migrent pas souvent se retrouvent à entreprendre les travaux d'assistance propre au gouvernement en cas de sécheresse, travaux ardus et à effet néfaste sur leur santé (Fernando et Fernando 1997).
- L'émigration saisonnière et à longue distance des hommes ajoute au fardeau des femmes le fait de devoir gérer des terres sans même avoir accès à une sécurité de paiement leur bail ainsi que leurs ressources critiques.

Impacts sociaux

Education

- Les inondations prolongées ont un impact important sur les taux de scolarisation et de maintien des inscrits dans le système scolaire.
- Dans les zones où les écoles sont affectées par les inondations, celles-ci restent fermées jusqu'à ce qu'il y ait une réduction de la quantité d'eau. Les écoles situées dans les hauteurs peuvent être utilisés comme des refuges temporaires pour les communautés.

Santé, hygiène, distribution d'eau et assainissement

- Durant les périodes de sécheresses, l'eau disponible est limitée en quantité pour assurer l'hygiène personnelle, ce qui affecte les aptitudes des femmes à prendre des bains régulièrement, et plus particulièrement durant leur période menstruelle.
- La difficulté d'accès à des systèmes d'assainissement suite aux inondations compromet la situation des femmes, et plus précisément celle des femmes âgées qui doivent moins manger et boire afin de réduire la lourde tâche qui leur incombe de devoir chercher une structure adéquate pour uriner ou déféquer, ce qui accroît les problèmes causés par les maladies infectieuses. Les jeunes filles dans certaines communautés refuges sont souvent confiées à des groupes afin de bénéficier de plus de sécurité dans un environnement incertain.

Conflits et violences de genre

- Une augmentation des conflits entre femmes dans les files d'accès de l'eau dans des zones souvent touchées par le sécheresse a été bien développé dans certaines études (cf.: www.utthangujarat.org).
- Les femmes marginalisées, telles que les *dalits* et les *adivasis* en Inde sont victimes d'harcèlement sexuelle et sont souvent poussés dans les métiers du sex.

Les stratégies d'adatation adaptables : l'élaboration de la résilience communautaire

D'un point de vue historique, les femmes et les hommes dans les communautés sensibles aux sécheresses et aux inondations ont amélioré leurs stratégies et leurs mécanismes de réaction afin de préparer leurs familles, protéger leurs biens et s'assurer un revenu minimum de sécurité. Ceux-ci incluent le stockage des engrais et la préparation de nourriture séchée afin de subvenir aux besoins alimentaires des familles durant les inondations, pouvant servir aussi pour des cultures postérieures, ou encore le développement des initiatives de gestion pour la conservation des ressources naturelles autours des sols et l'eau. La diversification des sources de revenus, que ce soit dans les activités des micro entreprises n'ayant pas attrait à l'agriculture ou encore aux migrations saisonnières, est également considérée comme une stratégie importante pour la génération de revenus en vue des périodes de sécheresse ou d'inondation. (Little et al. 2004, Verhagen et Bhatt 2003). Les mises à l'épreuve des inondations, tels que le traitement des toits en fonction des précipitations dans les vallées semi-arides de la Jordanie, les hautes plaines d'Afrique de l'Est et les Sud et Sud Est asiatique ont eu un impact significatif sur la sécurité en eau des ménages (www.idrc.ca).

Les ONGs ainsi que d'autres organisations de la société civile jouent un rôle important pour faciliter l'accès des communautés et aux ménages aux aptitudes, biens et ressources indispensables pour faire face au changement et restructurer la composition de leur revenu. De même, la mobilisation des femmes et la formation de Groupes d'Entraide afin d'encourager l'épargne, l'accès à la micro finance et à la micro assurance avant et après le déclenchement d'une catastrophe, s'est révélée très avantageuse pour de nombreuses femmes qui auraient été obligé autrement de gager leurs bijoux ou vendre leur bétail. Au Zimbabwe, l'Association pour les Clubs de Femmes, en partenariat avec Oxfam sont parvenus à aider de

nombreuses femmes dans le monde rural à diversifier leur revenus, développer de nouvelles compétences et soutenir les fonds renouvelables des micros crédits (www.oxfamamerica.org/emergency/art3158.html).

De plus, de nombreuses ONG contribuent à faciliter la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles des institutions à l'échelle communautaire, à renforcer leurs compétences de direction dans la procuration d'assistance dans les situations de catastrophes et l'élaboration du lien avec les revenus, et à promouvoir les droits et la sécurité humaine.

Le rôle de l'Etat dans l'assistance en cas de désastre

Même si le Cadre d'Action de Hyogo (ISDR 2005) appelle à l'intégration de la perspective de genre sur tous les plans, la réponse en matière de politiques et de processus de prise de décision en matière de gestion des risques de catastrophes sont, dans plusieurs pays, de court terme -de même, l'assistance fournie en cas de catastrophe liée aux inondations à travers des programmes de vivres-contre-travail ou des compensations pour les foyers affectés par les inondations. Par ailleurs, ces efforts sont caractérisés par la corruption et la faible planifications, et ce malgré les montants considérables payés aux agences de gestion des catastrophes. La participation de la société civile, et plus particulièrement les professionnels sensibles à la question du genre pouvant identifier les besoins différentiels en terme de genre, mais aussi les priorités ainsi que les capacités avant et après les catastrophes sont importants. (cf. http://www.gencc.interconnection.org/contact.htm). Les initiatives telles que le Dialogue sur l'Eau et le Climat lancé en 2001 par un consortium d'agences internationales, regroupait différents intervenants et se concentrait principalement sur comment gérer les ressources en eau dans un monde sujet à de nombreuses variations hydrauliques (cf. http://www.waterandclimate.org).

Références

Actionaid International, 2005. *Participatory Vulnerability Analysis: A step-by-step Guide for Field Staff*. Disponible au: http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/108_1_participatory_vulnerability_analysis_guide.pdf

Ariyabandu, M.M. and M. Wickramasinghe, 2003. *Gender Dimensions in Disaster Management: A Guide for South Asia*, Colombo: ITDG (Intermediate Technology Development Group) South Asia Publications. Available from: ITDG South Asia, 5 Lionel Edirisinghe Mawatha, Kirulapone, Colombo 5, Sri Lanka.

Enarson, E, 2000. *Gender and Natural Disasters*. In-focus Programme on Crisis Response and Reconstruction, Working Paper No. 1. Geneva: ILO.

Enarson, E. and B.H. Morrow (eds.), 1998. *The Gendered Terrain of Disaster: Through Women's Eyes*, Westport, CT: Greenwood Publications.

Fernando, P. and V. Fernando (eds.), 1997. *South Asian Women: Facing Disasters, Securing Life*. Colombo: ITDG Publications for Duryog Nivaran. Disponible au: http://www.duryognivaran.org et http://www.itdg.org

Fordham, M., 1999. "The intersection of gender and social class in disaster: balancing resilience and vulnerability," *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 17(1). Pp 15-36.

International Strategy for Disaster Reduction (ISDR), 2005. *Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters*. Geneva: International Strategy for Disaster Reduction. Disponible au: http://www.unisdr.org/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf

Little, P.D, M. Priscilla Stone, T. Mogues, A. Peter Castro and W. Negatu, 2004. *"Churning" on the Margins: How the Poor Respond to Drought in South Wollo, Ethiopia.* BASIS Brief No. 21. Disponible au: http://www.basis.wisc.edu/live/basbrief21.pdf

Malekar, A., 2000. *"Silence of the Lambs: Landlords exploit the drought-hit dalit women"*

Moench, M. and A. Dixit (eds.), 2004. *Adaptive Capacity and Livelihood Resilience: Adaptive Strategies for Responding to Floods and Droughts in South Asia.* Boulder, CO and Kathmandu (Nepal): Institute for Social and Economic Transition. Disponible au: www.i-s-e-t.org

Nasreen, M., 2000. "Coping mechanisms of rural women in Bangladesh during floods: A gender perspective." In N. Ahmed and H. Khatun (eds.), *Disasters: Issues and Gender Perspectives*, Department of Geography and Environment, University of Dhaka.

Twigg, J, 2001. *Sustainable Livelihoods and Vulnerability to Disasters*, London: Benfield Greig Hazard Research Centre. Disponible au: http://www.benfieldhrc.org/disaster_studies/working_papers/workingpaper2.pdf

Verhagen, J. and M. Bhatt, 2002. *Community-Based Disaster Risk Mitigation: A Case Study in the Semi-Arid Areas of Gujarat* presented at ADB Conference on Water and Poverty. Dhaka, Bangladesh.

Wisner, B, P. Blaikie, T. Cannon and I. Davis, 2004. *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disaster*, London and New York: Routledge.

Yamin, F, A. Rahman and S. Huq, 2005. "Vulnerability, Adaptation and Climate Disasters: A Conceptual overview," *IDS Bulletin*, 36(4). Pp 1-14.

Ressources Additionelles

Aguilar, L., 2004. *IUCN Fact sheet: Climate Change and Disaster Mitigation – Gender Makes the Difference*.

Fact sheet about the linkages of the gender equity approach in climate change and disaster mitigation initiatives, supported in lessons learned in international initiatives.

Disponible au::
http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/Climate.pdf

Ariyabandu, Madhavi, M. and Maithree Wickramasinghe, 2003. *Gender Dimensions in Disaster Management: A Guide for South Asia*, Colombo: ITDG (Intermediate Technology Development Group) South Asia Publications. Available from: ITDG South Asia, 5 Lionel Edirisinghe Mawatha, Kirulapone, Colombo 5, Sri Lanka.

This resource guide looks at the specific vulnerabilities and capacities of women and men and the gender and social dynamics of disaster situations which are not often visible. The book is targeted at policy makers and development practitioners in South Asia, whose contribution is vital for effective disaster risk management and sustainable development in the sub-continent.

Bradshaw, Sarah, 2004. *Socio-Economic Impacts of Natural Disasters: A Gender Analysis*. United Nations Sustainable Development and Human Settlements Division, Chile, CEPAL-Series Manuales 32.

This work analyses the socio-economic effects of Hurricane Mitch (Honduras and the Pacific Coast, 1998) using a gender approach and proposes new indicators to analyse crisis situations that could show in a better way the situation of inequity of women compared to men.

CARE, 2002. *Flood Impact on Women and Girls in Prey Veng Province, Cambodia.* Funded by DIPECHO and carried out for CARE by IDP Education Australia and CARE, Cambodia.

Enarson, E. et al., 2003. *Working with Women at Risk: Practical Guidelines for Assessing Local Disaster Risk.* International Hurricane Centre, Florida International University. Disponible au:http://www.proventionconsortium.org/themes/default/pdfs/CRA/IHC2003.pdf

Masika, Rachel (ed.), 2002. *Gender, Development and Climate Change.* Oxfam Focus on Gender. Oxfam, UK.

Pro-Vention, 2004. *"Social Vulnerability and Capacity Analysis (VCA): An Overview"*, Discussion paper prepared for the Pro-vention Consortium Workshop at the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), 25-26 May, Geneva. Disponible au: http://www.proventionconsortium.org/themes/default/pdfs/VCA_ws04.pdf

United National Environment Programme (UNEP), 2005. *Mainstreaming Gender in Environmental Assessment and Early Warning.*

This report seeks to help the understanding of key questions relating to gender mainstreaming into UNEP's early warning and assessment programme. It analyses key issues in the areas of gender and the environment as they relate to water, poverty, security, conflict, early warning, disaster and vulnerability to environment change.

Disponible au:
http://www.earthprint.com/show.htm??url=http://www.earthprint.com/cgi-bin/ncommerce3/ProductDisplay?prrfnbr=514436&prmenbr=27973

Ressources Espagnoles

Alegría, María Angélica, sin dato. *Desastres naturales, análisis de la capacidad de respuesta comunitaria desde una perspectiva de género.* Disponible en:
http://www.aprchile.cl/modules.php?name=News&file=article&sid=327

Alegría, María Angélica, 2005. *Desastres naturales, análisis de cómo enfrentarlos desde la capacidad comunitaria con una perspectiva de género.* Paper presented at the 3rd IWA International Conference on Efficient Use and Management of Water, March 15–17, Santiago. :

Bradshaw, Sarah, and Ángeles Arenas, 2004. *Análisis de género en la evaluación de los efectos socioeconómicos de los desastres naturals.* UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Series Manuales 33, División de Desarrollo Sostenible y Asentamientos Humanos, Unidad Mujer y Desarrollo, COOPERACIÓN ITALIANA, Santiago de Chile, Chile. Disponible en:
http://www.aprchile.cl/pdfs/genero_desatres_cepal.pdf

From the Arab Region:

Mohammad, Baqie Badawi. No date. *Famine, women, creative acts and gender dynamics in Manawashai, Darfur, Western Sudan*.
Disponible au: www.jendajournal.com/vol2.1/muhammad.html

Saad, Samia Galal. 2001. *Environmental management and Natural Disasters mitigation: Middle Eastern gender perspective*, EGM/NATDS/
Disponible au:
http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/env_manage/documents/EP3-2001Oct22.pdf

Sites web

Durvog Nivaran
A Sanskrit word meaning disaster mitigation, this web-site advocates alternate perspectives on disasters and looks into their social dimensions. The site contains research on the issues of livelihoods and disasters, case studies containing best practices on community-based disaster risk reduction from South Asian countries, information on the publications of the network, and a photo gallery depicting various disaster situations.
http://www.duryognivaran.org

The Intermediate Technology Development Group
This web-site contains information on ITDG's approach to strengthen the ability of poor people to use technology to cope with threats from natural disasters, environmental degradation and civil conflict by: strengthening the ways that people who live in fragile environments cope with the environmental degradation which threatens their livelihood opportunities; improving vulnerable communities' ability to prepare for, survive and rebuild homes and livelihoods after natural disasters; preventing and managing conflicts over scarce natural resources and competition for common property resources.
http://www.itdg.org/

Gender and Disaster Network
This is an education project initiated by women and men interested in gender relations in disaster contexts. The network intends to document and analyse women and men's

experiences before, during and after disasters, situating gender relations in a broader political, economic, historical and cultural context.
http://www.gdnonline.org/

The British Columbia Provincial Emergency Programme web-site has made this entire workbook on disaster preparedness and response among women's services available on-line. "It Can Happen to your Agency – Tools for Change: Emergency Management for Women's Services prepared by the B.C. Association of Specialised Victim Assistance and Counselling Programmes focuses on how women's service agencies can prepare to meet the problems and increased demands for services that will accompany any disaster.
http://www.pep.bc.ca/management/Women_in_Disasters_Workbook.pdf

CRID: Regional Disaster Information Center maintains an international collection of Spanish and English-language documents, with a growing collection of gender and disaster writing. See: www.crid.or.cr/

RADIX: Radical Interpretations of Disaster Includes gender-sensitive analysis of disaster vulnerability, response, and prevention.
See: http://www.radixonline.org/

Etude de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Bangladesh: processus d'intégration de l'aspect genre dans la gestion communautaire des risques d'inondation

3.12. Genre et renforcement des capacités

Introduction

Renforcer les capacités des différentes parties concernées est essentiel pour intégrer l'aspect genre à tous les niveaux du secteur de l'eau. Les femmes à la base n'ont souvent pas la capacité de participer d'une manière significative à la planification, à l'exécution, au fonctionnement et à la maintenance des programmes de ressources en eau, d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires. Les institutions du secteur de l'eau sont, généralement, dominées par les hommes au niveau de la gestion. Des programmes bien gérés pour le renforcement des capacités féminines sont nécessaires pour équilibrer cette situation alors que les programmes ciblant les hommes sont nécessaires pour les sensibiliser aux besoins spécifiques des femmes pauvres.

Toutefois, le renforcement des compétences doit aller au delà des individus. El-Awar (2003) définit le renforcement des capacités comme étant "un processus par lequel les individus, les groupes, les institutions, les organisations et les sociétés rehaussent leurs capacités à identifier et à relever les défis de développement d'une manière durable ». Dans plusieurs pays, il y a un besoin de renforcer les capacités des institutions du secteur de l'eau. Plusieurs pays n'ont même pas la capacité de dépenser le budget alloué aux programmes relatifs à l'eau et aux installations sanitaires. Le renforcement des capacités institutionnelles est particulièrement demandé pour les parties concernées dans les secteurs de ressources en eau et des installations sanitaires pour traduire les intentions politiques en programmes concrets qui intègrent l'aspect genre.

Renforcement des capacités et intégration de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau

La vision contemporaine du renforcement des capacités va au delà de la perception conventionnelle qui se limite à la formation. Elle comprend la création d'un environnement favorable à travers des cadres politiques, des réformes institutionnelles et le développement des ressources humaines.

Le concept d'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau est en train de gagner du terrain dans le secteur de l'eau renforçant l'intérêt que portent les agences gouvernementales, les ONGs, les donateurs et les agences d'appui technique aux approches genre. Néanmoins, la compréhension du concept et la capacité de sa mise en œuvre dans les politiques et au sein des organisations nationales et locales se font à un pas très lent et nécessitent beaucoup d'efforts et de temps.

Plusieurs professionnels du secteur de l'eau ont fait des études d'ingénieur et manquent d'expérience en matière d'incorporation des approches genre et d'égalité sociale dans leur travail. Ainsi, le renforcement des compétences fournit des outils concrets pour intégrer les perspectives genre dans leur travail par le biais de méthodes de formation et d'enquêtes socio-économiques soucieuses de l'aspect genre.

Partout dans le monde en voie de développement, les femmes ont moins de chance que les hommes pour accéder à l'éducation. Par conséquent, elles sont sous-représentées au niveau institutionnel et les femmes à la base trouvent des difficultés à participer à la prise de décision ou à entreprendre des tâches de fonctionnement ou de maintenance rémunérées. Des programmes bien conçus pour le renforcement des compétences sont nécessaires pour

corriger cette situation. Le renforcement des compétences ciblant les femmes à la base devrait être perçu comme un processus et non comme un effort qui se fait une fois. Un tel processus demande des programmes de formation appropriés pour développer les compétences qui ne nécessitent pas un degré d'alphabétisation, repose sur les besoins exprimés par les femmes et est entrepris par des formateurs bien formés et sensibles à la question homme/femme. Très souvent, la formation sur le fonctionnement et la maintenance est assurée pour des personnes qui n'ont en pas besoin et les femmes qui sont formées ne bénéficient pas d'une formation professionnelle pratique.

Mais même lorsque les programmes de formation sont bien conçus, une attention particulière doit être accordée à leur application. Les programmes doivent être prévus à des horaires et dans des lieux qui conviennent aux femmes et les supports de formation doivent être appropriés et accessibles aux stagiaires. En Afrique du Sud, pour assurer la bonne maintenance des projets d'eau, le Trust Mvula a exigé que tous les comités d'eau comprennent 30%, au moins, de femmes. Les membres des comités ont été formés en maintenance et ont été consultés lorsque des modifications devaient être apportées en matière de conception, d'emplacement et de technologie. Ce processus a été adopté par le Ministère des eaux et des forêts.

Dans plusieurs villages de Gujarat en Inde, les pompes manuelles fournies par le Conseil d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées de Gujarat (GWSSB) sont les seules sources d'eau potable. Toutefois, le GWSSB a rencontré des difficultés, de plus en plus grandes, pour assurer la maintenance de ces pompes, et dans certains cas il fallait jusqu'à 6 semaines pour répondre aux réclamations présentées. Encouragé par ses membres qui pensaient qu'ils pouvaient mieux assurer la maintenance des pompes, SEWA a lancé un appel d'offre pour couvrir 41 pompes manuelles. Néanmoins, le GWSSB n'a pas permis aux femmes de prendre part au programme de formation parce qu'elles n'avaient pas le niveau d'éducation minimum requis. SEWA a fait appel à une ONG pour former le premier lot de mécaniciens spécialisés dans les pompes manuelles. Ceci n'a pas marqué la fin de la lutte des femmes puisque les villageois avaient encore moins confiance dans les compétences des femmes que dans celles des ingénieurs du GWSSB. Avec l'appui de SEWA, ces mécaniciens formés sur le tas ont pu gagner la confiance du GWSSB et le village n'a pu compter que sur leurs connaissances. Aujourd'hui ces mécaniciens profanes assurent la maintenance de plus de 1500 pompes et arrivent à réparer les pannes dans un délai de deux jours par rapport aux 6 semaines de délai qu'il fallait auparavant.
Source: Verhagen et SEWA, 2002.

Acteurs clés

Plusieurs acteurs clés jouent un rôle crucial dans le renforcement des compétences et l'insertion de l'aspect genre dans le secteur de l'eau. Au niveau international, les organisations internationales, les agences, les donateurs et les ONGs jouent un rôle important pour apporter un appui à la création de l'environnement favorable à la gestion intégrée des ressources en eau. Les institutions internationales comme l'Alliance Genre Eau (GWA) et le Centre International pour l'Eau et les Installations Sanitaires (IRC), appuient activement le développement du savoir et des ressources locales pour faciliter la dissémination des connaissances et des informations. Les ONGs sont impliquées dans le renforcement des capacités des membres de la communauté. Bien que beaucoup de bonnes pratique aient pu voir le jour grâce à l'expérience des ONGs, leur couverture reste toujours faible à cause de la reproduction toujours limitée des programmes.

Au niveau national, le besoin de renforcer les capacités devient de plus en plus évident et plusieurs pays, comme par exemple l'Inde et le Népal sont en train de mettre en place des instituts spécialisés de formation pour le secteur de l'eau. Mais de tels instituts ont une couverture limitée et ne touchent pas les parties concernées aux niveaux intermédiaire et communautaire.

Les outils de renforcement des capacités pour l'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau

Les outils de renforcement des capacités pour l'appui de l'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau peuvent être utilisés pour évaluer la capacité du personnel et identifier les points faibles qui nécessitent la développement des compétences.
Les outils de développement institutionnels aident les institutions comme les ministères, les départements et les ONGs à développer des outils pour l'insertion de l'aspect genre au niveau institutionnel. Ces outils peuvent être utilisés pour s'assurer que les politiques et les stratégies internes sont reflétées dans les recrutements, les programmes de formation et les pratiques générales des institutions. Des indicateurs devraient être développés pour superviser la réalisation des objectifs tracés.
Les outils de développement des capacités sociales démontrent à quel point la décentralisation et le renforcement du rôle des communautés locales peuvent être bénéfiques aux femmes et aux filles. Ces outils montrent que les opportunités offertes aux femmes pour prendre part activement à la gestion des projets rehaussent leurs capacités à participer au développement des projets et de la communauté.

> Au Bangladesh et dans le cadre d'un petit projet sectoriel pour le développement des ressources en eau, le renforcement des capacités sociales a permis aux femmes des familles d'agriculteurs, de pêcheurs et de familles sans terre un accès facile à des postes institutionnels et il a multiplié leurs chances d'accéder à la Coopérative de gestion d'eau (WMCA). Il leur a permis un quota de 30% dans cette Coopérative et a permis à une femme de devenir membre du premier Comité de gestion.
> *Source*: Begum, 2002.

Les outils d'apprentissage participatif mettent à disposition des outils créatifs pour examiner des questions relatives à la planification, l'exécution et l'évaluation d'activités de développement qui concernent les pauvres, hommes et femmes. Ils mettent en question les préjugés relatifs aux connaissances et au savoir des gens et utilisent une gamme diversifiée d'approches comme la visualisation, les entretiens et le travail de groupe. Le thème commun étant la promotion de l'apprentissage interactif, la connaissance partagée et l'analyse flexible et structurée. Ces outils ont prouvé leur efficacité dans plusieurs secteurs et plusieurs situations aussi bien au nord qu'au sud.

Références

Abrams, Len, no date. *Capacity Building for water supply and sanitation development at local level.* A paper delivered at the Second UNDP Symposium on Water Sector Capacity Building, Delft, Netherlands.
Disponible au: http://www.thewaterpage.com/capacity_building.htm#5

Begum, Shamsun Nahar, 2002. *Gender, Water and Poverty, Experiences from Water Resource Management Projects in Bangladesh*. Paper presented at a Regional Workshop on Water and Poverty, September 22-26, 2002, Dhaka, Bangladesh

El Awar, Faraj, 2003. *Capacity Development Approaches and Tools for Water Demand Management (WMD) Implementation in the Middle East and North Africa*. Paper written for the International Development Research Centre (IDRC, Canada) for WDM II Consultative Meeting 18-19 January 2004, Cairo, Egypt.
Disponible au:
http://www.idrc.ca/uploads/user-S/10983457021Capacity_Development_Report.doc

Gender and Water Alliance, 2003. *The Gender and Water Development Report 2003: Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*. GWA, the Netherlands.
Disponible au:
http://www.genderandwater.org/content/download/307/3228/file/GWA_Annual_Report.pdf

Verhagen, Joep and the Self-Employed Women's Association (SEWA), 2001. *SEWA's Barefoot Water Technicians in Sabarkantha.* Part 1 of Women's Struggle for Water, a series of notes and posters on SEWA's Water Campaign. Ahmedabad, India: SEWA.

Ressources Additionelles

Alaerts, G.J, F.J.A. Hartvelt & F.-M. Patorni, 1999. *Capacity building as knowledge management: purpose, definitions and instruments*, eds. Water sector capacity building: concepts and instruments. Proceedings of the second UNDP symposium on water sector capacity building, Delft.

Akerkar, Supriya, 2001. *Gender and Participation, Overview Report,* BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK.

> This report looks at convergences between approaches to gender and to participation, how these have been played out, and how they have been or could be constructively integrated into projects, programmes, policies, and institutions. A background is given on the concepts of gender and participation, why there has not been more interaction in the past, and attempts for learning across these two approaches. The report also, looks at efforts to combine participatory methodologies and gender in projects and describes ways in which the two have been used to influence policy and to what extent measures have been institutionalised.

Blanco, Lara and Giselle Rodriguéz, 2000. *Practising What We Preach: Management and Decision-Making Processes with Equity*. Towards Equity Series, No.7. San José: World Conservation Union and Arias Foundation.

Boezak, Sonja, Ra'ida Al-Zubi, Paola Brambilla, Elena Krylova and Emma Bell, 2002. *Report N° 65 on Gender Websites*, prepared for the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK.

> This compilation of websites was commissioned by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC). The websites listed cover the five thematic areas that SDC's work focuses on: social development; conflict prevention; governance; work and income; and natural resources and the environment. Included are sites in English, French, Spanish and Russian. Websites that cover a range of issues are categorised under the social development section, so check this section for more websites on conflict prevention, governance, work and income, and natural resources and the environment.

Canadian International Development Agency (CIDA), no date. *Accelerating Change: Resources For Gender Mainstreaming.* Available at: 200 Promenade du Portage Gatineau, Quebec, K1A 0G4, Tel: (819) 997-5006 Toll free: 1-800-230-6349 Fax: (819) 953-6088, E-mail: info@acdi-cida.gc.ca

This Manual is the tangible resource that emerged from the proceedings of the Technical Workshop on Gender Mainstreaming, Sanur, Indonesia, February 2000. This Manual is an attempt to capture many of the lessons learned during the workshop and to reflect on the depth and breadth of experience that participants brought to the table. It is intended to be a practical resource for those engaged in mainstreaming gender equality in a variety of contexts. It should be taken as a toolkit of concepts, insights, frameworks and strategies drawn from the exchanges at the workshop. One of the most important realisations to emerge from the workshop was that there is no right answer that will apply to every society. Nevertheless, sharing successes, failures, and all those experiences that fall in between, will lead to the strengthening of capacities for those engaged in the pursuit of gender mainstreaming wherever the Manual is used.

Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), pas de date, *Rapport de l'atelier de définition de cadre méthodologique de recherche en approche genre dans le secteur de l'Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement* (AEPHA)

Cet atelier constitue une étape importante dans le processus d'appropriation des outils de recherche en approche Genre dans le secteur de l'eau, l'hygiène et de l'assainissement pour les personnes ressources du CREPA.

CREPA, pas de date, *la politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*.

C'est un rapport final sur le séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement. Ce rapport met en exergue la participation communautaire dans tout programme dans le secteur eau.

Disponible au: Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), Ouagadougou, Burkina Faso.

Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), pas de date. *Rapport de l'atelier de définition de cadre méthodologique de recherche en approche genre dans le secteur de l'Approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement (AEPHA)*

Cet atelier constitue une étape importante dans le processus d'appropriation des outils de recherche en approche Genre dans le secteur de l'eau, l'hygiène et de l'assainissement pour les personnes ressources du CREPA.

Disponible au: Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), Ouagadougou, Burkina Faso.

CREPA, Ouagadougou, pas de date, *La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*.

Disponible au: CREPA, Ouagadougou, Burkina Faso.

CREPA, Ouagdougou, *Rapport final: séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement*.

Il met en exergue la participation communautaire dans tout programme dans le secteur eau.

Disponible au: CREPA, Ouagadougou, Burkina Faso.

Centre for Strategic and International Studies (CSIS) and Sandia National Laboratories (SNL), 2005. *Addressing Our Global Water Future: A White Paper by The CSIS and SNL.*

Washington D.C: SNL, U.S. Department of Energy's National Nuclear Security Administration and CSIS.

This White Paper addresses the growing global challenges of dealing with the devastating effects of increasing water scarcity and declining water quality. The second section deals with building capacities and building solutions, the paper analysed the effective integrated water resource management and the community participation. The principles of this approach can be applied at any level and at any scale, depending on the circumstances. As such, participatory, integrated water projects can improve gender equality, foster democratic institutions, and improve tenuous or uncertain cross-border relations.

Disponible au: http://www.sandia.gov/water/docs/CSIS-SNL_OGWF_9-28-05.PDF

El Anwar, Faraj, 2004. *Capacity Development Approaches and Tools for Water Demand Management: Implementation in the Middle East and North Africa*, A paper prepared for the Water Demand Management II Consultative Meeting, January 18-19, 2004, Cairo, Egypt.

Guijt, Irene, 1996. *Questions of Difference: PRA, Gender and Environment – A Training Guide*. London: International Institute for Environment and Development

Gender and Water Alliance, 2003. *Gender Mainstreaming in Integrated Water Resources Management: Training Of Trainers Package.*

This training package is intended for managers, planners and trainers who are concerned with policy development and implementation of integrated water resources management programs and projects. The main objective of this training package is to provide program and project staff with a sufficiently detailed account of the gender approach in integrated water resources management to help them in implementing their activities.

Disponible au:
http://www.cap-net.org/captrainingmaterialsearchdetail.php?TM_ID=101

GWA, 2003. *Tapping into Sustainability: Issues and Trends in Gender Mainstreaming in Water and Sanitation*. A Background Document for the Gender and Water Session, Third World Water Forum, Kyoto, Japan.
Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/156

Hill, C.L.M, 2003. *Guide for Gender-Disaggregated Data in Agriculture and Rural Development,* FAO, SEAGA.

This is a manual of facilitation materials for building capacity of those involved in producing agricultural data and statistics.

Disponible au: http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/GDDEn.pdf

Keller, Bonnie, Anne-Lise Klausen and Stella Mukasa, 2000. *The challenge of working with gender, experiences from Danish-Ugandan development cooperation*, Danish Ministry of Foreign Affairs (Danida).

This study on Danish-Ugandan development co-operation was commissioned by Danida as a contribution to the five-year follow-up of the Fourth Global Conference on Women held in Beijing, 1995. It recognises that many other countries are grappling with similar issues and that experiences can be usefully shared in order to achieve the goals of gender equality and economic empowerment. This publication stresses opportunities and challenges, rather than 'best practices.' It describes and analyses experiences, pitfalls encountered, achievements and challenges for the future, with particular reference to three Danish-supported programmes in Uganda. Focused skills transfer is necessary to ensure that efforts devoted to capacity building for gender analysis and gender planning are directly applicable to the specific working contexts of those who participate in training activities. Creating linkages between programmes and institutions will promote more efficient use and co-ordination of the resources invested in gender training.

Disponible au: http://www.siyanda.org/docs_genie/danida/challenge.pdf

Lacirignola, Cosimo, Atef Hamdy and Mladen Todorovic, no date. *Regional Action Programme on Water Resources Management: An Overview of Actions towards Better Water Use in Mediterranean Agriculture,* Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Meditéranénnes (CIHEAM).

The Regional Action Program on "water resources management" (RAP-WRM) represents a part of a larger programme developed by Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Meditéranénnes (CIHEAM) and its four institutes within the framework of EU activities. The overall objectives of the whole programme are human resources development, institutional capacity building and the improvement of regional cooperation in the agricultural sector through training, promotion of research and communication of scientific and technical information, with particular emphasis on sustainable agriculture and the transition to a more open and competitive market economy.
Disponible au: http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b44/03001793.pdf

Lidonde, R.A, D. de Jong, N. Barot, B.S. Nahar, N. Maharaj and H. Derbyshire, 2003. *Advocacy Manual for Gender & Water Ambassadors,* GWA, Delft, Netherlands.

Guidelines for lobbying, speeches, and conferences, training module and case studies.
Disponible au:
http://www.genderandwater.org/content/download/235/2112/file/00483_GWA_Advocacy_manual_insides.pdf

Liao, Mary E, 2004. *Gender and Water Demand Management: Diagnostic Study (Regional Water Demand Initiative for the Middle East and North Africa* project), Cairo: International Development Research Centre (IDRC).

The overall purpose of this Diagnostic Study is to review gender and water demand management issues in the countries of the Middle East and North Africa (MENA) region, and to explore ways in which gender may be mainstreamed within the WaDImena project. The review seeks to justify the importance of gender issues and relevance to water demand management in Middle East and North Africa region, to identify the most salient and relevant theoretical methodological research gaps in gender and water demand management. It also seeks to provide an analysis of needs and priorities at the level of research, policy and development support needed to further the agenda of gender and water demand management and to identify means to alleviate the gaps and address the priorities for gender and water demand management in MENA region.
Disponible au: http://www.idrc.ca/wadimena/ev-66734-201-1-DO_TOPIC.html

Moser, Caroline O. N, 1993. *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. New York: Routledge.

Parker, A. Rani, 1993. *Another Point of View: A Manual on Gender Analysis Training for Grassroots Workers*. New York: UNIFEM.

Rose, Lidonde, 2001. *Gender and participation*. A paper presented at the 27th WEDC Conference held in Lusaka, Zambia.

It gives a background to the development of the Methodology for Participatory Assessment.
Disponible au:
http://www.lboro.ac.uk/wedc/papers/27/5%20-%20Institutional%20Issues/11%20-%20Lidonde.pdf

Schalkwyk, J. 2000. *Exercises in Gender Mainstreaming*, Gender in Development, Monograph Series, UNDP Gender in Development Programme.

This set of five group exercises has been prepared for use in the GIDP Capacity Building Support Programme. The overall purpose of these exercises is to give workshop participants (generally gender

focal points) some experience and confidence in identifying relevant gender equality issues. The exercises are based on hypothetical "case studies" in different UNDP areas of policy interest (poverty, governance, human rights, post-conflict initiatives, water resources).

Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), 2005. G*ender and Training: Mainstreaming gender equality and the planning, realisation and evaluation of training programmes,* Berne, Federal Department of Foreign Affairs.

The paper provides detailed information and practical incentives for mainstreaming gender equality in the planning, realisation and evaluating of training programmes.

Available at: Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), Federal Department of Foreign Affairs (DFA), 3003 Bern ; http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_en_24712.pdf; Tel.: 031 322 44 12; Fax: 031 324 13 48; info@deza.admin.ch

Available in English, German, French and Spanish.

Thomas, H, J. Schalkwyk and Beth Woroniuk, 1996. *A Gender Perspective in the Water Resources Management Sector: Handbook for Mainstreaming*, Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency, Publications on Water Resources, No.6.

This handbook aims to develop awareness, commitment and capacity for integrating gender perspectives into water resources management. It includes an analysis of linkages between gender equality and water resources to guide sector analysis and policy development and help to set concrete measurable goals, and guidance for mainstreaming gender in different parts of the planning cycle (sector analysis, project formulation/appraisals, annual review and evaluations).

UNEP, 2003. *Empowering Women in Water Management and other Development Initiatives. A Training Manual: Focusing on Rainwater Harvesting.* Earth Care Africa Monitoring Institute, Nairobi, Kenya.

WEDC, 2001. *Practical Guide to Mainstreaming Gender in Water Projects: Guidelines for Water Engineers and Managers*, Loughborough University, UK.

User-friendly guide for engineers and managers, together with a training pack and set of case studies to enable design of projects that meet the needs of women and men.

Zaldaña, Claudia, 2000. *In Unity There is Power: Processes of Participation and Empowerment*. Towards Equity Series No. 5.San José: World Conservation Union and Arias Foundation.

Ressources Espagnoles

Aguilar, Lorena, Ivania Ayales and Guiselle Rodriguez, 1997. *Género y Figura no son hasta la sepultura – Guía para la construcción de relaciones de equidad en iniciativas de desarrollo sostenible*. Unión Mundial para la Naturaleza (UICN), Área Social, Oficina regional para Meso América.

Presenta una iniciativa práctica para hacer un trabajo comunitario a nivel de proyecto con perspectiva de género en Centroamérica. Presenta una serie de diez instrumentos conceptuales para la integración del enfoque de género y el desarrollo sostenible. Incluye además técnicas de trabajo y algunos lineamientos para la construcción de una ética basada en valores y propósitos donde la concepción y la unión que se logre establecer entre género, sostenibilidad y participación, cobren gran relevancia.

A pesar de los muchos aportes para la construcción de género, se ha avanzado mucho en el plano conceptual. El documento aporta en el plano metodológico e instrumental, y plantea tres lineamientos fundamentales: i) trabajo enfocado hacia relaciones ínter genéricas, ii) toma como punto de partida la

reflexión grupal y iii) el/la facilitadora cobra sentido al leer el contexto y las relaciones entre los seres humanos.

Escalante, Ana Cecilia, María del Rocío Peinador, Lorena Aguilar, Ana Elena Badilla, 1999. *Ojos que no ven … Corazones que sienten: Indicadores de equidad*, Unión Mundial para la Naturaleza, Fundación Arias Para la Paz y el Progreso Humano.

Esta publicación une las áreas de género y medio ambiente, a través de un proceso que pretende facilitar y apoyar a organizaciones e iniciativas de desarrollo rural de la región, asegurando la incorporación de la perspectiva de equidad de género en su quehacer institucional. Se enmarca en herramientas e instrumentos que permiten incorporar la perspectiva de equidad de género en el ciclo de un proyecto.

Fundación Arias para La Paz y el Progreso Humano, no date. *Manual de Capacitación para personal técnico de la Cooperación Holandesa: Derechos de las mujeres a la tierra, agua y recursos naturales, una visión latinoamericana* (version preliminar).

Aunque el manual es sintético se aprecia la amplitud del tema de los derechos humanos de las mujeres a la tierra, el agua y recursos naturales en los países de las regiones Andina y Centroamericana.

Heiland, Stephanie, Betty Soto and Malin Ljunggren, 2003. *Género en Saneamiento Basico. Sistema Modular de Capacitación*.

Módulo de capacitación que focaliza el nivel institucional, para que los actores asuman una transversalización real del enfoque de género en los proyectos de agua y saneamiento, para la toma de conciencia, modificar actitudes y orientar decisiones que mejoren las condiciones de vida y de los hogares más pobres de áreas peri urbanas. Los contenidos son formativos y parten de los conceptos básicos que hacen al género, para introducir luego el género en saneamiento básico, el estado actual del género y las herramientas para transversalizar el enfoque de género en proyectos de agua y saneamiento.

Disponible en: www.anesapa.org

Pimentel, Noris, 2000. *Mujer y Medio Ambiente – Técnicas y ejercicios para el Trabajo*, República Dominicana.

Una iniciativa con alto enfoque didáctico que contiene técnicas y ejercicios para trabajar el tema de mujer y medio ambiente, desde la perspectiva de género. Intenta dar respuesta a una necesidad planteada sobre todo por las mujeres que realizan capacitación sobre el tema de mujer y medio ambiente. El planteamiento parte de que la sociedad vive una marcada desigualdad entre hombres y mujeres, que ambos poseen sentidos y visiones diferentes frente a la naturaleza, los que debemos conocer para programar una intervención equilibrada.

REPEM, no date. *Red de Educación Popular entre Mujeres – Talleres de formación: Género y Presupuestos.*

The Popular Education Network amongst Women of Latin America and the Caribbean, REPEM (Red de Educación Popular entre Mujeres), has dedicated one of its training manuals on macro and micro-economics to gender sensitive budgets. After contextualising the issue within the framework of globalisation and macroeconomic policies, Alma Espino analyses the allocation of public funds from a gender perspective. Jeanine Anderson provides interesting and complementary analysis to traditional gender budget appraoches by looking at women´s social and political assets. Carmen Zabalaga provides insights on gender budget work at the municipla level in Bolivia and Irene Sarasúa takes us through a series of case studies worldwide, drawing on the existing gender budget literature.

Disponible en: http://www.idrc.ca/es/ev-66822-201-1-DO_TOPIC.html

Etude de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- Afrique du Sud : Les femmes dans le projet d'assainissement et de fabrication de briques, Village de Mabule

3.13 La planification et les outils de genre dans le secteur de l'eau[9]

Introduction

Un cadre d'étude pour les analyses de genre montre comment entreprendre cette analyse par étape, en aidant à dégager les problématiques, analyser les informations, et mettre au point les stratégies et les politiques qui contribuent à se pencher sur les réalités des femmes autant que des hommes. Un cadre d'analyse de genre contribue à analyser les différents rôles et responsabilités des femmes et des hommes, et la différence dans leur accès aux ressources et à les contrôler. L'analyse assiste les planificateurs et les décideurs à comprendre dans quelle mesure les politiques et les programmes peuvent être modifiés en vue d'encourager une participation égale des femmes et des hommes et d'être sûr qu'ils défendent le principe d'égalité des genres. Par ailleurs, elle peut contribuer à donner davantage de transparence sur comment certains programmes, projets ou politiques ont un impact négatif sur les femmes. La notion de genre devrait être intégrée le plus rapidement possible dans les cycles de programmes et de projets, dans la mesure où elle a un effet considérable sur la totalité du concept du programme ou du projet, et sa réalisation.

Une analyse de genre devrait donner les informations nécessaires à toute la mise au point d'une politique ou d'un programme. Une approche sensible à la question du genre n'est pas une activité isolée à mener à une seule étape du plan de développement. Une approche sensible à la question du genre démarre généralement avec un constat politique clair qui définit les objectifs d'une planification dans une perspective de genre; ensuite, elle doit être intégrée à travers un processus de planification, de mise en place et d'évaluation.

La Planification dans une perspective de Genre

La planification dans une perspective de genre se réfère au processus de planification des programmes et des projets de développement afin de les rendre plus sensibles à la question du genre, en prenant en considération les implications dans les relations diverses de genre, les rôles et des besoins des différents hommes et femmes concernés. Ceci implique une sélection des approches les plus adéquates afin de rendre compte non seulement des besoins réels des hommes et des femmes, mais aussi l'identification de points essentiels pour changer l'inégalité des relations et pour adresser les besoins stratégiques.[10]

L'intégration de la question du genre dans la planification, la mise en place et l'évaluation des programmes ainsi que des projets ne sont pas fait dans le seul but d'impliquer les hommes et les femmes dans les projets, mais aussi pour s'assurer de leur participation active dans les différentes étapes des processus de planification, de mise en place et d'évaluation. En temps que participants et bénéficiaires des programmes, les femmes et les hommes devraient pouvoir tirer profit de la situation de manière égale. Aussi, ce processus entraîne une augmentation de l'efficience et de la pérennité des programmes, et facilite le contrôle des objectifs liés à l'autonomisation des femmes, de même que la promotion de l'égalité des genres.

---

[9] De nombreux outils pour la planification du genre dans le secteur l'eau sont expliqués brièvement et l'utilisation de tels outils sont analysés afin d'améliorer l'efficience et l'impact des interventions, de même que les relations de genre.

[10] Kit explicatif du genre, Terminologie du Genre, PNUD.

L'exclusion des femmes dans la formulation des projets et des programmes peut avoir des effets pervers. Par exemple, au Népal, le manque de prise en compte des besoins des femmes dans la planification des projets a pour conséquence l'alourdissement du fardeau des femmes. A travers toutes les communautés impliquées dans cette étude, les femmes se plaignent de l'augmentation sensible de leur temps passé à collecter de l'eau (approximativement quatre à cinq fois plus de temps) après avoir reçu les services améliorés de distribution d'eau. Ceci est lié aux bornes fontaines et aux puits en tube situés tout au long de la route, où les femmes étaient dans l'incapacité de prendre un bain ou de laver leurs affaires librement sans être épiées par les passants masculins. En vue d'éviter cela, les femmes dans le village d'Hile et dans l'est du Népal portent l'eau jusque chez elles plusieurs fois par jour, investissant beaucoup de leur temps dans cette activité. Les femmes se sont également plaintes que les enquêteurs ne les ont pas impliqué dans la mise au point et la localisation des bornes fontaines et des puits en tube.[11]

Les outils et la méthodologie pour la planification dans une perspective de Genre tels que les analyses de genre, la carte sociale et la décomposition des données par sexes sont des outils qui facilitent les analyses qui s'intéressent à savoir dans quelle mesure les interventions ont répondues ou non aux différents besoins des femmes et des hommes. L'objectif d'utilisation des outils analytiques pour la planification dans une perspective de genre permet non seulement d'accroître le succès des programmes et des projets en les adaptant parfaitement aux besoins réels des femmes et des hommes, mais aussi en vue d'améliorer les statuts des femmes et accroître leur participation dans le processus de prise de décision à différentes échelles.

Les Acteurs Clés dans le Secteur

La planification prend place aux différents niveaux des institutions gouvernementales et d'agences, d'organisations internationales, d'entreprises privées, d'ONGs, de groupes de femmes et chez certains foyers. Ce sont tous des acteurs clés au niveau du processus entier de planification. Il est important de prendre en compte la diversité, qui comprends les femmes et les hommes de même que les différentes tranches d'âges, classes, castes, ethnies, les indigènes et les communautés culturelles, etc. certains groupes marginalisés peuvent être laissés en dehors du champs des interventions si des efforts spécifiques ne sont pas entrepris pour les intégrer.

Les planificateurs tentent de mettre au point des plans, des programmes, et des projets à l'échelle nationale, régionale, et aussi à l'échelle des districts qui sont compatibles avec les buts, les stratégies et les politiques entreprises par décideurs politiques. Les planificateurs peuvent être des économistes, des gestionnaires, des sociologues ou des experts techniques employés dans les unités de planification au sein de ministères ou ses diverses agences ou encore dans des ONGs et organisations nationales ou internationales. Des programmes à succès ont été pris en compte pour les besoins et intérêts des intervenants, et ont utilisé des approches participatives et une planification dans une perspective de genre dans les activités des programmes.

[11] Shibesh Chandra Regmi and Ben Fawcett, 1999. "Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal", Gender and Development, . 7 (3): 2.

Les outils de planification pour l'intégration transversale du genre dans les secteurs de l'Eau

Le fait de s'intéresser aux relations de genre et d'utiliser les outils sensibles au genre pour la planification peut contribuer à améliorer la planification et la gestion, et accroître le succès des programmes et des projets reliés à l'eau. Une attention particulière au genre est acceptable dans les secteurs de l'eau du fait que les femmes et les hommes ont des responsabilités, un accès à l'eau et un contrôle sur les ressources en eau différentes.

Des outils tels que les analyses de genre pour un programme et un projet spécifique peuvent accroître la compréhension du contexte socio-économique et culturel du programme, en incorporant les intérêts et les besoins des femmes et des hommes ainsi que leurs différentes priorités, connaissances, attitudes et pratiques en terme de service relié à l'eau. De même l'introduction du système d'« utilisateur payeur » dans le système des services en eau peut avoir pour résultat un véritable fardeau pour les femmes, dans la mesure où elles ont généralement la responsabilité de fournir l'eau, mais n'ont pas la principale source de revenu du foyer. De plus, les femmes peuvent bénéficier de formations, mais peuvent être empêchées de mettre en pratique leurs nouvelles qualifications et connaissances du fait des facteurs culturels et sociaux.

La carte sociale est un outil qui permet de fournir les informations sur la communauté compte tenu de sa composition, les ressources disponible, les activités, l'accès et l'utilisation des ressources en eau. La carte sociale peut aider à identifier les personnes ayant accès, qui utilisent et contrôlent les ressources en eau, et ce en fonction du genre, de la classe, et du groupe ethnique notamment. Un tel outil peut accroître les contributions des membres de la communauté dans la mesure où ils sont experts à l'échelle locale. Il s'agit en effet d'un excellent outil permettant de recueillir des données décomposées par sexes qui peuvent renseigner sur les préférences pour les sources d'eau, la localisation et la conception des structures et des préférences culturelles en ce qui concerne l'assainissement. La carte sociale, en tant qu'outil exploratoire et de planification peut être utilisé par l'équipe travaillant sur le projet pour mettre en lumière les inégalités et les fossés existant quant à l'accès aux ressources en eau ainsi que l'évaluation des effets des interventions à l'échelle d'une communauté. Il s'agit d'un moyen très efficace pour engager dans le projet aussi bien les femmes que les hommes de la communauté.

La décomposition des données par sexes est un outil d'une grande utilité mais insuffisant dans son utilisation isolée. Sachant qu'il est reconnu que les préoccupations de genre sont à intégrer dans les statistiques nationales, les catégories de données recueillies doivent être analysées afin de garantir qu'elles reflètent bien les réalités des vies des femmes et des hommes de même que leurs relations. De même, la nécessité de créer des indicateurs à même de refléter le plus précisément possible le travail non rémunéré des femmes et le travail dans le secteur informel a été évoqué. Les statistiques standards officielles ont eu tendance à négliger de telles mesures, sous estimant par conséquent la contribution économique des femmes.[12]

[12] Watch, H. and Hazel Reeves, 2000. Gender and Development: Facts and Figures, Report No.56, Bridge, Institute of Development Studies, UK.

La question des indicateurs sensibles au concept de genre est en relation avec le sujet des données décomposées par sexes, ce qui facilite le contrôle des changements et la mesure des bénéfices que tirent les femmes et les hommes des programmes et des politiques. Par exemple, les indicateurs sensibles au concept de genre peuvent mesurer l'efficacité des activités ciblées pour rendre compte des besoins des femmes et des hommes.

L'*histogramme* est en outre un autre outil pour les chercheurs et les planificateurs qui permet d'avoir un aperçu général sur la communauté et d'identifier les faits historiques importants d'un village ou d'une région qui pourraient avoir affecté la gestion des ressources en eau et la pauvreté. Il permet aussi d'assister les communautés à analyser les facteurs influant sur leurs problèmes actuels. L'histogramme est un outil différent de l'analyse des tendances, dans la mesure où il couvre plusieurs évènements (politiques, économiques, de même que les changements sociaux et les catastrophes naturelles) qui se sont manifestés dans le passé au sein de la communauté. Il est nécessaire de comprendre les dynamiques des changements sociaux et naturels qui, au cours des périodes, peuvent expliquer les facteurs à l'origine des problèmes actuels de la communauté. Un tel outil nécessite l'implication de tous les membres de la communauté, et plus particulièrement les personnes, femmes et hommes, âgées.

Un «Carte de poche» permet au chercheur de collecter des données qualitatives socio économiques et décomposées par sexes, puis de les quantifier à l'échelle individuelle dans une communauté. De plus, il aide à identifier et à évaluer non seulement les besoins et les priorités des hommes et des femmes, mais aussi les bénéfices obtenus et les changements liés aux représentations des positions de dirigeants.

La «classification selon le bien être ou la richesse » peut être utilisé pour aider une communauté à élaborer ses propres classifications socio économiques. Elle permet à la communauté aussi de mettre à jour ses propres indicateurs de bien être (en terme d'éducation, d'alimentation, d'eau, de santé, de statuts, d'actifs, d'infrastructure et d'emploi). Il s'agit en effet d'un bon outil qui permet l'autoévaluation et l'identification des pourcentages approximatifs des différents niveaux des groupes socio économiques. Cet outil est utile pour contrôler dans quelle mesure les femmes et les hommes en situation de pauvreté continuent à avoir une voix dans le processus de décision et l'accès aux ressources en eau.

Les approches sensibles au concept de genre ainsi que les outils pour la planification effectuées dans les secteurs de l'eau sont fondamentales pour atteindre les buts d'efficience, d'équité sociale et d'égalité des genres. Les cibles telles que celles évoquées dans les Objectifs du Millénaire pour l'eau et l'assainissement sont peu probables d'être atteintes si elles n'intègrent pas une perspective de genre dans les activités de planification, de mise en place et de contrôle.

Les lignes directrices, les Ouvrages et les boites d'outils existent pour guider les planificateurs dans l'intégration des questions de genre à toutes les étapes du développement. Ces ressources nécessaires combinent des concepts généraux, des techniques, des outils et des modèles qui permettent d'aider à mettre en œuvre des approches équitables de genre dans la planification.

Références

Chandra Regmi, Shibesh and Ben Fawcett, 1999. "Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal", *Gender and Development*, 7(3).

Gender and Development Training Centre, Netherlands Development Organisation (SNV), 2000. *Manual for the Participatory Gender Audit.* Haarlem, the Netherlands.

March, C. et al., 1999. *Key Concepts: A Guide to Gender Analysis Frameworks.* Oxford: Oxfam.

Moser, C, 1993. *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. London: Routledge,

Oxaal, Zoë and Sally Baden, 1997. *Gender and Empowerment: Definitions, Approaches and Implications for Policy*. Briefing paper prepared for the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), BRIDGE, Institute of Development Studies, Report no. 40. University of Sussex, Brighton, UK. Disponible au:
http://www.bridge.ids.ac.uk/Reports/re40c.pdf

Watch, H. and Hazel Reeves, 2000. *Gender and Development: Facts and Figures*, Report No.56. Bridge, Institute of Development Studies, UK.

Ressources Additionelles

Aguilar, Lorena, 1999. A *Good Start Makes a Better Ending: Writing proposals with a Gender Perspective*. Towards Equity Series, No.1. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

The author proposes a series of preconditions that contribute to the design of a project proposal containing the basic ingredients needed to facilitate the incorporation of a gender equity perspective.
Disponible au:
http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/Modulo%201.pdf (English)
http://www.generoyambiente.org/admin/admin_biblioteca/documentos/modulo%201.pdf (Sapnish)

Aguilar, Lorena, Gustavo Briceño, and Ilsie Valenciano, 2000. *Seek and Ye Shall Find: Participatory Appraisals with a Gender Equity Perspective,* Towards Equity Series, No.2. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

KIT/Oxfam, (2002). *Natural Resources Management and Gender: A Global Source Book.* (Critical reviews and annotated bibliographies series)

The book reflects experiences with mainstreaming gender and natural resources management. It examines diverse natural resources from different perspectives including security of women's rights to common property resources and land (West Africa), mainstreaming gender in water policy and institutions (India), gender responsive planning in wetland development (Uganda), empowering women in natural resource management (Pakistan) and development of gender policies for environmental policies (Mesoamerica). The chapters are complemented by an extensive annotated bibliography comprising books, journals, electronic documents and Web resources.

Disponible au: KIT (Royal Tropical Institute), P.O. Box 95001, 1090 HA Amsterdam, the Netherlands, E-mail: publishers@kit.nl, Website: www.kit.nl

Alfaro, María Cecilia, 1999. *Unveiling Gender: Basic Conceptual Elements for Understanding Equity*, World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Alfaro Quesada, Cecilia, 2002. *If We Organize It We Can Do It: Project Planning with a Gender Perspective*. Towards Equity Series, No.3. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Atthill, Catherine, no date. *Toolkit: An Integrated Resource for Implementing the Gender Management System Series.* London: Commonwealth Secretariat.

The Gender Management System (GMS) is a holistic approach to gender mainstreaming developed by the Commonwealth Secretariat. It aims to bring about fundamental and lasting change in society as a whole by transforming the structures that create and perpetuate gender inequality. It starts with organisational change in government, institutions, civil society, the private sector and international governmental organisations. The aim of the GMS Toolkit is to help people responsible for gender mainstreaming, to enable them to put the Gender Management System Series of manuals into practice and provide a range of tools to make the manuals more accessible.

AusAID Guide to Gender and Development Water Supply and Sanitation, 2000. *Gender guidelines water supply and sanitation* supplement to the guide to gender and development, AusAID, (updated April 2005). Disponible au: http://www.ausaid.gov.au/publications/pdf/gender_guidelines_water.pdf

Beck, Tony, 1999. *A Quick Guide to Using Gender-Sensitive Indicators.* London: Commonwealth Secretariat.

This guide is designed to assist the user in the selection, use and dissemination of gender sensitive indicators at the national level. It should be of particular use to governments that are establishing and using a Gender Management System and/or developing a national data base on gender-sensitive indicators as well as NGOs, women's groups, professional associations, the academic community and others interested in promoting gender equality.

Disponible au: http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/pages/20/page/2/pub_details.asp

Beck, Tony, no date. *Using Gender- Sensitive Indicators: A Reference Manual for Governments and Other Stake holders*. London: Commonwealth Secretariat.

This reference manual is part of the Gender Management System (GMS) Series, which provides tools and sector-specific guidelines for gender mainstreaming. This manual is intended to be used in combination with the other documents in the series, particularly the Gender Management System Handbook, which presents the conceptual and methodological framework of the GMS. This reference manual has been produced to assist member governments in meeting their commitment to implementing the Plan of Action. It is designed to assist the users in the selection, use and dissemination of gender-sensitive indicators at the national level.

Disponible au: http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/%7BD30AA2D0-B43E-405A-B2F0-BD270BCEFBA3%7D_ugsi_ref.pdf

Brambilla, Paola, 2001. *Gender and Monitoring: A Review of Practical Experiences*, Paper prepared for the Swiss Agency for Development and Co-operation (SDC). BRIDGE, Institute of Development Studies University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK.

This report aims to provide a practical tool that can be used to integrate a gender approach into existing monitoring and evaluation mechanisms. This paper looks at how indicators can be made gender-

sensitive, who should be involved in this process, and when during the project cycle. Case studies follow of implementation of such approaches at field level (projects and programmes), institutional and government level.
Disponible au: http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/re63.pdf

Canadian International Development Agency (CIDA), 1997. *Guide to Gender-Sensitive Indicators*.
This Guide explains why gender-sensitive indicators are useful tools for measuring the results of CIDA's development initiatives. It concentrates in particular on projects with an end-user focus, and shows how gender-sensitive indicators can and should be used in both gender integrated and WID-specific projects, and in combination with other evaluation techniques.
The key questions addressed here are: What are gender-sensitive indicators? Why should CIDA use them? What are the types of such indicators? What are their limitations? How can they be used at the branch and region/country levels and in particular in projects with an end-user focus?
A companion volu*me,* A Project level Handbook is available as a quick reference guide for people working in the development field.
Disponible au:
http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUImages/Policy/$file/WID-HAND-E.pdf (project level handbook)
http://w3.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUImages/Policy/$file/WID-GUID-E.pdf (guide to Gender Sensitive Indicators)

Dayal, R, C.A. van Wijk-Sijbesma, and N. Mukherjee, 2000. *METGUIDE: Methodology for Participatory Assessments with Communities, Institutions and Policy Makers: Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty.* (UNDP-World Bank, Water and Sanitation Programme).

Derbyshire, Helen, 2000. *Gender Manual: A Practical Guide for Development Policy Makers and Practitioners.* London: DFID.
This gender manual is designed to help non-gender specialists in recognising and addressing gender issues in their work. The intention is to demystify gender, make the concept and practice of gender mainstreaming accessible to a wide audience, and clarify when to call in specialist help. The manual focuses on the processes of gender mainstreaming which are similar in all sectoral and regional contexts, and also similar, in some instances, to other processes of social development and organisational change.
Disponible au: http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/gendermanual.pdf

Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques, Ouagadougou, 2005. *Implication de la femme dans la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE).*
Le présent document constitue une source d'inspiration pour les acteurs opérant dans la gestion des ressources en eau.
Disponible au: http://www2.irc.nl/source/lgfr/item.php/5573

Fond, M.S., W. Wakeman and A. Bhushan, 1996. *Working on Gender in Water and Sanitation: Gender Toolkit* Series No. 2. (UNDP-World Bank, WSP). Disponible au: http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/toolkit.pdf

Gender and Development Training Centre, Netherlands Development Organisation (SNV), 2000. *Manual for the Participatory Gender Audit.* Haarlem, the Netherlands.
This manual, developed by Dutch NGO SNV (Netherlands Development Organisation), contains tools to carry out participatory gender audits of the organisation's programmes. It is a self-assessment

methodology aiming at improving the organisation's performance with respect to gender equality and women's empowerment.
Disponible au:
http://www.snvworld.org/cds/rgGEN/Chapter%201/AuditManualEngDefinit.doc

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *Training of Trainers Package: Gender Mainstreaming in Integrated Water Resource Management.* Disponible au: http://www.genderandwater.org/page/766

GWA, no date. *Gender Scan.*
Gender Scan is a new tool that is a starting point for organisations implementing an internal change or strategic planning process or both, with regard to gender mainstreaming. It offers a step-by-step approach for an institutional self-assessment and includes a case study of its application.
Disponible au: http://www.streamsofknowledge.net/

Gezellschaft fur Technische Zusammenarbeit (GTZ), 1998. *Gender Training ToolKit,* German Technical Cooperation Self-help Fund Project.
This toolkit provides guidelines for participatory gender sensitisation training, outlining key concepts in raising gender awareness. The premise upon which the guidelines are based is experiential learning. The toolkit incorporates different techniques, exercises, and games, often utilising handouts, and prompts people to learn by analysing and reflecting on their experience. It includes tools for gender sensitisation, and for gender sensitive project planning.

National Commission on the Role of Filipino Women and the Canadian International Development Agency, 2002. *A Guidebook on Gender Mainstreaming. How Far Have We Gone?*
This guidebook is aimed primarily to help the agencies' Gender and Development (GAD) Focal Points, members of their technical working groups and other related GAD committees do their mainstreaming work. It presents the gender mainstreaming evaluation framework (GMEF) which can be used to track their progress and provides them with a holistic view of the gender mainstreaming process. It is also useful to technical people (e.g. planners, monitors, evaluators and analysts) who have a basic knowledge of GAD concepts.
Disponible au: http://www.ncrfw.gov.ph/publication/publication.htm

Rathgeber, Eva M., no date. "Water Management in Africa and the Middle East: Challenges and Opportunities", in Women, Men, and Water-Resource Management in Africa, IDRC.
This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is general recognition of the needs of communities for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and needs of women and men with respect to water access and use have been given little focused attention by environmental planners and water-resource managers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increase water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water-resource planning.
Disponible au: http://www.idrc.ca/fr/ev-9334-201-1-DO_TOPIC.html or
http://www.idrc.ca/fr/ev-31108-201-1-DO_TOPIC.html

Rocheleau, D., B. Thomas-Slayter and D. Edmunds, 1995. "Gendered Resource Mapping: Focusing on Women's Spaces in the Landscape", *Cultural Survival Quarterly,* 18(4).

Rodríguez, Guiselle et al, 1999. *Taking the Pulse of Gender: Gender-sensitive Systems for Monitoring and Appraisal*, World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Rodríguez Villalobos, Rocío, 1999. *Module 8: Sharing Secrets: Systematization from a Gender Perspective***,** World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

UNDP, 2003. *Mainstreaming Gender in Water Management: A Practical Journey to Sustainability*.

This extensive guide includes a useful section on gender mainstreaming within the Project Cycle.
Disponible au: http://www.undp.org/water/docs/resource_guide.pdf

United Nations Environment Programme (UNEP), 1997. *UNEP Project Manual: Formulation, Approval, Monitoring and Evaluation*. UNEP, Nairobi.

Southern African Development Community (SADC), 1999. *Gender Mainstreaming at SADC: Policies, Plans and Activities.*

The gender plans, activities and policies in the region are outlined and the steps which have been taken by the various governments to establish institutional frameworks for gender mainstreaming.
Disponible au: SADC Gender Department, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana,

Thomas, Helen, Johanna Schalkwyk and Beth Woronuik, 1996. *A gender perspective in the water resources management sector: Handbook for mainstreaming.* Publications on Water Resources, No. 6 (Stockholm, Swedish International Development Cooperation Agency).

This handbook for mainstreaming contains specified questions to be asked at each stage of the project cycle which cover issues ranging from how consultation is designed, how specific indicators of gendered involvement are used, to whether budgets are allocated to ensure gender-equitable approaches. Such resources are to be welcomed although it should be emphasised that they will only be practical if used in a self-critical, reflective manner, adapted to specific contexts rather than utilised as routine checklists.
Disponible au:
http://www.sida.se/shared/jsp/download.jsp?f=WaterRes6%5B1%5D.pdf&a=2527

Thomas-Slayter, Barbara, Xavier Rachel Polestico, Andrea Esser, Octavia Taylor; and Elvina Mutua, 1995. *Manual for Socio-Economic and Gender Analysis: Responding to the Development Challenge*. Tototo Home Industries, Kenya, the Philippines University.

This manual is based on the socio-economic and gender analysis (SEGA) approach, which is an approach to development based on an analysis of the socio-economic factors and participatory identification of women's and men's priorities and potentials. SEGA aims to sensitise practitioners to visualise the interconnected processes of environment, social and economic change and to clarify the relevance of social factors (such as class, caste, gender, age, ethnicity and religion) in determining access to and control over resources. Such an understanding of the relationships among people, social structures, and resource bases, makes it easier to work with communities to change the conditions that hinder their development.
Available (at a price) from: Clark University, IDCE Graduate Program 950, Main Street,
Worcester, MA 01610, Tel: 508-793-7201, Fax: 508-793-8820, Email: idcepub@clarku.edu
Disponible au: http://clarku.edu/departments/idce/publications.shtml

Tortajada, Cecilia, 2002. *Contribution of Women to the Planning and Management of Water Resources in Latin America.* Research Report.
Disponible au: http://www.thirdworldcentre.org/epubli.html

Wilde V. and Vaino-Mattila A, 1996. *Gender Analysis and Forestry Training,* Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

A complete training package, based on experience in Asia, with overview of importance of gender analysis; guidelines on planning and conducting training programmes; using RRA to develop case studies; training notes and materials, including case studies; lessons learned from the testing process.

Practical and thorough - helpful for people with little training experience or to give ideas of where to start.

Ressources Espagnoles

Banco Interamericano de Desarrollo **(**BID), 2003. *Plan de Acción del BID para la integración de Género (Marzo 2003 - Junio 2005)*, Preparado por SDS/WID en colaboración con la Red de Género del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) Departamento de Desarrollo Sostenible Unidad de la Mujer en el Desarrollo Washington, D.C.

The Action Plan brings together the commitments of all operations divisions and relevant departments of the Bank in the development of actions that aim to improve equality between men and women. The likelihood of success implementing this Plan is high because it represents a collaborative agreement and shared commitment between different members of the institution, including the high levels of the Administration, professional staff and assistants involved in the design, supervision, monitoring and evaluation of operations supported by the Bank.

Disponible en: http://www.iadb.org/sds/doc/PlandeAccionparaIntegraciongeneroS.pdf

FAO, no date. *Participación y Género en la Planificación del Desarrollo Agrícola. preparado por Jeanne Koopman, Consultora, Servicio de la Mujer en el Desarrollo (SDWW), Dirección de la Mujer y la Población de la FAO.*
Disponible en: http://www.fao.org/sd/SPdirect/WPre0060.htm

FAO, no date. *Oficina Regional para America Latina y El Caribe. La mujer en el desarrollo rural, various resources.*
Disponible en: http://www.fao.org/Regional/LAmerica/mujer/

GWA, WSP, 2005. Construyendo una Visión para la Acción. Avances y desafios de la *transversalización del Enfoque de Género en la Gestión Integrada de los recursos Hidricos en America latina. Bolivia.*

Ofrece recomendaciones importantes para la construcción de una visión común en América Latina sobre la transversalización del enfoque de género en la gestión integrada de los recursos hídricos, visión que puede servir como un conjunto de lineamientos orientadores para las instituciones y organizaciones interesadas en contribuir a la construcción de una sociedad más justa, donde hombres y mujeres gocen del beneficio de una mejor calidad de vida.

Disponible en: http://www.es.genderandwater.org/page/2209

IDRC, CIED PERU, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano***.**

Presenta diferentes experiencias sobre conceptos, metodologías y actividades que permiten la implementación de los proyectos de agua y saneamiento y de riego en las zonas andinas de Latinoamérica, resaltando las experiencias exitosas en la búsqueda de incorporar la perspectiva de género.

Disponible en: http://www.ciedperu.org/publicaciones/frapublica.htm

Etudes de cas
Les études de cas complètes sont annexées au guide des ressources:

- L'Afrique: L'eau pour les villes africaines: un partenariat entre le programme des Nations Unies (UN-HABITAT) et l'Alliance Genre et Eau (GWA)

- Kenya : Les différences hommes/femmes dans la gestion communautaire de l'eau Machakos

3.14.Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes

Introduction

De nombreuses conventions, déclarations, plans d'action et engagements ont été élaborés dans le but d'autonomiser les femmes. Ces mesures ont été prises également pour garantir l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité de leurs droits culturels et économiques, leurs droits fondamentaux, et un accès équitable et égal aux ressources et au processus de prise de décision. Au cours des trente dernières années, le secteur de l'eau a fait l'objet de nombreuses résolutions.

Bien que l'égalité des genres commence à être mise en place, avec une intégration ud'une analyse croisée des institutions et des politiques orientées vers le secteur de l'eau, le processus demeure lent. Par ailleurs, la mise en oeuvre des nouvelles politiques équitables et inclusives de ces dix à vingt dernières années s'est heurtée à de nombreuses contraintes. Ces dernières vont du manque de volonté et d'engagement politique, au manque d'approches intégrant les notions de gestion de ressources en eau, en passant par la discrimination culturelle, économique, et politique contre les femmes et les jeunes filles.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes (Gender-Responsive Budget Initiatives, (GRBI)) fournissent des outils concrets pour mettre pratique les conventions ainsi que les engagements.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes ont été développées après la prise de conscience que les politiques macroéconomiques et les budgets décidés ne font pas aucunement mention au genre.[13] La première budgétisation prenant en compte le genre a été appliquée dans le cadre de l'Australie en 1984. Les politiques macroéconomiques et les budgets ne reconnaissent pas l'existence d'un travail non rémunéré des femmes, et par conséquent ne prennent pas en compte, voire ne valorisent pas, leur contribution à l'économie nationale contrairement à celle des hommes. En effet, Le budget national représente le document clé pour n'importe quel pays et indique les priorités de développement du pays. Dans le cas où le budget national n'est pas sensible à la question du genre, il ne peut prendre en compte le rôle des femmes et leur contribution aux efforts de développement national, et ainsi néglige leurs besoins et priorités. Les hommes et les femmes à travers tous les pays détiennent des responsabilités et des rôles différents, et sont souvent victimes d'une inégalité en terme d'accès et de contrôle sur les ressources et le processus de prise de décisions; de ce fait, les budgets les affectent différemment.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes (GRBI)

Les GRBIs analysent les politiques, le mode d'imposition, les recettes, les dépenses et les déficits dans une perspective de genre. Ils sont des outils qui permettent d'analyser les budgets, et d'évaluer les impacts différentiels et inégaux des programmes et stratégies décidés par les gouvernements sur les femmes, les hommes, les garçons et les jeunes filles. Les GRBIs ne sont pas des initiatives de séparation des budgets en faveur des femmes et des hommes. Ils impliquent une analyse des budgets intégrant la question du genre dans les priorités visées par les budgets. L'exercice facilite une analyse des budgets plutôt que la simple formulation de ces derniers. Cette analyse peut par la suite constituer une base pour la

[13] Cf. travail de Diane Elson

formulation et les amendements aux budgets déjà votés. De plus, l'analyse ne se penche pas uniquement sur la parcelle du budget qui relève des questions des femmes et du genre. En effet, une analyse complète du budget dans une perspective de genre examine toutes les allocations sectorielles des gouvernements du fait de leur impact différentiel sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Ils peuvent aller plus loin en s'intéressant aux les sous groupes dans les catégories de genre et tranches d'âge (Budlender, 2000:1366).

Bien qu'une modification dans le budget du gouvernement constitue l'objectif final visé par la plupart des GRBIs, d'autres gains peuvent être dégagés parallèlement. Plus précisément, les GRBIs sont des moyens qui permettent d'accroître la démocratie en facilitant la participation publique et la transparence dans les finances et le processus de prise de décisions, et contribue à l'amélioration de la gouvernance. Les GRBIs permettent aux départements des gouvernements, aux organisations non gouvernementales et autres intervenants d'être responsabilisés, d'améliorer leur ciblage en terme de services, et de garantir que les ministères ainsi que les municipalités répondent aux priorités et besoins exprimés par les membres de leurs circonscription électorale ; ils contribuent enfin à assurer que les stratégies sont bien mises en œuvre en concordance avec les budgets alloués et assistent les intégrations des engagements gouvernementaux dans les conventions internationales. (Khosla, 2003 : 3).

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes dans le secteur de l'eau

Intégrer la question de l'eau dans l'agenda des analyses budgétaires prenant en compte le genre contribue à stimuler une approche de développement durable et intégré des ressources en eau de même qu'une approche en terme de gestion ; en effet, les analyses budgétaires nécessitent une approche multisectorielle des intervenants. La demande de recours aux GRBIs a été alimentée par la frustration grandissante née de la lenteur dans la réactivité des hauts décideurs politiques ; elle s'explique aussi par la nécessité de mise en place d'agences permettant de communiquer les besoins des femmes en situation de pauvreté, de même que les iniquité de genre dans les différents secteurs. Le Programme de Maillage du Genre en Tanzanie (PMGT) confirme de manière éloquente le besoin des GRBIs dans son analyse du Budget National de la Tanzanie (2003-2004) dans une perspective de pauvreté et de genre. Selon le PMGT, les budgets nationaux fournissent les données les plus adéquates en terme de priorités des Etats. Le processus d'allocation de ressources limitées révèle les priorités gouvernementales, et permet de constater les bases électorales favorisées en conséquence par les décideurs politiques. Alors que les politiques et les grandes lignes budgétaires fournissent des standards de même qu'un ensemble d'orientations en terme d'objectif, les budgets sont l'expression de la volonté politique.[14]

Les Acteurs Clés dans le Secteur : qui peut entreprendre les GRBIs ?

Les acteurs clés dans les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes sont formés du gouvernement à différents niveaux ainsi que des ministères et départements qui leurs sont rattachés en collaboration avec les groupes de femmes et autres partenaires de la société civile. . Dans certains pays où les GRBIs sont mises en oeuvre avec succès de manière dynamique et ont bénéficié du plus. Ll'exercice fut mené et coordonné par le ministère de tutelle, une agence pour les femmes ou une ONG et/ou un centre de recherche ou une université. En ce qui concerne les études de cas sur les GRBIs, il est possible de se référer au livre édité par le Secrétariat du Commonwealth[15]. Il ne s'agit pas d'études de cas sur le

[14] http://www.tgnp.org
[15] Cf.http://www.thecommonwealth.org/Templates/Colour.asp?NodeID=34006

secteur de l'eau, mais d'études portant sur d'autres secteurs et échelles de gouvernements où les analyses budgétaires sur les questions du genre ont été entreprises.

GRBIs en faveur de l'intégration de la question du genre dans le secteur

Les outils du GRBI tels que l'évaluation des bénéficiaires en fonction de la décomposition par sexe permettent d'apprécier les services publics en relation avec l'eau courante et l'assainissement, ainsi que leur relation avec les allocations budgétaires existantes. Dans certains cas de privatisation du secteur de l'eau, ils peuvent également fournir un appui à l'analyse des implications en terme de politique de prix, et leur relation avec les revenus des hommes et des femmes ainsi que leur accès au services publiques. Ces outils peuvent également démontrer l'existence d'un besoin de redistributions budgétaires pour l'allocation de services en eau à ceux qui n'en bénéficient pas, ou à ceux qui sont défavorisés en terme d'accès.

Un tel exercice permet de mettre en valeur le manque ou la faible disponibilité de services pour les femmes et les hommes en situation de pauvreté, les femmeschef de ménage, les femmes n'ayant pas de titre de propriété, les femmes et les hommes disposant de petites parcelles de terres, etc.

L'analyse décomposée de l'impact du budget sur le temps d'utilisation est un outil qui permet de montrer comment le temps utilisé par les femmes pour entreprendre certaines tâches qui seraient normalement accomplies par l'Etat représente une subvention faite à l'Etat. De même, les femmes compensent le peu de disponibilité des services en investissant davantage de leur temps à répondre aux besoins primaires exprimés par leurs familles et leurs enfants. Dans les cas où l'eau devient inaccessible, les femmes passent de longues heures à la collecter de sources plus lointaines _ revenant à la question du recyclage de l'eau ainsi qu'aux méthodes de conservation_ et allouent une plus grande part de leurs temps à essayer de répondre aux besoins de leurs foyers. L'évaluation en terme monétaire de ce temps investi par les femmes montre à quel point elles subventionnent de manière considérable un service que l'Etat a pour responsabilité de leur fournir.

L'analyse de la décomposition dans une perspective de genre de l'incidence des dépenses publiques en terme de bénéfice est un autre outil indispensable. Dans la mesure où la privatisation du secteur de l'eau exclue les infrastructure d'eau et d'assainissement_ qui font principalement l'objet d'investissements publiques et des prêts_ une analyse des bénéficiaires de l'investissement publique démontre que les dépenses gouvernementales sont en faveur des riches. Les riches utilisent une grande quantité d'eau pour les parcours de golf, les piscines, les infrastructures industrielles, à l'inverse des femmes en situation de pauvreté qui consomment moins d'eau du fait de leurs besoins autres et de leur incapacité à payer pour l'eau.

L'analyse en terme de décomposition de l'incidence de l'impôt facilite l'étude de la politique d'imposition à l'échelle des marchés ainsi qu'à l'échelle individuelle. Au niveau de l'individu, le travail non rémunéré des femmes en terme de'approvisionnement en eau et de gestion constitue à la fois un impôt sociale et économique. Même dans un contexte de privatisation de la gestion de l'eau, l'assainissement relève principalement de la responsabilité gouvernementale, qui finance ces investissements par le biais de ses recettes. Dans un contexte de marché, les femmes oeuvrant dans le secteur informel, et en tant que propriétaires de petites entreprises, payent des impôts, sans prendre en considération si les infrastructures en eau répondent ou non à leurs besoins.

Peu de GRBIs se sont concentrées sur les dimensions variées des secteurs de l'eau. De même, les budgets prenant en compte le genre peuvent être exploités pour fournir de l'eau ainsi que des services d'assainissement, un accès équitable à l'eau à des fins d'irrigation, ou l'Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). De même, les GRBIs en Afrique du Sud ont mis l'accent sur le manque de services de distribution d'eau à de nombreuses femmes en situation de pauvreté dans les zones rurales, allant de paire avec le manque généralisé d'autres services de base tels que l'électricité. Plus récemment, en Tanzanie, le PMGT a démontré la nécessité des GRBIs dans les analyses des budgets des Ministères de l'Eau et du Cheptel[16]. L'efficacité des GRBI dans les domaines tels que la violence envers le genre et le maintien de l'ordre, l'agriculture, les services de santé, l'éducation, l'imposition, les pensions, les politiques de subventions alimentaires, et la distribution des terres démontre son importance pour la GIRE.

Références

Budlender, Debbie, 2000. "The Political Economy of Women's Budgets in the South", *World Development,* 28(7). pp 1365-1378.

Elson, Diane, 2002. *Gender Responsive Budget Initiatives: Some Key Dimensions and Practical Examples.* Paper presented at the conference on "Gender Budgets, Financial Markets, Financing for Development", February 19th and 20th 2002, by the Heinrich-Böll Foundation, Berlin. Disponible au:
http://www.idrc.ca/en/ev-66707-201-1-DO_TOPIC.html

Elson, Diane, 2002. "Integrating Gender into Government Budgets with a Context of Economic Reform", in Debbie Budlender, Diane Elson, Guy Hewitt and Tanni Mukhopadhyay, *Gender Budgets Make Cents: Understanding Gender-Responsive Budgets*. London: Commonwealth Secretariat.

Khosla, Prabha, 2003. *Water, Equity, and Money: The need for gender-responsive budgeting in water and sanitation.* The Netherlands Council of Women.
Disponible au: http://www.gender-budgets.org/en/ev-80859-201-1-DO_TOPIC.html

Ressources Additionelles

ACFODE, 2005. *Gender Budget Training Manual*. Kampala, Uganda.

The following is a Gender Budget Training Manual created by ACFODE of Uganda to guide trainers who are involved in building capacities of policy makers and other stakeholders at District and Sub-county levels in Gender Budgeting. The overall objective is to ensure that Plans and Budgets at Districts and Sub-counties address the needs of disadvantaged groups, especially women.
Disponible au: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-81782-201-1-DO_TOPIC.html

[16] Pour plus d'information concernant les études de cas sur le PMGT ainsi que le GRBI avec le Ministère de l'Eau et du Cheptel, cf. section 7 de *Gender and Water Technical Overview Paper* Prabha Khosla, Christine van Wijk, Joep Verhagen, and Viju James. IRC. Décembre 2004. http://www.irc.nl/page/15499

Coopoo, Sikhander. No date. *Women and Local Government Revenue.* Idasa, South Africa. Disponible au: www.idasa.org.za/gbOutputFiles.asp?WriteContent=Y&RID=474

Budlender, Debbie, 2004.*Budgeting to Fulfill International Gender and Human Rights Commitments.* UNIFEM.
Disponible au:
http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11141152661CEDAW_Southern_Africa_Brochure.pdf

Budlender, Debbie. and Guy Hewitt, 2003. *Engendering Budgets: A Practical Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets.* London: The Commonwealth Foundation.

The gender responsive budget programme is now a well-established initiative from the Commonwealth Secretariat, attracting considerable interest among governments, civil society and development agencies keen to participate in the programme. Work on gender responsive budget initiatives has already taken place in over twenty Commonwealth countries. This sourcebook will be of particular use to practitioners, researchers, government officials and NGOs.

Disponible au:
http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/%7BFBF59912-40C3-47A6-89C2-F3E5A0EA9B74%7D_Engendering%20Budgets%20final%20doc.pdf

Budlender, Debbie, Diane Elson, Guy Hewitt and Tanni Mukhopadhyay, 2002. *Gender Budgets Make Cents: Understanding Gender-Responsive Budgets.* London: Commonwealth Secretariat.

This publication provides a comprehensive understanding of GRB initiatives and will be invaluable to governments, NGOs, donors and other agencies working to integrate a gender analysis into public expenditure policies and budgets. Divided into four sections, the book provides a conceptual and theoretical framework, traces the evolution of work in this area, assesses the role of different stakeholders and highlights lessons learned to date. A profile of known activities at country level shows how gender responsive budgets have been used as a pivotal tool with which to assess budgetary performance and impact.

Disponible au:
http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/cat_id/33/category_details.asp

Budlender, Debbie and Guy Hewitt, 2002. *Gender Budgets Make More Cents. Country Studies and Good Practice.* London: Commonwealth Secretariat.

This book documents 'good practice' in gender budget work from across the globe. Practitioners share their first-hand experiences and in-depth knowledge of the why, where and how of gender responsive budget (GRB) initiatives. They reflect on both the challenges and successes of initiatives in the Andean region, Australia, Korea, Mexico, the Philippines, Rwanda, Scotland, South Africa and the United Kingdom. A chapter on the Commonwealth Secretariat's involvement in developing and implementing GRB initiatives is also included to suggest the role that can be played by external agencies at the national, regional, and international level. This book will be useful to people from multilateral and bilateral agencies and civil society, and inspire them to take forward gender budget work in their own country and organisation.

Disponible au:
http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/cat_id/33/category_details.asp

Budlender, Debbie and Rhonda Sharp with Kerri Allen, 1998. *How to do a gender-sensitive budget analysis: Contemporary research and practice.* Canberra: AusAID and London: Commonwealth Secretariat.

This document draws data from countries which already have gender-sensitive budgets in place or those which are initiating them (Australia, South Africa, Mozambique, Tanzania, Tasmania, Sri Lanka, Barbados). It shows the diversity of approaches in different countries, and covers the issues, methods and strategies for the first year of implementing the exercise. It has a strong practical orientation, built on a sound research base, and includes theory, examples and discussion questions. The book is the basis for a series of structured workshops for civil servants from different departments.
Disponible au: http://www.llbc.leg.bc.ca/Public/PubDocs/docs/360141/AusAIDTr.pdf

Hurt, Karen and Debbie Budlender, (eds.) 2000. *Money Matters Two. Women and the local government budget.* Idasa. South Africa.

Inter-Parliamentary Union, UNIFEM, UNDP, and WBI, 2004. *Parliament, the Budget and Gender.*

This reference tool/handbook, available in English, French and Arabic, is the sixth in a series produced by the Inter-Parliamentary Union (IPU) which seeks to advance parliament's own capacity to make a positive impact on the budget, and to equip parliament, its members and parliamentary staff with necessary tools to examine the budget from a gender perspective.
English available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85201-201-1-DO_TOPIC.html
Arabic available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85203-201-1-DO_TOPIC.html
French available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85202-201-1-DO_TOPIC.html

Public Administration Research and Consultation Centre (PARC) and the Egyptian National Council for Women, No date. *Performance-based Budgeting from a Gender Perspective*

This resource book explains performance based budgeting and ways of integrating gender into those budgets. The book, produced in Arabic, also provides a number of examples and practical tools.
Arabic language disponible au: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-86435-201-1-DO_TOPIC.html

Sen, Gita, 1999. *A Quick Guide to Gender Mainstreaming in Finance.* London: Commonwealth Secretariat. Disponible au: http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/pages/50/cat_id/34/category_details.asp

Ressources Espagnoles

GTZ, UNIFEM, UNFPA, *Sin Fecha. Presupuestos Públicos y Género en América latina y el Caribe,* Disponible en: http://www.presupuestoygenero.net/s28/
http://www.presupuestoygenero.net/s28/paginas/mapa.htm

UNIFEM, 2003, *Documento Metodológico sobre el Análisis del Presupuesto Público con Enfoque De Género.*

Este documento, recoge la sistematización de experiencias de análisis de presupuesto y la propuesta metodológica obtenida a través de la adaptación de herramientas desarrolladas por UNIFEM-Región Andina en Bolivia, Ecuador, y Perú, durante el periodo 2001-2003.

Disponible en:
http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11000383911Documento_metodologico_Final_enviado_por_AyB.pdf

UNIFEM RA y FLACSO, 2005. Hacia la transparencia y la gobernabilidad con equidad. Presupuestos sensibles al género en la región andina. Quito, Ecuador.

Este libro documenta, en seis capítulos, el proceso que UNIFEM-RA siguió para impulsar esas iniciativas en Bolivia, Ecuador y Perú, mediante su programa DESafíos, sobre derechos económicos y sociales (DES), y como una herramienta para lograr el empoderamiento de las mujeres mediante el ejercicio de esos derechos.

Disponible en:
http://www.flacso.org.ec/html/pub1.php?p_number=LB_0000556

Sites web

The Commonwealth Secretariat has been involved in issues of gender mainstreaming, gender equity and gender and macro-economic issues for many years. Their web site has a wealth of information on these subjects including on GRBIs. For additional information on macro-economics and gender-responsive budgets see:
http://www.thecommonwealth.org/Templates/Colour.asp?NodeID=34005&int2ndParentNodeID=33895&int3rdParentNodeID=33899

UNIFEM's Programme on Women's Economic Security and Rights.
For many years UNIFEM has been active providing financial and technical assistance for innovative programmes and strategies that promote women's human rights, political participation and economic security. The Programme economics and reducing women's poverty has supported extensive work on GRBIs in all world regions.
http://www.unifem.org/gender_issues/women_poverty_economics/

UNIFEM, The Commonwealth Secretariat and IDRC.
This Gender Responsive Budgets Initiatives (GRBI) website is a collaborative effort between the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM), The Commonwealth Secretariat and Canada's International Development Research Centre (IDRC), to support government and civil society in analysing national and/or local budgets from a gender perspective and applying this analysis to the formulation of gender responsive budgets. The initiative strives to promote the global objectives and cross-regional information sharing through the formation/support of a network, further development of concepts, tools and training materials, global training of trainers, South-South exchanges, and collaboration with international and regional organisations.
http://www.idrc.ca/en/ev-64152-201-1-DO_TOPIC.html
This site is also available in French and Spanish.

Chapitre 4 L'intégration transversale du genre dans le cycle du projet[17]

Dans les programmes et projets de développement, les considérations sur le genre, la pauvreté et l'environnement sont souvent ajoutées après coup ou considérés commes des catégories séparées ou mutuellement exclusives. Lorsque les questions de genre sont prises en compte dès la conception du projet, elles peuvent être plus facilement incorporées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation. Les programmes qui ne tiennent pas compte dans toutes leurs phases des besoins différents des riches et des pauvres, des hommes et des femmes dans toutes leurs réalités sociale, économique, culturelle, linguistique, risquent d'être inefficaces, inefficients et non durables. Ce chapitre présente un cycle de projet générique qui peut être adapté aux contextes locaux. Il expose aussi les aspects du genre qui doivent être considérés à chaque phase du cycle de projet. Les responsables de programmes nationaux, les bureaux d'études, les experts en genre et tous ceux qui s'intéressent au genre dans la mise en œuvre des projets peuvent utiliser ce cycle générique. Il est important que le projet indique clairement ses objectifs en matière de genre et d'équité.

Les questions suivantes doivent être posées :

- Comment les besoins des hommes et des femmes sont-ils reflétés dans le projet ?
- Qui a-t-on consulté ?
- Qu'est-ce qui a été fait au niveau des consultations pour faciliter la contribution d'hommes et de femmes de classes sociales différentes ?
- Le plan du projet est-il fondé sur une bonne compréhension des différences sexospécifiques dans le groupe ciblé ?
- Le projet a-t-il pris en considération les changements prévisibles concernant le temps, le travail et les engagements financiers ?
- A-t-on identifié les indicateurs sexospécifiques permettant de clarifier les objectifs et de faciliter le suivi ?
- Comment procédera-t-on pour atteindre les objectifs d'égalité entre les sexes et de participation des femmes dans le projet ? A-t-on identifié des stratégies spécifiques ?
- A-t-on identifié les obstacles susceptibles d'entraver la participation des hommes et des femmes de toutes les catégories sociales, et a-t-on mis en place des stratégies pour les surmonter ?
- La structure de la direction du projet comporte-t-elle l'expertise nécessaire en matière de genre et de diversité ?
- A-t-on pris en considération les implications budgétaires de la diversité et du genre ?
- Le suivi prévoit-il la collecte de données ventilées par sexe sur la participation aux différents aspects du projet et sur les indicateurs choisis ? (adapté de SIDA, 1996)
- Est ce que des réflexions ont été faites sur l'implication du genre à la fin du projet ?

[17] Les sources pour ce chapitre sont indiquées dans la liste de références donnée à sa fin.

Thèmes et questions à prendre en considération lors de l'intégration transversale du genre dans le cycle du projet

4.1. Identification du programme ou projet

Démarche 1 : l'Agence d'appui externe participe à l'identification du programme ou projet

Ceci comprend l'évaluation des principaux programmes et tendances de développement, y compris ceux qui sont traités par les conférences et conventions mondiales.

Thèmes et questions

- Comment l'institution d'appui externe peut-elle appuyer le respect des engagements nationaux à la fois en matière d'égalité des sexes et de développement durable ?
- L'agence d'appui externe peut-elle aider à identifier les opportunités lorsque les efforts de promotion de l'utilisation durable des ressources (notamment l'eau) coïncident avec les efforts de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ?
- Le cadre général de la coopération est-il fondé sur l'analyse de l'impact des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'environnement?
- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité entre les sexes ont-elles participé à la définition des priorités ?
- Les organisations féminines et les défenseurs de l'égalité des sexes ont-ils participé à la détermination des priorités ?

Démarche 2 : Analyse des politiques

Thèmes et questions

- A-t-on pris en considération les questions de genre et de diversité dans l'analyse des politiques et des programmes nationaux existants dans le secteur de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ?
- Les programmes et investissements nationaux dans le GIRE sont-ils susceptibles d'offrir des bénéfices et des opportunités équitables aux femmes et aux hommes, en particulier aux femmes et hommes pauvres ?

Démarche 3 : Engagement de responsables gouvernementaux clés et d'autres parties prenantes dans un dialogue sur le cadre des politiques de développement national

Thèmes et questions

- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité entre les sexes ont-elles été impliquées et consultées ?
- Les organisations féminines et les défenseurs de l'égalité entre les sexes ont-ils été impliqués et consultés ?
- Y a-t-il eu des discussions avec les organisations ayant une expertise en matière de GIRE concernant leur disposition et leur capacité à traiter les questions de genre ?
- Des efforts ont-ils été déployés pour faire participer les femmes à tous les niveaux ?
- Dans les consultations au niveau de la base ?

- En tant que professionnelles de l'eau ?
- A tous les niveaux de gouvernance ?
- A-t-on procédé à l'analyse des obstacles à la participation des femmes et a-t-on élaboré des stratégies pour vaincre ces obstacles ?

Démarche 4 : Evaluation des questions de conception des projets au niveau des collectivités locales

Thèmes et questions

- Conception technique. A-t-on recherché l'avis des hommes et des femmes sur les options technologiques et les caractéristiques de la conception ?
- Contributions des utilisateurs. A-t-on déterminé les différences entre les hommes et les femmes, du point de vue de leur disposition et de leur capacité à contribuer au niveau du travail, du matériel ou du financement ?
- Considérations de temps/charge de travail. L'initiative va-t-elle augmenter la charge de travail des femmes/hommes/filles/garçons durant et après la construction ? Y a-t-il une augmentation de la demande en travail non rémunéré pour les femmes et les filles ? Y a-t-il conflit entre les différentes demandes ?
- Exploitation et maintenance. Comment se fait le partage des droits et des responsabilités de l'exploitation et de la maintenance entre les différentes catégories de femmes et d'hommes ? Cela reflète-t-il leur utilisation du système des services ?

4.2 formulation des programmes et projets

Démarche 5 : Evaluation des projets de renforcement des capacités institutionnelles

Thèmes et questions

Questions de genre dans les projets de renforcement des capacités.

- Quelle est la capacité existante des institutions et des individus à travailler dans une perspective de genre ?
- Quelle est la capacité des institutions et des individus à promouvoir la participation des femmes et des hommes à tous les niveaux ?
- Quelle est la capacité des différentes catégories de femmes et d'hommes à participer dans les tâches diverses dans les domaines techniques, à des postes de prise de décisions et au niveau des communautés ?
- Existe-t-il des politiques pouvant guider les institutions ?

Démarche 6 : Considérations relatives au genre dans l'élaboration des projets

Thèmes et questions

- A-t-on identifié dans la pratique des écarts fondés sur le sexe en matière de droits d'usage de l'eau ?
- A-t-on analysé et abordé les schémas existants d'accès aux sources d'eau et de contrôle de ces sources?

- A-t-on accordé l'attention nécessaire aux cadres juridiques et aux réformes institutionnelles de façon à promouvoir un accès aux ressources productives plus équitable pour les hommes et les femmes ?
- A-t-on procédé à l'évaluation des besoins, des rôles et des charges de travail des femmes et des hommes ?

Démarche 7 : Compréhension du contexte et des données de base

La participation à la conception du programme ou du projet devrait établir au départ une compréhension commune de la situation avec ses caractéristiques socioéconomiques, sexospécifiques et biophysiques.

Des données suffisantes, ventilées par sexe chaque fois que possible, doivent être collectées à ce stade pour établir la ligne de base du projet.

Il est recommandé de procéder à l'analyse des parties prenantes.

Thèmes et questions

En examinant les secteurs de l'eau, l'analyse a-t-elle pris en considération les besoins, ressources, et différentes priorités des communautés marginalisées en raison de leur caste, âge, handicap/capacité, classe, etc. ? Par exemple :

- Dans le cadre de l'utilisation et de la gestion actuelles de l'eau, les responsabilités et rôles différents des femmes et des hommes sont-ils documentés et compris (usage domestique et productif, usage agricole commercial, économie de subsistance, économie urbaine informelle, etc.) ?
- Comparer l'accès des hommes et des femmes de différentes classes socioéconomiques à toutes les ressources liées à l'eau et leur contrôle de ces ressources (droits à la propriété foncière et capitaux fixes, schémas d'héritage, crédit, etc.) ; offre au niveau de l'emploi (travail familial non rémunéré, emploi rémunéré, etc.).

Démarche 8 : Création d'une vision et définition des problèmes à aborder

Les causes sous-jacentes des problèmes sont souvent perçues différemment par différents groupes de parties prenantes comprenant des femmes et des hommes individuels. L'expérience des processus participatifs peut s'avérer utile pour une compréhension de la situation globale.

Durant le processus de définition des problèmes, les participants peuvent également étudier des expériences analogues, au niveau national ou international.

Thèmes et questions

- Qui sont les personnes consultées et de quelle façon ont-elles été impliquées dans le processus de consultation ?
- A-t-on consulté à la fois les hommes et les femmes ? A-t-on essayé de manière spécifique à impliquer des défenseurs de l'égalité des sexes et des spécialistes (universitaires, chercheurs, analystes politiques) ?

- Le processus de consultation a-t-il été organisé de manière à maximiser la contribution des femmes et des défenseurs de l'égalité des sexes ?

Démarche 9 : Identification de stratégies alternatives

Les diverses parties prenantes devraient explorer les stratégies alternatives, en vue d'intégrer les approches innovantes et les nouvelles opportunités et d'identifier les risques potentiels.

Thèmes et questions

En examinant les stratégies alternatives, il convient de prendre en considération les avantages possibles des stratégies qui encouragent la participation des femmes et favorisent la gestion durable des ressources en eau.

Démarche 10 : choix de la stratégie la plus prometteuse

Avant de décider de la stratégie à adopter, il est important d'envisager les implications du choix d'une stratégie ou d'une autre en termes d'impacts, d'opportunités et d'avantages et inconvénients.

Risques. Les interventions impliquent certains risques et peuvent avoir des effets positifs ou négatifs.

Opportunités. Les limites de l'intervention proposée peuvent inhiber la recherche de mesures d'atténuation des effets négatifs. La recherche d'opportunités peut préparer le terrain pour des solutions créatives.

Avantages et inconvénients. Il est important de comprendre les avantages et inconvénients comparatifs des différentes stratégies, ainsi que les coûts en opportunités.

Il faut également examiner la capacité des organisations, institutions et individus concernés à entreprendre les activités de manière efficace, efficiente et durable.

Thèmes et questions

- En évaluant les avantages et les inconvénients de chaque option, s'intéresse-t-on spécifiquement à ce que les femmes ne soient pas perdantes ?
- L'analyse des risques s'intéresse-t-elle aux différents effets positifs et négatifs pouvant affecter les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux ?
- A-t-on procédé à une analyse des opportunités de changement et du potentiel permettant à la fois de reconnaître la participation des femmes et de garantir des bénéfices équitables pour les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux ?
- Les ministères et institutions associés à l'initiative ont-ils la capacité d'identifier et de traiter les questions du genre ? Par exemple :
- Ont-ils accès aux informations relatives aux questions de genre dans le secteur ?
- Ont-ils les compétences leur permettant de formuler et d'analyser les questions relatives aux dimensions sexospécifiques du GIRE.

Démarche 11 : Définition des objectifs et des résultats attendus

Les participants devraient élaborer le support pour la conception du projet, à savoir un ensemble hiérarchisé d'objectifs, résultats, activités et contributions.

Thèmes et questions

- Etudier la pertinence d'objectifs spécifiques en matière de genre. Si l'on n'attend pas de résultats concrets dans ce domaine, le genre a tendance à « s'estomper ». Les efforts se concentrent généralement sur les résultats attendus tels qu'ils sont définis dans les documents de planification du projet.

Démarche 12 : Utilisation du cadre logique

Le cadre logique est une matrice qui résume les principaux éléments de la conception du programme et projet.

Thèmes et questions

- Les questions du genre sont-elles clairement énoncées dans le cadre logique ?
- A-t-on identifié des indicateurs spécifiques pour faire le suivi des résultats en matière de diversité et d'égalité entre les sexes ?
- Les indicateurs seront-ils ventilés par sexe ?

Démarche 13 : Détermination des activités

Une fois définis les résultats attendus, il faudra déterminer les activités permettant de les atteindre.

Thèmes et questions

- Quelles sont les activités nécessaires à la prise en compte des questions de genre ?
- Est-il nécessaire d'assurer une formation ?
- Est-il nécessaire d'explorer des questions particulières ou d'attirer des parties prenantes spécifiques ?
- L'expérience a montré qu'une planification rigoureuse est indispensable pour ne pas perdre de vue la perspective genre.

Démarche 14 : Déterminer les dispositions de gestion

Dans le cadre de la formulation du projet, il est essentiel de déterminer comment les activités seront menées de façon à ce que les objectifs du programme ou projet puissent être réalisés sans dépassement des limites de temps, de qualité et de coûts.

Thèmes et questions

- L'agence ou institution de mise en œuvre a-t-elle pris un engagement en faveur de l'égalité des sexes et de la réalisation de résultats positifs pour les femmes à travers le projet ?
- Les responsabilités et les attentes relatives aux aspects du projet liés au genre sont-elles énoncées clairement dans les documents, accords ou contrats du projet ?

Démarche 15 : Spécification des indicateurs pour le suivi et l'évaluation

Les indicateurs aident à déterminer dans quelle mesure un programme ou projet réalise les résultats espérés.

Au moyen du processus consultatif défini plus haut, les participants se mettent d'accord sur la manière de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs, et sur les indicateurs du succès.

Les indicateurs de suivi et d'évaluation doivent être définis durant la formulation du programme ou projet et de ses objectifs.

Thèmes et questions

- Dans les projets impliquant des initiatives émanant de la collectivité locale, les femmes aussi bien que les hommes de la communauté ont-ils participé à l'élaboration des indicateurs ?
- Est-ce que d'autres hommes et de femmes ayant la capacité sont impliqués dans la détermination des indicateurs ?
- A-t-on prévu des indicateurs permettant de mesurer les progrès dans la réalisation d'objectifs spécifiques ayant trait à la participation des femmes, à la capacité des organisations à travailler dans une perspective de genre, à la réduction du temps nécessaire aux femmes pour se procurer l'eau, etc. ?

Démarche 16 : Identification des facteurs et risques externes

Les facteurs externes sont des événements ou des décisions qui échappent au contrôle des directeurs du programme ou du projet et qui affectent néanmoins la réalisation des objectifs, l'obtention des résultats attendus, la mise en œuvre des activités, et la mise à disposition et l'utilisation des contributions.

Thèmes et questions

La capacité des femmes à participer à l'initiative peut être influencée par divers facteurs qui échappent au contrôle des directeurs du programme, tels que les attitudes discriminatoires, la charge des enfants et les responsabilités domestiques, le niveau d'alphabétisation, le manque de temps etc.

Démarche 17 : Identification des obligations préalables

Afin de minimiser les risques, il convient de ne commencer les activités qu'une fois remplies certaines conditions.

Thèmes et questions

Il est important de vérifier si les conditions initiales relatives aux questions de genre ont été satisfaites. Par exemple, si le plan a prévu le recrutement d'un spécialiste du genre, le recrutement a-t-il été fait ?

4.3 Mise en œuvre

Démarche 18 : Assurance d'une participation constructive

- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité et de l'équité entre les sexes sont-elles représentées durant la mise en œuvre ?
- Les organisations ayant une expertise en matière de GIRE sont-elles représentées dans l'équipe du projet ?
- A-t-on donné aux femmes une chance de participer dans les domaines techniques et dans les postes de prise de décision ?
- Durant la période de construction, l'initiative augmente-t-elle pour les femmes/homme/filles/garçons la charge de travail non rémunéré au-delà de ce qui était prévu initialement ?

Démarche 19 : Suivi

Thèmes et questions

- Dans le cadre de la préparation des revues et rapports annuels, il convient d'analyser les changements importants intervenus durant l'année écoulée, par exemple :
- Nouvelle législation, politiques gouvernementales ou engagements en matière d'égalité entre les sexes (pouvant porter sur la propriété foncière, le crédit, les politiques des ONG, etc.) ;
- Nouveaux réseaux ou organisations de femmes ou changement de profil/capacité d'organisations existantes ;
- Changements des conditions ou tendances économiques et sociales, qui affectent les priorités, les ressources et les besoins du secteur IWRM.

- Les données utilisées pour le suivi sont-elles ventilées par sexe ?

Démarche 20 : Evaluation

Thèmes et questions

- Les « termes de référence » de l'évaluation spécifient-ils clairement les questions de genre et les questions à aborder dans l'évaluation ?
- L'évaluation examinera-t-elle les résultats attendus/résultats du projet en tenant compte des différences entre les hommes et les femmes du point de vue des besoins et des priorités ?

- L'équipe d'évaluation a-t-elle l'expertise nécessaire pour aborder les questions de genre dans le contexte spécifique du projet (irrigation, approvisionnement en eau et assainissement, terres inondées, etc.) ?
- En procédant à l'évaluation, les évaluateurs ont-ils l'intention de :
  - ventiler les données par sexe ?
  - rechercher la contribution des femmes aussi bien que des hommes, et analyser les différences et les similitudes ?
- L'évaluation identifiera-t-elle les « leçons apprises » de l'adoption d'une perspective de genre dans le domaine de la gestion des ressources en eau, de façon à ce que ces leçons soient transmises à l'ensemble de l'organisation ?

Références

Fong, Monica S., Wendy Wakeman and Anjana Bhushan, 1996. *World Bank Toolkit on Gender in Water and Sanitation*: Gender Toolkit Series No. 2, Gender Analysis and Policy, Poverty and Social Policy Department; UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, Transportation, Water and Urban Development Department.

Ministry of Foreign Affairs, DANIDA/S.Q., 1999. *Gender and Water Supply and Sanitation: Guiding Questions*. Working Paper, August. (mimeo)

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), 1996. *A Gender Perspective in Water Resources Management Sector*. Stockholm.

Thomas, Helen, Johanna Schalkwyk and Beth Woroniuk., 1997. *Handbook for Mainstreaming: A Gender Perspective in the Water Resources Management Sector.* SIDA in close consultation with the Department for Natural Resources and the Environment.

Ressources Additionelles

Centre régionale pour l'eau potable et assainissement (CREPA), 1992. *Rapport final du séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement. Bamako*. CREPA, Bamako, Mali.

GTZ, 1998. *Gender Training Tool Kit.* Self-help Fund Project.

This toolkit provides guidelines for participatory gender sensitisation training, outlining key concepts in raising gender awareness. The premise upon which the guidelines are based is experiential learning. The toolkit incorporates different techniques, exercises, and games, often utilising handouts, and prompts people to learn by analysing and reflecting on their experience. It includes tools for gender sensitisation, and for gender sensitive project planning.

Disponible au: http://www.siyanda.org/docs_genie/gtz/Gen.trng.fin.doc

UNDP, (no date). *Gender Mainstreaming Learning and Information Packs*

Although these Information Packs are meant to be resources for self-training, and for use in workshop situations devoted to gender mainstreaming, they can also be incorporated into workshops on other topics, to strengthen their potential for gender mainstreaming. Each Information Pack contains summary information, along with speaker's notes, handouts, exercises, further reading and linkages to relevant Internet resources.

Disponible au: http://www.undp.org/women/docs/GM_INFOPACK/GenderAnalysis1.doc

Beyond Rhetoric: male involvement in gender and development policy and practice. Gender Training with Men.

A collection of articles on reflections and pointers on gender training for men. The experiences include many different countries and cultures.
Disponible au: http://www.brad.ac.uk/acad/dppc/gender/mandmweb/seminar5.html

WaterAid, 2002. *Indicators for a gender-sensitive approach to Sanitation Programmes and Services.*

WaterAid. 2002. *Indicators for a gender-sensitive approach to Water Supply Services.*

Van Wijk-Sybesma C, 1996. *La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*. Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC)

Ressources Espagnoles

ANESAPA – PROAPAC – GTZ, 2003. *Género en Saneamiento Basico. Sistema Modular de Capacitación*.

Los contenidos son formativos y parten de los conceptos básicos que hacen al género, para introducir luego el género en saneamiento básico, el estado actual del género y las herramientas para transversalizar el enfoque de género en proyectos de agua y saneamiento.

HIVOS – Unión Mundial para la Naturaleza, Fundación Arias Para la Paz y el Progreso Humano, 1999. *Ojos que no ven ... Corazones que sienten: Indicadores de equidad*. UICN, San José de Costa Rica

Esta publicación une las áreas de género y medio ambiente, a través de un proceso que pretende facilitar y apoyar a organizaciones e iniciativas de desarrollo rural de la región, asegurando la incorporación de la perspectiva de equidad de género en su quehacer institucional. Se enmarca en herramientas e instrumentos que permiten incorporar la perspectiva de equidad de género en el ciclo de un proyecto.

Programa de Agua y Saneamiento, América Latina y el Caribe, *Metodología e Instrumentos para su inclusión en Proyectos de Agua y Saneamiento.* World Bank Office, Lima, Peru.

Methodologies and instruments for gender mainstreaming in water supply and sanitation projects.
Disponible en: http://www.aprchile.cl/pdfs/and_genero.pdf

Chapitre 5. L'intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau

Qu'est-ce qu'une politique du genre ?
Une politique du genre est une déclaration publique par laquelle un pays ou une organisation s'engage à prendre au sérieux les questions de genre. C'est aussi un cadre pour ce que cela implique au niveau du travail de l'organisation. Une politique du genre dans la gestion des ressources en eau porte sur :

- Le travail de l'organisation : implication des femmes et des hommes dans la planification, la construction, l'exploitation, la maintenance et la gestion de l'eau pour l' usage domestique, l'irrigation, l'assainissement ou la protection de l'environnement.
- La culture interne et la dotation en effectifs de l'organisation – questions affectant le personnel masculin et féminin dans leur travail ; par exemple, les opportunités de recrutement, de promotion et de formation pour les hommes et les femmes, la discrimination et le harcèlement sexuels, et les questions telles que les soins aux enfants, le congé de paternité ou de maternité, et les dispositions concernant la sécurité des déplacements (Alliance Genre et Eau, 2003).

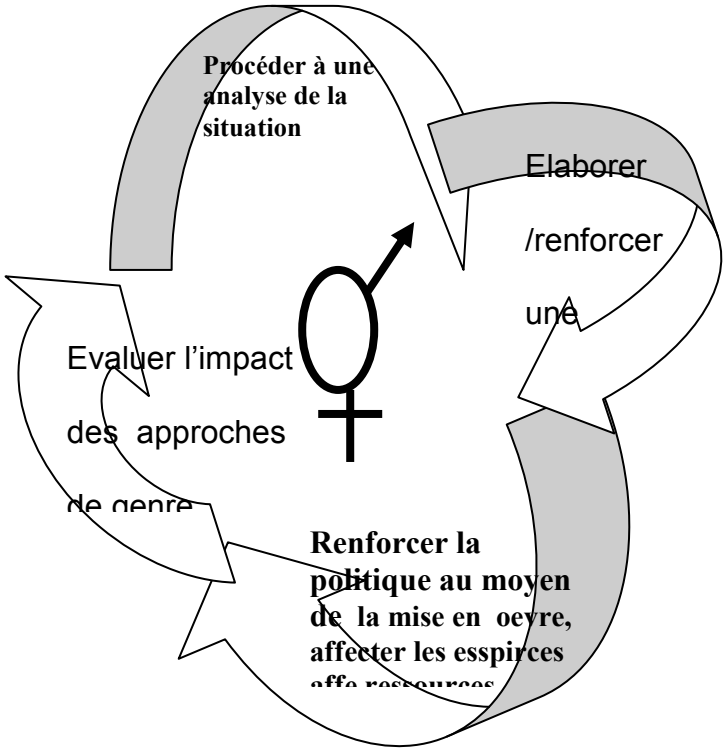
Pourquoi élaborer une politique du genre ?
L'élaboration d'une politique du genre est un point de départ utile pour porter l'attention sur les questions de genre dans une organisation et ses activités. Pour les organisations qui ont déjà adopté des mesures sensibles au genre (par exemple en fournissant une formation et des directives au personnel), l'élaboration d'une politique du genre est l'occasion de renforcer et de formaliser les mesures prises et de préparer une stratégie pour l'avenir. Une politique du genre fournit :

- Une occasion précieuse pour impliquer le personnel et les principales parties prenantes dans une réflexion approfondie sur l'importance de l'équité sociale et entre les sexes dans le travail de l'organisation et sur ses implications pratiques ;
- Une déclaration publique de l'engagement de l'organisation à prendre au sérieux les questions de genre ;
- Un accord sur une action et des indicateurs du changement en matière de genre;
- Un instrument de responsabilisation permettant d'évaluer la performance de l'organisation.

L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique du genre nécessitent une stratégie continue de renforcement des capacités de tous les membres et partenaires de l'institution ou organisation.

L'élaboration d'une politique n'est pas un processus ponctuel. Il est important de reconsidérer les politiques du genre en place depuis quelque temps, d'évaluer la performance, de passer en revue les leçons apprises et d'élaborer et lancer des engagements politiques nouveaux. Le graphique ci-dessous montre comment la formulation d'une politique devrait être un processus continu.

La formulation des politiques doit être un processus continu



Les composantes d'une politique du genre

Une politique du genre efficace doit inclure les trois composantes suivantes :

- L'analyse de la situation – examen des questions de genre concernant les groupes bénéficiaires et l'organisation elle-même. Cette analyse comprend l'examen des connaissances, compétences, engagement et pratiques du personnel en matière de genre, et l'examen des questions de genre affectant le personnel (telles que les différences fondées sur le sexe en matière d'opportunités de promotion ou le harcèlement sexuel sur le lieu du travail).
- La politique elle-même : celle-ci doit être conçue sur la base d'une analyse de la situation et doit exposer les raisons pour lesquelles l'organisation accorde de l'importance aux questions du genre, sa vision en ce qui concerne la pratique sensible au genre, et les diverses façons dont cette compréhension va influencer son travail.
- Une stratégie ou plan d'action qui doit indiquer en détail la manière dont se fera la mise en œuvre au cours d'une période de temps donnée, en incluant les activités, budgets, responsabilités et indicateurs pour le suivi et l'évaluation.

Les documents sur les politiques sont généralement des documents publics, tandis que les stratégies et plans d'action sont des documents internes. Certaines organisations incluent des aspects de l'analyse de leur situation dans la documentation publique, d'autres ne rendent publique que la politique elle-même. Les politiques sont de longueur très variable, de deux à plusieurs pages selon ce que l'organisation choisit d'y inclure.

Création d'un environnement institutionnel favorable

La mise en œuvre d'une politique dépend dans une large mesure du cadre institutionnel qui la soutient. Il est par conséquent nécessaire de s'intéresser à l'organisation elle-même. Le développement d'une compréhension, d'une aptitude et d'un engagement appropriés, ainsi que le traitement des questions d'inégalité entre les sexes dans une institution ou une organisation constituent un processus à long terme de changement interne qui nécessite des activités telles que le renforcement des capacités, l'affectation du budget, la définition des indicateurs et le suivi. Le tableau suivant résume les éléments les plus importants dans la mise en œuvre d'une politique sensible au genre au niveau d'une organisation.

Tableau : Eléments importants dans la mise en œuvre d'une politique sensible au genre au niveau de l'organisation

Catégorie à explorer	**Questions à envisager**	**Mesures à prendre pour changer l'organisation**
PROGRAMME DE TRAVAIL		
Politique et plans d'action Politiques du genre : Intérêt porté au genre dans toutes les politiques	• Existe-t-il une politique du genre ? • Quand et par qui a-t-elle été élaborée? • Utilise-t-elle des données ventilées par sexe ? Sa mise en oeuvre fait-elle l'objet d'un suivi ?	S'il n'existe pas de politique du genre mais qu'il existe un désir de traiter les inégalités entre les hommes et les femmes, suivre les mesures préconisées plus haut.
Forces influant sur les politiques	• Quelle est l'attitude de la haute direction envers les questions de genre ? Qui sont les leaders d'opinion formels et informels ? • Quelles sont les agences extérieures ou les personnes qui ont une influence sur l'organisation ? • Quels sont les organismes de prise de décision ?	- Identifier les meilleurs défenseurs de l'égalité et de l'équité entre les sexes - Engager tout le personnel et les directeurs concernés - Créer un environnement participatif et inclusif pour l'élaboration de la politique
Ressources humaines - personnel focal pour le genre - ensemble du personnel	• Y a-t-il une unité du genre ou une personne focale désignée ? • Que font-elles ? Avec quelles ressources ? Les autres membres du personnel sont-ils attentifs au genre ?	- Avoir des termes de référence clairs pour l'unité/personne focale - Etablir la formation en matière d'intégration du genre et le plaidoyer comme un processus continu avec des objectifs d'action. - Avoir la protection d'un soutien professionnel.

	• La sensibilité à l'égard du genre est-elle incluse dans le profil de l'emploi et est-elle prise en compte dans l'évaluation professionnelle ?	- Impliquer les unités focales en tant que partie intégrante des processus et programmes existants.
Ressources en finances et en temps - Initiatives d'égalité des sexes sur le terrain - Initiatives de renforcement des capacités du personnel -	• Y a-t-il un financement pour le renforcement des capacités en matière de genre ? • Y a-t-il un financement pour les actions sur le terrain en matière de genre ?	- Affecter des budgets pour le renforcement des capacités du personnel et pour les actions sur le terrain. - Allouer du temps pour les actions au niveau opérationnel. - Elaborer des indicateurs pour faire le suivi des progrès.
Procédures et outils de systèmes	• La prise en compte du genre est-elle incluse dans les systèmes et procédures de routine (systèmes d'information, évaluations, planification et suivi) ? • Le personnel a-t-il reçu des directives sur l'intégration transversale du genre ?	- Inclure le genre dans les systèmes et procédures - Elaborer des systèmes d'information ventilée par sexe - Inclure le genre dans les termes de référence et les interviews du personnel. - Avoir des indicateurs pour le suivi des progrès de la politique en matière de genre. - Elaborer des listes de contrôle et des directives.
Statistiques sur les effectifs	• Quel est le nombre d'hommes et de femmes à chaque niveau de l'organisation et selon les rôles et les secteurs ? • Vérifier les politiques d'emploi et d'embauche	- Adopter des politiques de recrutement attentives au genre et non discriminatoires, même si la prise en compte du genre ne consiste pas à équilibrer le nombre d'hommes et de femmes. - Donner au personnel l'accès aux processus de prise de décision.
Besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes	• L'organisation crée-t-elle un environnement sûr et commode pour les femmes et les	-analyser l'organisation du point de vue de sa sensibilité aux différents besoins des hommes et des femmes. - Examiner les actifs de l'organisation, tels que les

	hommes, par exemple pour le transport, les toilettes, les soins aux enfants, et la flexibilité des heures de travail ?	équipements, le mobilier, la conception et l'accessibilité des toilettes, etc. Conviennent-ils aux femmes et aux hommes ?
Culture de l'organisation	• Comment l'information se transmet-elle et dans quelle mesure les hommes et les femmes sont-ils inclus dans la chaîne de l'information ? • Quelles sont les principales valeurs communes ? Se rapportent-elles à l'égalité ? et plus particulièrement au genre ? • La prise de décision est-elle centralisée ou décentralisée ? • Quelles sont les attitudes envers le personnel masculin/féminin ?	- Adopter une culture de l'organisation qui met sur un pied d'égalité les perspectives féminines et masculines. - Enoncer de manière explicite les engagements de l'organisation en faveur du genre dans tous les programmes et politiques. - Décentraliser la prise de décision de façon à ce que les femmes et les hommes aient voix au chapitre dans la prise de décision de l'organisation.
Perceptions du personnel	• Quelles sont les perceptions du personnel masculin et féminin sur la question du genre ?	- Organiser des programmes de renforcement de capacités et de sensibilisation en matière de genre, en particulier dans les cas où le genre est considéré comme une simple condition exigée par les donateurs, et non comme une valeur de l'organisation.
Politique et actions	• L'organisation a-t-elle une politique d'égalité des chances ? Que couvre cette politique ? Comment se fait sa promotion et sa mise en œuvre ?	- Etre attentif à l'égalité dans la structure, la culture et le recrutement du personnel de l'organisation ainsi que dans les programmes, les politiques et les procédures. - Procéder à une évaluation continue au moyen d'indicateurs sexospécifiques pour permettre une revue globale de la situation.

Source : Adapté de Derbyshire, 2002.

Références

Derbyshire, Helen, 2003. *Gender Manual: A Practical Guide for Development Policy Makers and Practitioners.* Social Development Division, DFID, UK.

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *Policy Development Manual for Gender and Water Alliance Members and Partners.* Delft, Netherlands. Disponible à : http://www.genderandwater.org

GWA, 2003. *Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*. Leicestershire, UK, Published by WEDC, Loughborough Universtiy, Leicestershire, UK, for the GWA. Publié par WEDC, Université de Loughborough, Leicestershire, Royaume Uni, pour l'Alliance Genre et Eau.

Ressources principales

Schreiner, Barbara, Barbara van Koppen and Kathy Eales., 2003.*Gender Mainstreaming in Water Policy and Legislation: the Case of South Africa.* Paper developed for the Gender in Court Session at the 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan.

Status of Women, Canada., 1998. *Gender-Based Analysis: A guide for policy making.* Government of Canada, Revised. Disponible à : http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/gbaguide/index_e.html

Wakeman, Wendy, Susan Davis, Christine van Wijk and Alka Naithani, 1996.*Sourcebook for Gender Issues at the Policy Level in the Water and Sanitation Sector.* Water and Sanitation Collaborative Council.

Glossaire

L'Adaptation **(les capacités et stratégies adaptables)** se réfère aux capacités des systèmes de revenus avoir un impact sur ou à s'adapter aux changements en réduisant la vulnérabilité qu'ils encourent. Celle-ci s'accomplit à travers les stratégies, telles que la diversification des sources de revenu par le développement d'aptitudes requises, de capacités ainsi que l'accès aux ressources de soutien tels que le micro crédit.

La catastrophe est une grave perturbation du fonctionnement de la communauté ou de la société, causant de fortes pertes en terme de ressources humaines, matérielles, économiques et environnementales, celles-ci dépassant les aptitudes de la communauté concernée à exploiter ses propres ressources. Le désastre est fonction du processus de risque : vulnérabilité+hasard

L'Autonomisation concerne les personnes- les femmes et les hommes- qui veulent disposer d'un contrôle sur leur vie : la fixation de leur propre agenda, l'accroissement de leur compétence, le renforcement de leur confiance en soi, le règlement des problèmes et le développement de leur autonomie. Certes, personne n'est en mesure de mandater l'autre : seul l'individu peut se donner le pouvoir de faire des choix ou de d'exprimer. Cependant, les institutions incluant les agences internationales de coopération peuvent soutenir les processus qui permettent d'éduquer les individus ou les groupes à renforcer leurs propres pouvoirs.

Le Genre est un ensemble de caractéristiques culturelles spécifique qui identifie les comportements sociaux des hommes et des femmes ainsi que la relation existante entre eux. Par conséquent, le concept du genre ne se réfère pas uniquement aux hommes et aux femmes, mais aussi au lien qui les unit, et à la façon dont ce lien se construit socialement. Dans la mesure où il prend en compte la relation, le concept du genre doit prendre en considération les hommes et les femmes. En comparaison au concept de race, de classe et d'ethnie, le genre est un outil analytique qui permet de comprendre les processus sociaux (Statut des Femmes, Canada, 1996)

L'Analyse du Genre est un moyen systématique d'observation des différents rôles des femmes et des hommes dans le développement, de même que leur impact différentiel dans leurs rôles pour le développement. L'analyse du genre pose essentiellement la question du « qui » : qui fait quoi, qui contrôle et qui a l'accès, qui bénéficie de quoi, pour les différents sexes suivant leur classe d'âge, leur religion, leur classe, leur appartenance ethnique, leur race et leur caste ? L'analyse de genre implique également qu'au sein des grands groupes démographiques, socio économiques et culturels, les données et les analyses sont organisées et regroupées par sexes. Une concentration sur le concept de genre – qui traite du cas des hommes et des femmes séparément, est indispensable pour comprendre toutes les étapes du processus de développement. Il est important de savoir comment une activité particulière, une décision ou un plan peut affecter les hommes différemment des femmes, et quelques femmes et hommes comparativement à d'autres femmes et hommes (Rani Parker, 1993). L'observation de la distribution des tâches se rapportant à la gestion de l'eau par rapport aux sexes et aux groupes d'âges montre par exemple sur quels aspects les projets en relation avec l'eau ont besoin d'être travaillés avec des femmes ou des hommes, dans la mesure où au sein des familles, différentes catégories de femmes et d'hommes, ont tendance à avoir différentes responsabilités, dans le pouvoir de prise de décision et de connaissance (van Wijk, 1998).

L'égalité des genres est un concept qui s'intéresse à savoir si les femmes et les hommes jouissent des mêmes statuts. L'égalité des genres signifie que les femmes et les hommes profitent de conditions égales dans le plein exercice de leurs droits fondamentaux et dans leur

potentiel de contribution au développement national, politique, économique, social et culturel, et dans leur participation au partage des bénéfices résultants. L'égalité des genres est de ce fait une valorisation par la société des similarités et des différences existantes entre hommes et femmes, ainsi que des rôles changeant qu'ils jouent, à savoir par exemple en terme de différence de leurs rôles dans la gestion des ressources en eau par exemple.

L'équité en terme de genre est un processus qui permet de garantir une justice envers les femmes et les hommes. Afin de garantir cette justice, des mesures doivent être régulièrement accessibles pour compenser les désavantages historiques et sociaux qui corrigent les actions des hommes et des femmes opérant sur le terrain. L'équité mène à l'égalité. Dans les secteurs de l'eau, l'équité en terme de genre requière souvent des politiques spécifiques qui mettent en avant les capacités de développement technique des femmes, leur embauche et leur promotion dans le domaine de la gestion des ressources en eau afin de rendre compte de leur désavantage historique dans le processus de prise de décision dans ces secteurs.

L'intégration transversale du genre est un processus aux femmes et aux hommes d'avoir accès aux implications de différentes sortes de plans d'action, comprenant la législation, les politiques et programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie permettant aux expériences et aux intérêts des femmes et des hommes de prendre une dimension intégrale dans la formulation, la mise en place, le contrôle et l'évaluation des politiques et des programmes dans les sphères autant politiques, économiques et sociétales ; ceci se fait dans le but de permettre aux hommes et aux femmes de tirer profit de manière égale de ces politiques et programmes, et que le concept d'inégalité ne soit plus une préoccupation. Le but ultime est d'atteindre l'égalité en terme de genre [*en transformant le courant*] (ECOSOC, 1997, en ajoutant l'accent).

L'Aléatoire est un phénomène d'origine naturelle ou humaine susceptible de provoquer des dommages naturels, économiques, et de porter atteinte aux vies humaines et au bien être.

L'Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (IWRM) est un processus qui encourage un développement coordonné et la gestion de l'eau, de la terre et des ressources reliées afin de maximiser le bien être résultant en terme économique et social, d'une manière équitable et sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux. (Partenariat Global en Eau/ Comité Technique Consultatif)

Le Croisement permet de reconnaître que les femmes subissent une discrimination et des violations de leurs droits fondamentaux, non seulement sur la base de leur genre, mais aussi du fait d'autres relations de pouvoirs s'expliquant par leur race, leur ethnie, leur caste, leur classe, leur age et une multitude d'autres raisons incluant le fait qu'elles soient indigènes.

L'Elasticité est la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société à résister au changement, afin de lui permettre d'atteindre un niveau acceptable en terme de fonctionnement et de structure.

Le Risque est le dommage attendu ou la perte causée du fait de la combinaison entre la vulnérabilité et le hasard. Les personnes sont considérées à risque dans la mesure où elles ne sont pas à même de faire face au désastre.
La vulnérabilité définit un ensemble de conditions et de processus résultant de facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux, ce qui accentue la sensibilité d'une communauté aux effets du hasard.

Annexe: Etudes de Cas

Estude de Cas	Page
L'Afrique: L'eau pour les villes africaines: un partenariat entre le programme des Nations Unies (UN-HABITAT) et l'Alliance Genre et Eau (GWA)	158
Afrique du Sud : Les femmes dans le projet d'assainissement et de fabrication de briques, Village de Mabule	162
Bangladesh: processus d'intégration de l'aspect genre dans la gestion communautaire des risques d'inondation	165
Burkina Faso: Genre et la gouvernance de l'eau. Etude de Cas du Nakambé	168
Egypte: Renforcer la participation de la femme dans la prise de décision au niveau de la communauté et du foyer en matière d'eau et d'assainissement	176
Etats-Unis: Refuser de se dérober	179
Inde: Avantages économiques de l'approche genre dans l'approvisionnement domestique en eau dans les zones semi-arides	181
Inde : Intégrer l'aspect genre dans la gestion participative de l'irrigation. Le cas du Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP)	185
Jordanie: Les femmes rurales assurant l'eau domestique à travers l'installation de réservoirs d'eau dans le village de Rakin	188
Guatemala: Répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'eau dans l'organisation du bassin versant de la rivière « El Naranjo »	191
Kenya : Les différences hommes/femmes dans la gestion communautaire de l'eau à Machakos	194
Pakistan: Du Purdah à la participation	196
Sénégal: Rôle des femmes dans le modèle de gestion communautaire des ressources halieutiques et des environnements marins à Cayar	198
Togo: Intégrer l'aspect genre dans la promotion de l'hygiène dans les écoles (installations sanitaires)	205
Uruguay: Privatisation sans protestation	208
Zimbabwe: Initiative d'intégration de l'aspect genre dans les projets d'eau et d'assainissement à travers le programme de creusement de puits	210

L'Afrique:
L'eau pour les villes africaines: un partenariat entre le programme des Nations Unies (UN-HABITAT) Et l'Alliance Genre et Eau (GWA)

Historique

L'agence des Nations Unies, UN-HABITAT, mandatée pour la promotion de logements durables aux niveaux social et environnemental, oeuvre depuis 1999 à aider les villes des pays africains dans l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement et ce, à travers le programme WAC (l'Eau pour les villes africaines)

L'objectif du WAC consiste à contribuer à la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement dans le cadre des Objectifs de Développement du Millénium (ODM). Les plus grandes priorités du programme sont l'apaisement de la crise d'eau urbaine à travers la gestion efficace de la demande en eau, le renforcement des compétences pour réduire l'impact environnemental de l'urbanisation sur les ressources en eau douce et la sensibilisation et l'échange d'information en matière de gestion et de conservation d'eau.

L'Alliance Genre et Eau a été établie en juin 2000 dans le but de promouvoir l'intégration de l'aspect genre en tant que composante fondamentale de la gestion intégrée des ressources en eau. L'Alliance travaille de concert avec les décideurs et le personnel dans les organisations et les groupes communautaires dans le secteur de l'eau, développant leurs compétences en matière d'analyse genre , leur compréhension et leur engagement pour l'égalité entre les deux sexes et les partenariats entre eux du « bas » vers le « haut ». Ceci nécessite le renforcement des compétences, le partage des informations, la formation en matière d'intégration de l'aspect genre et de plaidoyers, la diffusion des outils et méthodologies d'analyse genre et la mise en réseau ainsi que les initiatives ciblées pour la promotion de l'intégration de l'aspect genre dans des contextes spécifiques.

A. Initiative stratégique d'intégration de l'aspect genre

Conscient du fardeau que représente la recherche de l'eau pour les femmes et les enfants et des conséquences négatives du mauvais approvisionnement en eau sur les pays participants , le programme UN-HABITAT,en partenariat avec GWA a entrepris, en 2005, une initiative stratégique d'intégration de l'aspect genre.

L'objectif de cette initiative consiste à faciliter l'intégration de l'aspect genre dans les services d'eau et d'assainissement à travers le développement de normes respectueuses de l'aspect genre afin de permettre aux familles urbaines les plus pauvres de bénéficier de l'accès à l'eau saine et à des installations sanitaires qui assurent la dignité humaine. L'initiative se compose de 8 principes prioritaires:

- Une approche de recherche participative basée sur la participation comme étant la clé de l'apprentissage, la sensibilisation et la mobilisation de l'engagement politique.
- L'expertise et les ressources locales en se basant sur le fait que les experts locaux comprennent mieux la réalité locale et le contexte des initiatives entreprises et qu'ils sont basés sur les lieux du programme. Ils représentent ainsi une ressource humaine très importante,

- Des situations et des connaissances spécifiques au site comme base de l'analyse pour informer et influencer la politique nationale et les réformes sectorielles afin de garantir qu'elles soient respectueuses de l'aspect genre et favorables aux gens démunis,
- L'encouragement des réseaux actuels afin d'appuyer le renforcement des compétences locales à travers le développement des connaissances et l'accélération des partenariats susceptibles de promouvoir les approches multisectorielles
- Des supports et outils d'apprentissage et de communication innovants, créatifs et utiles pour appuyer les efforts de sensibilisation et de renforcement des compétences.
- L'intégration du renforcement des compétences dans la stratégie afin de garantir des résultats durables à long terme.
- L'intégration de l'échange d'informations, des approches méthodologiques et de l'analyse des situations dans la conception et l'application d'une stratégie d'intégration de l'aspect genre et des plans d'actions au niveau de la ville.
- Suivi de l'appui apporté à la mise en oeuvre des actions concrètes. La stratégie ne se limitera pas à la production de plans qui peuvent être présentés comme preuve de l'intégration de l'aspect genre mais renforcera aussi les actions concrètes au niveau local afin de réaliser les objectifs d'intégration de l'aspect genre.

B. Succès du partenariat UN-HABITAT & GWA

En 2005, UN-HABITAT a chargé GWA de conduire une évaluation rapide de l'aspect genre dans 17 villes à travers 14 pays : Abidjan en Côte d'Ivoire; Accra au Ghana; Addis Ababa, Dire Dawa, et Harare, en Ethiopie; Bamako au Mali; Dakar au Sénégal; Dar-es-Salaam enTanzania; Douala et Yaoundé, au Cameroun; Jos au Nigeria; Kampala en Uganda; Kigali au Rwanda; Lusaka en Zambie; Nairobi, au Kenya; et Ouagadougou au Burkina Faso.

L'objectif de cette évaluation est d'adopter une vision respectueuse de l'aspect genre et favorable aux pauvres dans l'identification, la collecte et l'analyse des données de base sur les six thèmes prioritaires de la deuxième phase du programme WAC (L'eau pour les villages africains) comme indiqué dans la section ci-dessous. Ces priorités ont été identifiées par des participants dans 17 villes africaines

1. Gouvernance favorable aux pauvres et suivi des investissements

Les recommandations mettent l'accent sur le moyen de fournir des services d'eau et d'assainissement à des prix abordables pour les gens démunis et tout particulièrement les femmes.

2. Les services d'assainissement au profit des pauvres

Des mécanismes financiers sont nécessaires pour rendre les services d'assainissement accessibles à toute la communauté et particulièrement à ses membres démunis et plus spécifiquement aux femmes et aux hommes pauvres. Les recommandations sont dirigées vers les gouvernements nationaux et régionaux. Une attention particulière est accordée à la création dans la région d'activités qui génèrent des revenus pour les hommes et les femmes comme, par exemple, la construction des latrines et le recyclage et la valorisation des déchets solides, les revenus sont ensuite utilisés dans des fonds renouvelables pour le financement de crédits, de plans d'épargne et de formation tout particulièrement au profit de foyers dirigés par des femmes

3. Gestion des réserves d'eau urbaines
Les habitants des zones péri-urbaines doivent avoir un accès à un prix abordable à des sources saines et convenables d'eau. Les recommandations se rapportent à niveau minimum d'améliorations apportées aux sources traditionnelles d'eau avec des messages adéquats et réguliers sur l'éducation sanitaire afin d'améliorer l'utilisation efficace et hygiénique de l'eau.

Les agences et les institutions sont appelées à incorporer les considérations d'égalité entre les deux sexes dans la conception des programmes, leur mise en œuvre et les processus de supervision et d'évaluation. La formation sur les outils et les compétences d'analyse genre peut être utilisée pour aider les urbanistes dans l'intégration de l'aspect genre dans la gestion des ressources en eau et contribuer à l'incorporation des besoins des hommes et de femmes pauvres dans les programmes de planification urbaine

4. Gestion de la demande en eau
La gestion de la demande en eau est nécessaire pour préserver l'eau et améliorer l'efficacité ; les stratégies et les plans doivent aussi traduire des perspectives respectueuses de l'aspect genre et favorables aux pauvres. Les soucis associés à l'aspect genre devraient être intégrés au cadre institutionnel et légal des stratégies d'eau.

5. Education en matière d'eau dans les écoles et les communautés
Un effort délibéré devrait être fait pour changer les points de vue traditionnels sur les rôles assumés par les femmes et les hommes dans les livres et les supports pédagogiques et même chez les enseignants pour les sensibiliser à l'égalité entre les deux sexes. Les recommandations sur la formation et les supports pédagogiques encouragent la reconnaissance des besoins des deux sexes.

6. Plaidoyers, sensibilisation et échange d'information
Les recommandations adressées aux gouvernements locaux mettent l'accent sur le développement de supports et outils pour l'information, l'éducation et la communication en matière d'égalité entre les deux sexes. La participation et la représentation des femmes et des hommes vivants dans des bidonvilles et des taudis sont encouragées lors des réunions publiques

L'échange et la diffusion de l'information peuvent utiliser différents supports comme la fiction, les jeux et les manifestations pour la promotion de l'eau et de l'assainissement et pour la mise en valeur de l'intégration de l'aspect genre

Conclusion
Les plans d'action développés par chaque ville sont actuellement en cours d'application mais les résultats du processus d'apprentissage pratique sur le tas sont remarquables. Les besoins en matière de formation sont directement identifiés par le sous-programme de formation et de renforcement des compétences. En même temps, UN-HABITAT et GWA préparent les termes de référence d'une réunion politique de haut niveau qui réunira les parties concernées dans 17 villes africaines pour montrer les étapes parcourues dans la mise en oeuvre des différents plans d'action au niveau des villes avec comme objectif l'identification des lacunes et la conception d'une stratégie pour une politique respectueuse et soucieuse de l'aspect genre.

Pour plus d'information contacter:

Mme Mariam Yunusa
Responsable de programme
Section de l'infrastructure eau et assainissement
P.O.Box 30030 Nairobi- Kenya
Tél : 254- 20- 7623067; Fax: 254 -20-7623588
E-mail: mariam.yunusa @unhabitat.org
Site web: http://www.unhabitat.org

Mme Joke Muylwijk
Directeur executive
Alliance genr et eau
P.O.Box 114, 6950 AC Dieren
Hogestraat 20, 6953 AT Dieren
Pays Bas
Tél: +31 313 427230
Email: jokemuylwijk@chello.nl and secretariat@gwalliance.org
Site web: www.genderandwater.org

Afrique du Sud:
Les femmes dans le projet d'assainissement et de fabrication de briques, Village de Mabule

Défis

Le village de Mabule en Afrique du Sud comprend 450 foyers. Les hommes de Mabule sont, en général, des travailleurs immigrés. Leur absence laisse aux femmes l'entière responsabilité des enfants, des personnes âgées, de la nourriture pour toute la famille ainsi que des tâches qui prennent du temps comme la collecte du bois à brûler et de l'eau. Dans le village, la fréquence des maladies comme le choléra s'expliquait par un environnement insalubre et un manque d'installations sanitaires appropriées. La source d'eau la plus proche est à 10 kilomètres. Pour plusieurs femmes et filles, aller aux toilettes est devenu très difficile à cause des bâtiments délabrés et de l'insalubrité. Les hommes est les garçons se soulageaient souvent dans la brousse. Le manque de sensibilisation à l'hygiène, la rareté des matériaux de construction, comme les briques, et les compétences limitées des villageois rendaient encore plus difficile toute tentative de changement.

Programme/Projets

Le projet d'assainissement de Mabule a été développé pour répondre à ces problèmes à travers une initiative conjointe du Département des eaux et de l'exploitation des forêts (DWAF), de la communauté et du Mvula Trust. Ce dernier est une ONG qui met en œuvre des projets d'eau et d'assainissement en Afrique du Sud. La stratégie choisie visait à assurer l'entière participation de la femme dans le développement de ce service puisque c'est les femmes, en général, qui s'assurent que les services développés répondent aux besoins de chacun.

Le Département de la santé a déjà entrepris des activités en matière de santé dans le village de Mabule en formant les habitants sur des questions comme la soins préventifs pour les enfants, mais ces programmes n'ont pas abouti au changement des comportements en matière d'hygiène. Un groupe de femmes dans le village s'est plaint de la détérioration de la santé et de l'hygiène et a exprimé le vœu de changer cette situation.

Le Mvula Trust et le DWAF, marqués par l'engagement des femmes au profit du développement, ont apporté les ressources et l'appui matériel pour le projet d'assainissement. Au niveau gouvernemental, le DWAF a décidé de ne financer des projets d'assainissement que dans les communautés où il existe un équilibre entre les deux sexes en terme de prise de décision. Le projet est dirigé par un comité élu par la communauté qui a établi des critères clairs pour les droits d'adhésion. A cause du critère relatif au niveau d'éducation, les femmes qui avaient bénéficié des programmes éducatifs antérieurs du Département de la santé ont été élues pour occuper 8 sièges sur 10. De plus, un projet de fabrication de briques a été lancé afin d'obtenir des matériaux pour construire des latrines et dégager des bénéfices. Les projets d'assainissement et de fabrication de briques ont dû relever des défis qui ont rapport à l'aspect genre. Une analyse de la division du travail entre hommes et femmes fait partie du projet afin d'aider les membres de la communauté à comprendre l'importance de la contribution des femmes à la communauté et au projet en particulier. Les membres du comité ont contribué à la sensibilisation aux avantages de la bonne hygiène.

Résultats

Santé et assainissement

- La communauté dispose maintenant de toilettes saines, hygiéniques et confortables;
- La communauté a amélioré la situation sanitaire et hygiénique, y compris la dignité et l'intimité des femmes ainsi que des hommes.

Renforcement du rôle de la femme

- les membres de la communauté, le gouvernement local et les ONG acceptent de plus en plus le rôle de leader joué par les femmes et une plus grande collaboration entre les femmes et hommes est instaurée
- les femmes de la communauté ont appris à gérer tout le cycle de vie d'un projet

Développement de la communauté

- le projet de fabrication de briques emploie 10 personnes, 04 d'entre eux sont des hommes et 6 sont des femmes. De plus, la communauté peut accéder à des briques à un prix acceptable
- d'autres activités qui génèrent des revenus ont été enterprises. Aujourd'hui, les femmes et les hommes de la communauté détiennent plus d'argent.

Facteurs clés du succès

Evaluation et mobilisation de toute la communauté

- les gens ont été sensibilisés à l'aspect genre dans le cadre de leur communauté;
- Les intérêts et le bien-être des femmes et des hommes sont intégrés dans la conception et la gestion des projets;
- Diverses approches ont été utilisées pour encourager la participation à la promotion des changements dans les pratiques d'hygiène
- Toute la communauté, y compris les chefs et les conseillers municipaux, a été impliquée afin de leur montrer qu'ils maîtrisent le processus.

Analyse et de intégration de l'aspect genre

- Les contraintes auxquelles hommes et femmes faisaient face en termes d'eau et d'assainissement ont été évaluées;
- Les rôles et responsabilités des hommes et des femmes ont été explorés avec tact pour voir s'ils peuvent et comment ils peuvent être modifiés;
- Un environnement favorable à la participation de la femme a été crée, par exemple des réunions sont planifiées dans des horaires qui arrangent les femmes , un appui est apporté aux femmes participantes durant toutes les étapes du projet;
- Des occasions ont été offertes aux femmes et aux hommes pour qu'ils travaillent ensemble dans divers rôles.

Principaux obstacles

- Initialement, la communauté n'a pas appuyé l'idée de voir les femmes à la tête du projet de développement. La municipalité ne voulait pas laisser les femmes ouvrir des comptes en banque parce qu'elle avait l'impression que la comité du projet n'avait suffisamment de compétence pour gérer des fonds.
- Certains maris n'approuvaient pas la participation de leur femme surtout dans les activités d'assainissement parce que dans cette partie de l'Afrique du Sud parler des questions d'assainissement est encore un sujet tabou.

Les perspectives – durabilité et transmission

Certains membres du comité ont continué les activités de formation et de promotion en matière de santé et d'hygiène dans la communauté après l'installation des latrines. Grâce à une bonne planification stratégique, à la formation et au renforcement des compétences ainsi qu'à l'appui apporté par des institutions expérimentées, les femmes de Mabule continuent à initier d'autres projets de développement communautaire en prônant le dialogue avec leurs partenaires masculins.

Pour plus d'information

- Contacter le chercheur :
  Jabu Masondo: jabu@mvula.co.za
- Pour des informations sur le Mvula Trust:
  http://www.mvula.co.za

Source

Bureau du conseiller spécial sur les questions genre et le développement de la femme, *Genre, eau et système sanitaire; études de cas sur les meilleures pratiques*;. New York, nations Unies (sous presse).

Bangladesh:
Processus d'intégration de l'aspect genre dans la gestion communautaire des risques d'inondation

Défis

Au Bangladesh, les réactions des ménages et de la communauté aux évènements récurrents comme les inondations sont un indicateur de l'ampleur de leur vulnérabilité, leur capacité de faire face à l'évènement et de l'intensité du danger. Plus les gens sont informés en avance, plus ils sont en mesure de se préparer au danger et de réduire le risque que court la communauté.

La préparation en cas d'inondation dépend en grande partie de deux éléments: la capacité des institutions nationales, locales et communautaires concernées à orchestrer la communication et la détermination du contenu de la communication sur la base des besoins et des priorités de l'utilisateur. Le temps d'avance procuré grâce aux prévisions hydrologiques classiques est très court et les habitants ne comprennent pas la terminologie liée aux niveaux de danger. En plus, il n'existe aucun mécanisme pour relier les prévisions aux besoins des utilisateurs dans des sites et lieux spécifiques.

Les hommes et les femmes ont des capacités et des vulnérabilités différentes par rapport à la diffusion de l'information et ce, à cause de la différence dans leurs rôles et leurs conditions. Par conséquent, ils sont affectés de manières différentes par les catastrophes. Dans la plupart des cas, les hommes sont mieux connectés aux mécanismes d'avertissement précoce parce qu'ils fréquentent les lieux publics et accèdent aux multiples canaux de communication comme la radio et la télévision, au réseaux communautaires informels et aussi grâce à leur interaction avec les fonctionnaires et les agents de l'état. Les femmes accèdent difficilement à l'information et aux connaissances liées aux risques de catastrophes dans leurs communautés puisqu'elles sont plus actives chez elles et sont donc moins mobiles au sein de la communauté et comprennent moins tout ce qui se rapporte aux dangers. La voix des femmes est à peine entendue en matière de réduction des risques dans le cadre des processus politiques et de prise de décision.

Programme/Projets

Au début de 2004, le Centre des Services d'informations environnementales et géographiques (CEGIS) a pris l'initiative, avec d'autres agences nationales, de mettre en oeuvre un projet sur la vulnérabilité aux inondations, la baisse des risques et une meilleure préparation à travers un système communautaire d'information dans une région inondable. Le projet comprenait une analyse de l'impact de l'intégration de l'aspect genre sur le programme de prévention des inondations et ce, par rapport à la réduction des risques et de la vulnérabilité. L'objectif consistait à identifier les meilleures pratiques concernant la préparation en cas d'inondation, la diffusion des informations et particulièrement auprès des femmes aux foyers et la réduction des risques et de la vulnérabilité.

Le processus a commencé par l'organisation d'une réunion de sensibilisation dans un institut gouvernemental local avec la participation des ONG et du Groupe de Mitigation des Catastrophes (DMI) pour identifier les besoins des hommes et des femmes. La recherche a été effectuée en utilisant des questionnaires, des interviews, des groupes de travail et des débats ouverts afin d'identifier leurs besoins spécifiques. Le processus a été testé tout d'abord sur le terrain et a ensuite été adopté. Le taux de réponse dans l'enquête sur les ménages conduite par CEGIS a atteint 98%.

La recherche, qui a été effectuée en préparation de la saison des moussons, a fait ressortir de nouveaux modes pour communiquer les informations sur les inondations. Le niveau de danger pour les rivières a été déterminé pour chaque village. Des mises en garde contre les

inondations ont été préparées dans la langue locale utilisant différents supports comme les posters, les photos et les bandes enregistrées. Ces supports ont été choisis pour renforcer les institutions locales et diffuser les informations, particulièrement pour les gens illettrés, sur des activités comme l'évacuation du bétail, la préparation pour les récoltes et la nourriture en cas d'urgence et l'organisation des barques pour l'évacuation.

Résultats

Lors des inondations de 2004, les hommes et les femmes dans la communauté ont pleinement bénéficié des mécanismes nouvellement introduits comme le langage des drapeaux, les microphones dans les mosquées et le battement des tambours. Certaines femmes de la communauté ont déclaré qu'elles essayent de comprendre le langage des drapeaux et l'importance des mises en garde contre les inondations.

Réactions au programme:

Padma Rani, a dit que les messages qui abordent les soucis des femmes dans le village peuvent leur permettre de se préparer aux inondations. "Si j'arrive à comprendre le langage des prévisions, je peux stocker de la nourriture séchée, mes poulets, déplacer mon paddy et élever le niveau de mes socles."

Omar Sultan voulait mettre son stock de paddy (environ 150 monceaux) dans un lieu plus élevé et était sur le point d'investir dans le déplacement puisque le niveau de l'eau s'élevait de jour en jour. Mais lorsqu'il a vu le drapeau blanc (signifiant dans le système de mise en garde que le niveau de l'eau est en train de baisser), il n'a pas déplacé le paddy et a gardé l'argent qui devait servir à ce déplacement. "Nous comprenons le langage des drapeaux et c'est vraiment un système utile" dit-il.

Facteurs clés du succès

- Le cadre d'analyse genre: le cadre a été développé pour étudier les différents modèles communautaires relatifs aux catastrophes qui pourraient être analysés d'un point de vue genre. Ces modèles comprennent les rôles traditionnels homme/femme, l'accès aux moyens de communication et autres ressources ainsi que leur contrôle et l'impact de la catastrophe qui n'est pas le même chez l'homme et chez la femme, avant, pendant et après l'inondation.
- Cadres supplémentaires: après l'utilisation du cadre d'analyse genre qui a permis d'avoir un aperçu sur l'aspect genre et les catastrophes, le cadre analytique de Harvard et les cadres d'accès et de contrôle ont permis de mettre en exergue le rôle des femmes dans la gestion des risques.

Principaux obstacles

- les prévisions ne sont pas adaptées au niveau local: tous les hommes et toutes les femmes couverts par l'enquête ont déclaré qu'ils sont dans l'incapacité de comprendre les prévisions qui ne sont pas adaptées à leur situation locale, la langue utilisée et le système métrique adopté semblent étranges et loin de leur culture, en plus l'information fournie sur l'eau de la rivière n'est pas toujours utile concernant la plaine inondable.
- la disparité entre les deux sexes dans la réception de l'information: En général, les femmes reçoivent peu d'informations par rapport aux hommes avant et pendant l'inondation puisqu'elles sont occupées à prendre soin des enfants, à chercher l'eau à boire, à préserver les semences, le carburant, la nourriture et l'argent. Les hommes ont un meilleur accès aux informations à cause de leur communication interpersonnelle avec les autres et à cause de leur accès à la radio et à la télévision.

Les perspectives – durabilité et transmission

Afin de continuer les efforts visant à réduire les risques de catastrophes dans d'autres endroits, deux rôles doivent être assumés avec succès par:

- la communauté: la communauté est un élément clé dans la réduction des risques. Les membres de la communauté sont les principaux acteurs et sont en même temps les bénéficiaires directes de cette réduction des risques.
- le gouvernement: les agences gouvernementales nationales et locales doivent s'engager et encourager les femmes à participer, avec les hommes, à la mise en œuvre des mesures de préparation à l'inondation. Ces agences devraient prendre en considération les différents rôles et besoins des hommes et des femmes lors de la planification des étapes de la préparation, des secours et de la réhabilitation. Afin d'aider cet effort, l'intégration de l'aspect genre dans la réduction des risques d'inondation doit être institutionnalisée.

Pour plus d'information

- Contacter le chercheur:

S.H.M. Fakhruddin
suddin@cegisbd.com

- pour plus d'information sur le Centre des Services d'Informations Environnementales et Géographiques (CEGIS): http://www.cegisbd.com
- Pour plus d'information sur Riverside Technology, Inc.: http://www.riverside.com

Source

Bureau du conseiller spécial sur les questions genre et le développement de la femme, *Genre, eau et système sanitaire; études de cas sur les meilleures pratiques*;. New York, Nations Unies (sous presse).

Burkina Faso:
Genre et la gouvernance de l'eau
Etude de cas du Nakambé (Volta blanche)

Mme Lamizana M. Birguy Diallo
GWP/WAWP
01 BP 6095 Ouagadougou 01
Tél: +226 50 36 62 12/ 70 26 76 68
Email: birguy.lamizana@gmail.com

1. Introduction

La Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques du Burkina Faso (DGIRH) met en oeuvre depuis 2003, le Plan Action de Gestion Intégrée des ressources en Eau (PAGIRE). Ce plan a été élaboré avec l'appui technique et financier du royaume du Danemark. Le processus d'élaboration a permis la réalisation de plusieurs études (techniques, économiques, juridiques, organisationnelles, sociologiques, etc..) qui ont mis en exergue les pesanteurs socioculturelles (participation insuffisante aux prises de décisions, manque de formation) conduisant à la marginalisation des femmes et à l'insuffisance de la prise en compte de leurs problèmes spécifiques. En effet, les sociétés traditionnelles du Burkina sont basées sur des rapports hiérarchiques, gérontocratiques et patriarcaux - entre les classes d'âge, les hommes et les femmes, les notables et les artisans, les chefs traditionnels, religieux et les villageois, les différents groupes ethniques, entre les autochtones et « les étrangers ».

Aussi, bien que les femmes aient souvent la relation la plus directe avec l'élément eau, leur gestion du contrôle sur la terre et les ressources en eau est très indirecte. Pourtant, les femmes jouent un rôle important dans la gestion de l'eau. Elles sont le plus souvent les collectrices, les utilisatrices et les gestionnaires tant pour les besoins familiaux que pour d'autres activités. A cause de ces différents rôles, elles ont un savoir faire certain en matière de gestion de l'eau. L'intégration transversale du genre nécessite d'avoir recours à des approches fondées sur une compréhension approfondie de la société, reconnaissant et tenant compte de sa diversité (genre, pauvreté, ethnicité, communautés minoritaires et majoritaires, etc). Aussi, la mise en œuvre du PAGIRE, est une opportunité que saisit la DGIRH pour la prise en compte de l'aspect genre dans la gestion de la ressource en eau, tant au niveau national qu'au niveau décentralisé.

2. Importance de la question

L'eau est essentielle à tous les compartiments de la vie sur terre. Aussi, il est admis qu'une bonne gestion des ressources en eau aiderait les pays en développement à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui abordent des questions telles que la pauvreté, la faim, l'éducation, la santé, l'égalité du genre et la préservation de l'environnement. En effet, la disponibilité et la qualité de l'eau avec une gestion responsable, sont des contributions importantes pour atteindre les OMD : « l'eau étant essentielle à la production et la production est à l'évidence, un facteur de réduction de la pauvreté[18] ». Ainsi, la sécurisation de l'accès aux ressources en eau constitue une étape importante pour aider les populations à sortir de la pauvreté (l'accès à l'eau ayant un impact sur la santé et sur le développement de moyens de subsistance). Il se trouve que 70% des personnes pauvres dans le monde sont des femmes. Ces dernières sont aussi les principales usagères et doivent de ce fait être impliquées à tous les niveaux de la gestion de l'eau, y compris dans les associations d'usagers de l'eau (AUE). Car, la participation des femmes représente une forte valeur ajoutée

[18] Running water n°12

dans la définition d'un intérêt commun au sein d'une population et dans la mobilisation de l'ensemble de la communauté pour son propre développement.

Le PNUD a définit la gouvernance comme étant l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative dans le but de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Elle comprend les mécanismes, les processus et les institutions par lesquels les citoyens et les groupes expriment leurs intérêts, exercent leurs droits légaux, remplissent leurs obligations et trouvent des compromis (Baden, 2000). La gouvernance traite donc des relations entre les acteurs et permet de considérer les questions de genre de deux façons essentiellement : dans le processus de la gouvernance, et dans ses résultats. Les résultats de la gouvernance de l'eau devraient donc être le reflet des besoins pratiques et stratégiques ressentis par les femmes et les hommes en matière de genre dans le cadre de diverses relations sociales, en fonction du moment et du lieu. A l'évidence, il apparaît qu'impliquer tant les femmes que les hommes dans la gestion des ressources en eau, n'est pas seulement légitime en termes d'équité, mais accroît également l'efficience et l'efficacité de cette activité en termes de coûts et d'impact.

3. Le bassin du Nakambé

L'étude de cas sur le Nakambé (ex Volta Blanche) est intéressante en ce sens que le fleuve Volta est transfrontalier et est soumis à une forte pression anthropique. Deuxième grand affluent du fleuve Volta, le Nakambé prend sa source à l'est de Ouahigouya, draine toute la partie centrale et le nord du plateau Mossi avant de poursuivre son cours jusqu'au Ghana où il se jette dans la Volta. La superficie de son bassin versant, 81 000 km², est répartie en 4 sous bassins : le Nakambé (sens strict), le Nazinon, la Sissili et la Pendjari. Le débit nul survient dès début décembre à Bagré sur le Nakambé. Cependant on y trouve des lacs importants tels que les lacs Bam et Dem et plus de 400 barrages dont les plus grands sont : les barrages de Bagré, de la Kompienga, de Ziga et de Toécé. La multitude de barrages sur le bassin a entraîné un nombre élevé d'acteurs de l'eau sur le bassin qui oeuvrent dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable, de l'hydroélectricité, de la pêche, et de l'agriculture. On y distingue les usagers privés, les structures de l'Etat et les collectivités locales.

En effet, le bassin du Nakanbé est une zone d'activités intenses de par la haute densité de population qui y vit et les activités économiques importantes qui s'y développent. L'Etat burkinabé a pris conscience de la grande pression qui s'exerce sur ce fleuve et tente d'apporter une solution avec la mise en place des organes décentralisés dans le cadre du PAGIRE.

Au côté de l'Etat, d'autres structures conjuguent également leurs efforts en vue de promouvoir la gouvernance de l'eau dans la Volta. Nous passerons en revue deux exemples qui illustrent la problématique.

3.1. Le PAGIRE, ou le chemin vers la bonne gouvernance de l'eau

La gouvernance de l'eau implique une gestion concertée de tous les acteurs. Aussi, les organes décentralisés mis en place sont les clés de voûte de la politique gouvernementale de gestion intégrée de l'eau du Burkina Faso. La création d'un cadre adéquat de concertation de ces acteurs a été faite dans le cadre de la mise en place d'une structure de gestion des ressources en eau du bassin du Nakambé. Le Conseil National de l'Eau (CNE) et les Comités locaux de l'Eau (CLE) sont les mécanismes et institutions par lesquels, l'Etat burkinabé entend atteindre la bonne gouvernance de l'eau.

a) Le CNE : un aboutissement de la dynamique de concertation des usagers dans la recherche d'une solution acceptable aux problèmes d'utilisation de l'eau.

Devant l'acuité des problèmes et des conflits, les autorités politiques et administratives ont entrepris de rechercher avec les usagers directement concernés, les voies et moyens de circonscrire les menaces résultant de la situation. Ainsi lors du processus d'élaboration du PAGIRE, une concertation entre différents ministères intéressés et les autorités politiques et administratives locales a abouti à la mise en place d'un Conseil National de l'Eau (CNE) depuis 2002. Le CNE est une structure de concertation nationale établie pour une gestion partenariale de l'eau impliquant l'Etat, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile. Le CNE qui compte en son sein 54 membres, a pour tâche de prévenir les conflits ou le cas échéant, d'imaginer des solutions aux conflits dans l'utilisation des ressources en eau.

On note cependant une faible représentativité des femmes au sein du CNE (13,1%)[19], mais, tenant compte du contexte socioculturel, les femmes sont de plus en plus impliquées et prennent de plus en plus conscience du rôle qu'elles devraient jouer au sein de ces instances. La position des femmes dans l'administration de l'eau dominée par des agents provenant des filières d'ingénieurs est en général faible et pourrait s'expliquer par le peu d'attrait des dites filières pour les femmes.

b) C.L.E : un outil précieux pour construire la solidarité et l'unité d'action dans l'utilisation et la protection des ressources en eau

Au niveau décentralisé et surtout pour être plus proche de la base, des Comités Locaux de l'Eau (CLE) ont été créés. Les CLE sont des structures locales de gestion de l'eau. A ce jour il en existe 9 et la mise en place d'autres CLE est toujours en cours (voir tableau n°1). Un CLE est composé de trois collèges : l'administration et les services techniques, les collectivités locales (Comité Villageois de Gestion du Terroir (CVGT), Commune) et les Usagers (Associations, ONG). Il n'y a pas de parité entre les différents collèges et le nombre des membres de l'Assemblée du CLE est très variable selon le site et les enjeux (20, 30, 40, 55, etc., personnes). Les organes du CLE sont l'Assemblée générale, le Bureau exécutif et le comité de contrôle.

Tableau n° 1 : Etat de mise en place des CLE dans le bassin du Nakanbé

N°	Site CLE de :	Installation	N°	Site CLE de	Installation
1	Goinré	Ok (2004)	10	Baskouré	
2	Itenga	Ok (2004)	11	Ouargaye	
3	Lac Bam	Ok (2004)	12	Kolgueguessé	
4	Lagdwenda	Ok (2004)	13	Koulweogo	
5	Dem et Sian	Ok (2005)	14	Guelba	
6	Tamasgo	Ok (2005)	15	Zoungou	
7	Tougou	Ok (2005)	16	Titao	
8	Bissiri	Ok (2005)	17	Mogtedo	
9	Loumbila	Ok (2005)	18	Bagré	
			19	Yaïka	
			20	Manga	
			21	Bourzanga	
			22	Gaskaye	
			23	Sandogo	
			24	Korsimoro)	

[19] MAHRH, 2005. Implication de la femme dans la mise en œuvre du plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE)

La prise en compte de l'aspect du genre (femme et autres couches vulnérables) est effective même à ce niveau. En effet, il est souvent demandé de fixer un quota pour les femmes (1/3, 2/5,…) pour les associations mixte d'usagers. De même, la présence des femmes dans le bureau est presque obligatoire même si aucun texte ne le dit. Cela permet de réhabiliter la femme, de lui donner une confiance en soi, et de l'amener à participer à la prise de décision dans la gestion de la ressource en eau. Bien que le genre ne se résume pas à une parité homme-femme, dans le contexte burkinabé, il faut d'abord franchir cette étape avant de pouvoir considérer le genre dans toute sa globalité.

Aussi, en revenant sur la définition de la gouvernance par le PNUD à savoir, mécanismes, processus et institutions, il est indéniable que le PAGIRE permet de considérer les questions de genre, du moins dans le processus. En effet, cet aspect de la question n'a pas été omis dans le processus d'élaboration du PAGIRE et cela se ressent au niveau de ces organes déconcentrés de l'Etat. La volonté politique existe et continue de se traduire par l'importance des activités de renforcement de capacités en direction des différents acteurs de l'eau. Il nous manque cependant du recul pour pouvoir évaluer les résultats escomptés de ces mécanismes et institutions (que sont le CNE et les CLE) mis en place et devant conduire à une bonne gouvernance des ressources en eau. En effet, la mise en place des CLE est toujours en cours, et il faudra leur donner un temps de fonctionnement pour pouvoir mesurer l'effectivité de la prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre des activités en terme de prise de décision et implication de tous les acteurs dans la gestion de l'eau.

3.2. Le Projet de Gouvernance de l'Eau dans le bassin de la Volta (PAGEV)

Le PAGEV est un projet de trois ans mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative eau et nature de l'UICN avec le concours financier de L'Agence Suédoise de coopération internationale (ASDI). Ce projet est développé et exécuté en partenariat avec le Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP-WAWP), la Water Resources Commission (WRC) et la DGIRH. Il concerne le Ghana et le Burkina Faso et vise à améliorer la gouvernance de l'eau dans le bassin de la Volta à travers un consensus sur les principes clés de gestion de l'eau et des mécanismes de coordination institutionnalisés. Le PAGEV illustre parfaitement le cas où l'importance vitale de l'eau a servi de déclic à une coopération transcendant les barrières de langue et de frontières géographiques, l'eau n'ayant pas de frontière !

Carte du bassin a inclure

Le PAGEV agit à différents niveaux :

- au niveau des politiques, en menant des activités de plaidoyer et de lobbying en direction des décideurs en vue d'atteindre une meilleure implication des gouvernements des deux pays (la volonté politique existant déjà) ;
- au niveau des services techniques en facilitant leur interaction et l'échange d'information entre les deux pays à travers la DGIRH et la WRC ;
- au niveau local en travaillant avec les populations des villages riverains de Mogr-Nooré, Zékézé, Bélayerla et Sampéma pour la partie du Burkina Faso et Mognori, Sapeliga, Sakom et Kugrasia pour la partie du Ghana.

En effet, au delà des activités de plaidoyer et de lobbying, le PAGEV mène des actions de terrains. A cet effet, il a mis en place des comités de gestion et de restauration des berges du Nakambé dans la zone pilote à cheval entre le Ghana et le Burkina. C'est ainsi qu'il entreprend des actions de renforcement de capacité en direction de ces communautés riveraines. Le choix des actions à mener ainsi que la phase de planification de leur mise en œuvre se fait de manière consensuelle avec les comités et l'appui des ONGs relais Bissakou-pou (Burkinabê) et SOVFA (Ghanéen). Ces ONGs assurent la traduction en langue locale lors des fora de même que le suivi des activités sur le terrain.

L'équipe du PAGEV a entrepris de tenir des rencontres villageoises avec les communautés à la base pour une planification participative des activités après l'état des lieux des berges. L'approche participative a été privilégiée au cours de ces réunions de sorte à impliquer et responsabiliser les communautés dans l'analyse des problèmes identifiés ainsi que dans l'exécution et le suivi-évaluation des actions entreprises. Les femmes sont impliquées dans le choix des activités à mettre en place. Par exemple, lors du choix des espèces végétales à utiliser pour le reboisement des berges du Nakambé, les femmes ont demandé et obtenu que des espèces pour le bois de chauffe soient considérées en plus des arbres fruitiers qui étaient le choix des hommes.

En clarifiant le rôle et responsabilité des différentes parties prenantes dès le début, le PAGEV a réussi à impliquer toutes les couches sociales : responsables coutumiers et religieux, vieux, jeunes, femmes et hommes dans le projet. Les mécanismes de pérennisation des activités du PAGEV sont élaborés et appliqués par les communautés avec l'appui d'ONG-relais, implantées dans la zone. La protection des berges du Nakambé vise à le protéger de l'ensablement, problème majeur dans cette portion du fleuve et partant d'assurer une meilleure gestion de cette ressource.

4. Leçons apprises

Il est certes difficile de tirer des leçons sur ces deux exemples qui sont toujours en cours, cependant, les prémisses qui se dessinent à partir des réalisations déjà effectuées, nous permettent d'avancer les leçons suivantes:

1. La **volonté politique** est une condition sine qua non pour une bonne gouvernance de l'eau à l'échelle d'un pays. L'Etat burkinabê a fait son devoir en élaborant une loi (n°002-2001/AN) et en créant un cadre favorable(PAGIRE) qui servent de base légale pour l'intervention d'autres acteurs.
2. L'**approche** adoptée pour la gouvernance de l'eau doit être **transparente, globale, cohérente et équitable**. Les deux exemples ont montré que les stratégies de gestion locale peuvent compléter des approches à plus grande échelle. C'est pourquoi une bonne gestion locale de l'eau passe par une étroite collaboration entre les collectivités et leurs administrations en amont. Le Nakambé étant une ressource transfrontière, sa gestion se devait de prendre en compte l'utilisation transfrontière de l'eau. A ce niveau, la vision globale de la gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso qui se traduit par le PAGIRE est complétée par l'action conjointe du Ghana et du Burkina Faso à travers le PAGEV. Ici, également, la nécessité d'une **synergie d'action** est mise en exergue. Le fait que la DGIRH est partenaire dans le PAGEV facilite cette synergie.
3. Les ONGs peuvent être les intermédiaires et les catalyseurs de l'introduction d'une perspective de genre et peuvent assurer le lien entre les communautés et les gouvernements. L'exemple du PAGEV qui utilise des **ONG relais** illustre parfaitement cette nécessité. Les **stratégies de communication** participative utilisées, les fora au niveau local avec traduction en langue locale ont facilité la participation efficace des villageois et des décideurs.
4. Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte. En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les faire évoluer tout en répondant à différents besoins. Elles doivent être associées à des **actions stratégiques concrètes** pour une mise en application directe et une plus grande efficacité des deux types d'actions. La restauration des berges en est un exemple concret.
5. Le changement de mentalité étant un processus de longue haleine, les actions de **renforcement de capacité** mener tant par le PAGIRE que le PAGEV doivent se

poursuivre et se compléter car sensibiliser les responsables des institutions à la question du genre constitue la première étape de la mise en œuvre. Bref, pour espérer atteindre une bonne gouvernance de l'eau, il faut réunir un certain nombre de conditions favorables à cette réussite :

1. *volonté et engagement politique*
2. *adopter une approche transparente, cohérente et équitable ;*
3. *utiliser des canaux de relais de l'information et de suivi*
4. *mener des actions concrètes sur le terrain ;*
5. *renforcer les capacités*

5. Potentialité pour une replicabilité.

Une gouvernance de l'eau est une nécessité qui suppose un engagement politique, une mobilisation nationale pour une bonne gouvernance de la ressource qui recoupe le choix des populations à la base et les options politiques de développement. Il faut donc créer des conditions favorables avec les trois éléments clés suivants comme base ou pilier :

1. bâtir ou construire la volonté politique (lorsqu'elle n'existe pas),
2. mettre l'accent sur le renforcement des capacités (au niveau des politiques, des services techniques et des communautés locales) ;
3. et surtout mener des actions concrètes locales répondant aux attentes des populations.

Le renforcement des capacités doit être le nerf de la guerre de toute action visant une pérennisation des actions et des acquis escomptés. En effet, l'efficacité de la gestion des ressources en eau exige un important effort de collaboration entre les populations concernées, entre les différents usagers au sein d'un même un Etat et entre les Etats concernés. Aussi, l'implication de tous les acteurs est un gage de durabilité. Cependant, pour une réelle implication et appropriation d'un processus, il faut une meilleure compréhension de ce processus.

6. Contact Information

1) PAGIRE
Mr Francis Bougaïré (DG- DGIRH)
Tél : + 226 50 37 48 78
Mr Dibi Millogo (CLE)
Tél : 76 61 73 94

Kwame Adame-Ababio (PAGEV Project coordinator)
et Mme Alice Batiana (sociologue du PAGEV)
UICN/BRAO
BP 1618 Ouagadougou 01 Burkina Faso
Tél: +226 50 33 40 23
Email: kwame.odame-ababio@iucn.org

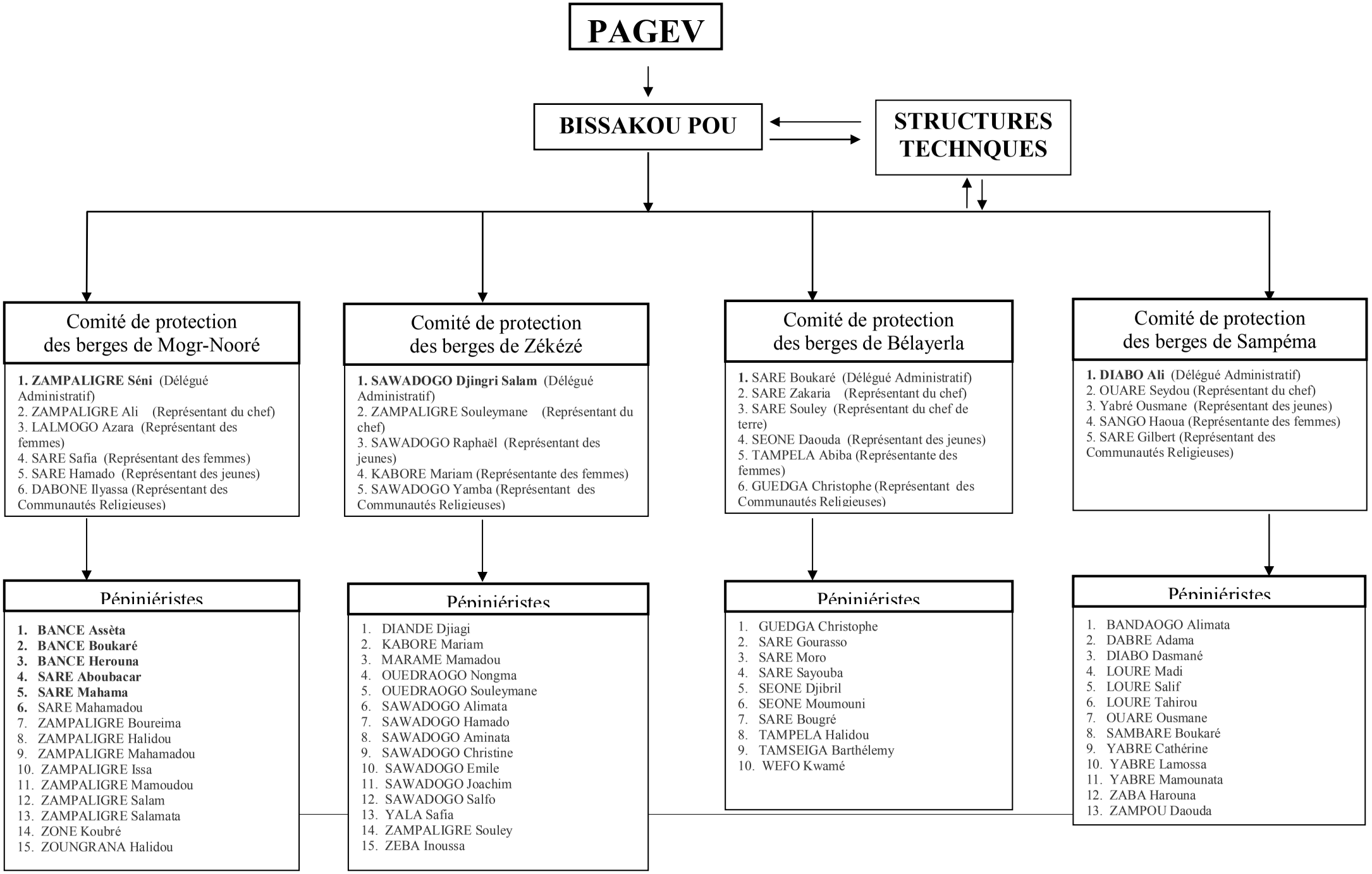
2) PAGEV
Email: alice.onaja@iucn.org

7. References

1. Baden, S., (2000). « Gender, governance and the feminisation of Poverty ». in Women's Political Participation and Good Governance: 21e Century challenges, UNDP, New York
2. Burkina Faso – Assemblée Nationale, 2001. Loi N° 002-200-2001/AN- Portant Loi d'Orientation relative à la gestion de l'eau
3. GIRE-EAU, 2001. Le Burkina Faso se dote d'une Loi d'Orientation relative à la gestion de l'eau

4. http://www.fao.org/gender/fr/env-f.htm
5. MAHRH, 2005. Implication de la femme dans la mise en œuvre du plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE)
6. MEE/MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU/OUAGADOUGOU/BF-Politiques et stratégies en matière d'eau.- Ouagadougou (BF): M.E.E., 1997
7. MEE/MINISETRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU/OUAGADOUGOU/BF_Etat des lieux des ressources en eau du Burkina Faso et leur cadre de gestion.- Ouagadougou (BF): MEE, 2001.- 243 p. - tabl., graph., cart
8. Verschuur C., Reysoo F., 2003. Genre, Pouvoirs et justice sociale- Cahiers Genre et développement n°4- L'Harmattan, ISBN: 2-7475-5727-8, 283 p.

ANNEXE : CHRONOGRAMME D'INTERVENTION DES ACTIVITES



Egypte:
Renforcer la participation de la femme dans la prise de décision au niveau de la communauté et du foyer en matière d'eau et d'assainissement

Défis

Cette étude montre comment l'Association Vie Meilleure pour le Développement Global (BLACD) a adopté une approche qui intègre l'aspect genre pour le projet d'eau et d'assainissement qu'elle a mis en oeuvre dans le village de Nazlet Fargallah en haute Egypte entre janvier 2003 et décembre 2004. Le projet visait 700 foyers sans installations sanitaires ; 60% des gens ciblés par le projet sont des femmes (BLACD, 2002). La plupart des habitants travaillent comme ouvriers agricoles occasionnels et ne disposent pas d'un revenu fixe. Dans le village, il y a une école primaire et une unité de santé. Avant le projet, plus de la moitié des 1500 ménages de Nazlet Fargallah n'avaient pas de latrines ni d'eau courante. Les maladies courantes qu'on peut éviter comme la diarrhée et les maladies rénales avaient un lien direct avec le manque d'eau potable et les mauvaises pratiques sanitaires. Les femmes sont responsables de l'approvisionnement de leur famille en eau pour boire et se laver et du traitement des déchets. Avant le projet, la principale source d'eau était les pompes à main communales. Les soucis principaux à Nazlet Fargallah comprenaient ce qui suit:

Eau et assainissement:

- La collecte de l'eau qui nécessitait du temps et des efforts puisque les femmes devaient aller 04 fois par jour chercher l'eau. Il ne leur restait plus de temps pour les autres tâches domestiques, pour l'hygiène personnelle et autres activités;
- Faire la lessive et la vaisselle dans l'eau souillée par les eaux usées;
- Le rejet des déchets humains dans le canal contaminait l'eau et lui donnait une couleur jaunâtre, un mauvais goût et une mauvaise odeur;
- Les femmes et les filles doivent attendre la nuit pour aller se soulager. Ceci affectait leur santé et les exposait à la violence;

Rôles traditionnels des hommes et des femmes et déséquilibre entre les deux sexes:

- La répartition traditionnelle des rôles accordait à la femme très peu de droits. Elles prenaient rarement part aux activités en dehors de la maison et passaient tout leur temps à chercher l'eau, à s'occuper des enfants et à faire d'autres tâches domestiques. Elles ne pouvaient pas participer à des manifestations sociales externes et la plupart étaient analphabètes ; et
- Les obstacles légaux empêchaient la participation de la femme dans la vie de la communauté. Elles n'avaient même pas d'identité puisqu'à leur naissance, il n'est pas très important de déclarer leur naissance.

Programme/Projets

Les habitants de Nazlet Faragallah sont allés au début vers la BLACD pour chercher une aide après avoir remarqué l'installation de latrines et de robinets dans les villages voisins. Le projet de Nazlet Faragallah avait trois composantes principales: les connexions d'eau, l'installation de latrines au niveau des maisons et l'éducation à l'hygiène. La BLACD a travaillé activement pour intégrer les aspects genre dans ses nouveaux projets, pour renforcer les initiatives visant à l'intégration de l'aspect genre et pour rehausser l'efficacité des projets. Ceci a permis le développement du modèle de santé selon lequel les femmes pouvaient être impliquées à tous les niveaux malgré les objections des hommes à leur présence dans la gestion du projet.

La BLACD a aidé le village dans les campagnes de sensibilisation en matière d'eau et d'assainissement et a assuré une formation sur l'eau, l'assainissement, la santé de base, la nutrition, les enfants et la santé reproductive, les premiers soins ainsi que les compétences en matière de communication. Les visiteurs de santé participaient par la sélection des bénéficiaires du projet sur la base de critères convenus. Les femmes et les hommes étaient impliqués dans la planification du projet ainsi que dans les prises de décisions au niveau des ménages.

Résultats

La réussite de la BLACD couvre les domaines suivants:

Impact sur la santé et l'assainissement:

- 700 ménages ont bénéficié, chacun, de deux robinets et de latrines leur permettant d'accéder directement à une source d'eau propre et commode et à un moyen sanitaire pour se débarrasser de leurs déchets;
- La sensibilisation à la prévention des maladies ce qui a contribué au changement dans les pratiques d'hygiène et d'assainissement ;
- Moins de temps passé (surtout par les femmes) à chercher l'eau et à se débarrasser des ordures et des déchets.

Intégration de l'aspect genre et renforcement du rôle de la femme:

- Une intégration réussie de l'aspect genre et des besoins et intérêts spécifiques des femmes dans le projet au sein d'une communauté traditionnellement dominée par les hommes;
- Il a été démontré que les visiteuses de santé pouvaient avoir un impact considérable sur la communauté;
- Le renforcement du rôle de la femme dans la prise de décision aux niveaux de la communauté et du ménage et particulièrement en matière de santé, de bien-être et de subsistance;
- Un sens développé d'amour-propre et de fierté chez les hommes et les femmes vis-à-vis de l'accès des foyers à l'eau ;
- Plus de sécurité, de dignité et d'autosuffisance pour les femmes.

Autres activités et objectifs de développement:

- Une association de développement communautaire féminine a été constituée pour ceux qui voulaient continuer les activités communautaires après l'achèvement du projet;
- Une base pour les femmes qui revendiquaient d'autres droits en plus de l'accès à l'eau ;
- Plus de chances pour réaliser d'autres objectifs de développement.

Principaux Obstacles

Les structures de pouvoir existantes entravaient le renforcement du rôle de la femme et particulièrement au niveau de la gestion. Les villageois et les autorités locales ont bien accueilli le projet mais au début ils se sont opposés à l'implication des femmes. Les chefs de la communauté ont insisté pour n'inclure que des hommes dans le comité de gestion du projet. Certains visiteurs de santé ont fait face à l'opposition des hommes et ce fut aussi le cas pour certaines femmes qui voulaient participer au programme de connexion d'eau.

Malgré tous les obstacles, l'association de développement qui a vu le jour suite à ce projet a aujourd'hui un statut officiel.

Facteurs clés du succès

Le projet fournit un modèle efficace pour la mise en oeuvre de programmes d'eau et d'assainissement orientés genre. Il démontre encore une fois que la participation active des femmes aux projets d'eau et d'assainissement est essentielle à cause des rôles clés qu'elles jouent dans l'approvisionnement en eau et de la maintenance des installations, de l'assainissement et de l'hygiène au niveau du foyer. Le projet a également reconnu que le travail en partenariat entre hommes et femmes est très efficace et peut renforcer la collaboration entre les deux sexes au niveau du foyer.

Les perspectives – durabilité et transmission

Ce projet a montré la possibilité de répondre aux besoins des communautés marginalisées tout en encourageant les changements dans la répartition traditionnelles des rôles entre les hommes et les femmes. L'association de développement formée a procuré la base nécessaire pour d'autres activités utilisant l'expérience capitalisée tout le long de ce projet.

Pour plus d'information

- Contacter le chercheur, Ghada Mahmoud Hammam: ghada.hamman@pdpegypt.org
- Pour plus d'information sur l'Association BLACD: http://www.novib.nl/content/?type=Article&id=3572 (présentation de l'organisation) ou email info@blacd.org
- Pour plus d'informations sur Diakonia: http://www.diakonia.se/main_eng.htm

Source

Bureau du conseiller spécial sur les questions genre et le développement de la femme, *Genre, eau et système sanitaire; études de cas sur les meilleures pratiques*;. New York, Nations Unies (sous presse).

Etats-Unis:
Refuser de se dérober [20]

Par Maureen Taylor, Organisation d'Assistance Sociale du Michigan(OASM)

Durant l'été de 2002, en protestant contre les coupures de gaz et de courant à Détroit, l'Organisation d'Assistance Sociale du Michigan (OASM) a appris quelque chose de très alarmant: des dizaines de milliers de résidents se sont vus privés d'un produit de première nécessité qu'est l'eau. L'OASM (syndicat qui défend les intérêts des bénéficiaires de la sécurité sociale, des catégories sociales à faible revenu et des sans-abris) a donné l'alarme, a fait une campagne, a sollicité les partenaires et a condamné cette pratique comme étant une violation des droits de l'homme qui pèsent le plus souvent sur les femmes pauvres.

Selon la Compagnie des Eaux et des Eaux Usées à Détroit (CEUD), entre le 1er juillet 2001 et le 30 juin 2002, le service public a coupé l'eau dans 40 752 dans la zone de Détroit. Au 13 janvier, la CEUD dit avoir coupé l'eau dans 4523 résidences sur les derniers 79 jours ouvrables.

A Détroit, tout comme les autres municipalités et les communautés affectées à travers les Etats-Unis d'Amérique, les ménages assumés par des femmes sont souvent pauvres. C'est la dynamique du pays. Les hommes gagnent plus d'argent que les femmes. Quand un licenciement a lieu, les femmes, et plus précisément les femmes noires, sont les premières à devoir quitter le travail.

Il a donc été normal de voir, dans le cas de Détroit, que les organisations conduites par des femmes (et les femmes qui ont rejoint ces organisations) s'opposer aux violations des droits humains à Détroit. La Sweetwater Alliance (une coalition qui oeuvre à empêcher que les ressources essentielles ne tombent sous le contrôle institutionnel) a rejoint l'OASM dans les piquets. Les deux entités se sont ensuite lancées dans un périple tortueux à travers la bureaucratie des eaux de Détroit pour révéler la malveillance dans ce cas. Leur premier pas a été de demander des audiences privées avec les membres de la commission des eaux de Détroit avec à leur main les informations qu'elles détiennent sur les coupures, il s'est avéré que ces membres ignoraient tout de ce problème. L'OASM et Sweetwater ont soumis leur problème au tout puissant conseil municipal de Détroit. La présidente du conseil– Maryann Mahaffey – a été outragée. Elle constitué d'urgence un groupe de travail avec des représentants de l'OASM, Sweetwater Alliance et d'autres organisations. Dans une session de travail télévisée de ce groupe de travail, Maureen Taylor, présidente de l'OASM et d'autres membres ont parlé du nombre monstrueux de gens qui ont été privés d'eau. They also met their nemesis. Le nouveau chef de l'administration des eaux de Détroit (DWSD), Victor Mercado, les a rejoint dans cette session. Il s'est avéré que M. Mercado vient récemment de quitter un poste de haute responsabilité dans la Thames Water corporation, une des plus grandes compagnies d'eau dans le monde. Il y a institué une politique aggressive de recouvrement et de coupure en cas de non paiement comprenant la pratique des travailleurs de la DWSD qui cimentent les zones autour des dispositifs d'arrêt automatique pour

[20] Cette étude de cas a été produite Food & Water Watch. Des versions préalables de ce cas ont été publiées par Public Citizen et la Women's Environment and Development Organisation (WEDO) dans "Diverting the Flow: A resource guide to Gender, Rights and Water Privatization" (Novembre 2003; www.wedo.org). La version utilisée ici est reproduite de la page web de Public Citizen disponible à : http://www.citizen.org/cmep/Water/gender/articles.cfm?ID=10795

empêcher les habitants de remettre l'eau en marche. Les femmes qui luttaient contre les coupures ont alors réalisé que leur combat allait être plus que ça.

Il est clair maintenant que ces coupures visent à améliorer les revenus de la DWSD de façon à en faire un encan pour un éventuel rachat; ses chiffres ont, par conséquent, augmenté de 9% en 2002. Parallèlement, la compagnie d'eau limitait ses services de base en optant pour des sous-traitants moins efficaces et gonflait ses postes d'encadrement pour créer une atmosphère propice au dessaisissement public. La crise sur les coupures est maintenant entachée du spectre de la privatisation.

Les conspirateurs du projet de privatisation pensaient que l'anxiété des citoyens vis à vis de la situation de la compagnie d'eau allait être traduite par une attitude passive acceptant toute autre alternative pour assurer l'approvisionnement en eau, c'est en ce moment que les bourreaux et leurs avocats vont imposer à Détroit la privatisation. Les femmes de l'OASM, Sweetwater et d'autres organisations n'allaient pas tolérer cette situation. Elles ont conçu une campagne d'éducation et les Marches de Résurrection en faisaient partie. Pendant trois lundi, les citoyens ont été appelés à joindre les cordons constitués autour des bureaux du département des eaux, de ramener leurs factures d'eau pour entrer dans le bâtiment avec des représentants de l'OASM ou Sweetwater restaurer l'eau ou éviter sa coupure. Ce mouvement a développé une conversation civique qui a fait honte aux responsables de l'eau.

Aujourd'hui, la campagne continue. Plusieurs personnes sont encore privées d'eau et le gouverneur du Michigan, Jennifer Granholm, n'est pas très réceptive à ces questions de droits de l'homme mais pour les femmes impliquées dans cet effort, elles sont quotidiennement aux aguets.

Inde:
Avantages économiques et d'aspect genre apportés par l'approvisionnement domestique en eau dans les zones semi-arides

Le cadre:
Malgré ses bonnes performances en termes de revenu global par habitant[21], le futur économique de l'état de Gujarat à l'ouest de l'Inde est menacé par un manque croissant en eau. En 1999, une grande partie de Gujarat a souffert de la plus grave sécheresse depuis 50 ans. La sécheresse a lieu en moyenne, une fois tous les trois ans. En général, les plus pauvres sont les plus touchés avec des sécheresses fréquentes qui sapent tous les moyens d'existence et maintient les gens dans le piège de la pauvreté.

Le district de Banaskantha[22] est l'un des districts les plus touchés et continue d'être l'un des districts les plus en retard de Gujarat. 90% de la population de Banaskantha (2,162,578 personnes en 1991) vivent dans des villages. Plusieurs d'entre eux ne disposent même pas de l'infrastructure de base comme l'eau potable, l'électricité et les écoles.

L'agriculture et la production laitière constituent les piliers économiques de Banaskantha. 52% de la population sont des agriculteurs et 23% sont des travailleurs agricoles. La plupart des agriculteurs sont des petits fermiers ou des fermiers marginaux et leur revenu ainsi que celui des travailleurs agricoles dépendent sévèrement des précipitations et sont donc instables. Lorsque les moussons ne sont pas au rendez-vous, toutes les communautés sont obligées de migrer pendant six à huit mois pour chercher du travail et/ou du fourrage pour leur bétail.

La sécheresse de l'année 2000 illustre la dépendance des zones semi-arides, comme Banaskantha, de l'eau. La plupart des ménages ont pu avoir de l'eau à boire et de l'eau pour usage domestique mais on ne sait pas encore à quel prix. L'impact le plus lourd a été la perte des sources de revenu. Les impacts directs sont plus clairs dans les cas de l'agriculture et des produits laitiers qui se sont presque arrêtés à cause de l'absence des pluies. Le lien indirect entre le manque d'eau et les revenus est le temps passé par les femmes à chercher de l'eau.

Les projets classiques d'approvisionnement en eau, gouvernementaux et privés, visent la fourniture simple de l'eau dans les zones ou l'eau est rare. Ces projets sont censés rehausser la protection sociale en général mais pas générer des avantages spécifiques. La conception du projet ne se soucie donc que de la faisabilité technique de l'investissement sans profit économique.

Dans la nouvelle génération de projets d'approvisionnement en eau, comme celui de Santalpur à Banaskantha, il a été reconnu que les femmes, chefs de foyers, sont au centre de la collecte et de l'utilisation de l'eau. Au lieu d'être un "investissement social" général, les projets d'approvisionnement en eau sont justifiés par leur éventuel impact sur le "bien-être des femmes",comme par exemple leur éviter les corvées quotidiennes et leur donner plus de temps et d'eau à usage domestique. L'on s'attendait à ce que les femmes utilisent ces gains

[21] Gujarat possède le 4ème ou 5ème plus grand revenu par habitant (selon la source du classement) parmi les états indiens, le taux de croissance de son revenu par habitant est par contre le deuxième après l'état de Maharashtra (Alternative Survey Group, 1999: 158 – 165).

[22] Un nouveau district a récemment été découpé de Banaskantha et les deux blocs dans lesquels l'étude a été conduite, Santalpur et Radhanpur, font maintenant partie de Patan. Mais la zone du projet est considéré être Banaskantha dans le rapport pour éviter toute confusion possible. Sauf mention contraire, toutes les données dans cette section sont tirées du rapport de 1ère phase.

pour améliorer leur hygiène personnelle et domestique et passent plus de temps à faire le travail domestique. Les profits tirés de ce travail seraient bénéfiques à toute la famille aux niveau bien-être et santé.

Toutefois, les avantages sont censés être ressentis, d'une manière ou d'une autre, une fois l'infrastructure technique de base est apportée (i.e., les tuyaux, les robinets et les pompes). Aucune disposition explicite n'a été faite pour donner la parole aux femmes dans la planification et la conception du système et du fonctionnement du projet pour s'assurer que l'approvisionnement réponde bel et bien aux exigences. Les apports pour améliorer la santé et l'hygiène se sont limités à l'éducation sanitaire assurée aux femmes. Personne ne s'est posé des questions sur l'impact des hommes et des relations hommes/femmes sur la réalisation de ces avantages sociaux.

Objectifs de l'étude de cas

afin d'analyser l'hypothèse selon laquelle les projets d'eau domestique dans les zones semi-arides ne se limitent pas à l'amélioration du bien-être et de la santé des familles mais apportent aussi des profits économiques, une recherche appliquée adoptant l'approche des études de cas a été entreprise dans 27 villages dans le district de Banaskanha (Santalpur et Radhanpur) à Gujarat en Inde. Cette zone a été choisie parce qu'elle dispose d'un approvisionnement amélioré en eau rurale, le pipeline de Santalpur, auquel on a ajouté un programme holistique de développement rural avec une attention particulière accordée aux femmes. Une composante de ce programme concerne la création de revenus à travers l'établissement et la gestion de micro-entreprises appartenant à des femmes. Ce programme est mis en œuvre par l'Association des femmes travaillant à leur propre compte (SEWA) et financé par la coopération bilatérale néerlandaise pour le développement.

L'étude a été conduite par l'IRC en partenariat avec SEWA et FPI[23]. L'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (Sida) a apporté son appui financier. L'étude avait des objectifs économiques et des objectifs d'aspect genre. Le but global de l'étude consiste à savoir si les projets d'approvisionnement en eau domestique dans les zones (semi) arides ont besoin d'être ajustés et comment le faire pour maximiser les avantages économiques de l'usage productif de l'eau et du temps. Les objectifs spécifiques sont : (1) l'évaluation de la pertinence d'une alimentation en eau accessible et fiable
pour l'usage productif du temps et de l'eau par les femmes dans les zones (semi)arides; (2) l'évaluation des activités qui génèrent des revenus par les femmes pour savoir si ces activités influent sur les relations hommes/femmes dans les ménages et les communautés ; et (3) l'application des outils d'apprentissage participatif et le renforcement des capacités des organisations d'exécution, y compris les entreprises des femmes, pour une recherche participative.

Méthodologie

L'étude a adopté les méthodes et les outils d'évaluation rurale participative (PRA) pour les données d'utilisation de temps, les données sur l'aspect genre et les données sur l'entreprise. Plusieurs outils ont été développés spécialement pour l'étude. Les sources secondaires sont les données dégagées par les recensements et les comptes des entreprises. Les représentantes des membres des entreprises féminines ont participé à la conception des outils de recherche, à l'analyse des données collectées et à la discussion des résultats et conclusions de l'étude.

[23] IRC – Centre international d'eau et d'assainissement
SEWA- Association des femmes ayant un travail indépendant
FPI – Une fondation d'intérêt public

Les participants au niveau de la communauté sont des femmes dans 11 micro-entreprises féminines dans 9 villages et 5 villages de contrôle. Dans 10 autres villages, des interviews avec des femmes ont eu lieu. Toutes les micro-entreprises féminines (artisanats, produits laitiers, production de sel, collecte de gomme et plantations d'arbre et de fruits) avaient besoin de temps et d'eau.

Résultats et impacts économiques

Les résultats montrent que malgré l'amélioration de la situation de l'eau, la collecte de l'eau est encore une tâche qui prend beaucoup de temps. Les femmes dans les foyers et celles dans les villages de contrôle ont des journées de travail de 15 à 16 heures tout le long de l'année. En moyenne, les femmes passent 3 heures dans la journée à chercher l'eau, les filles y consacrent 83 minutes par jour, les garçons 12 minutes et les hommes 15 minutes. Ceci amène le total moyen de temps passé à collecter l'eau à environ 5 heures par jour. Ces chiffres élevés sont une réalité alors qu'officiellement tous les ménages ont accès tout le long de l'année à une eau domestique qui est censée réduire les corvées de collecte d'eau.

Les femmes assurent un revenu à la famille de 04 manières: en effectuant un travail agricole sur les terres de la famille, en entreprenant des activités pour économiser sur les dépenses quotidiennes, par exemple, la collecte du fourrage et l'entretien de potagers, en allant travailler dans les champs contre un salaire et en effectuant des travaux dans le cadre de micro-entreprises. Le travail dans les micro-entreprises , celles des produits d'artisanat en particulier, fournit à la famille un revenu dans les moments difficiles, i.e. lors de la saison sèche. Durant les moussons et l'été, les femmes dans les micro-entreprises passent beaucoup plus de temps dans les activités qui génèrent des revenus que celles dans les villages de contrôle.

La qualité du service d'eau a des conséquences économiques considérables. Les pannes de l'approvisionnement en eau ont baissé les revenus des femmes membres des entreprises leur infligeant une perte avoisinant 50 Rs. par personne et par mois. Les pertes réelles varient selon la rentabilité de l'entreprise. En extrapolant la perte moyenne sur tous les membres des micro-entreprises dans le district, le mauvais fonctionnement et le manque de maintenance du service d'eau représentent une perte de 2 millions de Rs pour 40 000 femmes. Les vraies pertes sont plus élevées parce que les données sur les revenus comprennent une période de grande sécheresse durant laquelle les revenus des produits laitiers, des plantations et de l'agriculture disparaissent totalement. En plus des pertes financières, chaque femme a perdu, en moyenne, 7 heures par mois en été pour les activités reproductives et/ou personnelles. Si les améliorations arrivent à limiter le temps passé par la femme à chercher l'eau à 1 heure par jour, leur revenu annuel pourrait augmenter sensiblement (entre 750 et 5520 Rs.) selon le type de l'entreprise et les conditions locales. Chaque femme pourrait gagner entre 45 et 152 jours de travail (de 8 heures) annuellement à consacrer aux activités domestiques, sociales et de gestion.

Résultats sur les relations entre hommes et femmes

Dans tous les villages et durant les 10 dernières années, les relations entre les deux sexes ont changé en faveur des femmes. Les avantages variant entre la possession de biens, la participation à la prise de décision et les activités de gestion de la communauté ont profité aux femmes membres d'entreprise plus qu'aux femmes dans les villages de contrôle.

Dans tous les cas, la participation aux affaires de la communauté a été plus accrue de la part des femmes membres d'entreprise que de la part des femmes dans les villages de contrôle. Ceci concerne la présence dans les réunions publiques dans leur propre village et dans d'autres villages. Les femmes membres d'entreprises ont également été impliquées dans la gestion des ressources en eau de la communauté.

Dans les villages, les relations entre les deux sexes ont changé. Un nombre grandissant de femmes sortent seules et beaucoup plus d'enfants vont à l'école. Dans les ménages des femmes chefs d'entreprises, les femmes ont une épargne et disposent de biens propres. Les hommes parlent des avantages économiques pour toute la famille, d'une plus grande égalité entre les deux sexes et du renforcement du rôle de la femme. Plus étonnant encore, les hommes parlent aussi du renforcement de leur propre rôle à travers le renforcement du rôle des femmes pauvres.

Conclusions et implications pour les projets d'approvisionnement en eau domestique

En combinant les projets pour la création de sources de revenus au profit des femmes avec un approvisionnement en eau domestique qui fonctionne on obtient un revenu supplémentaire pour améliorer le gagne-pain des ménages et les relations entre les deux sexes. La conception et la gestion de la plupart des services d'eau n'ont pas été ajustées à l'usage économique de l'eau et à l'économie de temps. Lorsque les femmes n'ont pas leur mot à dire dans la planification et la conception des services et n'influent pas sur la distribution de l' eau, les heures de fonctionnement et la rapidité des réparation, beaucoup de temps est perdu, l'eau et l'argent sont gaspillés et le service ne peut pas maximiser son potentiel économique.

Inde:
Intégrer l'aspect genre dans la gestion participative de l'irrigation : Le cas du Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP)

Fondé en 1983 en Inde, le Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP), est une organisation à but non lucratif qui oeuvre pour organiser les communautés rurales et les groupes marginalisés, tout particulièrement les femmes, pour renforcer leurs rôles , à travers des interventions de gestion des ressources naturelles dans trois districts de Gujarat. L'élément central de ces efforts visant à renforcer les capacités est la mise en place de plusieurs institutions formelles et informelles au niveau du village dans lequel cadre l'AKRSP favorise la planification et des mécanismes participatifs pour le règlement des conflits ainsi que l'intégration de l'aspect genre. Depuis le début des années 1990, , , l'AKRSP a été en plus systématiquement impliqué dans les plaidoyers politiques sur la gestion participative de l'irrigation ainsi que dans l'organisation des agriculteurs pour qu'ils gèrent leurs propres systèmes d'irrigation à travers des associations d'utilisateurs d'eau et des coopératives d'irrigation. Impliquer les femmes dans de tels efforts constitue une approche récente provienan de l'AKRSP qui a repensé au besoin d'aborder les soucis d'équité entre les deux sexes dans la gestion participative de l'irrigation dès le début, et provenant aussi partiellement des efforts continus en matière de transformation organisationnelle soucieuse de l'aspect genre. Ces processus créatifs ont été fortement facilités par le deuxième directeur de l'AKRSP, un homme engagé qui s'est consacré aux inégalités entre les deux sexes. Dans ce processus, l'AKRSP a invariablement essayé de démystifier les perceptions courantes selon lesquelles l'agriculture et l'irrigation sont principalement des activités masculines en illustrant le rôle prédominant des femmes rurales dans un système agricole plus large qui comprend l'irrigation.

Les aperçus sur les différences entre les deux sexes ont été tirés d'exercices participatifs avec des sociétés d'irrigation à partir de canaux prévus dans le programme d'AKRSP et dominés par les *adivasi* (peuple indigène au sud de Gujarat). Shilpa Vasavada (2000) affirme que les femmes sont impliquées dans plusieurs activités d'irrigation comme par exemple la maintenance du canal, le détournement des champs, l'arrosage et/ou la supervision de jour et de nuit et la gestion des conflits sur les champs et le long des canaux. Mais malgré ces rôles, les femmes n'ont pas leurs mots à dire lors de la prise de décision puisqu'elles ne sont que des membres symboliques des sociétés.

L'irrigation participative et l'état

En 1995, le gouvernement de Gujarat a adopté une politique de gestion participative de l'irrigation nécessitant la participation des agriculteurs dans la planification, l'exécution et la gestion des petits et moyen projets d'irrigation. Le gouvernement a aussi cherché la coopération des ONG en tant que catalyseurs pour la mise en œuvre de cette politique. Un cadre légal pour impliquer les ONG et les agriculteurs a été établi et des objectifs ambitieux ont été tracés pour couvrir, à l'arrivée de l'année 2003, 50% de la surface totale irrigable planifiée par la gestion participative de l'irrigation.

Toutefois, à l'exception des efforts limités d'une poignée d'ONG comme l'AKRSP, très peu de choses ont été réalisées en termes de passation de responsabilité dans la distribution de l'eau au niveau tertiaire pour les fermiers. La raison principale pour cela est la réticence de l'administration quant au partage du pouvoir de décision avec les agriculteurs ou à l'abandon des pratiques de quêtes de location qui sont endémiques aux systèmes de gestion publique. Des efforts ont été déployés entre 1996 et 1997 pour initier une formation participative au profit de

l'administration chargée de l'irrigation pour changer les attitudes et les comportements, mais cette tentative a fait face a une grande résistance et a été enfin abandonnée.

AKRSP: aborder les soucis en matière de genre

En même temps, des discussions ont été initiées au sein de l'AKRSP concernant le besoin d'intégrer l'aspect genre dans l'irrigation. Plusieurs personnes travaillant pour l'organisation reconnaissent les principes de l'égalité entre les deux sexes mais trouvent difficile d'intégrer de tels soucis comme un « complément » aux projets déjà existants. La tâche d'organiser les agriculteurs (hommes) est en elle même un travail énorme mais il y avait en plus la réticence gouvernementale vis à vis de tout partage de pouvoir et encore plus d'aborder l'aspect genre. Ce n'est qu'en 1997-1998 que de vraies opportunités se sont présentées à l'AKRSP pour intégrer l'aspect genre dans les nouveaux projets du canal faisant des efforts pour impliquer les femmes dès le début du projet.

L'appui aux efforts déployés par AKRSP pour encourager l'adhésion des femmes aux sociétés de gestion participative de l'irrigation a été apporté, ce qui n'a rien d'étonnant, par les hommes *adivasi*. Les interviews avec des hommes *adivasi* dans un échantillon de sociétés de gestion participative de l'irrigation ont révélé que ces hommes sont tout à fait conscients des capacités propres aux femmes à gérer les conflits mieux que les hommes et à être disciplinées dans les travaux agricoles et à appliquer les règles (Vasavada, 2000). Les hommes affirment que les femmes sont plus sincères dans la collecte des cotisations pour l'irrigation et dans l'épargne au niveau du foyer. Dans les cas où les femmes ont été formées pour superviser le canal, elles s'avèrent plus efficaces que les hommes à surveiller le gaspillage de l'eau et assurer que chacun respecte son rôle en l'irrigation.

En plus de ces impacts directs de l'implication des femmes dans la prise de décision en matière d'irrigation, le cas l'AKRSP montre que l'eau du canal a de multiples usages pour les femmes comme l'hygiène personnelle, la lessive et la vaisselle et aussi pour le bétail. L'on reconnaît de plus en plus que ces besoins doivent être pris en considération lors de la conception des systèmes d'irrigation et l'adoption des règles régissant l'accès à l'eau par les sociétés de gestion participative de l'irrigation. Mais de tels efforts ne peuvent être durables que si les aspects genre dans la gestion participative de l'irrigation sont placés dans le contexte plus large de l'équité où les besoins en eau des gens dépourvus de terre et des autres parties concernées sont aussi pris en compte.

Pour résumer, voila certaines conclusions clés tirées de la stratégie AKRSP:

- Comme point de départ, l'AKRSP a systématiquement entrepris la formation et la sensibilisation sur l'aspect genre au profit de son personnel à tous les niveaux pour changer les attitudes et les perceptions vis-à-vis des rôles et des capacités de la femme dans la gestion des ressources naturelle.
- Il est essentiel d'avancer sur les pas de ces efforts, les femmes, par exemple, dans d'autres villages du projet avaient déjà géré avec succès des plans d'irrigation avant que l'AKRSP ne pense à impliquer les femmes dans la gestion participative de l'irrigation.
- Le renforcement des capacités est important. Ceci comprend l'exposition à d'autres organisations de développement dans lesquelles les femmes gèrent de manière efficace des interventions d'irrigation.
- Les femmes doivent être impliquées dès le début de façon à ce qu'elles assistant au processus de négociation avec l'administration chargée de l'irrigation plutôt que d'attendre que les sociétés d'irrigation commencent à fonctionner pour aborder la question de l'équité.

- Pour faciliter et encourager la participation des femmes à la gestion participative de l'irrigation il est nécessaire non seulement de convaincre les femmes mais aussi de les impliquer dans d'autres interventions de développement qui abordent leurs propres besoins comme par exemple l'épargne et les groupes de crédit. La formation de groupes forts, mixtes et pour femmes seulement, fait partie de la réussite de l'AKRSP dans ses efforts à impliquer les femmes dans la gestion participative de l'irrigation.

La réussite de l'AKRSP montre que les ONG devraient expliquer le fonctionnement des modèles qui défient les critères légaux d'adhésion liant les droits à l'eau avec la possession des terres. De tels modèles doivent montrer que l'implication des femmes n'est pas une question de renforcer leur rôle uniquement mais aussi de gérer l'irrigation au sein de la communauté d'une manière plus efficace, plus efficiente et plus équitable afin de mieux influencer la politique et la législation.

Source: Extrait de: Vasavada, Shilpa, 2005. "Mainstreaming gender concerns in participatory irrigation management: The role of AKRSP(I) in South Gujarat," dans Sara Ahmed (ed.) *Flowing Upstream: Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Ahmedabad: Centre for Environment Education and New Delhi: Foundation Books.

Jordanie:
Les femmes rurales assurant l'eau domestique à travers l'installation de réservoirs d'eau dans le village de Rakin

Introduction

Si le sort d'un pays est déterminé par ses ressources naturelles, le futur de la Jordanie dépendra principalement de la gestion optimale de ses rares ressources en eau. La Jordanie est l'un des 10 pays au monde qui disposent des plus petites ressources en eau (Rapport sur le développement en matière d'eau dans le monde, 2003). Le total d'eau disponible en Jordanie est d'environ 180 m3 par tête et par an, l'un des plus faibles chiffres dans le monde.

En plus, la situation géographique de la Jordanie au Moyen-Orient signifie que ce pays fait partie d'une région caractérisée par une dynamique socio-politique explosive. Effectivement, l'une des principales raisons de la rareté de l'eau en Jordanie est la croissance rapide et artificielle de sa population à cause des afflux de suite aux grands conflits militaires de cette région en 1948, 1967 et 1991.

Les communautés rurales jordaniennes sont les plus touchées par le manque d'eau. Elles font face quotidiennement à la difficulté de fournir à leurs ménages, fermes et petites entreprises de l'eau propre et des services d'assainissement. Les efforts consentis pour appuyer la gestion de l'eau au niveau de la communauté sont une grande priorité dans la politique jordanienne d'eau. Les expériences au niveau de la communauté pour un usage optimal des ressources en eau se généralisent à travers le pays en se basant sur des projets types qui ont été couronnés de succès.

Une des initiatives des projets communautaires ayant mis l'accent sur l'intégration de l'aspect genre dans la gestion de l'eau est une activité menée conjointement par le groupe féminin local de Rakin et un programme de petite subvention par Global Environment Facility (GEF). L'Association Féminine de Rakin gère un système renouvelable de crédits pour la construction de réservoirs d'eau et de systèmes de collecte d'eau dans le village de Rakin. Le projet a profité à plusieurs femmes et assure des ressources d'eau saine pour plusieurs ménages avec un degré élevé de durabilité.

Cadre environnemental

Rakin est le centre d'un groupe de villages et de petites villes situés au sud-ouest du gouvernorat de Karak au sud de la Jordanie. Rakin compte une population de 5500 personnes, c'est un village pauvre si l'on se base sur la moyenne de revenu de la population qui dépend principalement des emplois assurés par l'armée et le gouvernement. L'économie se base sur les services dans les institutions gouvernementales publiques et sur l'agriculture. Les services de base (eau, électricité, télécommunication et routes) sont disponibles. Deux écoles secondaires et une école élémentaire constituent l'infrastructure éducationnelle dans cette région.

La topographie de la région montre des zones avec des pentes raides jusqu'à 23-30%. Les précipitations annuelles se situent entre 250 et 300 mm. Les principaux produits agricoles du village sont:

- Fruits et fruits à écale: principalement les olives et les amendes;
- Céréales: blé et orge;
- Cultures forestières: combinaison de forêts anciennes et de forêts récemment plantées.

- Epices;
- Bétail: 15,000 têtes de moutons et de chèvres; et
- Apiculture.

L'Association Féminine de Rakin a été constituée en 1991 comme groupe caritatif qui vise l'amélioration des conditions sociales, économiques, culturelles et sanitaires des femmes rurales de Rakin.

Les défis
La topographie de la région, la pression humaine sur le sol et les pratiques inadéquates d'utilisation du sol font partie des éléments qui ont contribué à la dégradation du terrain et ont précipité l'érosion donnant lieu à la perte des terres productives. Une grande proportion des précipitations annuelles est perdue en ruissellement à cause de la surexploitation des pâturages.

Les femmes assument la responsabilité de la gestion du foyer y compris la collecte de l'eau et son utilisation. La plupart des foyers dépendent dans leur approvisionnement en produits alimentaires de base des cultures de subsistance. La disponibilité des ressources en eau est l'élément essentiel de la sécurité alimentaire dans les foyers.

L'approvisionnement insuffisant en eau pour la consommation humaine, le bétail et l'irrigation est un grand problème à Rakin. Le village n'est approvisionné en eau courante qu'une fois pendant 6 heures toutes les deux semaines ce qui ne répond même pas aux besoins élémentaires des habitants. L'eau doit être achetée à un prix très élevé. Sans réservoirs de stockage, les ménages ne peuvent pas stocker toute l'eau livrée par camions-citernes même si la famille doit payer pour toute la quantité d'eau.

Evolution du projet
Le manque d'eau pour répondre aux besoins basiques est la raison pour laquelle l'Association Féminine de Rakin a décidé de relever ce défi. L'Association a obtenu sa première subvention grâce au programme des petites subventions de GEF et ce, pour installer des réservoirs d'eau et des mesures de collecte d'eau au sein des ménages. La réussite de ce projet dans le village a été très évidente et un grand nombre de demandes de crédits a donc été présenté au conseil de l'Association. Le projet se basait sur un système de remboursement à 66% qui a finalement épuisé les ressources financières fournies au démarrage.

La deuxième phase a commencé en 1998 avec l'appui du même programme de GEF en Jordanie. Une assistance technique a été apportée par le projet de gestion de la ligne de partage des eaux de la GTZ au profit de l'Association féminine. Néanmoins, ce nouveau projet s'est basé sur un fonds renouvelable qui nécessitait 100% de remboursement pour répondre aux besoins de 150 ménages qui ont présenté des demandes afin de profiter de ces crédits. Un comité de direction a été formé pour superviser la mise en pratique des activités comme la formation, le suivi des crédits et des échéances de remboursement ainsi que la sélection des bénéficiaires selon un certain nombre de critères et l'organisation générale des groupes.

Résultats du projet
Le système renouvelable des crédits a été structuré pour assurer 100% de remboursement afin de garantir la durabilité des ressources du projet et le sérieux des projets financés.
Principaux impacts et résultats du projet:

1. assurer une source durable d'eau saine dans les foyers pour l'irrigation et la sécurité alimentaire;
2. réduire le coût d'acquisition de l'eau auprès des camions-citernes et la facture de consommation d'eau dans les foyers tout en augmentant la consommation réelle de l'eau;
3. renforcer le rôle des femmes au sein de l'Association Féminine de Rakin à travers leur responsabilisation pour ramener des ressources supplémentaires au profit des foyers et des familles. Ceci a contribué à l'amélioration de leur statut en tant que partenaires dans la prise de décision dans leur ménage;
4. développer les compétences et les connaissances des femmes en matière de gestion des subventions.

Leçons tirées

1. le projet a démontré que le système de remboursement total des crédits est un système durable, le capital disponible peut être distribué à un large éventail de bénéficiaires sans être épuisé à court terme. Le ratio élevé de remboursement pourrait être attribué au fait que les femmes jouent un rôle important dans la gestion de l'économie du ménage.
2. le projet a démontré que les femmes rurales sont capables d'une grande efficacité dans la mise en oeuvre du projet et dans sa gestion pourvu qu'elles bénéficient d'un appui et du développement de leurs capacités. Impliquer directement les femmes sert à rehausser l'efficacité du projet et sa durabilité.
3. le projet a donné des impacts positifs directs et a procuré des avantages aux communautés locales au niveau des foyers. Ceci s'est manifesté principalement dans la garantie de ressources durables d'eau dans une région caractérisée par la rareté de l'eau.
4. le système renouvelable de crédit a appuyé, en plus des réservoirs d'eau, des activités d'apiculture et l'installation de piles solaires. Il est important de toujours diversifier les activités qui génèrent des revenus afin de soutenir l'impact des systèmes de crédits.
5. les projets communautaires participatifs de conservation d'eau sont un élément essentiel de tout effort qui vise à conserver les ressources en eau dans un pays qui en manque.

Chercheur:
Batir M. Wardam
Officier de liaison de l'IUCN WESCANA
Ministère Jordanien de l'Environnement
P.O.Box 140823
Amman 11814, Jordanie
batir@nets.jo

Guatemala:
Répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'eau dans l'organisation du bassin versant de la rivière « El Naranjo »

Les défis

La ligne de partage des eaux de la rivière El Naranjo se trouve entre les départements de San Marcos et Quetzaltenango au Guatemala. Alors qu'auparavant il y avait plein d'eau propre, l'amont de la ligne fournit aujourd'hui une eau polluée et en quantité insuffisante. Les communautés qui vivent de cette eau ont plusieurs besoins en eau qui diffèrent entre hommes et femmes et entre communautés urbaines et rurales. A titre d'exemple, les hommes utilisent l'eau surtout pour leurs animaux, pour l'irrigation et la construction alors que les femmes ont besoin d'eau pour les tâches domestiques comme la cuisine, le nettoyage et la lessive. Les femmes passent aussi beaucoup de temps et fournissent des efforts tous les jours pour ramener l'eau dont elles ont besoin. Ces différents besoins ont donné lieu à des conflits qui dépassent la capacité institutionnelle locale et les mécanismes traditionnels de règlement de conflits. Ces conflits ont soulevé plusieurs questions pour les autorités locales et les chefs de communautés concernant l'état actuel de la réglementation et son application dans le cas de la gestion de l'eau.

Pour que les hommes et les femmes de ces communautés améliorent leur accès à l'eau et le contrôle de cette eau, ils ont besoin d'être organisés pour qu'ils puissent gérer les fonds pour la communauté productive et les projets environnementaux et défendre leurs besoins au niveau de la prise de décision municipale. La partie essentielle de ce processus est la participation à part égale de la femme dans la définition et la représentation des intérêts des communautés.

Programme/Projets

La Fundación Solar est une organisation privée de développement au Guatemala qui oeuvre pour la promotion des capacités sociales parmi toutes les parties concernées par la gestion intégrée et durable des ressources. Dans ce modèle, les femmes sont des participantes à part égale dans les méthodes participatives intégrant l'aspect genre et permettant de rehausser l'équité et l'efficience dans la gestion des ressources en eau.

En 2002, la Fundación Solar a commencé un projet de 3 ans dans la région avec l'appui de NOVIB (Oxfam Pays Bas) pour promouvoir la paix sociale à travers la construction d'une relation plus durable entre la communauté et les ressources. Ce projet est soutenu par le biais de plusieurs ONG internationales et locales ; il met l'accent sur les droits et les obligations des utilisateurs, des pourvoyeurs de services et des autorités publiques locales. Le projet fonctionne en effectuant des recherches sur les tendances de l'utilisation d'eau, en formant les autorités municipales et les chefs populaires et en appuyant la planification sociale et les processus d'organisation de façon à ce que les chefs et les autorités locales arrivent à développer et à mettre en pratique des plans conjoints de gestion durable afin de répondre aux besoins des communautés.

Résultats

- *S'unir pour un objectif unique:* Avant le projet, les gens travaillaient de façon indépendante et prenaient soin de leurs propres intérêts. Ils se battaient à cause de la ligne de partage d'eau. Aujourd'hui, 10 associations ont été constituées avec plus de 74 000 hommes et 78 000 femmes bénéficiaires. Les associations oeuvrent pour la

promotion des stratégies sociales dans le but d'améliorer la gestion intégrée des ressources en eau.

- *Formation, sensibilisation et participation des hommes et des femmes :* Le projet a assuré des sessions de formation et de sensibilisation au sein des communautés. Les gens ont exprimé l'intérêt qu'ils portent à la formation et aux processus d'organisation. Les thèmes des ateliers ont porté sur la protection de l'environnement et de la ligne de partage d'eau, le reboisement, l'égalité entre les deux sexes, le règlement des conflits et l'organisation. Aujourd'hui, les gens sont plus ouverts sur les idées, les problèmes et les besoins des autres. Les femmes représentent 51% des membres des associations communautaires et plusieurs femmes siègent au conseil de ces associations. Elles donnent l'exemple aux autres femmes dans leur communauté
- *Les plaidoyers dans la politique d'eau :* Les problèmes et les besoins en matière d'eau existent encore, mais les gens sont maintenant plus organisés. Grâce à leurs efforts en matière de plaidoyer et de défense, les problèmes des communautés rurales et isolées sont maintenant pris plus en compte par les municipalités.
- *Une source de revenus:* Les associations commencent à avoir des fonds qu'elles utilisent pour financer de petits projets productifs en matière d'environnement et au niveau de la communauté comme par exemple les serres. Ces petits projets génèrent des ressources à investir dans d'autres projets permettant aux associations de subvenir aux besoins de plus de gens.

Les facteurs clés du succès

Création d'associations communautaires :

- Les associations ont spécifiquement abordé différents besoins en matières d'eau chez les hommes et chez les femmes dans les communautés urbaines et rurales ; et
- Les femmes ont représenté plus de 50% des membres et ont participé activement au travail des associations.

Intégration de l'aspect genre:

- Différents besoins en matière d'eau chez les hommes et chez les femmes ont été pris en considération;
- Il y a eu une prise de conscience quant au rôle de la femme qui constitue le premier utilisateur de l'eau et a donc besoin de participer ;
- La femme a pris part aux processus d'organisation et de prise de décision ainsi qu'à la création de projets qui génèrent des revenus; et
- Le rôle des femmes est rehaussé à travers leur maîtrise de leurs revenus.

Processus participatifs

- La société civile a conçu les politiques municipales d'eau ;
- La première association des municipalités a été formée pour la gestion intégrée des ressources en eau au Guatemala; et
- Des actions conjointes sont entreprises par les municipalités et la société civile concernant les ressources en eau.

Principaux obstacles

Au début, il a été très difficile de réunir les gens ensemble. Une campagne publique d'information et de sensibilisation a été lancée dans la langue locale pour diffuser des informations à travers la radio, des posters, des forums et des véhicules équipés de haut - parleurs sillonnant la région. Au bout du compte, les gens ont accepté de se réunir pour discuter de la ligne de partage d'eau.

Les perspectives – Durabilité et transmission

Leçons tirées:L'éducation communautaire en matière d'eau, d'environnement et du rôle joué par la société continuera à créer des changements positifs au sein des communautés à travers le monde. **Yolanda Pérez Ramírez, membre d'une communauté, l'a bien illustré en disant:**

> "Nous avons beaucoup appris à travers ce projet. Nous avons été formées sur le travail au sein d'une association, sur les projets générant des revenues et sur l'environnement. Maintenant, nous disposons d'une serre que nous utilisons pour cultiver des piments avec de l'eau de pluie. Cela nous permet de générer des revenus. Nous avons aussi appris à utiliser l'eau d'une façon efficace . De plus, nous avons appris que nous devons reboiser à la suite de l'abattage d'arbres, ainsi nous continuerons à disposer d'eau pour vivre. Pour les femmes, cet apprentissage a été une expérience très importante parce que c'est la première fois que nous sommes incluses dans un processus quelconque d'organisation et les gens se préoccupent aujourd'hui de nos problèmes. Ceci nous a apporté une grande expérience et les autres veulent en entendre parler."

Pour plus d'informations

- Contacter le chercheur:
  Leontine van den Hooven: lvdhooven@fundacionsolar.org.gt
- Pour plus d'informations sur Fundación Solar:
  www.fundacionsolar.org.gt et
  solar.nmsu.edu/funsolar/eng_index.shtml
- Pour plus d'informations sur le rôle de NOVIB au Guatemala:
  www.novib.nl/en/content/?type=article&id=5754&bck=y

Source

Bureau du conseiller spécial sur les questions genre et le développement de la femme, *Genre, eau et système sanitaire; études de cas sur les meilleures pratiques*;. New York, nations Unies (sous presse).

Kenya:
Les différences hommes/femmes dans la gestion communautaire de l'eau, Machakos

Les agressions perpétrées par des voyous ne sont qu'une partie des problèmes dont souffrent les femmes qui vont chercher l'eau dans le cadre du projet d'irrigation Yatta dans le district de Machakos au Kenya. A cause de la sécheresse, il y a beaucoup de concurrence pour accéder à l'eau à Machakos. La plupart des gens n'ont pas assez d'eau pour irriguer leurs terres. Le gouvernement a implanté, donc, un système de gestion communautaire qui implique les groupes d'utilisateurs et les comités de gestion d'eau. Pourtant, 85% des personnes interrogées lors d'une enquête conduite par IDRC ont déclaré que les femmes et les enfants qui vont tirer de l'eau subissent des harcèlements de la part des hommes et des agressions de la part des voyous.

L'enquête a fait ressortir plusieurs modes généraux connus par les chercheurs qui travaillent sur la collecte des données en matière d'accès à l'eau dans les pays en développement et ce selon les deux groupes hommes /femmes:

- Alors que plus de 75% des ménages sont officiellement tenus par des hommes, une analyse orientée genre a montré que, dans à peu près 35% des cas, les femmes sont celles qui pensent et décident réellement en ce qui concerne l'économie du ménage assumant la responsabilité de plusieurs personnes (entre 5 et 10 personnes). Un quart des ménages est constitué par des familles de 11 membres !

- Dans 76% des ménages, les propriétaires de la terre sont les hommes. Les hommes prennent les plus grandes décisions en matière d'investissement comme l'achat de terre et de bétail. Les femmes ne sont autorisées à prendre des décisions qu'en matière d'eau et d'investissements généraux qui concernent le ménage y compris la question d'irrigation.

- 96% des ménages irriguent leurs cultures trios à quatre fois par semaine. 44% du travail sont effectués par les femmes et les hommes n'ont fournissent que 29%, les 12% restant sont assurés par les enfants.

- La majorité des ménages (92%) irrigue leurs champs pendant la nuit. Cette situation expose la femme au risque d'être attaquée par des voyous, aux difficultés de trouver quelqu'un pour s'occuper des enfants alors qu'elle assurent les tâches d'irrigation ainsi qu'à des dangers sur le plan de la santé à cause du climat froid et humide pendant la nuit.

- Les agriculteurs qui irriguent de manière illégale ont tendance à détourner l'eau du canal vers leurs champs. Ils n'agissent jamais de la sorte si d'autres agriculteurs sont en train d'irriguer parce qu'ils craignent la bagarre, mais lorsque les femmes sont en train d'irriguer, ils se permettent de le faire. Les femmes considèrent ce comportement comme un harcèlement à leur encontre et assurent que cela les défavorise gravement dans leurs travaux agricoles.

- 85% des personnes interrogées appartiennent à un groupe d'accès à l'eau mais peu de femmes font partie des comités de gestion de l'eau parce qu'elles ont peur de s'exprimer devant les hommes et sont submergées par leurs tâches ménagères et ne trouvent donc pas le temps pour assister aux réunions.

- Les femmes assument entièrement la responsabilité du nettoyage et du rassemblement du bétail. Néanmoins, elles ne n'ont pas été consultées lors de la conception du système d'approvisionnement en eau, alors aucune disposition n'a été prévue pour des installations pour ces activités, par exemple des abreuvoirs et des lieux pour laver et baigner les animaux.

- Les personnes interrogées pour les besoins de l'enquête affirment que les personnes qui disposent de la plus grande partie de l'eau lors des pénuries sont: ceux qui sont à proximité du sillon principal ou du canal (24%); les personnes les plus agressives et ceux qui enfreignent la loi (24%); les riches et les gens bien placés (15%); les hommes (15%).

- 99% des gens charges de superviser l'approvisionnement en eau sont des hommes et la majorité des personnes interrogées pensent que ces hommes sont corrompus et injustes.

Le consultant chargé de l'enquête a présenté les recommandations suivantes:
- Les réunions doivent être prévues dans des horaires et des dates qui arrangent les femmes et leur emploi du temps.
- Les femmes devraient être encouragées pour assister aux réunions et rivaliser pour les postes de responsabilité au sein des groupes de gestion.
- La communauté, elle même, doit être plus responsabilisée dans la gestion du système afin d'éviter la corruption de la part des plus riches.

Ce cas illustre:
La différence qui ressort grâce aux données réparties selon le sexe;
Les inégalités auxquelles les femmes font face à cause des relations traditionnelles de force homme/femme ;
L'absence d'une approche respectueuse de l'aspect genre mène à l'appauvrissement structurel des femmes.

Source: IDRC, Gestion de la demande d'eau en Afrique et au Moyen-Orient

Pakistan:
Du Purdah à la participation

Ce cas démontre que:
-les femmes peuvent, quelques fois, offrir des solutions plus pratiques en matière de gestion de l'eau .
-l'implication des femmes peut dynamiser le développement de la communauté.
-les leaders traditionnels peuvent être convaincus à travers des efforts patients d'inclure les femmes.
-la réussite basée sur l'implication des femmes peut mener à des changements dans l'attitude des femmes et des hommes

Les femmes, dans le village de Hoto, Baltistan, observent une forme stricte de purdah . Elles n'ont pas le droit de rencontrer des gens et particulièrement les hommes en dehors de la communauté. Bien qu'elles assument la responsabilité des travaux domestiques d'eau et quelques travaux d'irrigation, les hommes ont traditionnellement pris les décisions relatives à la gestion des ressources en eau.

A Hoto, l'eau est la propriété de la communauté qui la gère directement. Jusqu'en 1994, les personnes âgées avaient la responsabilité de la gestion d'eau et de sa réparation équitable. Toutefois, cette organisation traditionnelle ne permettait pas l'intégration de nouvelles technologies et de structures institutionnelles pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau.

Une équipe de recherche participative a visité le village en 1994 et a offert d'aider à améliorer son système de gestion de l'eau. Pendant une année, les hommes de Hoto n'ont pas permis aux membres de cette équipe de rencontrer les femmes. Mais après de longs dialogues, les femmes membres de l'équipe ont eu la permission de rencontrer les femmes du village. Les femmes ont, enfin, rejoint le dialogue sur l'eau potable.

"Nous n'avions pas de données sur la réunion" rapportent-elles. "Les hommes ne nous ont rien dit sur la réunion sauf que nous pouvions y assister. Qu'est-ce que nous devons faire lors d'une réunion ? Est-ce que c'est notre affaire? C'est le devoir des hommes pas le notre "

Il y avait plusieurs autres difficultés. Hoto est un village étendu avec plusieurs divisions internes. C'est un village de grande taille comptant 180 ménages divisés en 5 *mohallahs*, sur la base de l'appartenance familiale ou de clan. Finalement, les chefs traditionnels de chaque *mohallah* ont commencé l'organisation de comités d'eau au niveau des *mohallahs* chargés de la communication avec les ménages. Des comités féminins séparés ont aussi été structurés sur la base des *mohallahs*.

Les membres plus jeunes et plus éduqués de la communauté ont ensuite endossé le rôle de chefs de leur communauté depuis que les plus vieux ont reconnu que les gens éduqués seraient mieux préparés à assumer ces responsabilités.
Ceci a marqué le début d'un changement selon lequel les chefs traditionnels ont cédé le pouvoir à d'autres gens, chose normalement très difficile à faire. Deux membres de chaque comité ont alors été nommés membres dans un comité *Pani Ki* plus élargi (terme urdu pour comité d'eau) pour la coordination des activités des organisations au niveau des *mohallahs*.

Les hommes acceptent la proposition des femmes

Finalement, les hommes ont permis aux femmes de prendre part à une réunion mixte pour développer des stratégies visant la résolution des problèmes d'eau potable. Les hommes ont suggéré d'étendre les conduites de distribution- installées dans le cadre d'un ancien plan gouvernemental d'approvisionnement en eau- au profit des ménages dans la zone non connectée.

Les femmes ont présenté une contre-proposition. Elles pensaient que la communauté avait besoin d'un nouveau réservoir d'eau à construire dans un terrain inutilisé qui fournirait l'eau en premier lieu aux colonnes d'alimentation publiques non opérationnelles. 'Quel est l'intérêt d'avoir une nouvelle conduite si les conduites existantes ne sont pas utilisées? se demandent-elles. Leur proposition s'est avérée être une solution beaucoup plus rentable et la communauté l'a adoptée.

Cet évènement a marqué un changement majeur dans la façon de penser du village. Avant, les femmes étaient passives dans leurs attitudes d'amélioration de la situation de l'eau potable alors que les hommes étaient indifférents puisque le travail domestique de l'eau n'était pas leur « problème ». Les femmes sont devenues des participantes actives et leur vie a considérablement changé.

L'une d'entre elles a récemment déclaré: " nous n'avons plus à transporter l'eau, nous pouvons rester à la maison et nous occuper de nos enfants". Elles pensent aussi qu'elles disposent de plus de temps pour s'occuper de leur hygiène personnelle. Une des femmes membres du comité d'eau *Pani Ki* a dit: " Maintenant, nous lavons nos vêtements dans l'eau puisque l'eau est disponible ».

Ces femmes font des demandes au nom des autres femmes de la communauté comme le droit à l'éducation en matière d'hygiène et choisissent elles mêmes les sujets qu'elles voudraient aborder. Elles font attention au stockage de l'eau, prennent soin de l'hygiène personnelle et pensent que leurs connaissances et compréhension de la transmission des maladies se sont améliorées.

Les femmes du comité *Pani Ki* ont commencé ensuite à collecter de l'argent pour constituer un fonds de roulement et de maintenance pour le système d'eau. Elles ont été de maison en maison pour collecter 10 Rs. Cet argent a constitué la base du fonds. Aujourd'hui, les membres du comité *Pani Ki* sont en train d'explorer d'autres moyens pour faire fructifier le fonds plutôt que de collecter l'argent auprès des ménages. Elles pensent que les ménages à Hoto sont très pauvres et ne seront pas en mesure de faire régulièrement des contributions financières.

'Nous collecterons un kilogramme de grains d'abricot dans chaque foyer" a expliqué la présidente du comité. « Ceci est facile à faire parce que chaque maison dispose d'abricots. Nous (membres du comité) vendrons les grains et l'argent ira au fonds ».
L'effet le plus significatif est, sans aucun doute, le fait que les femmes demandent à ce que leurs filles reçoivent une éducation.
Une des membres du comité *Pani Ki* l'a bien exprimé en disant :" J'espère que mes filles puissent accéder à une éducation, mais lorsqu'elles étaient petites, il n'y avait pas d'école dans le village. Les grandes filles ne peuvent plus aller à l'école, alors nous y envoyons les plus petites. Nous voulons qu'elles aient une vie plus belle que la notre'.

En 1998, une nouvelle école a été ouverte à Hoto et les filles du village y vont maintenant.

Appliquer cette approche dans d'autres villages
Les chefs locaux traditionnels ont été très impressionnés par les résultats. Sheikh Ali Ahmad, chef traditionnel de Hoto, l'exprime comme suit: " le projet de recherche participative a aidé la communauté à résoudre le plus grand problème qui nous semblait inabordable auparavant. Nous avons appris à organiser nos ressources et à les regrouper pour les faire fructifier'.

Lorsque Sheikh Agha Saheb, un autre chef traditionnel vivant en dehors du village, a visité Hoto et a découvert que les ménages utilisaient l'eau du robinet et que les habitants ont eux-mêmes trouvé une solution à leur problème, il a mis sur pied l'Organisation Al-Muntazeer pour adopter cette même approche dans d'autres villages et l'appliquer à d'autres problèmes de développement de la communauté.

Source: Inconnue. Si les lecteurs connaissent l'origine de cette étude de cas, ils sont priés de nous en informer.

Sénégal:
Rôle des femmes dans le modèle de gestion communautaire des ressources halieutiques et des environnements marins à Cayar

Cette étude de cas met l'accent sur le rôle des femmes dans la gestion de la pêche et des ressources côtières à Cayar au Sénégal. Ceci a toujours été appréhendé d'un angle qui se limite à l'après récolte. Le modèle de gestion des ressources halieutiques et de l'environnement marin à Cayar est le résultat d'un long processus qui émane des pratiques traditionnelles de pêche dans lesquelles les femmes ne sont pas de simples acteurs marginaux mais plutôt des participants actifs.

Introduction
Cayar est un village de pêcheurs qui se trouve à environ 50 kilomètres au nord de Dakar et est l'une des plus importantes communautés de pêche artisanale du pays.

Cayar, Sénégal
Pendant les 20 dernières années et surtout depuis les années de sécheresse dans la moitié des années 80 et la crise dans le secteur agricole, la pression sur les ressources halieutiques a tellement augmenté que les poissons sont devenus rares. Les espèces démersales (de haute mer) et les crustacés sont particulièrement surexploités. Les espèces pélagiques (des bancs de sable) dans les eaux de surface sont totalement exploitées dans la plupart des zones de pêche. Le problème est encore aggravé par les flottes des pays du nord qui, après avoir surexploité leurs fonds de pêche, se sont déplacées vers l'Afrique de l'Ouest où la pêche n'est pas encore bien réglementée et se sont mélangées avec les flottes côtières composées principalement de petites pirogues traditionnelles, augmentant rapidement la pression totale de la pêche. Quelque 400 000 tonnes de poissons sont pêchées annuellement dans la zone économique exclusive (ZEE) du Sénégal. La pêche est actuellement le secteur économique le plus important du pays.

- Le secteur emploie 15% de la population sénégalaise active (600 000 personnes).
- Les poissons frais et les produits de la pêche constituent le plus important produit exporté vers l'Europe, l'Asie et les pays voisins avec un revenu annuel d'environ 300 millions d'Euros ce qui représente 30% du total des exportations du pays.
- Le gouvernement sénégalais perçoit des redevances en contrepartie de l'accès des bateaux européens et asiatiques de pêche industrielle à la ZEE sénégalaise.
- 5% des protéines animales consommées par les sénégalais proviennent des poisons et des produits de la pêche.

Les femmes jouent un rôle crucial dans la pêche. Leurs principales activités sont :

- Le traitement des produits de la pêche et les travaux connexes comme la collecte d'eau douce et du bois de chauffage.
- Le commerce : Les femmes sont considérablement impliquées dans l'achat et la vente des produits de la mer sur les marchés locaux, les restaurants ou autres points de vente.

Les problèmes dans le secteur de la pêche ne concernent pas uniquement les questions de conservation, et de biodiversité mais aussi les intérêts sociaux, économiques et politiques aux niveaux local et national.

Femmes chargées des activités de transformation des poissons
La première grande initiative du bureau du World Wildlife Fund (WWF) en Afrique de l'Ouest est le Projet *YAKAR* ('espoir' en langue Wolof). *"Yakar, gestion communautaire des ressources de la mer et de l'environnement marin à Cayar*", a tracé un plan d'action pour aider à la résolution des problèmes de la pêche dans la région. Les objectifs du projet sont la conservation des ressources halieutiques, la baisse de la pauvreté parmi les pêcheurs et l'amélioration de l'hygiène des produits de la mer.

Le projet YAKAR a démarré en 2003. Néanmoins, il n'a mis l'accent que sur les problèmes de conservation et n'a pas pris en considération les autres questions. Il y avait un besoin de mieux prendre en compte le lien entre les ressources naturelles et la réduction de la pauvreté.

C'est alors que le *programme "sauvegarde des ressources marines naturelles pour les communautés côtières»* a été lancé. Ce programme fait partie d'un plus grand programme sur les ressources naturelles et la réduction de la pauvreté initié par le WWF, le comité néerlandais de l'IUCN et Friend of the Earth. Il a commencé en janvier 2004 pour 3 ans. L'objectif global consiste à « contribuer de manière significative au bien-être des ressources naturelles marines et des populations qui dépendent directement de ces ressources".

Dans ce programme, trois "modules" ont été développés avec à leur centre la question de la réduction de la pauvreté. Ces modules concernent la réduction directe de la pauvreté des petits pêcheurs dans les communautés côtières; la création d'opportunités de marché pour la pêcherie côtière à travers, entre autre, la réglementation locale afin de créer la stabilité de l'approvisionnement, des prix plus élevés et des revenus pour les pêcheurs; le renforcement de la collaboration et de l'échange des organisations de la société civile dans le but d'améliorer la performance du secteur de la pêche.

Les activités les plus importantes qui développent des liaisons entre la conservation de la biodiversité et la réduction de la pauvreté sont:

- Le programme de micro-finance qui a démarré en mars 2004 avec le développement d'une "Mutuelle d'Epargne et Crédit", qui a démarré 6 mois plus tard (octobre 2004). Cette activité a été financée par le programme sur les ressources naturelles et la réduction de la pauvreté
- Le processus d'établissement d'une zone marine protégée à Cayar à travers un processus participatif qui comprend toutes les parties concernées et particulièrement les pêcheurs traditionnels et les femmes qui conservent et vendent les poissons.

Importance de la question
Savoir comment les gens réagissent entre eux et avec leur environnement est une composante nécessaire de la politique efficace de ressources. Les décisions, y compris celles qui concernent les zones marines protégées, semblent être plus fondées et innovantes quand elles sont ouvertes aux points de vue et aux expériences de toutes les parties concernées. Néanmoins, malgré leur implication dans l'utilisation des ressources côtières et maritimes à travers le monde, plusieurs femmes font face à des obstacles quand elles veulent participer pleinement à la planification et à la gestion des ressources. De tels obstacles peuvent être d'ordre institutionnel, éducationnel ou culturel et peuvent influencer profondément la prise de décision qui affecte le bien-être des ressources marines et des communautés côtières. Cette étude de cas met en exergue la tentative qui vise à impliquer les femmes dans la gestion des ressources côtières à Cayar au Sénégal.

Participation des femmes à l'établissement des zones maritimes protégées
Dans la plupart des pays, les femmes ne sont pas impliquées mais plutôt ignorées quand il s'agit de la planification, du développement et de la gestion des ressources marines ou côtières. Heureusement, le processus d'établissement d'une zone maritime protégée à Cayar prend en considération l'aspect genre et reconnaît la participation des femmes dans les processus de développement comme élément principal du développement durable.

A cause de leurs rôles différents, les hommes et les femmes sont affectés de manière différente par les zones maritimes protégées qu'ils soient consultés ou non et impliqués ou non, les hommes et les femmes ont inévitablement un impact sur la mise en œuvre et la gestion de la zone maritime protégée. La reconnaissance des différences entre les hommes et les femmes et l'intégration de cette différence dans la planification de la zone maritime protégée augmentent les chances des hommes et des femmes de participer aux zones maritimes protégées et d'en bénéficier, ce qui à son tour contribue à la réussite du processus.

Les femmes, parties concernées par les zones maritimes protégées
Lorsque les planificateurs ne consultent que les hommes en matière de gestion des ressources, ils ne consultent que la moitié de la population. Ils ratent, par conséquent, la moitié des informations. Dans le cas de Cayar, les femmes et les hommes de la communauté ont été impliqués dés le début dans le processus participatif pour l'établissement de la zone maritime protégée. La participation des femmes n'est pas appréhendée uniquement du point de vue nombre mais aussi parce qu'elles possèdent souvent plus de connaissances sur certains aspects des ressources étant donné qu'elles occupent des espaces différents dans le paysage. Elles sont donc en mesure d'apporter une "vue plus globale" et ne pas se limiter aux besoins et aux priorités des hommes.

Les différentes associations féminines ("*Groupements de Promotion Féminine*", les associations de traitement du poisson, les comités de nettoyage de la côte, etc.) ont joué un rôle très important. Parallèlement, la qualité de la participation féminine peut aussi être remarquée en les faisant élire dans différents postes clés au sein des différents comités et des organismes locaux de co-gestion.

La situation économique des pêcheurs de Cayar semble avoir progressé. Grâce à une bonne gestion, la taille des poissons se développe concomitamment aux prix. Les pêcheurs et les femmes qui traitent les poissons pensent que la formation donnée sur les moyens d'apporter une valeur ajoutée aux produits est très utile. Tous les problèmes ne sont pas résolus à travers la co-gestion et pourtant les pêcheurs et les organisations féminines se sentent moins impuissants et sont conscients de la qualité de leur système de gestion.

Etablir des programmes de micro-finance au profit des femmes
Réduire la pression sur les ressources marines et côtières est l'un des outils utilisés pour la protection de la biodiversité. Mais lorsque les pressions proviennent des pêcheurs traditionnels ou ceux pour lesquels la pêche est un moyen de subsistance, la situation devient plus complexe parce que le gagne-pain des gens est mis en jeu. Il y a une technique qui consiste à encourager les pêcheurs à adopter des équipements plus respectueux de l'environnement et une autre technique qui les aide eux et leurs familles à changer de métier. Ce ne sont pas des entreprises coûteuses forcément mais elles nécessitent comme même de l'argent et les petits pêcheurs en disposent rarement. C'est pour cela que le WWF s'est engagé dans l'aide à l'établissement de systèmes de micro-finance communaux qui sont respectueux de l'aspect genre. Les expériences menées jusqu'à aujourd'hui à Cayar sont très

positives. Les associations coopératives d'épargne et de crédit apportent plus que de l'argent. Elles donnent du pouvoir. Ces associations coopératives sont un outil pour réduire la pauvreté et encourager une meilleure gestion environnementale. A Cayar, les femmes ont utilisé les fonds pour commencer la culture de potagers, l'élevage d'animaux, des petits commerces et la transformation des produits de la pêche en démarrant leur propre projet de vente en gros au lieu de vendre à des intermédiaires. Depuis le démarrage de l'opération en 2004, 206 petits crédits ont été octroyés. Le fonds a été initialement établi grâce à un crédit du WWF d'environ 15 000 euros et une épargne des membres d'environ 7 500 euros. Actuellement, l'association coopérative a généré plus de 9000 euros d'intérêt et a remboursé environ 4000 euros au WWF. Il est prévu de rembourser la totalité du crédit au WWF en octobre 2007 et en ce moment l'association coopérative sera totalement autosuffisante.

L'adhésion aux associations coopératives est réservée aux membres de la communauté et étant donné que les liens familiaux et interpersonnels sont très étroits dans les communautés rurales, les pressions sociales garantissent le prêt et le remboursement de l'argent. Jusqu'à aujourd'hui, aucun prêt n'est resté sans être remboursé et seuls 9% des crédits sont remboursés plus lentement que prévu.

Les principales règles d'emprunt et de prêt sont définies par la Banque Centrale du Sénégal mais les communautés peuvent définir des règlements supplémentaires (par exemple quelles sont les activités admissibles). Un conseil communautaire, composé par les membres, et une assemblée générale se réunissent périodiquement. Chaque association coopérative doit avoir agréé des principes fonctionnels, développés par les communautés qui mentionnent clairement comment fonctionne le fonds et qui le dirige. A Cayar, la communauté a décidé de n'autoriser que les crédits pour des activités respectueuses de l'environnement pour la réduction de la pauvreté et la promotion du développement.

L'établissement et la gestion d'une association coopérative nécessitent des compétences spécifiques. Le WWF aide à l'organisation des communautés et à la formation des employés de ces coopératives. Le WWF assure également des audits périodiques pour garantir que les installations fonctionnent selon les normes gouvernementales et selon les règles définies par les communautés.

Les programmes de micro-crédits sont des outils potentiellement puissants qui aident les communautés, et particulièrement les femmes, autour des zones maritimes protégées à étendre et à diversifier leurs économies locales. En plus de la sensibilisation et de l'appui technique apportés par les programmes actuels, ils proposent l'échange de visites entre les communautés intéressées par l'établissement d'associations coopératives et les associations déjà établies. Ceci permettra aux pêcheurs et à leurs familles qui ont acquis une expérience dans leur communauté de travailler avec des gens dans d'autres communautés. Il s'agit là d'un outil de grossissement particulièrement puissant : un pêcheur qui explique à un autre pêcheur dans son propre langage.

Résultats/leçons tirées

Qu'est ce qui a marché et pourquoi?

Une approche qui se base sur la demande: vu l'absence d'opportunités de travail, les pêcheur de Cayar dépendent presque entièrement de la pêche artisanale. La restitution et la maintenance de cette base de ressources sont donc la condition sine qua non pour arrêter la détérioration de leur situation. En fait, les pêcheurs de Cayar ont commencé eux-mêmes à

adopter des pratiques de pêche durable une dizaine d'années plus tôt à la suite de la crise monétaire de 1994. L'approche du WWF consistait à définir, en collaboration avec les communautés, ce qui doit être fait et à parler avec la population pour que les interventions répondent aux besoins de la communauté. L'établissement d'un système de micro-crédit est l'un des besoins explicites exprimés par les gens du village. Les femmes ont aussi exprimé le besoin de construire de nouveaux fours et le besoin d'être formées en gestion financière (comptabilité, budgétisation). Les activités du WWF ont été orientées vers l'appui des communautés dans la résolution des problèmes qui sont hors de leur portée.

Aujourd'hui, à Cayar, les organisations locales de pêche sont bien organisées. Cayar est le seul village de pêcheurs au Sénégal qui jouit d'une gestion communautaire. Les organisations ont souvent une composante économique, comme c'est le cas pour les nombreux *Groupements d'Interêt Economique* (GIE) et les femmes y participent activement. Elles jouent un rôle important dans la représentation des pêcheurs dans le « Service de pêche » gouvernemental, la division locale du Département de la pêche. Dans certains villages, il y a des comités inter-professionnels avec des représentants pour chacun de ces groupes. Leur pouvoir et la qualité de leur travail varient sensiblement d'une communauté à une autre.

Depuis le début en 2000, le WWF était conscient des liens étroits entre, d'un côté, l'exploitation des ressources marines par les pêcheurs et la réduction de la pauvreté et le danger de la surexploitation et les difficultés d'une approche qui défend exclusivement ces ressources d'un autre côté. L'intervention du WWF à Cayar a adopté une stratégie diversifiée pour influer sur les pratiques traditionnelles au sein des communautés de pêcheurs et pour aborder l'écart entre la conservation et les besoins de développement des hommes et des femmes dans la communauté. Les effets les plus immédiats concernent probablement l'appui à le maintien des règles de gestion dans la pêche artisanale, la construction de four pour la transformation du poisson par les femmes et l'établissement d'un système de crédit coopératif dont les fonds peuvent être utilisés dans le secteur de la pêche (bateaux, moteurs hors-bord, matériel) et en dehors de ce secteur (horticulture, commerce). La participation des communautés dans la préparation et la mise en oeuvre des plans de gestion prévus par le projet est décisive pour l'appropriation des mesures et de la conformité. Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la planification organisationnelle et dans la mise en pratique des activités.

Qu'est ce qui n'a pas marché et pourquoi?
Le gouvernement sénégalais considère le modèle de Cayar un exemple à suivre par le reste du pays et au delà. Toutefois, pour étendre ce modèle, il est indispensable que les communautés concernées et leurs organisations aient un statut légal leur permettant de faire respecter la conformité à leurs plans de gestion par les pêcheurs saisonniers et par les membres récalcitrants de la communauté. L'existence de ces instruments juridiques à Cayar est semble-t-il le principal élément qui explique que parmi toutes les communautés sénégalaises de pêcheurs qui ont plus ou moins les mêmes traditions socio-culturelles, seule la communauté de Cayar a réussi à redresser la situation.

Dans plusieurs cas, la participation des femmes se limite à des activités du projet (par exemple la formation et les séminaires, le développement de projets de subsistance, la participation à des efforts de lobbying et à des plaidoyers, etc.). En se basant sur les résultats de leur participation, il y a lieu de continuer à traiter les questions relatives à l'égalité entre les deux sexes (par exemple l'accès aux ressources, l'accès aux facteurs de production comme les matières premières, les capitaux, l'accès au marché) qui doivent être développées.

Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner la participation de la femmes à la distribution des avantages, aux processus de prise de décision et à la gestion des ressources qui assurent la durabilité de l'utilisation, la conservation/réhabilitation et des avantages équitablement répartis entre les femmes et les hommes dans la communauté.

Points essentiels pour le partage des connaissances et la réplication

Analyser la structure genre des communautés locales et découvrir pourquoi les femmes sont souvent dans l'incapacité de participer autant que les hommes; aborder ce problème en demandant aux femmes et aux hommes de suggérer des solutions; avancer progressivement et gagner également l'appui des hommes.

- Utiliser les connaissances des femmes sur la biodiversité parce qu'elles réagissent avec le milieu marin d'une manière différente des hommes (par exemple, leur rôle dans les activités post-récolte comme le vidage des poissons, peut leur procurer une plus grande connaissance sur les saisons de reproduction des poissons).

- Assurer une participation équitable dans toutes les activités, y compris la formation, pour toutes les parties concernées (sachant que la participation ne devrait jamais être obligatoire).Ceci signifie la nécessité de planifier les réunions à la convenance des femmes (par exemple, ne pas les prévoir dans des lieux traditionnellement réservés au regroupement des hommes).

- Adopter des méthodes participatives comme par exemple les groupes de travail non mixtes et les réunions séparées pour les hommes et pour les femmes.

- Superviser la participation des femmes et des hommes à la gestion des ressources côtières et comment ils bénéficient de cette participation.

- Disposer de données par sexe (homme/femme) sur l'emploi, la formation, les crédits, les réunions et ce, pour déterminer les tendances dans les budgets et la participation des deux sexes.

- Créer des modèles et encourager les capacités de leader et de responsabilité dans la promotion de l'égalité entre les deux sexes.

.

Pour d'informations, contacter l'auteur:
Dr Arona Soumare
WWF WAMER
Email: asoumare@wwfsenegal.org
Tél. : +221 8693700
Fax : +221 8693702

Togo:
Intégrer l'aspect genre dans la promotion de l'hygiène dans les écoles (installations sanitaires)

Défis ,

Dans le village rural Effumani, province Est-Mono au Togo, Gentil Weleke, agée 15 ans, fréquente la seule école primaire proche de chez elle. Chaque matin, Gentil part chercher l'eau dans une rivière lointaine, puis se charge de balayer sa hutte et la cour devant. Ensuite elle met une petite quantité de cette eau rougeâtre dans une bouteille en plastique pour aller à l'école. Elle arrive en retard mais elle doit encore nettoyer le bureau de l'instituteur. Trois fois par semaine, elle doit chercher l'eau dans une rivière à 2 kilomètres de chez elle et revenir en classe après le démarrage des cours. En fin de semaine, de crainte d'être punie, elle et ses amies doivent chercher l'eau pour toute la classe et nettoyer le bureau de l'instituteur ; pendant ce temps son frère joue au foot.

Les journées de Gentil reflètent les statistiques générales du Togo et particulièrement celles de la province d'Est-Mono. A Est-Mono, une parmi les 10 zones les plus assoiffées du Togo, 10% de la population uniquement peuvent accéder à l'eau potable alors que la moyenne nationale est de 51%. 5% de la population togolaise ont l'eau courante chez eux, 27% s'approvisionnent dans des puits non protégés et 19% dans les rivières. Seuls 2% de la population d'Est-Mono disposent d'installations sanitaires chez eux. Les hommes font souvent leurs besoins dans les forêts voisines alors que les femmes se soulagent dans les fermes lointaines.

Une ONG internationale, Plan Togo, a cherché à traiter le problème du manque d'eau et d'installations sanitaires dans le village de Gentil ainsi que deux autres villages en adoptant une perspective qui se base sur l'aspect genre. Néanmoins, les toilettes ne répondaient pas aux besoins de tout le monde et elles ont été vite abandonnées et comme l'explique un instituteur c'est les filles qui ont en payé le plus lourd tribut. Plan Togo a sollicité l'appui de la filière africaine du CREPA (Centre régional pour l'eau douce et l'assainissement rentables) pour identifier les limites du projet initial et y remédier à travers un projet pilote. Le centre a identifié l'absence de consultation et la négligence de l'aspect genre comme étant les deux principaux problèmes.

Programme/Projets

Après avoir identifié les problèmes qui ont contribué à l'échec du projet initial pour l'eau et les installations sanitaires dans les écoles, le CREPA a encouragé la participation de tous les villageois dans la conception du projet pilote. Trois coordinateurs locaux sont restés dans les villages pendant 6 mois, ont développé des liens solides avec les villageois et ont présenté le projet à toutes les parties concernées en recommandant une participation accrue de la part des élèves filles et garçons, des instituteurs et institutrices et du personnel administratif et en analysant la situation de l'eau et des installations sanitaires dans les écoles pour détecter les problèmes d'hygiène et d'assainissement.

Partant, un plan d'actions pour la promotion de l'hygiène a été approuvé par les écoles et les villageois. Le projet final et les responsabilités partagées qu'il implique ont été présentés aux assemblées générales des villages pour avis et validation. Le projet a apporté à chaque village et chaque école des installations d'eau et d'assainissement ainsi que des outils pédagogiques. Ces apports comprennent :

- la construction d'une pompe à main dans chaque école;
- des latrines sanitaires pour les filles;
- un lave-main;

- un dépôt d'ordures;
- une gourde en plastique dans chaque salle de classe ;
- 9 kits pédagogiques adaptés aux conditions locales pour chaque école.

Afin d'assurer la réussite et la durabilité du projet, deux comités ont été établies dans chaque village :

- le comité d'eau qui gère l'argent, la maintenance et la réparation des équipements ;
- le comité sanitaire de l'école qui contrôle tous les équipements et supervise l'hygiène.

Les membres du comité sanitaire sont des enseignants et des élèves sélectionnés de façon à assurer un équilibre entre les deux sexes. Ce comité a utilisé son autorité pour provoquer des changements. Les élèves sales sont renvoyés chez eux ou punis et ceux qui ne se lavent pas les mains sont appelés à le faire.

Résultats

Création de sources de revenus

- en vendant la sacro-sainte eau, les écoles sont non seulement élevées à un statut particulier de pourvoyeur de la source de vie mais elles génèrent aussi des revenues. Les trois comités d'eau ont déjà épargné 182,000 F CFA (environ US$ 330);
- les femmes disposent maintenant de plus de temps qu'elles consacrent à des activités lucratives.

Impact sur la santé

- les villageois comprennent que plusieurs maladies sont causées par l'eau sale et les installations sanitaires inadéquates;
- la santé de la communauté et surtout celle des enfants scolarisés s'est améliorée et les élèves s'absentent moins souvent.

Impact sur l'égalité entre les deux sexes

- plusieurs personnes peuvent identifier les sources du déséquilibre entre les sexes
- le rôle des femmes a été renforcé et elles veulent organiser des débats publics pour aborder les problèmes d'inégalité entre les deux sexes.

Impact sur les communautés :

- les membres de la communauté ont changé leur comportement pour adopter des pratiques hygiéniques vis-à-vis de l'eau, de la nourriture et des déchets ;
- des liens sociaux plus solides existent parmi les 04 communautés ethniques d'Agan.

Facteurs clés du succès

Parler avec les élèves du déséquilibre entre les deux sexes et assurer la participation de toute la communauté ont conduit à des impacts beaucoup plus profonds que les résultats directs. Les filles ont, par exemple, pu rehausser leur amour-propre et sont respectées en tant que cheftaines. Des comités sanitaires équilibrés en nombre de membres hommes et femmes contrôlent les équipements et supervisent l'hygiène.

Principaux obstacles

- de mauvaises habitudes et installations sanitaires ;
- l'accès difficile à l'eau propre.

Les perspectives – durabilité et transmission

Le CREPA et Plan Togo ont insufflé au sein des communautés l'idée que l'intégration de l'aspect genre contribue à la réussite de tout projet. Le CREPA et Plan Togo ont conclu des contrats pour des projets similaires dans d'autres régions du Togo.

Pour plus d'information

- Contacter le chercheur:
  Sena Alouka, yvetogo@hotmail.com
- Pour plus d'informations sur Plan Togo: www.plantogo.org
- Pour plus d'informations sur le CREPA:
  http://conference2005.ecosan.org/abstracts/a2.pdf

Source

Bureau du conseiller spécial sur les questions genre et le développement de la femme, *Genre, eau et système sanitaire; études de cas sur les meilleures pratiques*;. New York, Nations Unies (sous presse).

Uruguay:
Privatisation sans protestation[24]

Par Juan Berhau, Dirigentes de la Federacion de Funcionarios de las Obras Sanitarias del Estado (FFOSE) et Carlos Santos, Friends of the Earth Uruguay (REDES)

Dans deux communautés de l'Uruguay économiquement et socialement différentes, les femmes sont en train de mener deux luttes différentes contre un ennemi commun : la privatisation de l'eau.

Dans le département de Maldonado, le service de l'eau ne représentait aucun problème jusqu'à sa privatisation sans aucune consultation publique officielle avec comme seul appui l'industrie hôtelière, les grands propriétaires fonciers et le gouvernement. La décision de privatisation de l'eau à Maldonado a été prise par les autorités responsables de la gestion des ressources en eau (Administracion de las Obras Sanitarias del Estado –OSE) et par la municipalité (Intendencia Municipal de Maldonado – IMM). Ce processus et d'autant plus préoccupant qu'il a suivi la politique de l'organe exécutif qui a été formulée en concertation avec les institutions financières internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI).

Deux sociétés ont pris part à la privatisation : à Maldonado , l'opérateur privé est URAGUA (filiale de la compagnie espagnole Aguas de Bilbao), et dans la zone de la plage (sur la côte atlantique) l'opérateur privé est Aguas la Costa (filière de la multinationale Suez). La majorité de la population de Maldonado se compose d'ouvriers, alors que la zone de la plage est habitée principalement par des touristes riches (qui vivent là bas pendant les trois à quatre mois de la saison estivale).

A cause de cette différence entre les types d'habitants, les réactions à la privatisation ont été quelque peu différentes. Dans la zone de la plage, les réclamations de la population se sont axées autour de la qualité et du prix de l'eau. La devise de l'organisation du quartier est " Oui pour l'eau, non pour le vol". Dans les quartiers plus pauvres de Maldonado, l'action des organisations de quartier s'est concentrée sur la lutte pour défendre les colonnes d'alimentation communautaires.

Les colonnes d'alimentation communautaire ont été installées dans différentes zones autour du pays par le Ministère de l'eau et de l'assainissement publics (OSE) pour assurer la disponibilité de l'eau potable dans les zones qui ne disposent pas d'eau courante dans les habitations. Le coût de ces colonnes (dont l'installation est assumée par l'OSE) est supporté par les municipalités. Dans les deux zones de Maldonado couvertes par un opérateur privé, la première action de ce dernier a été l'élimination des colonnes d'alimentation. Il s'agit d'une stratégie conçue pour amener les gens à payer les droits exigés par les compagnies privées pour l'installation de la connexion à domicile. Dans les zones plus riches de la plage, les compagnies privées ont pu retirer les colonnes d'alimentation sans aucun problème mais dans

[24] Cette étude de cas a été fournie par Food & Water Watch. Des versions préalables ont été publiées par Public Citizen et l'Organisation de l'environnement et du développement des femmes (WEDO) dans "Diverting the Flow: A resource guide to Gender, Rights and Water Privatisation" (Novembre 2003; www.wedo.org). L'étude est ici reproduite de la page web de Public Citizen, au : http://www.citizen.org/cmep/Water/gender/articles.cfm?ID=10796

les zones plus pauvres, les habitants n'avaient pas les moyens de payer les frais de connexion et ont par conséquent fait face à la perte des services d'eau.

Les solutions des habitants des deux zones se sont basées, jusqu'à une certaine mesure, sur leurs situations socio-économiques respectives. Dans les zones plus riches, certains habitants ont creusé leur propre puits artésien (avec un certain degré de précarité puisque l'auto-approvisionnement en eau ne constitue pas une situation très claire vis-à-vis de la loi), d'autres ont choisi de développer un système de collecte de l'eau de pluie. Dans ces cas, les femmes se sont avérées les personnes idoines pour trouver un approvisionnement en eau abordable. L'utilisation des puits et de l'eau de pluie a nécessité un travail complémentaire entre les hommes et les femmes. Néanmoins, la maintenance et le nettoyage des réservoirs d'eau pluviale ont toujours été un travail effectué par les femmes. Et dans les cas où l'eau vient à manquer et qu'elle doit être transportée d'une zone à une autre, ce travail a toujours été la responsabilité des femmes et des enfants.

Dans les zones plus pauvres de Maldonado, les réactions ont été différentes. Les femmes ont montré une grande résistance à l'élimination des colonnes. Dans le district de San Antonio III, au nord de Maldonado, l'élimination des colonnes a été annoncée immédiatement après l'arrivée de l'opérateur privé. Le comité de quartier de San Antonio tenu principalement par des femmes depuis une dizaine d'années a fait pression sur les autorités locales pour garder le robinet communautaire; l'approvisionnement du district en eau a continué et le coût du service a été assuré par la municipalité (IMM).

Dans le district de San Antonio III, il y a environ 90 familles dont 60% sont tenues par des femmes. Les colonnes d'alimentation dans le quartier approvisionnent non seulement ces familles mais aussi les voisins dans d'autres districts dans lesquels les colonnes d'alimentation ont été retirées ou les connexions ont été coupées parce que les factures d'eau n'ont pas été réglées.

Norma Bentin membre du comité de San Antonio et activiste à cause de ses conditions de vie difficiles dirige un programme alimentaire pour les enfants du voisinage. Elle affirme que plusieurs personnes dépendent des colonnes d'alimentation et que même avec ces colonnes, les maladies d'origine hydrique et les problèmes d'hygiène sont nombreux à cause du manque d'eau potable. Elle a noté, toutefois, que l'importance de ces colonnes ne s'est manifesté au grand jour que lorsque les habitants ont reçu l'avis de l'opérateur privé leur signalant que les colonnes allaient être fermées.

Là, les femmes des communautés se sont mises ensemble pour organiser un approvisionnement informel à partir de la colonne d'alimentation au profit d'autres habitations. Ainsi, la communauté a réussi à gérer sa propre consommation en eau tant bien que mal à cause des ressources limitées, la qualité du service étant encore très limitée. Le service offert par la compagnie d'eau s'arrête au niveau de la colonne d'alimentation et les gens du voisinage doivent s'organiser pour permettre à tous les voisins d'accéder l'eau.

Les exemples aux alentours de Maldonado et les situations différentes dans les zones de la plage illustrent la nécessité d'incorporer la vision et les besoins des secteurs les plus affectés et les plus touchés par les changements dans la gestion de l'eau avant de planifier une quelconque privatisation. Lorsque les politiques de gestion d'eau sont discutées, les décideurs doivent aborder la question relative à l'accès équitable à l'eau et l'utilisation durable de cette ressource.

Zimbabwe:
Initiative d'intégration de l'aspect genre dans les projets d'eau et d'assainissement à travers le programme de creusement de puits.

Introduction

Le Zimbabwe a commencé depuis la fin des années 80 à mettre en oeuvre un programme intégré pour l'approvisionnement des zones rurales en eau et en installations sanitaires (IRWSSP). Le programme met l'accent sur trois composantes : l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène. Le programme a été initialement appliqué par des comités interministériels qui se trouvent au niveau national, de la province et du district. Le comité interministériel au niveau national appelé Comité National d'Action est un organisme chargé de la formulation de la politique, de l'adoption des normes, des approches opérationnelles et de la supervision du programme national.

Les objectifs généraux du programme intégré sont comme suit :

- Améliorer la couverture et l'accès à l'eau potable.
- Améliorer la couverture et l'accès aux installations sanitaires.
- Améliorer les moyens d'existence des communautés à travers l'engagement de travaux en matière d'eau et d'assainissement ainsi que le développement des compétences.

Le programme intégré pour l'approvisionnement des zones rurales en eau et en installations sanitaires, mis en oeuvre dans les 58 districts du Zimbabwe, a été financé par un nombre de donateurs à travers des accords bilatéraux et multilatéraux. Certains problèmes que le programme a essayé d'aborder sont l'aspect genre, le VIH et le SIDA, la baisse de la pauvreté et la décentralisation.

Cette étude de cas décrit certaines des initiatives prises dans le cadre du programme IRWSSP afin d'améliorer le rôle des femmes en les sortant de la limite du travail non rémunéré et qui n'exige pas de qualification vers un emploi dans le domaine de l'eau. Le groupe de travail genre relevant du Comité National d'Action a recommandé une panoplie d'interventions pour assurer l'intégration de l'aspect genre. Une des ces interventions consiste à former les femmes et à les employer pour creuser des puits et construire des latrines. La formation pilote pour le creusage des puits a été entreprise à Mt Darwin et celle pour la construction des latrines à Zvimba.

Importance de la question

Les femmes et les hommes devraient se partager les avantages et les charges émanant de l'approvisionnement amélioré en eau et en installations sanitaires. La caractéristique principale est le fait que les femmes effectuent d'habitude des travaux non rémunérés et qui n'exigent pas de qualification alors que les hommes effectuent les travaux rémunérés et plus ou moins qualifiés en matière d'eau et d'assainissement. L'éradication de la pauvreté dépendra de l'amélioration des moyens d'existence des hommes et des femmes. L'idée selon laquelle le ménage est une unité au singulier tend à masquer les différences au sein du foyer. Les femmes n'ont normalement pas un accès aux biens financiers et pourtant elles assument la responsabilité du règlement des factures d'eau et d'autres obligations communales. Les programmes qui n'abordent pas l'amélioration de la vie des femmes risquent de les écarter du développement.

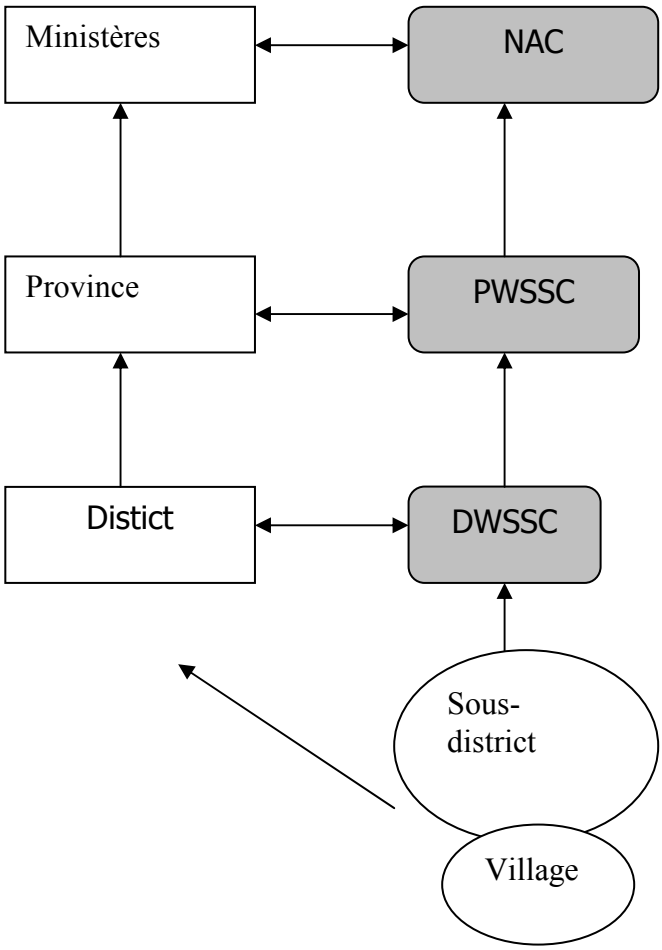
Ce cas permet de tirer des leçons pour les approches d'intégration de l'aspect genre. L'intégration est en elle même un processus d'apprentissage qui devrait impliquer les institutions locales et nationales. Il n'existe pas de réponse scientifique pour cette intégration

et devra être élaborée sous forme de processus qui comprend l'autoévaluation et le correction. L'intégration de l'aspect genre ne devrait pas être vue comme un problème propre aux femmes puisque une telle position élimine les hommes et éveille leur hostilité. Dans cette étude de cas, les femmes ont été traitées comme un groupe spécial et l'utilisation des femmes célibataires a stigmatisé encore plus l'initiative qui a été considérée par les hommes comme « une initiative de femmes divorcées ».

Historique de l'intégration de l'aspect genre

Vers la fin des années 90, le Comité National d'Action (NAC) a décidé à travers son groupe de travail de définir des stratégies pour l'intégration de l'aspect genre dans le programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le NAC se composait de plusieurs ministères impliqués dans l'eau et l'assainissement et est responsable de la formulation de la politique, de l'adoption des normes et de la supervision des programmes et de la collecte des fonds. Au dessous du NAC se trouvent les comités au niveau des provinces et des districts pour l'exécution des projets. Les services de vulgarisation viennent après pour aider à la supervision au niveau de la communauté

ORGANIGRAMME DES PROJETS IRWSS



L'un des problèmes identifiés a été le fait que les femmes effectuent des travaux non rémunérés et qui n'exigent pas de qualifications au niveau du point d'eau. Afin de réparer cette situation, le NAC a décidé que les femmes devraient être formées pour creuser les puits.

La première expérience a été conduite à Mount Darwin où 04 femmes ont été formées. Creuser les puits est un travail qui demande partiellement des qualifications et fait gagner un salaire. Les femmes formées ont constitué des équipes avec les hommes et ont été envoyées dans les zones du projet. L'idéal pour ce genre de travail est de passer jusqu'à trois mois sans visiter sa famille et le travail est généralement payé après l'achèvement des puits demandés. Les équipes de creusage obtiennent aussi des habits de protection (combinaisons) et des tentes (qui sont généralement partagées par l'équipe).

Défis
Lorsque le NAC a entamé l'évaluation de l'initiative, il a découvert que les femmes se sont vues octroyer les rôles de nettoyage de la tente et de la cuisine alors que les hommes se chargeaient du creusage. Les défis à relever sont comme suit:

- Les femmes ont obtenues des combinaisons qui ne leur allaient pas au niveau des hanches et de la poitrine. Lors du creusage, les puits deviennent très chauds surtout au-delà de 15 mètres de profondeur et les travailleurs se dénudent à moitié pour supporter la chaleur, le groupe étant mixte cette pratique devient impossible.
- Le salaire est payé à la fin du travail; il ne s'agit pas d'une rémunération hebdomadaire ou mensuelle. Ceci a causé des problèmes aux familles et les femmes avaient besoin de leur salaire pour soutenir la famille qui les attend à la maison
- Le logement partagé posait aussi des problèmes puisque les tentes ne sont pas individuelles.

Le NAC a donc décidé de constituer des équipes composées uniquement de femmes. Des allégations se sont vite manifestées selon lesquelles toutes les équipes de femmes (qui sont toutes célibataires) ont été choisies pour leur beauté et non pour leurs compétences. De plus, le contremaître, qui est un homme, a vite été accusé de visiter les équipes féminines plus régulièrement que celles masculines. Du côté des femmes, elles sentaient aussi que leur intimité était violée puisque le contremaître pouvait les visiter à tout moment même lorsqu'elles ne sont pas complètement habillées.

Le NAC a encore décidé de constituer des équipes composées uniquement de femmes mariées et de veuves. Elles devaient passer 3 mois loin de leurs familles. Elles ont obtenu des combinaisons normalement conçues pour les hommes et sont donc serrées au niveau des hanches. Les femmes ont refusé de les porter. Le NAC leur a fournit des salopettes qui leur serraient la poitrine et les empêchaient de courber le dos. Les femmes devaient aussi visiter leur famille, elles ont donc mis plus de temps pour finir le travail et aussi pour recevoir leur salaire. Par conséquent, elles ont abandonné le travail. Le NAC a conclu que cette expérience va vers l'échec et y a finalement renoncé.

Consultations avec les communautés
Le NAC a finalement décidé de s'entretenir avec les comités locaux et les communautés et a demandé comment impliquer les femmes dans les travaux rémunérés. Les communautés ont répondu que la formation des femmes dans le domaine de la construction des latrines leur permettrait de rester sur place, de percevoir un salaire plus rapidement et les compétences qu'elles auront acquises peuvent être utilisées dans des domaines autres que l'assainissement. Auparavant, les femmes ne pouvaient être recrutées pour la construction des latrines parce que le recrutement exigeait une expérience dans le domaine de la construction, exigence qui éliminait beaucoup de femmes. Il a donc été convenu que le NAC allait assouplir ses exigences pour permettre aux femmes intéressées par ce travail d'y accéder même sans

expérience et seulement avec une formation en la matière. Aujourd'hui, des femmes ont déjà reçu à Zvimba le prix du meilleur constructeur de latrine. En fait, le district de Zvimba s'enorgueillit de plusieurs femmes constructeurs de latrines qui ont réussit et la communauté sent que les femmes sont plus compatissantes avec les gens démunis et acceptent même d'être payées en nature.

Leçons tirées

Plusieurs leçons peuvent être tirées de ce cas:

- L'initiative d'intégration de l'aspect genre dans les projets d'eau et d'assainissement à travers le programme de creusage de puits voulait élever le revenu des femmes à travers un emploi rémunéré. Toutefois, cette initiative a négligé l'environnement qui devait être favorable pour offrir aux femmes un confort psychologique et physique et un bien-être nécessaire. Par conséquent, le logement des femmes sur le lieu du travail s'est avéré être un problème, la tenue de travail non appropriée et le système de rémunération aussi. Il est donc important de revoir ces éléments et de créer un environnement qui permettrait aux hommes et aux femmes de participer aux projets d'eau et d'assainissement en tant que partenaires à part égale.
- Une autre leçon concerne l'approche adoptée pour l'intégration de l'aspect genre qui s'est basée plus ou moins sur une formule mécanique sans consulter les gens concernés.
- Contrairement à la conviction populaire selon laquelle les femmes ne veulent pas exercer un travail rémunéré, ce sont les conditions du travail, les normes et la pression sociales qui les dissuadent de participer. En plus, elles sont accaparées par leur triple rôle de reproduction, de production et de gestion au sein de la communauté et doivent être proches de leur domaine pour pouvoir jongler entre ces rôles. Cette situation a des implications sur le secteur qui cherche à promouvoir les moyens d'existence à travers l'usage productif de l'eau. Si les sites d'irrigation se trouvent loin des maisons, les femmes peuvent avoir des difficultés à irriguer puisqu'elles seront amenées à négliger certaines de leurs autres multiples tâches.
- Les femmes qui construisent les latrines ont été acceptées par la communauté parce que ce travail est effectué au niveau de l'unité la plus élémentaire qu'est le village. Les femmes sont donc en mesure de prendre soin de la famille et d'avoir un revenu régulier puisque le paiement se fait par latrine construite.

Cette leçon est très importante pour les initiatives dans le domaine du renforcement des compétences qui doivent prendre en compte les lieux et les sites pour faciliter la participation et la présence de la femme.

Points clés pour le partage des connaissances et la transmission.

Les politiques nationales pour l'intégration de l'aspect genre sont importantes. Elles doivent être appuyées au niveau local à travers les consultations et les débats. Les prescriptions qui viennent d'en haut, même si elles sont armées de bonnes intentions, peuvent avoir des impacts négatifs sur la culture et le tissu social de la communauté.

L'intégration de l'aspect genre ne devrait pas être vue comme une science avec des formules à appliquer mais plutôt comme un art et un processus d'apprentissage.

Reconnaître le triple rôle joué par les hommes et les femmes est très important. Les femmes doivent s'occuper des activités reproductives, productives et communautaires. Les projets qui éloignent les femmes de chez elles vont droit à l'échec.

Photo par Fungai Makoni

Les hommes et les femmes sont en mesure d'effectuer des travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. C'est le cadre et l'environnement qui les y encouragent ou les dissuadent. Les femmes maçons ont confirmé qu'elles disposent de plus d'argent à dépenser pour le foyer. Elles reconnaissent aussi qu'elles compatissent plus avec les gens démunis et risquent même de perdre de l'argent à cause de cela parce qu'elles ne les font pas payer. D'un autre côté, elles utilisent les compétences nouvellement acquises pour améliorer l'état de leur maison et contribuent par la même à l'amélioration de l'infrastructure nationale.

Pour plus d'information, contacter:

Le Comité National d'Action: Att. Mashingayidze Ministère de l'eau, des ressources rurales et de l'Infrastructure, Kurima House Harare Tel 263- 4-704119	Institut pour le développement de l'eau et des installations sanitaires Att: Noma Neseni Box Mp 422 Mount Pleasant Harare Tel 263-4-250522 IWSD@admin.co.zw

Références

IWSD, 2000. Conseils opérationnels: rapport sur la revue du secteur, www.admin.iwsd , Unicef, Zimbabwe

IWSD, 2000. Dispositions institutionnelles: rapport sur le secteur, www.admin.iwsd , Unicef, Zimbabwe

Hammer, A, Taylor P et Matumbike, 1993. Collaboration au niveau du pays, un cas pour le Zimbabwe

Différents rapports du Comité National d'Action, (NAC).